– MARDI 27 SEPTEMBRE 1983

QUARANTIÈME ANNÉE – Nº 12026

La C.F.D.T. s'associera aux manifestations pacifistes indépendantes du P.C.F.

LIRE PAGE 44



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Arrêt des combats au Liban

Une pause aléatoire

Le cessez-le-feu intervenu au Liban ce lundi a suscité un soulagement général. C'est d'abord le cas des Libanais de toutes opinions excédés par une folie meurtrière qui n'a résolu aucun des problèmes sur lesquels ils s'opposent depuis près de huit ans. L'occupation israélienne avait contenu la petite guerre du Chouf. Après le départ des soldats juifs, l'armée libanaise, appuyée par les milices phalangistes, a essayé d'établir sa loi sur les druzes. De part et d'autre on a dû déplorer des massacres.

L'amère expérience de ces dernières années a démontré que les cessez-le-feu au Liban sont, le plus souvent, provisoires. En sera-t-il de même cette fois-ci ? On peut le craindre, car il n'est pas exclu que l'un des deux camps en présence ou les deux n'aient accepté cette pause que pour mieux sauter dans une nouvelle phase des combats.

Force est de constater, en effet, que le compromis qui a été conclu a été dicté moins par la bonne volonté des belligérants que par les pressions qu'ils ont subies. Les guérilleros druzes étaient soumis à de rudes bombardements, notamment ceux de la flotte américaine, et leurs alliés syriens s'exposaient au risque de se heurter à la machine de guerre des États-Unis. L'armée libanaise n'a pas volé en éclats, comme certains s'y attendaient. Mais elle n'a pas pu pour autant en dépit de l'appui militaire américain imposer sa loi dans le Chouf.

Une première analyse de l'accord de cessez-le-feu n'incite pas à un optimisme exagéré. Les parties en conflit ne sont convenues que d'une procédure qui prévoit notamment la constitution d'un comité politique chargé d'établir un ordre du jour avant l'ouverture d'un « congrès national de réconciliation ».

Un obstacle majeur risque de bloquer d'emblée le dialogue : les divergences qui se manifestent déjà à propos de l'ordre du jour. Pour les délégations gouvernementale et phalangiste, l'évacuation des forces syriennes et palestiniennes est un objectif prioritaire ; pour l'opposition, c'est le retrait « inconditionnel » des Israéliens et de leurs « supplétifs » du Sud-Liban qui constitue la condition « sine qua non » au départ des autres troupes étrangères. Il est probable que l'ensemble des formations du Front du salut national demandera l'annulation pure et simple de l'accord conclu le 17 mai dernier entre Beyrouth et Jérusalem – et qui a toujours été combattu par Damas. On voit mal le président Gemayel se plier à une telle exigence.

Le président Reagan a pris les devants dès la proclamation du cessez-le-feu pour réaffirmer l'« appui total des États-Unis aux objectifs déclarés du président Gemayel ». Mais il a ajouté qu'il « restait un long chemin à parcourir pour résoudre de nombreux problèmes ». Dimanche, quatre cents fusiliers marins supplémentaires ont débarqué à Beyrouth pour assurer une mission « de soutien et d'assistance » aux douze cents « marines » qui s'y trouvent déjà ; le secrétaire d'État, M. Shultz, a déclaré pour sa part que la force multinationale devrait « occuper certaines positions stratégiques » en dehors de la capitale libanaise, même après le retrait total de toutes les armées étrangères. De toute évidence, les États-Unis n'envisagent pas de se désengager de sitôt du Liban, même si la paix civile devait y être rétablie.

Instauré lundi 26 septembre, à 6 heures, heure locale le cessez-le-feu conclu la veille au Liban était généralement respecté en fin de matinée

De notre envoyé spécial

Beyrouth. – L'accord de cessez-le-feu a été conclu dimanche soir 25 septembre après la « journée des dupes » de vendredi. Les milieux proches du palais présidentiel de Baabda ne dissimulaient pas alors leur pessimisme et certains affirmaient même que le pouvoir cherchait une solution de rechange à la médiation saoudienne, apparemment vouée à l'échec. On ajoutait même que l'émir Bandar, émissaire du roi Fahd, qui s'était retiré à Djeddah, refusait de rentrer à Damas et songeait sérieusement à jeter l'éponge pour reprendre le chemin de son ambassade à Washington.

En réalité, les négociations n'étaient pas dans l'impasse : on traversait ce qu'on appelait ici « *une phase particulièrement délicate* ». D'intenses consultations se déroulaient dans le plus grand secret pour résoudre le dernier point en litige, c'est-à-dire la participation du pouvoir au congrès national de réconciliation. L'opposition avait fait savoir samedi qu'elle refusait la formule excluant le chef de l'État du dialogue, car, ainsi que l'affirmait M. Nabih Berri, président de l'organisation politico-militaire Amal, « *nous voulons un dialogue sérieux et fructueux et non point un alibi pour gagner du temps* ».

L'État étant le premier concerné et le premier responsable de l'exécution de ce qui sera décidé, son absence ne pouvait que compromettre le déroulement même des négociations. La formule de compromis qui a été adoptée en définitive prévoit donc la participation du chef de l'État.

Ce problème résolu, tout est allé très vite. Le cessez-le-feu, instauré ce lundi matin, à 6 heures (h. loc.), a été officiellement annoncé d'abord à Damas, au cours d'une conférence de presse conjointe donnée dimanche soir par l'émir Bandar El Sultan et le ministre syrien des affaires étrangères, M. Abdel Halim Khaddam. Les détails de l'accord n'ont cependant été rendus publics que tard dans la soirée à Beyrouth, à l'issue d'un entretien du président de la République, M. Amine Gemayel, avec le premier ministre, M. Chafic Wazzan.

L'accord, dont les grandes lignes étaient déjà connues, comporte quatre points essentiels :

1) Un cessez-le-feu immédiat sur l'ensemble du territoire libanais, sur tous les fronts et lignes de démarcation, sous la supervision d'« *observateurs neutres* ». Tous les Libanais déplacés depuis 1975 bénéficieront de facilités pour retourner dans leurs foyers. Des mesures d'ordre pratique seront prises pour organiser des opérations de secours ;

2) Un comité comprenant des représentants de l'armée, du Front libanais, du Front du salut national et du mouvement Amal, sera constitué pour mettre au point les mesures d'application du cessez-le-feu et le consolider ;

3) Le président de la République lancera un appel à une réunion urgente, regroupant toutes les parties, en vue d'amorcer immédiatement le dialogue national.

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 10.)

Succès de l'opposition aux élections sénatoriales

Le R.P.R. et l'U.D.F. bénéficient de la régression de la gauche et, dans certains cas, de ses divisions

Le succès de l'opposition au terme du scrutin du dimanche 25 septembre – douze sièges de plus contre un de plus pour la gauche (1) – était attendu parce qu'inscrit dans le mécanisme même de l'élection : la composition du collège électoral est telle que la représentation sénatoriale enregistre quasi automatiquement les gains ou les pertes obtenus ou subis lors des élections cantonales et municipales.

Il a été accueilli comme tel, sans triomphalisme, par les responsables de l'opposition. Celle-ci touche les dividendes de scrutins sans ambiguïtés, ceux de mars 1982 et mars 1983. Le résultat qui illustre le mieux cette évolution est celui de l'Isère, où la majorité perd deux sortants et laisse la totalité de la représentation à l'opposition. C'est en quelque sorte le solde de la perte de Grenoble par M. Dubedout.

En outre, l'introduction, par la gauche, d'une réforme électorale permettant aux minorités de siéger au sein des conseils municipaux (et donc de modifier la composition du collège électoral) a le plus souvent conféré à la droite un avantage supplémentaire. C'est particulièrement net dans le Pas-de-Calais. La gauche n'en profite que plus rarement. C'est le cas en Loire-Atlantique, où le siège supplémentaire est conquis par M. François Autain, secrétaire d'État à la défense.

Ces phénomènes structurels étant rappelés, on ne saurait méconnaître la portée politique du scrutin : la gauche progresse d'un siège (le P.S. a deux sièges de plus, les « divers gauche » un de moins), mais cela masque un net recul en voix, surtout pour le P.S. Ce recul explique, par exemple, que l'opposition enregistre un gain inattendu dans le Pas-de-Calais.

L'indulgence traditionnelle des grands électeurs à l'égard des candidats modérés, des candidatures individuelles ou dissidentes, a cédé la place à un vote partisan. La défaite de M. Henri Caillavet, dans le Lot-et-Garonne, illustre cette évolution, de même que l'échec de M. Pierre Grataloup, pourtant président de l'association des maires de l'Isère. De ce point de vue, les élections sénatoriales sont, pour le pouvoir, et s'il en était besoin, un nouvel avertissement.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Onze sièges supplémentaires ont été créés, auxquels s'ajoutent deux sièges supplémentaires pour les sénateurs représentant les Français de l'étranger, pourvus le 11 septembre.

(lire la suite page 2)

Lire pages 2 à 8 les résultats et les commentaires département par département

AU JOUR LE JOUR

Marges

Les grands électeurs de Lot-et-Garonne ont renvoyé M. Henri Caillavet aux ténèbres extérieures. Le Sénat sans le sénateur Caillavet ? Autant imaginer Paris sans la Contrescarpe.

Il avait le don de lancer sur la place politique des propositions de loi hardies, surprenantes. Nul sujet limite qui n'ait trouvé en lui un héraut enthousiaste : avortement, greffes d'organes, insémination artificielle, droit à la mort, transsexualisme...

Aux marges de la politique et de la morale, il levait des tabous avec entrain. Dimanche, l'heure d'hiver a aussi sonné pour les marginaux.

BRUNO FRAPPAT.

RECUL DES CHRÉTIENS-DÉMOCRATES DANS DEUX SCRUTINS RÉGIONAUX EN R.F.A.

Un avertissement pour M. Kohl

De notre correspondant

Bonn. – Les élections du dimanche 25 septembre en Hesse et à Brême se sont soldées par une nette avance des sociaux-démocrates. En Hesse, le S.P.D. redevient le premier parti, place que lui avait ravie la C.D.U. depuis 1974. A Brême, la liste social-démocrate conduite par le bourgmestre sortant, M. Hans Koschnick, garde la majorité absolue avec 51,8 % des suffrages et 58 sièges sur 100 au Parlement régional.

En revanche, en Hesse, la majorité reste « introuvable » : le S.P.D. obtient 51 sièges sur 110 : la C.D.U., avec 44 (au lieu de 52), ne peut pas espérer former un gouvernement avec les libéraux, qui réapparaissent au Parlement avec 8 élus.

Le chef de file des sociaux-démocrates, M. Holger Börner, ministre-président en exercice, quoique minoritaire, n'a pas l'intention de renoncer à son poste. Il reste au pouvoir jusqu'à nouvel ordre et s'apprête à présenter le budget 1983-1984. Il consultera tous les partis, bien qu'il ait déclaré dimanche soir qu'il ne voulait s'allier à aucun, surtout pas aux Verts, qui ont pourtant les 7 sièges dont l'appoint lui permettrait de contrôler la majorité du parlement régional. Probablement se contentera-t-il du soutien intermittent du groupe démocrate-chrétien.

En Hesse, l'événement est la chute de la C.D.U., qui perd 8 sièges et ne recueille que 39,4 % des suffrages contre 45,6 % il y a un an. La campagne conduite par M. Walter Wallmann, maire de Francfort, n'a pas apporté le résultat escompté. Il est vrai que, dans les dix derniers jours, elle avait viré à la tournée publicitaire en faveur du F.D.P. Sachant qu'elle ne pouvait compter sur la majorité absolue, la C.D.U. s'évertuait à sortir les libéraux du purgatoire pour avoir des partenaires dans une future coalition gouvernementale.

ALAIN CLÉMENT.

(Lire la suite page 12.)

« LA BALLADE DE NARAYAMA »

Rencontre avec Shohei Imamura

La Ballade de Narayama, le film de Shohei Imamura, palme d'or au dernier Festival de Cannes, sort le mercredi 26 septembre sur les écrans. Notre correspondant au Japon, Roland-Pierre Paringaux, a rencontré le cinéaste à Tokyo.

« A travers un réalisme parfois documentaire sur le présent ou sur le passé, et par la description de groupes marginaux, vous donnez l'impression de rejeter la société moderne et ses valeurs composites. Avez-vous une continuité de thème ?

– Je suis un jeune homme de l'après-guerre, témoin du déferlement de la culture américaine sur le Japon, de l'américanisation très rapide pendant l'occupation, et aussi de l'étonnante faculté d'adaptation des Japonais. Au sortir des ruines, affronté à ce raz de marée étranger, je me suis posé ces questions : qui sont les Japonais, quelles sont leurs racines, quelle est leur identité ?

» J'ai essayé de donner des réponses à ces questions en montrant certaines réalités du Japon d'après-guerre, mais cela n'était pas encore très clair dans mes premiers films. Le tournant date de *la Femme insecte* : c'est à partir de là que je me suis davantage attaché à la relation entre les Japonais et leurs dieux, à l'idée de dieu au Japon. C'est une relation diffuse, complexe et difficile à expliquer à un étranger : les Dieux japonais ne sont pas clairement définissables comme ceux du christianisme et du bouddhisme.

» Mais comprendre cette relation, même dans les circonstances les plus improbables, est essentiel pour comprendre les origines et la nature des Japonais. Je parle de croyances que tous ont en commun, enfouies au plus profond du subconscient, et qui sont, selon moi, très primitives.

– Le shintoïsme, avec ses divinités animistes, son culte de la nature et ses esprits ?

– Il s'agit de quelque chose d'encore plus primitif. En parler est difficile. Moi aussi, je cherche à découvrir, dans le passé et dans le présent, cette permanence des dieux.

» Je m'explique mal. Ce que je peux vous dire au moins, c'est qu'il existe des éléments spécifiques qui influencent la manière de penser et d'agir des Japonais, et cela peut sembler étrange et peut-être incompréhensible aux étrangers. Prenons deux exemples : j'ai travaillé avec des paysans à Okinawa.

» A l'heure du déjeuner, nous allions toujours nous installer sur un tumulus ou avait été enterré le père de l'un des laboureurs. Voilà ce que j'entends par primitif.

» A Tokyo, second exemple, j'ai un ami. Je lui téléphone de temps en temps pour aller boire un verre le soir. Il consulte son Koyomi (calendrier ancien) et dit : « *Tel ou tel jour ce n'est pas bon : je ne sors pas, mais celui-ci et celui-là ça va.* »

» Avez-vous remarqué que les entreprises les plus scientifiques font bénir les fondations de tout nouveau bâtiment par le prêtre shinto ? C'est curieux, et profondément japonais. C'est de l'animisme.

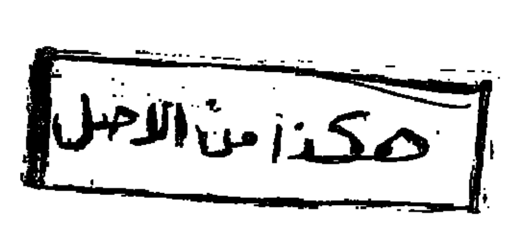
Propos recueillis par
R.-P. PARINGAUX

(Lire la suite page 1?.)

LE TRICENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE RAMEAU

Le goût retrouvé

LIRE PAGE 18 L'ARTICLE DE JACQUES LONCHAMPT



Le Monde

les élections

LE BILAN CHIFFRÉ DE LA CONSULTATION

ÉTIQUETTES	SORTANTS	POURCENTAGE des sièges	BATTUS	RÉÉLUS	ÉLUS	TOTAL des sièges	POURCENTAGE des sièges	VARIATIONS en points de %
P.C.	4	4,70	1	3	1	4	4,08	– 0,62
P.S.	14	16,47	2	6	10	16	16.32	– 0.15
M.R.G.	3	3,52	1	1	2	3	3,06	– 0,46
Div. g. (1)	1	1,17	0	0	0	0	0	– 1,17
Rad.	6	7,05	0	5	3	8	8,16	+ 1,11
C.D.S.	18	21,17	0	9	8	17	17,34	– 3,83
P.R.	7	8,23	0	5	8	13	13,26	+ 5,03
U.D.F.	4	4,70	0	3	3	6	6,12	+ 1,42
R.P.R.	15	17,64	1	12	11	23	23,46	+ 5,82
C.N.I.P.	9	10,58	0	3	1	4	4,08	– 6,50
Div. d.	4	4,70	1	0	4	4	4,08	– 0,62
	85					98		

(1) Il s'agit de M. Georges Constant, sénateur sortant du Lot, ex-M.R.G., qui ne se représentait pas.

Le tableau ci-dessus concerne les 98 sièges qui étaient à pourvoir (94 en métropole et 4 outre-mer). Deux sièges étaient vacants, l'un dans le Morbihan, l'autre dans les Pyrénées-Atlantiques et 11 sièges supplémentaires étaient à pourvoir, ce qui explique la différence entre le nombre des sortants et celui des élus : 98 = 85 + 2 + 11.

Il n'est pas tenu compte dans ce tableau des quatre sièges des sénateurs représentant les Français de l'étranger : MM. Charles de Cuttoli (R.P.R.) ; Jean-Pierre Cantegrit (U.D.F.-rad.) ; Olivier Roux (sans étiq.) et Jean-Pierre Bayle (P.S.), qui ont été désignés le 11 septembre par le Conseil supérieur des Français de l'étranger.

En raison de l'augmentation du nombre des sièges, nous avons indiqué pour chaque formation ou tendance le pourcentage des sièges qu'elle détenait avant la consultation et celui dont elle dispose après le scrutin du 25 septembre.

MM. Guillard (Loire-Atlantique), Roujon (Lozère) et Travert (Manche) appartiennent à *la fois au parti républicain* et au C.N.I.P. Pour une bonne lecture du tableau, nous n'avons pu leur attribuer qu'une seule de leurs deux étiquettes, en respectant les préférences qu'ils nous ont manifestées. MM. Guillard et Travert (C.N.I.P.), M. Roujon (P.R.).

Le ministère de l'intérieur a intégré dans ses statistiques les 2 sièges vacants aux sièges ayant un titulaire. Il aboutit donc a un total de 87 sortants.

A l'issue du scrutin de dimanche, il dénombre comme nous 4 sénateurs M.R.G., 16 sénateurs P.S., 3 sénateurs P.C. et 23 sénateurs R.P.R. Nous avons demandé aux états-majors des différentes composantes de l'U.D.F. (C.D.S., rad., P.R.) et du CNIP de nous indiquer les candidats qu'ils revendiquaient, c'est ce qui explique la différence avec les chiffres du ministère de l'intérieur, qui dénombre 42 sénateurs U.D.F. et 10 sénateurs divers droite.

Succès de l'opposition

(Suite de la première page.)

S'il en était besoin, car les scrutins cantonaux partiels représentent, chaque dimanche, autant de signes inquiétants pour la gauche, et surtout, désormais, pour le P.S., cette évolution a été confirmée le 25 septembre. Dans le Rhône, à Belleville-sur-Saône, où, en 1982, le sortant était M.R.G., aucun candidat de la majorité n'était présent au second tour, faute d'avoir obtenu les 10 % des inscrits nécessaires. Il en sera de même dimanche prochain à Marennes, en Charente-Maritime. Dans la Creuse, à Boussac, la candidate socialiste perd près de cinq points par rapport à 1982 et repasse derrière le candidat communiste.

Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que les grands *électeurs aient été* sensibles à l'air du temps.

Ils ont aussi privilégié l'union, et sanctionné la désunion. La gauche unie a gagné deux sièges, là où on ne l'attendait pas, en Moselle, face à une droite divisée. A *l'inverse*, la *majorité* a chèrement payé ses dissensions, dans le Nord où, majoritaire en voix, elle est devancée au nombre de sièges par l'opposition ; dans le Puy-de-Dôme, où M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, a été mis en ballottage. Elle a payé sa désorganisation dans les Pyrénées-Orientales, où deux anciens socialistes passés à l'opposition sont élus avec moins de voix que le total de la gauche au premier tour, et dans les Landes, où le maintien au second tour du M.R.G. donne un siège à l'U.D.F.

Celle-ci enregistre, au sein de l'opposition, la progression en sièges la plus forte. Mais le R.P.R. peut, à bon droit, se réjouir de voir son poids relatif au sein du Sénat s'accroître davantage que celui de son alliée car les sénateurs U.D.F. se répartissent entre plusieurs groupes. L'une et l'autre formation participe au rajeunissement du *Sénat, que traduit* la forte régression du C.N.I.P., dont six sortants avaient choisi la retraite. Ce renouvellement est, aussi, perceptible à gauche, avec l'entrée de M. Autain et de MM. Percheron et Allouche, *respectivement premier secrétaire* de la fédération socialiste du Pas-de-Calais et de celle du Nord. Mais l'opposition se distingue, ici encore, par ses « vedettes » : les anciens ministres MM. François-Poncet et Bonnet (ce dernier a connu dimanche sa dix-neuvième élection au premier tour en un quart de siècle de vie politique).

Quelles seront les conséquences du scrutin, qui comporte également une forte prime au nouveau pouvoir départemental (seize présidents de conseil général ont été élus ou réélus) ?

En premier lieu, deux élections législatives partielles seront organisées, l'une *dans le Morbihan*, pour remplacer M. Christian Bonnet, l'autre dans le Lot, pour la succession de M. Maurice Faure. Ce dernier scrutin sera difficile pour la gauche, dans la mesure où le reclassement de l'électorat *modéré*, « *fixé* » par le maire de Cahors, est probable et, dans sa destination, imprévisible ; en outre, le P.S. et le M.R.G. sont en désaccord et disputeront, vraisemblablement, une « primaire », face à une opposition dont le scrutin de dimanche a révélé, de façon inattendue, l'influence accrue dans le département.

En second lieu, l'élection au Sénat de MM. Quilliot et Autain entraînera (s'ils choisissent, dans un délai de trente jours, d'y siéger, comme ils en ont l'intention) un remaniement du troisième gouvernement de M. Mauroy.

Enfin, ultime conséquence, mais non la moindre, le scrutin du 25 septembre a permis de lancer le débat sur... la réforme du mode de scrutin en vue des prochaines échéances législatives. Déjà, M. Lecanuet reproche à la majorité d'envisager une telle réforme *pour tenter* d'échapper au verdict populaire, oubliant un peu vite que la gauche est favorable à la représentation proportionnelle depuis des lustres. M. Lajoinie l'a rappelé au *cours* du « Club de la presse d'Europe 1 » : « *Nous sommes favorables à la proportionnelle* » a-t-il dit, ajoutant que les communistes souhaitent discuter avec le P.S. d'une *loi* électorale « *plus juste* », ce qui ne veut pas dire qu'elle doive instaurer la proportionnelle intégrale. Les dirigeants du P.C.F. estiment, en effet, qu'il faut faire preuve de « réalisme » et que la représentati*vité territoriale*, que *permet* le scrutin actuel, ne saurait être abandonnée sans dommage. Tel est aussi le point de vue de responsables socialistes qui laissent prévoir l'élaboration d'un système mixte. Quant au chef de l'Etat, il assure n'avoir aucune autre certitude en la matière que celle-ci : il est bon que les modes de scrutin soient modifiés à intervalles réguliers, chaque système développant, à la *longue, des effets* pervers.

Pour l'heure, le *Sénat* reste, plus que jamais, le bastion de l'opposition à la gauche, comme il fût naguère celui de l'opposition au gaullisme, lorsque celui-ci incarnait le mouvement. Tant il est vrai que la Haute Assemblée est *vouée à refléter* la permanence, à travers le pays, de la résistance au changement du moins, lorsque celui-ci est perçu comme un bouleversement.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Trente-deux sénateurs ne se représentaient pas

Trente-deux sénateurs sortants ne sollicitaient pas le renouvellement de leur mandat :

– *Deux membres du groupe R.P.R. :* MM. Roger Moreau (Indre-et-Loire) ; Georges Repiquet (la Réunion) ;

– *Cinq membres du groupe de l'Union des républicains et des indépendants (U.R.E.I.) :* MM. Paul Guillard, C.N.I.P. (Loire-Atlantique) ; Louis Martin, U.D.F. (Loire) ; Guy Petit, U.D.F.-P.R. (*Pyrénées-Atlantiques*) ; François Schleiter, C.N.I.P. (Meuse) ; Robert Schmitt, U.D.F.-P.R. (Moselle) ;

– *Neuf membres du groupe de l'Union centriste des démocrates de progrès :* MM. Octave Bajeux, U.D.F.-C.D.S. (Nord) ; François Dubanchet, U.D.F.-C.D.S. (Loire) ; Jean Gravier, U.D.F.-C.D.S. (Jura) ; Marcel Lemaire, C.N.I.P., (Marne) ; Paul Pillet, U.D.F.-C.D.S. (Loire) ; Maurice Prévoteau U.D.F.-C.D.S. (Marne) ; Jean Sauvage, U.D.F.-C.D.S. (Maine-et-Loire) ; Raoul Vadepied, U.D.F.-C.D.S. (Mayenne) ; Joseph Yvon, U.D.F.-C.D.S. (Morbihan) ;

– *Quatre membres de la gauche démocratique :* MM. René Billères, M.R.G. (Hautes-Pyrénées) ; Georges Constant, ex-M.R.G. (Lot) ; Sylvain Maillols, div. d. (Pyrénées-Orientales) ; André Morice, cent. rép. (Loire-Atlantique) ;

– *Six membres du groupe socialiste :* MM. André Barroux (Puy-de-Dôme) ; Gilbert Belin (Puy-de-Dôme) ; Emile Durieux (Pas-de-Calais) ; Gérard Minvielle (Landes) ; Raymond Splingard (Pas-de-Calais) ; Jean Varlet (Nord) ;

– *Six sénateurs n'appartenant à aucun groupe :* Mme Jacqueline Alduy, div. d. (Pyrénées-Orientales) ; MM. Pierre Bouneau, C.N.I.P. (Landes) ; Rémi Cabocel, U.D.F.-C.D.S. (Moselle) ; Jean Desmarets, C.N.I.P. (Nord) ; Hector Dubois, C.N.I.P. (Oise) ; Pierre Perrin, div. d. (Isère).

LES SORTANTS BATTUS

Six sénateurs qui sollicitaient le renouvellement de leur mandat ont perdu leur siège. Il s'agit de MM. Henri Caillavet, M.R.G. (Lot-et-Garonne) ; René Chazelle, P.S. (Haute-Loire) ; Lionel Cherrier, ex-P.R. (Nouvelle-Calédonie) ; Raymond Espagnac, P.S. (Isère) ; Lucien Gautier, R.P.R. (Maine-et-Loire) ; Paul Jargot, P.C. (Isère).

Les quarante-sept sénateurs réélus

Quarante-sept sénateurs, qui sollicitaient le renouvellement de leur mandat, ont été réélus.

– *Vingt-deux sénateurs U.D.F. :* MM. Louis Ballayer, C.D.S. (Mayenne) ; Charles Beaupetit, rad. (Loir-et-Cher) ; Georges Berchet, rad. (Haute-Marne) ; André Bohl, C.D.S. (Moselle) ; Roger Boileau, C.D.S. (Meurthe-et-Moselle) ; Louis Boyer, P.R. (Loiret) ; Auguste Chupin, C.D.S. (Maine-et-Loire) ; Rémi Herment (Meuse) ; Pierre Jeambrun, rad. (Jura) ; Henri Le Breton (Morbihan) ; Bernard Legrand, C.D.S. (Loire-Atlantique) ; Kléber Malécot (Loiret) ; Hubert Martin, P.R. (Meurthe-et-Moselle) ; Claude Mont, C.D.S. (Loire) ; Jacques Moutet, rad. (Pyrénées-Atlantiques) ; Roger Poudonson, C.D.S. (Pas-de-Calais) ; Richard Pouille, P.R. (Meurthe-et-Moselle) ; Jean-Marie Rausch, C.D.S. (Moselle) ; Jules Roujon, P.R. (Lozère) ; Raymond Soucaret, rad. (Lot-et-Garonne) ; Jacques Thyraud, P.R. (Loir-et-Cher) ; Louis Virapoullé, C.D.S. (la Réunion).

– *Douze sénateurs R.P.R. :* MM. Jean Amelin (Marne) ; Hubert d'Andigné (Orne) ; Amédée Bouquerel (Oise) ; Pierre Carous (Nord) ; Michel Chauty (Loire-Atlantique) ; Henri Collette (Pas-de-Calais) ; Jacques Delong (Haute-Marne) ; Marcel Fortier (Indre-et-Loire) ; Adrien Gouteyron (Haute-Loire) ; Jean-François Legrand (Manche) ; Jean Natali (Oise) ; Maurice Schumann (Nord).

– *Six sénateurs socialistes :* MM. Noël Berrier (Nièvre) ; Jacques Bialski (Nord) ; Michel Charasse (Puy-de-Dôme) ; Michel Darras (Pas-de-Calais) ; Roland Grimaldi (Nord) ; Robert Guillaume (Nièvre).

– *Trois sénateurs communistes :* MM. Raymond Dumont (Pas-de-Calais) ; Gérard Ehlers (Nord) ; Hector Viron (Nord).

– *Trois sénateurs C.N.I.P. :* MM. Henri Olivier (Orne) ; Jean-Pierre Tizon (Manche) ; René Travert (Manche).

– *Un sénateur M.R.G. :* M. Hubert Peyou (Hautes-Pyrénées).

Dans la presse parisienne

Dans *LIBERATION*, Eric Dupin estime que « *non seulement la gauche s'affaiblit relativement au Sénat mais sa composante de droite musclée se renforce* ».

Alexis Liebart souligne dans *LE MATIN* que ces résultats révèlent « *une certaine radicalisation du corps électoral* » et traduisent une « *bipolarisation, loi commune de la Ve République* » à l'écart de laquelle le Sénat s'était jusqu'à maintenant tenu.

Désormais, constate de son côté Paul Guilbert dans le *QUOTIDIEN DE PARIS*, « *on annonce la couleur plus vite et on tranche plus nettement qu'autrefois. C'est de ce réflexe de politisation accentuée qu'a effectivement bénéficié le R.P.R. au sein de l'opposition, au détriment des candidats marginaux et notables divers qui faisaient, naguère, le délice des scrutins sénatoriaux* ».

« *Une étape de la reconquête* », ainsi Charles Rebois apprécie-t-il les résultats de dimanche. Pour l'éditorialiste du *FIGARO*, « *deux facteurs ont permis ces résultats : le reflux d'une fraction du centre gauche, qui prend ses distances à l'égard de l'expérience socialo-communiste, et surtout, dans la plupart des départements, le front commun présenté par le R.P.R. et l'U.D.F. L'opération de diversion menée en Moselle par des francs-tireurs, opération qui a fait gagner deux sièges à la majorité, appuie* a contrario *la démonstration* ».

Cinquante et un nouveaux élus

Cinquante et un nouveaux élus feront leur entrée, pour certains d'entre eux, ou reviendront au Sénat le 2 octobre :

– *Vingt-deux U.D.F. :* MM. Paul Alduy, P.S.D. (Pyrénées-Orientales) ; Jean Arthuis, C.D.S. (Mayenne) ; Jean-Paul Bataille, P.R. (Nord) ; Christian Bonnet, P.R. (Morbihan) ; Jean Boyer, P.R. (Isère) ; Pierre Brantus, C.D.S. (Jura) ; Guy Cabanel, P.R. (Isère) ; Jean-Paul Chambriard, P.R. (Haute-Loire) ; Charles-Henri de Cossé-Brissac, rad. (Loire-Atlantique) ; Jean Delaneau, P.R. (Indre-et-Loire) ; André Diligent, C.D.S. (Nord) ; Michel Durafour, rad. (Loire) ; Henri Elby, rad. (Pas-de-Calais) ; Jean Faure, C.D.S. (Isère) ; Jean François-Poncet (Lot-et-Garonne) ; Yves Goussebaire-Dupin, P.R. (Landes) ; Jean Huchon (Maine-et-Loire) ; Charles Jolibois, P.R. (Maine-et-Loire) ; Jacques Macher, C.D.S. (Marne) ; Louis Mercier, C.D.S. (Loire) ; Michel Souplet, C.D.S. (Oise) ; Albert Vecten, C.D.S. (Marne).

– *Onze R.P.R. :* MM. Auguste Cazalet (Pyrénées-Atlantiques), Luc Dejoie (Loire-Atlantique), Charles Descours (Isère), Franz Duboscq (Pyrénées-Atlantiques), Roger Husson (Moselle), Paul Masson (Loiret), Arthur Moulin (Nord), Lucien Neuwirth (Loire), Josselin de Rohan (Morbihan), Dick Ukeiwé (Nouvelle-Calédonie), André Voisin (Indre-et-Loire).

– *Dix P.S. :* MM. Guy Allouche (Nord), François Autain (Loire-Atlantique), Marcel Bony (Puy-de-Dôme), Marcel Costes (Lot), André Delelis (Pas-de-Calais), Philippe Labeyrie (Landes), Jean-Pierre Masseret (Moselle), Daniel Percheron (Pas-de-Calais), Roger Quilliot (Puy-de-Dôme), Albert Ramassamy (la Réunion).

– *Quatre divers droite :* MM. Paul Bénard (la Réunion), Claude Huriet (Meurthe-et-Moselle), Guy Malé (Pyrénées-Orientales), Michel Rufin (Meuse).

– *Deux M.R.G. :* MM. François Abadie (Hautes-Pyrénées), Maurice Faure (Lot).

– *Un P.C. :* M. Paul Souffrin (Moselle).

– *Un CNIP :* M. Claude Prouvoyeur (Nord).

MM. BONNET ET MAURICE FAURE DEVRONT CHOISIR ENTRE L'ASSEMBLÉE ET LE SÉNAT

MM. Christian Bonnet (U.D.F.-P.R.), député du Morbihan, et Maurice Faure (M.R.G.), député du Lot, qui ont été élus sénateurs, ont le choix entre siéger à l'Assemblée nationale ou au Sénat. S'ils optent pour la Haute Assemblée, deux élections législatives partielles seront organisées.

Trois autres députés étaient candidats : MM. Dominique Dupilet (P.S., Pas-de-Calais), Marcel Garrouste (M.R.G., Lot-et-Garonne) et Henri de Gastines (R.P.R., Mayenne). Ils ont été battus.

L'opposition se félicite d'un vote politique

« *Pour la première fois depuis longtemps, les grands électeurs ont émis un vote politique* », constate, pour s'en féliciter, M. Bernard Pons, secétaire général du R.P.R., résumant ainsi une opinion commune à toute l'opposition ; « *la majorité gouvernementale enregistre un nouvel échec* », se réjouit M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S. ; « *les personnalités qui ont voulu se présenter de façon isolée, contrairement au passé, n'ont pas réussi à faire leur percée* », fait remarquer M. Adolphe Chauvin, président du groupe centriste au Sénat.

Mais, après ce satisfecit général, chacun des partis de l'opposition crie victoire pour lui-même. « *Le R.P.R. s'est parfaitement bien comporté* », souligne M. Pons. « *Le R.P.R. a des raisons particulières d'être encore un peu plus satisfait puisqu'il gagne un nombre respectable de sièges* », explique M. Charles Pasqua, président du groupe R.P.R. au Sénat.

Mais, en écho, M. Lecanuet, président de l'U.D.F., fait remarquer : « *Globalement c'est une nette progression de l'U.D.F. (...) qui reste la très grande force politique du Sénat.* » Même au sein de cette confédération, chacun estime avoir gagné : « *le C.D.S. voit le nombre de ses élus s'accroître* », constate M. Mehaignerie, et M. Didier Bariani, président du parti radical, tient le même raisonnement : « *le parti radical progresse de façon significative* » ce qui, ajoute-t-il, « *consacre le rejet des attitudes ambiguës et incertaines et démontre que les radicaux trouvent toute leur place au sein de l'opposition* ».

Opinion que ne partage apparemment pas M. Jacques Pelletier, président du groupe de la Gauche démocratique au Sénat, qui se félicite que celui-ci puisse accueillir plusieurs personnalités, car, dit-il, « *dans la bipolarisation actuelle, notre groupe représente la tolérance. C'est une bonne chose que d'avoir un groupe qui ne soit pas aussi manichéen que les autres* ».

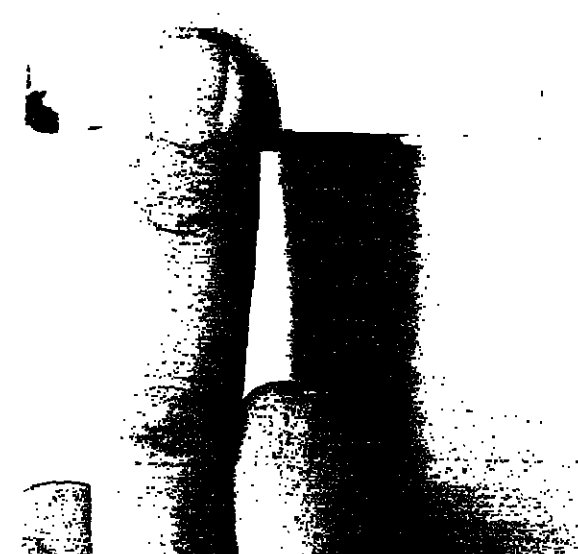
Devant ces cris de victoire de l'opposition, la majorité se fait discrète. M. Jean-Michel Baylet, président du M.R.G., se satisfait simplement « *du maintien des positions de la majorité, et notamment du M.R.G., à la Haute Assemblée* » ; il reconnaît néanmoins que le vote des grands électeurs traduit « *une certaine inquiétude quant à l'application sur le terrain des lois de décentralisation* ».

M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, voit quand même dans les résultats de ces élections sénatoriales, « *une certaine stabilité* » ; il est vrai qu'il se plaint aussi de l'« *injustice* » du scrutin majoritaire et qu'il a demandé pour les prochaines élections l'instauration d'un scrutin proportionnel.

M. Lecanuet ne le suit pas sur ce chemin non plus ; il constate que dans les *départements où l'élection* des sénateurs a eu lieu à la proportionnelle son mouvement a été « *défavorisé puisque*, dit-il, *nous avons la majorité mais que les sièges ne sont plus répartis selon la règle majoritaire. On voit pourquoi les socialistes sont en train de rechercher la manière d'introduire la proportionnelle dans les scrutins* ».

M. Pierre Bauby, secrétaire politique du parti communiste-marxiste-léniniste, émet les critiques les plus vives en écrivant : « *Le Sénat, assemblée de notables élue de manière indirecte et sur-représentant la France rurale par rapport à la France industrielle et urbaine, est un des piliers de la Constitution de la Ve République instituée en 1958 pour assurer la domination des forces réactionnaires. Mettre en œuvre une politique favorable aux travailleurs et au peuple de notre pays implique de supprimer le Sénat.* »

Majorité et opposition se retrouvent pour regretter la faible place faite aux femmes au Palais du Luxembourg, faiblesse dénoncée une fois encore par Mme Brigitte Gros, sénateur gauche démocratique des Yvelines. Si Mme Hélène Luc, présidente du groupe communiste au Sénat, constate : « *notre groupe est le seul à faire une large place aux femmes* », M. André Méric, son homologue socialiste, reconnaît que le petit nombre de femmes sénateurs fait qu'une « *vision de la société ne sera pas représentée au Sénat* ». N'aurait-il pas fallu y penser plus tôt ?



sénatoriales

Nous publions dans les pages qui suivent les résultats des élections sénatoriales qui ont eu lieu dimanche dans les trente départements métropolitains de la série renouvelable (94 sièges), dans un département d'outre-mer, la Réunion (3 sièges), et dans un territoire d'outre-mer, la Nouvelle-Calédonie (1 siège). La désignation intervenue le 11 septembre de quatre sénateurs représentant les Français établis hors de France par le Conseil supérieur des Français de l'étranger sera ratifiée par le Sénat lors de la première séance de la session d'automne.

Pour chaque département, nous indiquons le nombre de sièges à pourvoir, en tenant compte, le cas échéant, de la création de sièges supplémentaires, puis les noms des sénateurs sortants, en précisant ceux d'entre eux qui ne se représentaient pas.

Les noms des élus ou des réélus apparaissent toujours en italique.

Nous rappelons les résultats des précédentes élections, qui avaient eu lieu le 22 septembre 1974, dans les départements concernés. Dans quelques cas, des élections partielles sont intervenues entre 1974 et 1983. Nous en rappelons également les résultats.

La mention « isolés » concerne les candidats qui se présentaient à titre individuel. Nous avons tenté, chaque fois qu'il était possible, de « situer » politiquement des candidats qui se présentaient sur une liste dont l'intitulé vague dissimulait plus ou moins leur appartenance exacte.

Les lettres R.P. qui figurent après le nombre des sièges à pourvoir dans les départements de la Loire-Atlantique, de la Moselle, du Nord et du Pas-de-Calais indiquent que le scrutin s'y est déroulé selon le système de la représentation proportionnelle, en vigueur dans les départements qui ont à élire cinq sénateurs ou davantage.

INDRE-ET-LOIRE (2 + 1)

Sortants : MM. Marcel Fortier, R.P.R. ; Roger Moreau, R.P.R. (suppléant de Raymond Villatte, décédé le 21 juillet 1975) (n.s.r.p.).

PREMIER TOUR

Inscrits, 1 239 : votants 1 229
Suffrages exprimés, 1 222

ISOLÉS : MM. Marcel Fortier, R.P.R., sen. sort., c.g., m. de Richelieu, 567 ; Jean Delaneau, U.D.F.-P.R., prés. c. rég., c.g., m. de Château-Renault, 509 ; André Voisin, sout. R.P.R., prés. c.g., a.d., 479 ; Michel Trochu, div. d., c.g., adj. m. de Tours, 332 ; James Bordas, U.D.F.-P.R., c.g., m. de Chambray-lès-Tours, 283 ; Pierre de Beaumont, U.D.F.-Rad., c.g., 164 ; Gilbert Buron, div. d., m. de Luzille, 126 ; Michel Morcher, div. d., 117 ; Jean Roux, C.N.I.P., m. de Fondettes, 78 ; Fernand Andréani, div. d., 68 ; Philippe Dubreuil-Chambardel, U.D.F., 52.

P.S. : MM. Norbert Echapt, c.g., 176 ; Michel Blondeau, 174 ; Mme Huguette Boussiquet, adj. m. Saint-Pierre-des-Corps, 159.

P.C. : Mme Lucette Chapeau, 66 ; MM. Jacques Vigier, 66 ; Jean-Paul Moreau, 64.

DEUXIEME TOUR

Votants, 1 236 ; suffr. expr., 1 214.

MM. *Fortier*, R.P.R., 876 voix .... *REELU*

Delaneau, U.D.F.-P.R., 875 .... *ELU*

Voisin, sout. R.P.R., 757, ... *ELU*

Echapt, P.S., 210 ; Blondeau, P.S., 200 ; Vigier, P.C., 178 ; de Beaumont, U.D.F.-rad., 133 ; Buron, div. d., 126 ; Trochu, div. d., 12 ; Bordas, U.D.F.-P.R., 5 ; Mme Chapeau, P.C., 1.

Les trois favoris l'ont emporté. Le sénateur sortant, Marcel Fortier (R.P.R.), en tête dès le premier tour, a gardé son siège facilement, ne devançant finalement que d'une voix son suivant immédiat, M. Jean Delaneau (P.R.), président du conseil régional, qui faisait appel de sa défaite aux élections législatives de 1981. Un peu plus difficile a été la victoire de M. André Voisin (Sout. R.P.R.).

Placé en troisième position au premier tour, M. Voisin pouvait être menacé par la belle performance de M. Michel Trochu, adjoint au maire de Tours (div. d.) et de M. Jean Bordas (U.D.F.-P.R.). Encore fallait-il que l'un des deux candidats acceptât de se retirer au profit de l'autre. Il n'en a rien été. Après beaucoup d'hésitations et de discussions, les deux hommes se retiraient de concert, laissant le champ libre au président du conseil général et consacrant ainsi la victoire totale des notables en place.

∴

[M. Jean Delaneau, né le 29 août 1933, chirurgien, est maire de Château-Renault depuis 1967 et conseiller général depuis 1970. Conseiller régional depuis 1972, il est devenu président de la région Centre en 1979. Député en 1974, à la suite du décès du titulaire de la circonscription dont il était le suppléant, il a perdu sont siège en 1981.]

[M. André Voisin, né le 28 mars 1918 à l'Ile-Bouchard (Indre-et-Loire) est maire de cette commune depuis 1947. Il a été élu conseiller général en 1955, puis député en 1958. Président du conseil général, il a perdu son siège de député en 1981.]

1974 : inscr., 1 085. **Premier tour** : vot., 1 075 ; suffr. expr. : 1 058. – Isolés : MM. Fortier, app. U.D.R., 488 ; Villatte, s. étiq., 281 ; Carreté, s. étiq., 257 ; de Beaumont, réf., 191 ; Pages, s. étiq., 152. – P.S. : MM. Astruc, 237 ; Maveyraud, 230. – P.C. : MM. Vigier, 68 ; Dauger, 63.

Deuxième tour : vot., 1 078 ; suffr. expr., 1 061. – MM. Fortier, 610, RÉÉLU ; Villatte, 355, ÉLU ; Carreté, 306 ; Maveyraud, 285 ; Astruc, 254 ; de Beaumont, 146 ; Pages, 1 ; Vigier, 1.

ISÈRE (3 + 1)

Sortants : MM. Raymond Espagnac, P.S. (suppléant de Paul Mistral, décédé le 29 août 1981) ; Paul Jargot, P.C. ; Pierre Perrin, N.I. (n.s.r.p.).

PREMIER TOUR

Inscrits, 2 318 ; votants, 2 314
suffrages exprimés, 2 305

UN. OPP. : MM. Jean Boyer, U.D.F.-P.R., c.g., a.d., m. de Gillonnay, 1 065 voix ; Guy Cabanel, U.D.F.-P.R., c.g., a.d., m. de Meylan, 1 032 ; Jean Faure, U.D.F.-C.D.S., c.g., m. d'Autrans, 985 ; Charles Descours, R.P.R., c.g., c.m. de Grenoble, 975.

P.S. : MM. Raymond Espagnac, sén. sort., vice-prés. c.g., 741 ; Maurice Puissat, c.g., 692 ; Pierre Oudot, m. de Bourgoin-Jallieu, 678 ; Augustin Giraud, c.g., 591.

P.C. : MM. Paul Jargot, sén. sort., m. de Crolles, 558 ; Maurice Poirier, c.g., m. de Roussillon, 360 ; Michel Bacconnier, m. de Saint-Quentin-Fallavier, 352 ; Georges Maugiron, c.g. de Susville, 337.

ISOLES : MM. Pierre Grataloup, div. d., prés. de l'Association des maires de l'Isère, m. de Saint-Chef, 534 ; Yves Graillat, C.N.I.P., c.m. de Voiron, 63 ; Jean-Claude Berthet, div. d., 16.

DEUXIEME TOUR

Votants, 2 314 ; suffr. expr., 2 305

MM. *Boyer*, U.D.F.-P.R., 1 208 voix .... *ELU*

Faure, U.D.F.-C.D.S., 1 184 .... *ELU*

Cabanel, U.D.F.-P.R., 1 178 .... *ELU*

Descours, R.P.R., 1 153 *ELU*

Jargot, P.C., sén. sort., 1 098 ; Espagnac, P.S., sén. sort., 1 051 ; Oudot, P.S., 1 019 ; Puissat, P.S., 1 008 ; Grataloup, div. d., 1.

Victoire totale de l'opposition dans l'Isère : les quatre candidats de sa liste unie U.D.F.-R.P.R. deviennent les quatre nouveaux sénateurs du département. Nouvelle étape d'une reconquête entreprise par la droite il y a deux ans, ce résultat n'est pas dépourvu de charge symbolique : après la chute dans l'opposition, lors des dernières élections municipales, de Grenoble, qui fut un temps revendiquée par la gauche comme un « laboratoire social » de la France, l'opposition étend de façon importante son emprise sur le département.

M. Pierre Grataloup, divers droite, qui avait troublé le jeu uni de l'opposition, ne lui aura finalement procuré que la gêne, au premier tour, des 534 voix par lui recueillies.

Dans le camp de la majorité, affaiblie par les derniers scrutins, la mobilisation de l'appareil socialiste n'a pas suffi à M. Raymond Espagnac pour sauver son siège. Battu lui aussi, le sénateur sortant communiste, M. Paul Jargot, n'a que la pauvre satisfaction d'être le « premier battu », devançant légèrement, avec ses 1 098 voix du second tour, M. Espagnac (1 051 voix). Autre amère victoire pour la gauche communiste : M. Jargot devance aussi une nouvelle fois, dans l'échec, M. Pierre Oudot (P.S.), qu'il avait, par sa victoire de 1974, empêché d'entrer au Sénat.

∴

[M. Guy Cabanel, né le 7 avril 1927 à Alger, est professeur de médecine et ancien doyen de la faculté de Grenoble. Il fut député de l'Isère de 1973 à 1981. Il est maire et conseiller général de Meylan et président départemental du parti républicain.]

[M. Jean Boyer, né le 1er août 1923 à Oyen (Isère) est industriel. Il fut député de l'Isère de 1968 à 1978. Questeur de l'Assemblée nationale à partir de 1977, il est maire de Gillonnay depuis 1965 et conseiller général de la Côte-Saint-André depuis 1958.]

[M. Jean Faure, né le 14 janvier 1937, est conseiller général depuis 1979, maire d'Autrans, directeur d'associations de tourisme social et vice-président de l'association nationale des maires de stations de sport d'hiver.]

[M. Charles Descours, né le 31 décembre 1937 à Montfaucon-en-Velay (Haute-Loire) est chirurgien. Conseiller général de Grenoble et conseiller municipal de cette ville, M. Descours y est adjoint au maire chargé des transports.]

1974 : inscr., 1 882. **Premier tour** : vot., 1 874 ; suffr. expr. : 1 838. – P.S. et rad. g. : MM. Mistral, P.S., 958, RÉÉLU ; Oudot, P.S. 706 ; Picard, P.S., 655. – Isolés : MM. Perrin, réf., 872 ; Jargot, P.C., 549 ; Bernard, s. étiq., 194 ; Trolliet, 42. – Maj. : MM. Magnin, 528 ; Salazard, 425.

Deuxième tour : vot., 1 872 ; suffr. expr., 1 854. – MM. Perrin, 969, ÉLU ; Jargot, 942, ÉLU ; Oudot, 873 ; Magnin, 642 ; Trolliet, 12.

ABRÉVIATIONS

n.s.r.p.	ne se représente pas

I. – TITRES

a.d.	ancien député
a. m.	ancien maire
a. min.	ancien ministre
a. prés. cons.	ancien président du conseil
a. sén.	ancien sénateur
c. g.	conseiller général
c. m.	conseiller municipal
d.	député
m.	maire
min.	ministre
prés. c. g.	président du conseil général
prés. c. gén.	président du conseil général
sec. E.	secrétaire d'Etat
sén.	sénateur
sén. sort.	sénateur sortant

II. – ÉTIQUETTES

act. loc.	action locale
app.	apparenté
C.D.P.	Centre démocratie et progrès
C.D.S.	Centre des démocrates sociaux (U.D.F.)
C.N.I.P.	Centre national des indépendants et paysans
Cent. dém.	Centre démocrate
Cent. g.	Centre gauche
Cent. rép.	Centre républicain
diss.	dissident (n'a pas reçu l'investiture de son parti)
div. d.	divers droite
div. g.	divers gauche
F.N.	Front national
Gauche dém.	Gauche démocratique (réunit des sénateurs de l'opposition et de la majorité)
ind.	indépendant
M.D.	Mouvement des démocrates
mod.	modéré (candidat de l'opposition n'appartenant ni au R.P.R. ni à l'U.D.F.)
M.R.G.	Mouvement des radicaux de gauche
M.R.P.	Mouvement républicain populaire (démocrates chrétiens)
Pays.	républicain indépendant d'action sociale (« paysan »)
P.C.	Parti communiste
P.R.	Parti républicain (U.D.F.)
P.S.	Parti socialiste
P.S.D.	Parti social-démocrate (ancien M.D.S.F. de Max Lejeune) (U.D.F.)
P.S.U.	Parti socialiste unifié
Rad.	parti radical (U.D.F.)
Rad. g.	radical de gauche
Ratt.	rattaché
Réf.	réformateur
R.I.	Républicain indépendant
R.P.R.	Rassemblement pour la République
ss étiq.	sans étiquette
sout.	soutien
U.C.D.P.	Union centriste des démocrates de progrès
U.D.B.	Union démocratique bretonne
U.D.F.	Union pour la démocratie française
U.D.R.	Union des démocrates pour la République (gaullistes)
U.D. Ve	gaullistes (proches de l'U.D.R.)
U.N.R.	Union pour la nouvelle République (gaullistes jusqu'en 1967)
U.R.E.I.	Union des républicains et des indépendants
un. g.	union de la gauche
un. opp.	union de l'opposition

JURA (2)

Sortants : MM. Jean Gravier, U.C.D.P. (n.s.r.p.) ; Pierre Jeambrun, gauche dém.

Inscrits, 959 ; votants 956
Suffrages exprimés 949

UN. OPPO. : MM. *Pierre Jeambrun*, U.D.F.-rad., sén. sort., 707 voix .... *RÉÉLU*

Pierre Brantus, U.D.F.-C.D.S., prés. c.g., 688 .... *ÉLU*

P.S. : Marc Mignot, c.g., 179 ; Jacques Chambard, c.m. de Conliège, 165.

P.C. : Maurice Faivre-Picon, c.g., m. de Damparis, 76 ; Claude Jeanneret, c.rég., c.m. de Lons-le-Saunier, 74.

On aurait pu s'attendre à un plus grand nombre d'abstentions, dues à certains électeurs du monde agricole, qui, contrairement à 1974, n'ont pas été représentés par une liste paysanne. Ce n'a pas été le cas, puisque l'on enregistre seulement 7 bulletins nuls et 79,4 % des suffrages pour la liste d'opposition. Le parti socialiste se maintient, par rapport aux scrutins antérieurs, tandis que le parti communiste, qui avait bénéficié, lors des dernières municipales, de l'introduction de la proportionnelle dans les villes importantes, améliore sensiblement son score.

∴

[M. Pierre Brantus, né le 27 octobre 1921 à Dijon (Côte-d'Or), ancien résistant, journaliste, a occupé diverses fonctions au sein des organismes de la presse, notamment celles de vice-président du S.N.P.Q.R. (Syndicat national de la presse quotidienne régionale) de 1971 à 1974 après en avoir été le trésorier et le secrétaire général. M. Brantus, ancien directeur adjoint de *l'Est républicain* et ancien cogérant de la S.A.R.L. *les Dépêches-l'Est républicain*, est administrateur des Imprimeries et papeteries de l'Est. Elu, à l'occasion d'un scrutin partiel, conseiller général du canton de Montmirey-le-Château, le 17 décembre 1972, M. Brantus a été réélu en 1973 et en 1979 avant d'être élu président du conseil général en 1980.]

1974 : inscr., 926. **Premier tour** : vot., 920 ; suffr. expr. : 910. – C.D.P. : MM. Jeambrun, 516, ÉLU ; Gravier, 430. – P.S. : MM. Cuny, 165 ; Deroubaix, 151. – Isolés : MM. Futin, cent. g., 129 ; Clément, 100. – Déf. int. agric. : MM. Barraux, 84 ; Dubief, 77. – P.C. : Faivre-Picon, 42 ; Pouard, 41.

Deuxième tour : vot., 925 ; suffr. expr., 894. – MM. Gravier, 590, RÉÉLU ; Cuny, 304.

LANDES (2)

Sortants : MM. Pierre Bouneau, N.I. (n.s.r.p.) ; Gérard Minvielle, P.S. (n.s.r.p.).

PREMIER TOUR

Inscrits, 898 ; votants, 895
Suffrages exprimés, 878

Un. opp : MM. Yves Goussebaire-Dupin, U.D.F.-P.R., c. g., m. de Dax, 405 voix ; André Mirtin, R.P.R., a.d., m. de Parentis-en-Born, 355.

P.S. : MM. Philippe Labeyrie, c. rég., c.g., m. de Mont-de-Marsan, 324 voix ; Jacques Dutin, c. g., m. de Villeneuve-de-Marsan, 309.

M.R.G. : M. Alain Dutoya, c. rég., c. g., m. d'Hagetmau, 132 voix.

P.C. : MM. André Maye, c. g., m. de Tarnos, 95 voix ; Franck Marcade, c.g., m. de Mouscardes, 95.

DEUXIÈME TOUR

Vot., 896 ; suffr. expr. 889

MM. *Labeyrie*, P.S., 428 voix, ... *ÉLU* ;

Goussebaire-Dupin, U.D.F.-P.R., 421 voix, ... *ÉLU* ;

M. Dutin, P.S., 415 ; M. Mirtin, R.P.R., 392 ; M. Dutoya, M.R.G., 76 voix.

Le maintien, au deuxième tour, de M. Dutoya, seul candidat du M.R.G. à ces élections sénatoriales dans les Landes, a privé le P.S. d'un deuxième siège de sénateur. Pourtant les socialistes pouvaient être satisfaits des résultats du premier tour. S'ils ne retrouvaient pas la totalité des voix recueillies il y a neuf ans par M. Minvielle (élu depuis 1946, il bénéficiait de nombreux soutiens personnels), leurs deux nouveaux candidats, malgré leur jeunesse, faisaient beaucoup mieux que le deuxième de leur liste de 1974. Mais pour l'emporter complètement il leur fallait réaliser l'union de la gauche. Il n'y a pas eu de difficulté avec le P.C.F., mais M. Dutoya est resté fidèle à l'engagement qu'il avait pris de ne pas se retirer, malgré la menace du P.S. de lui faire perdre la vice-présidence du conseil régional d'Aquitaine, qu'il détient grâce à lui. Encouragé par son résultat, M. Dutoya a beaucoup plus que doublé ses voix d'il y a neuf ans et a pu voir là une approbation de son thème principal de campagne : il faut donner un avertissement au pouvoir. Certes il a perdu 56 voix entre les deux tours, mais une partie des 76 voix qu'il a conservées a certainement manqué aux socialistes : le deuxième de leur liste n'a été devancé que de 6 voix par le premier de celle de l'opposition. Ainsi celle-ci, qui a dû laisser la présidence du conseil général à un socialiste (M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget) et, depuis 1978, les trois mandats de député à des membres du P.S., conserve un poste de sénateur.

∴

[M. Philippe Labeyrie, né le 24 avril 1938 à Pontonx-sur-l'Adour (Landes), est le fils d'un vieil élu socialiste du département. Docteur en médecine dans un cabinet de groupe à Mont-de- arsan, il milite au parti socialiste après un passage aux jeunesses communistes. Après un échec aux élections municipales de 1977, dans une commune de la banlieue de Mont-de- Marsan, il avait battu, en 1979, aux élections cantonales, M. Alain Juppé, proche de M. Jacques Chirac, qui, depuis, a renoncé à une carrière politique dans les Landes. L'an dernier, après une « triangulaire », M. Labeyrie a repris pour le P.S. la mairie de la préfecture, l'ancien maire, M. Charles Lamarque-Cando, qui avait appartenu à la S.F.I.O., ayant, depuis plusieurs années, refusé l'alliance avec le P.C.F.]

[M. Yves Goussebaire-Dupin est né le 19 janvier 1930 à Bordeaux. Après ses études de pharmacie, il reprend une officine à Dax. Entré au conseil municipal de cette ville en 1965, il en devient conseiller général en 1973. Aux municipales de 1977 il arrache la mairie de Dax au maire sortant, M. Max Moras, soutenu par le R.P.R. Il a été facilement réélu en 1983. Adhérent du P.R., il était le suppléant de M. Pierre Bouneau, sénateur sortant, qui ne se représentait pas ; il figurait sur la liste de Mme Simone Veil aux élections européennes de 1979.]

1974 : inscr., 853. **Premier tour** : vot., 851 ; suffr. expr. : 839. – Isolés : MM. Bouneau, pays., 386 ; Mirtin, U.D.R., 264 ; Lourties, rad., 66 ; Dutoya, rad. g., 51 ; Loubère, rad., 35 ; de Goislard de Monsabert, R.I., 28. – P.S. : MM. Minvielle, 337 ; Labat, 233. – P.C. : MM. Sintas, 109 ; Maye, 108.

Deuxième tour : vot., 851 ; suffr. expr., 840. – MM. Minvielle, 480, RÉÉLU ; Bouneau, 451, RÉÉLU ; Labat, 364 ; Mirtin, 325.

LOIR-ET-CHER (2)

Sortants : MM. Charles Beaupetit, gauche dém. ; Jacques Thyraud, UREI.

PREMIER TOUR

Inscrits, 878 ; votants, 872
suffrages exprimés, 855

UN. OPP. : MM. *Charles Beaupetit*, U.D.F.-rad., sén. sort., c.g., m. de Montoire-sur-le-Loir, 592 voix ..... *RÉÉLU*

Jacques Thyraud, U.D.F.-P.R., sén. sort., m. de Romorantin-Lanthenay, 449, ... *RÉÉLU*.

ISOLÉS : MM. Pierre Fauchon, U.D.F.-C.D.S., c.g., 224 ; Jean Mauduit, div. d., 51.

P.S. : MM. Pierre Pépin, m. de Mer, 111 ; Yves Piau, c.m. de Saint-Aignan, 105.

P.C. : MM. Michel Lhommède, c.g., m. de Mont-près-Chambord, 36 ; Jean-Jacques Mansart, c.m. de Vendôme, 35.

La présence des deux candidats « isolés », MM. Fauchon, secrétaire général adjoint du C.D.S., vice-président du conseil général, et Mauduit, ancien conseiller général, n'a pas gêné les deux sénateurs sortants, dont le score confortable traduit la prééminence de l'opposition dans le département.

1974 : inscr., 794. **Premier tour** : vot., 793 ; suffr. expr. : 765. – Isolés : MM. Beaupetit, maj., 327 ; Thyraud, ex. U.N.R., 210 ; Schricke, s. étiq., 166 ; Pilet, s. étiq., 66. – Maj. : MM. Moreau, Cent. dém., 198 ; Beaujannot, ind., 106. – P.S. : MM. Gigaud, 136 ; Monseiller, 105. – P.C. : MM. Paumier, 65 ; Jardel, 65.

Deuxième tour : vot., 792 ; suffr. expr., 780. – MM. Beaupetit, 462, ÉLU ; Thyraud, 276, ÉLU ; Moreau, 227 ; Gigaud, 185 ; Schricke, 147 ; Monseiller, 135.

LOIRE (4)

Sortants : MM. François Dubanchet, U.C.D.P. (n.s.r.p.) ; Louis Martin, ratt. U.R.E.I. (n.s.r.p.) ; Claude Mont, U.C.D.P. ; Paul Pillet, U.C.D.P. (n.s.r.p.).

PREMIER TOUR

Inscrits, 1 654 ; votants, 1651 ; suffrages exprimés, 1 619.

UN. OPP. : MM. *Lucien Neuwirth*, R.P.R., prés. c. g., a. d., 833 voix .... *ÉLU*

Claude Mont, U.D.F.-C.D.S., sén. sort., c. rég., m., de Noirétable, 663 ; Louis Mercier, U.D.F.-C.D.S., c. rég., m. de Coutouvre, 634 ; Michel Durafour, U.D.F.-Rad., a. min., a. sén., a. d., a. m. de Saint-Etienne, 606.

Opp. : MM. Guy Poirieux, U.D.F., vice-prés. c. g., m. de Montbrison, 569 ; Claude Metton, U.D.F., c. g., m. de Neulise, 445.

P.S. : MM. Jean-Claude Frecon, c. g., m. de Pouilly-lès-Feurs, 365 ; Louis Barjon, adj. au m. de Roanne, 333 ; Claude Chaboissier, m. de Saint-Priest-en-Jarez, 329 ; Jean Hugon, c. m., 305.

Isolés : MM. Paul Guillaud, div. d., c. rég., c. g., m. de Charlieu, 218 ; Vital Merley, div. d., vice-prés. c. g., adj. au m. de Saint-Etienne, 152 ; Jean Alligier, div. d., c. g., m. de Saint-Just-Saint-Rambert, 152.

P.C. : MM. Fernand Montagnon, c.g., m. de Ricamarie, 193 ; Paul Desroches, c. g., m. de Mably, 154 ; André Géry, c. g., m. de Rive-de-Gier, 102 ; François Tomas, c. g., c. m. de Saint-Etienne, 100.

DEUXIÈME TOUR

Votants, 1 650 ; suffrages exprimés, 1 616.

MM. *Louis Mercier*, U.D.F.-C.D.S., 1 047 voix *ÉLU*

Claude Mont, U.D.F.-C.D.S., 1 040 voix ...... *RÉÉLU*

Michel Durafour, U.D.F.-C.D.S., 1 000 voix ...... *ÉLU*

Jean-Claude Frelon, P.S., 524 ; Louis Barjon, P.S., 457 ; Fernand Montagnon, P.C., 394 ; Claude Chaboissier, P.S., 111 ; Jean Hugon, P.S., 14 ; Guy Poirieux, U.D.F., 13 ; Paul Desroches, P.C., 4 ; Claude Metton, U.D.F., 2 ; André Géry,

(Lire la suite page 4.)

LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

(Suite de la page 3.)

P.C., 2 ; Paul Guillaud, div. d., 1 ; Vital Marley, div. d., 1.

La Loire reste solidement ancrée à droite. Les grands électeurs avaient, il y a neuf ans, envoyé quatre représentants modérés au Sénat. Un seul d'entre eux, M. Claude Mont, leader nominal d'une liste d'union de l'opposition nationale, retrouve son siège. Le retrait volontaire des trois autres sortants permet le retour à la vie parlementaire de M. Lucien Neuwirth, élu dès le premier tour, et de M. Michel Durafour, plus laborieusement désigné après un duel sévère avec M. Guy Poirieux et malgré une confortable avance sur une gauche en recul. M. Guy Poirieux, qui n'avait pas été retenu sur la liste d'union de l'opposition, s'est mis en congé de l'U.D.F., dont il est le président départemental, pour présenter sa candidature.

La surprise est venue des grands électeurs communistes : il a manqué de 50 à 90 voix à deux des candidats de la liste officielle du P.C. (lire encadré).

Il convient de noter qu'au deuxième tour, seuls se sont présentés : MM. Mercier, Mont, Durafour, Frecon, Barjon et Montagnon, ce qui n'a pas empêché huit autres candidats d'obtenir des voix.

∴

[M. Michel Durafour, né le 11 avril 1920 à Saint-Etienne, entre au conseil municipal de sa ville natale en 1945. Vingt ans plus tard il devient maire. La même année, il est élu sénateur de la Loire. En mars 1967 il est élu député de la première circonscription de ce département.

M. Durafour, qui a appartenu au Centre républicain et au Mouvement réformateur (il sera président du groupe réformateur de l'Assemblée nationale de 1973 à 1974), a adhéré en 1975 au parti radical. Il s'opposera vivement à son président M. Jean-Jacques Servan-Schreiber et participera à la création du Mouvement de la gauche réformatrice.

En mai 1974, il est ministre du travail dans le gouvernement de M. Chirac ; en août 1976, il devient ministre délégué auprès du premier ministre M. Barre. M. Durafour est battu aux élections municipales de mars 1977 à Saint-Etienne. Cet échec met fin à sa carrière gouvernementale. Il perd son mandat de député en juin 1981.]

[M. Lucien Neuwirth, né le 18 mai 1924 à Saint-Etienne, a siégé au conseil municipal de sa ville natale de 1947 à 1965. Membre du comité de salut public d'Algérie et du Sahara (mai 1958), puis directeur de la Radiodiffusion-Télévision française en Algérie et au Sahara, il a été le représentant permanent en Algérie de M. Jacques Soustelle (ministre de l'information du général de Gaulle) de juin à novembre 1958. Député de la Loire à partir de 1958, M. Neuwirth est battu aux élections législatives de juin 1981. Conseiller général du canton de Saint-Etienne Sud-Ouest 1, depuis 1967, M. Neuwirth a été élu président du conseil général de la Loire en mars 1979.]

[M. Louis Mercier est né à Coutouvre (Loire), le 10 mai 1920. Agriculteur, il a été élu maire de cette commune en 1961. Il est membre du conseil général Rhône-Alpes depuis 1982.]

LOIRE : le P.C. tente de brouiller les cartes

De notre correspondant régional

Lyon. – Dans la Loire, la surprise est venue des grands électeurs communistes. Il a manqué de 50 à 90 voix à deux des candidats de la liste officielle du P.C. Un mécompte peu courant pour un parti réputé discipliné ! En fait, l'opération qui tendait à obtenir l'élimination de deux concurrents de droite, MM. Durafour (U.D.F. rad.) et Poirieux (U.D.F.) – grâce à des bulletins portant les noms de deux candidats communistes, accompagnés de ceux de MM. Mercier et Metton (U.D.F.), – n'a réussi qu'à moitié. M. Guy Poirieux en a fait les frais. M. Michel Durafour, accroché au bon wagon unitaire, ne l'a précédé que de 35 voix au premier tour.

Officiellement, le P.C.F. a nié toute tentative de « manipulation », mais les confidences de M. Paul Chomat, député communiste de la Loire, recueillies sur les marches d'un palais de justice transformé en arène électorale, laissent peu de place au doute.

Certes, M. Chomat nous a indiqué en préambule : *« Si nous avions voulu faire un tel calcul, nous n'aurions présenté que trois candidats... »*. Mais, un peu plus tard, il a précisé : *« Il est vrai que, pour certains électeurs, M. Durafour représente non pas le radicalisme mais la droite radicalisée. Et puis, même si cela s'estompe, il était pour l'Algérie française. »* Quant à M. Poirieux, il s'attire cette remarque : *« Au conseil général, c'est sûrement un des plus sectaires contre ceux qu'il appelle les socialo-communistes. »* Enfin, M. Chomat donne, en souriant, une clé pour un vote de circonstance : *« L'idée de la proportionnelle progresse tellement !... »* Sous-entendu : cette réforme ne va pas assez vite. Il ne nous restait donc, à nous communistes, que la possibilité de brouiller les cartes de nos adversaires...

« Nous, on ne joue pas à ce jeu-là » : M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat chargé de l'énergie, maire (P.S.) de Roanne, a pris ses distances avec cette tactique communiste. Les socialistes auraient préféré voir la droite *« se diviser toute seule »*, notamment à Saint-Etienne.

Tendu, rendu inquiet par les informations distillées par son entourage – *« On a vu les bulletins préparés par le P.C. : il joue Metton et Mercier »*, – M. Michel Durafour a passé une matinée fort difficile. Alors que les décomptes des bulletins s'opéraient avec une lenteur désespérante, l'écart entre lui-même et M. Guy Poirieux restait très fluctuant. Le score, à l'oral, de rattrapage du deuxième tour, du professeur d'université qu'est M. Durafour sera flatteur pour son camp, un peu moins pour lui puisqu'il a enregistré quelques défections. Il sera seulement le quatrième élu.

Dès l'annonce officielle des résultats du premier tour, M. Guy Poirieux, qui pouvait théoriquement se maintenir, a tué le suspense. Il invitait ses supporters électeurs à *« se rassembler pour les candidats de l'opposition nationale »*. M. Neuwirth n'a pas connu toutes ces angoisses : *« C'est la première fois de ma carrière politique que je suis élu au premier tour. »* M. le président du conseil général, touché par la confiance de « ses » maires, en avait perdu la voix. M. le sénateur Neuwirth devrait la retrouver rapidement.

CLAUDE RÉGENT.

1974 : inscr., 1 536. Premier tour : vot., 1 531 ; suffr. expr. : 1 510. – Act. communale : MM. Mont, U.C.D.P., 945, RÉÉLU ; Dubanchet, tend. réf., 713 ; Pillet, cent. g., 578 ; Chabrol, cent. g., 384. – Isolés : MM. Martin, N.I., 636 ; Blanchet, N.I., 547 ; Bazin, ind., 380 ; Furtos, s. étiq., 296 ; Collet, s. étiq., 181 ; Ravel, s. étiq., 19 ; Bourgier-Dupont, s. étiq., 15 ; Bravard, s. étiq., 12. – P.S. et Rad. g. : MM. Granger, P.S., 185 ; Moulin, P.S., 141 ; Mme Thoral, P.S., 121 ; M. Magat, 101. – P.C. : MM. Montagnon, 123 ; Plathey, 104 ; Diat, 101 ; Malterre, 96.

Deuxième tour : vot., 1 530 ; suffr. expr., 1 482. – MM. Martin, 888, RÉÉLU ; Dubanchet, 794, ÉLU ; Pillet, 646, ÉLU ; Blanchet, 629 ; Bazin, 406 ; Granger, 235 ; Montagnon, 197 ; Furtos, 158 ; Bravard, 11.

HAUTE-LOIRE (2)

Sortants : MM. René Chazelle, P.S. ; Adrien Gouteyron, R.P.R., élu en 1978 après l'élection de M. Jean Proriol à l'Assemblée nationale.

Inscrits, 682 ; votants, 680
Suffrages exprimés, 667.

UN. OPP. : MM. *Adrien Gouteyron*, R.P.R., sén. sort., c. g., 529 voix .. *REELU*

Jean-Paul Chambriard, P.R., m. de Brioude, 457 voix .... *ELU*

ISOLE : M. René Chazelle, P.S., sén. sort., vice-prés. c. rég., 204.

P.C. : MM. Raymond Dechiron, c.g., 43 ; René Filiol, m. de Lempdes, 30.

L'élection de M. Chambriard face à M. Chazelle et la réélection de M. Gouteyron assurent une très large victoire à l'opposition et lui permettent, ainsi, de détenir la totalité des mandats parlementaires du département. Bien des causes peuvent expliquer ce succès : la qualité des candidats, l'union de l'opposition dans tout le département, la volonté de sanctionner le gouvernement actuel, les retombées des élections municipales, qui avaient vu la gauche perdre de nombreuses localités, dont Brioude.

∴

[Né le 12 juillet 1929 à Brioude (Haute-Loire), M. Jean-Paul Chambriard, dont le père fut maire et conseiller général de Brioude et sénateur de la Haute-Loire, dirige une entreprise familiale spécialisée dans le bois. Conseiller municipal de Brioude de 1959 à 1965, puis de 1971 à 1983, il a été élu, en mars dernier, à la tête de la liste d'opposition, maire de Brioude. Toutefois, ces dernières élections ont été annulées par le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, et M. Chambriard a fait appel devant de Conseil d'État.]

1974 : inscr., 678. Premier tour : vot., 678 ; suffr. expr. : 667. – Maj. : MM. Proriol, R.I., 335, ÉLU ; Jamon, cent., 197. – Isolés : MM. Chazelle, P.S., 292 ; Vidal, s. étiq., 144 ; Mme Pubellier, Cent. dém., 127 ; MM. Morison, R.I., 94 ; Riocreux, U.D.R., 60. – P.C. : MM. Filiol, 33 ; Pignol, 17.

Deuxième tour : vot., 678 ; suffr. expr., 669. – MM. Chazelle, 352, ÉLU ; Jamon, 317.

1978 : inscr., 674. Premier tour : vot., 673 ; suffr. expr., 669. – MM. Gouteyron, R.P.R., 281 ; Pradel, P.S., 173 ; Salque, cent., 127 ; Mme Pubellier, C.D.S., 53 ; M. Filiol, P.C., 35.

Deuxième tour : vot., 674 ; suffr. expr., 642. – MM. Gouteyron, 380, ÉLU ; Pradel, 262.

LOIRE-ATLANTIQUE (4+1 - R.P.)

Sortants : MM. Michel Chauty, R.P.R. ; Paul Guillard, UREI (n.s.r.p.) ; Bernard Legrand, gauche dém. ; André Morice, gauche dém. (n.s.r.p.).

Inscrits, 2 120 ; votants, 2 114
Suffrages exprimés, 2 084

UN. OPP. : 1 498, MM. *Charles-Henri de Cossé-Brissac*, U.D.F-rad., prés. c.g., m. de Saint-Mars-la-Jaille .... *ELU*

Michel Chauty, R.P.R., sén. sort., m. de Nantes ... *REELU*

Bernard Legrand, U.D.F.-C.D.S., sén. sort., c.g. .... *REELU*

Luc Dejoie, R.P.R., c.g., m. de Vertou .... *ELU*

Robert Girard, U.D.F., c.g., m. de La Marne.

UN. G. : 560, M. *François Autain*, P.S., sec. E., m. de Bouguenais .... *ELU*

Mme Eva Gendrault, P.S., c.m. de Nantes ; MM. Camille Durand, P.S., m. de Saint-Jean-de-Boiseau ; Jean-Louis Le Corre, P.C., m. de Trignac ; Pierre Marchi, P.S., c.g., c.m. de Nantes.

U.D.B. : 26, Mmes Geneviève Baudry ; Armen Benec'h ; MM. Michel François ; René Martin ; Alexandre Russon.

Les socialistes ont fêté, dimanche soir, à Nantes, l'élection de M. François Autain (P.S.), secrétaire d'Etat à la défense, maire de Bouguenais, comme un événement historique. C'est la première fois que la Loire-Atlantique sera représentée au Palais du Luxembourg, par un sénateur de gauche. Il a fallu pour cela que le département passe le cap des 900 000 et bénéficie ainsi d'un cinquième siège, avec application du scrutin à la proportionnelle.

La candidature de M. Autain, membre du gouvernement, a créé une dynamique unitaire à gauche, concrétisée par le ralliement à une liste commune des communistes, qui voulaient initialement partir sous leur propre bannière. Les 560 voix obtenues par la gauche unie illustrent l'excellente qualité de la mobilisation dans ce camp.

Union également du côté de l'opposition, sous la conduite de M. de Cossé-Brissac, président du conseil général, que les trop nombreux candidats de droite sont allés chercher pour arbitrer leurs rivalités d'investiture. Avec 1 498 voix, la droite conserve les quatre sièges qu'elle détenait.

Que l'U.D.B. réalise 26 voix, alors que seulement 9 grands électeurs en étaient militants, prouve qu'elle a trouvé des supporters dans la partie nord du département (proche de l'Ille-et-Vilaine et du Morbihan), mais aussi qu'elle a servi d'exutoire à l'extrême gauche et aux contestataires de l'opposition, qui ont refusé le dilemme droite-gauche.

∴

[Né le 16 mars 1936 à Paris, M. Charles-Henri de Cossé-Brissac est agriculteur. Conseiller général du canton de Saint-Mars-la-Jaille depuis 1964 et maire de la commune du même nom depuis 1965, il est président du conseil général de la Loire-Atlantique depuis 1976.]

[Né le 6 février 1931 à Nantes, M. Luc Dejoie est avocat. Maire de Vertou depuis 1971 et conseiller général du canton du même nom depuis 1973, il est vice-président du Conseil national du notariat.]

[Né le 16 juin 1935 à Luché-sur-Brioux (Deux-Sèvres), M. François Autain est médecin. Adhérent du P.S.U. en 1968, il rejoint le P.S. (tendance CERES) en 1975. Maire de Bouguenais (Loire-Atlantique) depuis 1971, il est élu en 1978 député de la troisième circonscription de la Loire-Atlantique et réélu en 1981. Il est secrétaire d'État depuis mai 1981, d'abord chargé de la sécurité sociale, puis des immigrés, enfin auprès du ministre de la défense (depuis mars 1983).]

1974 : inscr., 1 781. Premier tour : vot., 1 762 ; suffr. expr. : 1 746. – Isolés : MM. Chauty, N.I., 912, RÉÉLU ; Morice, Cent. rép., 884, RÉÉLU ; Guillard, R.I., 852 ; Legrand, Cent. dém., 617 ; Hunault, maj., 550 ; Fournis, R.I., 498 ; de Sesmaisons, ind., 344. – P.S. : MM. Caux, 453 ; Plancher, 435. – P.C. : MM. Le Corre, 119 ; Gaudin, 88 ; Vince, 84 ; Mme Hanray, 80.

Deuxième tour : vot., 1 765 ; suffr. expr., 1 704. – MM. Guillard, 872, RÉÉLU ; Legrand, Cent. dém., 643, ÉLU ; Hunault, 493 ; Caux, 443 ; Plancher, 365 ; Fournis, 364.

LOIRET (2+1)

Sortants : MM. Louis Boyer, UREI ; Kléber Malécot, U.C.D.P.

Inscrits, 1 387 ; *votants*, 1 381
Suffrages exprimés, 1 375

UN. OPP. : MM. KLEBERT MALECOT, U.D.F., sén. sort., prés. c.g., m. de Neuville-aux-Bois, 1 049 voix ..... *REELU.*

Louis Boyer, U.D.F.-P.R., sén. sort., c.g., m. de Gien, 1 045 voix .... *REELU.*

Paul Masson, R.P.R., m. d'Estouy, 1 025 ...... *ELU.*

P.S. : MM. René Alaux, c.g., m. de Fontenay-sous-Loing, 243 voix ; Marcel Joriot, c.g., 229 ; Jean Poulain, c.g., m. de Briare, 227.

P.C. : MM. Marcel Thomas, adj. au m. de Saint-Jean-de-Braye, 95 voix ; Michel Kister, adj. au m. de Chalette, 95 ; Michel Guerin, m. de Saran, 94.

Les trois candidats de l'opposition, qui faisaient liste commune, l'emportent, comme prévu, et très largement. M. Malecot, président du conseil général, et M. Boyer, les deux sortants, obtiennent chacun 76 % environ des suffrages exprimés. Le troisième siège, attribué pour la première fois, revient à l'ancien préfet de la région Centre et du Loiret, M. Masson, élu sous l'étiquette R.P.R., qui obtient 74,5 % des voix. Il s'agit d'un succès personnel pour M. Masson, qui avait fait un passage préfectoral remarqué et dont c'est la première apparition officielle sur la scène politique du département.

∴

[M. Paul Masson, né le 21 juillet 1920 à Ussel (Corrèze), est breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. Après avoir servi en Afrique, il avait été nommé préfet du Lot en 1967, préfet du Loiret et de la région Centre de 1973 à 1976, puis de la Gironde et de la région Aquitaine de 1976 à 1978. Il avait appartenu, aussi, à divers cabinets ministériels sous la quatrième République, avait été directeur du cabinet de M. Michel Debré, ministre de la défense nationale, de 1971 à 1973, et avait occupé la même fonction auprès de M. Yvon Bourges en 1978-1979. Entré ensuite à la direction de P.U.K., il est maire d'Estouvy depuis 1979.]

1974 : inscr., 1 145 ; vot., 1 140 ; suffr. expr. : 1 136. – R.I. : MM. Malecot, 631, ÉLU ; Boyer, 576, ÉLU. – P.S. : M. Alaux, 268 – rad. g. : M. de Felice, 264. – Rad. : M. Thinat, 216. – P.C. : MM. Galaud, 104 ; Louis, 96.

LOT (1+1)

Sortant : M. Georges Constant, gauche dém. (n.s.r.p.).

PREMIER TOUR

Inscrits, 604 ; votants, 604
Suffrages exprimés, 592

M.R.G. : MM. *Maurice Faure*, d., prés. c. g., m. de Cahors, a. min., 413 voix . ELU

Jean Milhau, c.g., m. de Cazals, 165.

ISOLÉS : MM. Marcel Costes, P.S., c. g., c. m. de Figeac, 218 ; Alain Chastagnol, R.P.R., M. de Souillac, 214 ; Jacques Breil, div. d., 14.

P.C. : MM. Clément Cayrol, m. de Leyne, 62 ; Michel Cammas, c. m. de Gourdon, 39.

DEUXIÈME TOUR

Vot., 604 : suffr. expr., 591.

MM. Marcel Costes, P.S., 324 voix .... *ÉLU*

Alain Chastagnol, R.P.R., 267.

M. Maurice Faure totalise 70 % des suffrages au premier tour, mais son élection n'est pas aussi spectaculaire qu'il l'escomptait, certaines spéculations tournant autour de 80 % des voix. Le grand perdant de ce scrutin est le second candidat du M.R.G., M. Milhau, qui, malgré une campagne sérieuse, a été éliminé dès le premier tour. L'opposition, groupée autour de la candidature de M. Chastagnol, s'est brillamment « qualifiée » pour le second tour en prenant à M. Milhau les voix qui lui ont manqué pour devancer le candidat socialiste, M. Costes. Celui-ci l'a emporté, au second tour, avec cinquante-sept voix d'avance, bien que le candidat de l'opposition soit parvenu à gagner cinquante-trois voix supplémentaires entre les deux tours.

∴

[M. Maurice Faure, né le 2 janvier 1922 à Azerat (Dordogne), agrégé d'histoire et de géographie, docteur en droit, est député du Lot depuis 1951. Maire de Prayssac de 1953 à 1965, maire de Cahors depuis 1965, il est conseiller général du canton de Montcuq depuis 1963, président du conseil général du Lot depuis 1970. Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans les cabinets de Guy Mollet (1956-1957), de M. Maurice Bourgès-Maunoury (1957) et de Félix Gaillard (1957-1958), il avait également appartenu, en qualité de ministre de l'intérieur, puis des institutions européennes, au gouvernement de M. Pierre Pflimlin (14-31 mai 1958). Président du parti radical de 1961 à 1965, puis de 1969 à 1971, élu à l'Assemblée européenne sur la liste socialiste et radicale de gauche, en 1979. M. Maurice Faure a été ministre de la justice dans le premier gouvernement de M. Pierre Mauroy (22 mai-22 juin 1981), puis il a été élu président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.]

[M. Marcel Costes, né le 5 octobre 1935 à Figeac, artisan carrossier, est conseiller municipal de cette ville depuis 1971, adjoint au maire depuis 1977, conseiller général du canton de Figeac-Ouest depuis 1974, membre de la commission exécutive de la fédération socialiste du Lot depuis 1973.]

1974 : inscr., *565* ; vot., *565* ; suffr. expr. : 562. – Rad. g. : M. Constant, 320, ÉLU. – Maj. : M. Gayet, 176. – P.C. : M. Teysseyre, 50. – Ref. : M. Charrière, 16.

LOT-ET-GARONNE (2)

Sortants : MM. Henri Caillavet, gauche dém. ; Raymond Soucaret, ratt. gauche dém., suppléant de Jacques Bordeneuve, décédé le 3 janvier 1981.

PREMIER TOUR

Inscrits, 896 ; votants, 894
Suffrages exprimés, 1 889

UNION POUR L'AVENIR DU LOT-ET-GARONNE : *MM. Jean François-Poncet*, U.D.F., prés. c. g., a. min., 449 voix .... *ELU*

Raymond Soucaret, U.D.F.-rad., sén. sort., c. g., m. de Francescas, 369.

P.S. : M. Pierre Espiau, c.g., m. d'Aiguillon, 218 : Marcel Garrouste, d., 183.

R.P.R. : MM. Michel Faure, c.g., m. de Puymirol, 118 ; Jacques Aulong, c.g., 114.

M.R.G. : MM. Henri Caillavet, sén. sort., a. min., 108 ; Louis Bacqué, m. de Damazan, 22.

P.C. : Mme Henriette Laverny, m. de Vianne, 87 ; M. André Vigneau, c.g., 84.

DEUXIEME TOUR

Votants, 895 ; suffr. expr., 880

MM. *Raymond Soucaret*, U.D.F.-rad., 531 voix . *REELU*

Pierre Espiau, P.S., 349.

L'opposition réussit à conserver le siège qu'elle détenait déjà et prend le second siège à la majorité présidentielle. Cette victoire est particulièrement celle de l'homme fort du département, M. François-Poncet, élu, dès le premier tour, avec 50,5 % des voix et qui a réussi à faire réélire son colistier au second tour. Le vote de dimanche constitue une nette défaite pour M. Caillavet, arrivé en septième position, son score passant de 42 % des voix en 1974 à 12 % cette fois-ci. La bipolarisation de la vie politique a donc été néfaste au M.R.G., laminé dans un département qui est une vieille terre de radicalisme. Le R.P.R. n'a pu réaliser la percée qu'il espérait ; le P.S. non plus.

∴

[M. Jean François-Poncet, né le 8 décembre 1928 à Paris, ancien élève de l'ENA, docteur ès sciences économiques, a appartenu au cabinet de M. Maurice Faure, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, de 1956 à 1958. Diplomate, il a occupé divers postes, avant de demander sa mise en disponibilité, en 1971, pour devenir P.-D.G. de Carnaud S.A., administrateur de Marine-Wendel. Réintégré aux affaires étrangères, il a été secrétaire d'Etat de janvier à juillet 1976 (gouvernement de M. Jacques Chirac), puis secrétaire général de l'Elysée (1976-1978), enfin ministre des affaires étrangères dans le dernier gouvernement de M. Raymond Barre (1978-1981). Conseiller général du canton de Laplume (Lot-et-Garonne) depuis 1967, M. François-Poncet avait échoué aux élections législatives de 1967 et 1968, dans la circonscription d'Agen, sous l'étiquette Centre démocrate, puis Progrès et démocratie moderne. Elu président du conseil général en mai 1978, il a été réélu à ce poste en mars 1979 et en mars 1982.]

1974 : inscr., 839. Premier tour : vot., 838 ; suffr. expr. : 830. – Rad. g. : MM. Caillavet, 354 ; Bordeneuve, 307. – Isolés : MM. Caillau, R.I., 311 ; Rambeaud, P.S., 233. – P.C. : MM. Venand, 116 ; Vigneau, 108.

Deuxième tour : vot., 837 ; suffr. expr., 830. – MM. Caillavet, 504, RÉÉLU ; Bordeneuve, 421, ÉLU ; Caillau, 325 ; Rambeaud, 207.

LOZÈRE (1)

Sortant : M. Jules Roujon, U.R.E.I.

Inscrits, 338 ; votants, 334
Suffrages exprimés, 301

ISOLES : MM. *Jules Roujon*, U.D.F.-P.R., sén. sort., c.g., m. de Marvejols, 242 voix .... *REELU*

Yvan Calvet, P.S., c.m. de Badaroux, 49 ; Claude Turc, P.C., m. de Saint-Michel-de-Dèze, 10.

Dans un département où l'opposition est largement marjoritaire, la réélection, dès le premier tour, de M. Roujon, qui bénéficiait du soutien du R.P.R. et du C.N.I.P., ne faisait aucun doute. Président du syndicat départemental d'électrification et d'équipement, M. Roujon qui est âgé de soixante-trois ans, n'a pu, cependant, améliorer son score de 1974 (240 voix sur 325 suffrages exprimés). Sa candidature n'a pas fait l'unanimité parmi les élus de l'opposition. Certains d'entre eux ont marqué leur désaccord en déposant dans l'urne un bulletin nul (10 % des votants). Le grand banquet organisé, le jour du scrutin, par M. Roujon, et auquel étaient conviés tous les grands électeurs (à l'exception des deux candidats de gauche), n'a pas eu d'influence, semble-t-il, sur leur vote...

1974 : inscr., 337 ; vot., 336 ; suff. expr., 325. – MM. Roujon, R.I., 240, RÉÉLU ; Lauriol, P.S., 70 ; Verdelhan, P.C., 15.

MAINE-ET-LOIRE (3)

Sortants : MM. Auguste Chupin, U.C.D.P. ; Lucien Gautier, R.P.R. ; Jean Sauvage, U.C.D.P. (n.s.r.p.).

PREMIER TOUR

Inscrits, 1 680 ; votants, 1670
Suffr. exprimés, 1 657

ISOLÉS : *MM. Auguste Chupin*, U.D.F.-C.D.S., sén. sort., 1 119 voix .... *RÉÉLU*

Jean-Pierre Huchon, U.D.F., M. de La Salle, 833 voix .... *ÉLU*

Charles Jolibois, U.D.F.-P.R., c.g., m. d'Etriche, 779 ; Lucien Gautier R.P.R., sén. sortant, 742 ; Prosper David, div. d., M. de Briollay, 93 ; Bernard Manceau, div. d., a.d., 48.

P.S. : Mme Ginette Leroux, c.m. de Trélazé, 253 ; MM. Michel Nauraye, m. de Montreuil-Juigné, 248 ; Claude Gouzy, c.m. de Saumur, 211.

P.C. : MM. Marcel Paquereau, 45 ; Bernard Bioteau, c.m. de Trélazé, 43 ; Jean-Paul Gouraud, c.m. de Cholet, 41.

P.S.U. : Mme Monique Ballard, 42.

DEUXIÈME TOUR

Inscrits, 1 680 ; votants, 1 673
Suffr. exprimés, 1 637

MM. *Jolibois*, U.D.F.-P.R., 862 voix .... *ELU*

Gautier, R.P.R., 542 ; Mme Leroux, P.S., 220 ; Mme Ballard, P.S.U., 9 ; M. Manceau, div.d., 4.

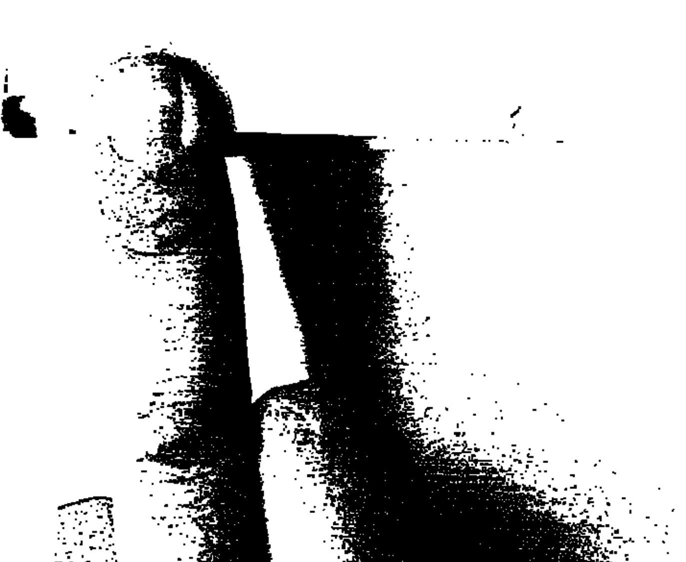
La défaite du sénateur sortant, M. Gautier, exclut le R.P.R. de la représentation départementale au Sénat. Le premier tour de scrutin a apporté une confirmation, avec la réélection très confortable de M. Chupin, homme de terrain à l'efficacité unanimement reconnue, et une demi-surprise avec l'élection de M. Huchon, qu'on savait bénéficier du poids électoral choletais. Les grandes manœuvres de l'entre-deux-tours allaient être fatales à M. Gautier, distancé par M. Jolibois, en perdant deux cents suffrages. « On s'est encore fait avoir », commentait amèrement un militant du R.P.R., convaincu que l'U.D.F. du Choletais n'avait pas « renvoyé l'ascenseur » après le soutien apporté à M. Huchon par bon nombre de grands électeurs R.P.R. du secteur.

L'analyse n'est sans doute pas fausse, mais elle n'explique pas tout, car M. Sauvage, « l'homme fort » du C.D.S. et le plus ferme soutien de M. Huchon, n'était pas défavorable à la réélection de M. Gautier, à la fois par amitié personnelle et par souci de ménager le R.P.R., avec lequel il lui faudra compter pour assurer sa présidence du conseil général. En fait, après l'abandon forcé de son projet de candidature par M. Jean Foyer, ancien ministre, député R.P.R. (qui a passé aux Etats-Unis le temps de la campagne sénatoriale), M. Gautier a, aussi, payé le prix des dissensions internes du R.P.R. du département.

[M. Jean Huchon, né le 4 septembre 1928, agriculteur, est maire de La Salle-et-Chapelle-Aubry. Suppléant du député, maire de Cholet, M. Maurice Ligot (C.N.I.P.), il a été député durant vingt mois, alors que M. Ligot était secrétaire d'Etat à la fonction publique dans le premier gouvernement de M. Barre (1976-1977).]

[M. Charles Jolibois, né le 4 octobre 1928, avocat d'affaires international, est

(Lire la suite page 6.)



هكذا من الأصل

Les résultats

(Suite de la page 4.)

maire d'Etriché depuis 1956, conseiller général du canton de Tierce depuis 1960, vice-président du conseil général.]

1974 : inscr., 1496. **Premier tour** : vot., 1490 ; suff. expr., 1451. — Isolés : MM. Sauvage, Cent. dém., 800, REELU ; Chupin, cent. 678 ; Gautier, U.D.R., 629 ; Jolibois, R.I., 349 ; de Villoutreys de Brignac, R.I., 231 ; David, 231 ; Sirodeau, 220 ; de Polignac, 177 ; Manceau, pays., 145. — P.S. : MM. Lemoine, 166 ; Rousseau, 151 : Briant, 124. — P.C. : MM. Plassard, 23 ; Dufois, 22 ; Gauchais, 18.

Deuxième tour : : vot., 1492 ; suff. expr., 1459 ; MM. Gautier, U.D.R., 928, REELU ; Chupin, *922, ELU* ; Jolibois, 507 : Lemoine, 146 ; Rousseau, 126 : Manceau, 89 ; David, 2 ; de Polignac, 1 ; Sirodeau, 1.

MANCHE (3)

Sortants : MM. Jean-François Le Grand, R.P.R. (élu en avril 1982 après le décès de Auguste Cousin, suppléant de Michel Yver, décédé) ; Jean-Pierre Tizon, UREI, suppléant de M. Jozeau-Marigné, nommé membre du Conseil constitutionnel en février 1983 ; René Travert, UREI.

Inscrits, 1 539 ; votants, 1 531
suffrages exprimés, 1 513

UN. OPP. : MM. *Jean-François Le Grand*, R.P.R., sén. sort., c. g., 1 083 voix .... *REELU*

Jean-Pierre Tizon, CNIP, sén. sort., c. g., m. de Ducey, 1 003 .... *REELU*

René Travert, CNIP, sén. sort., c. g., m. de Reville, 986 .... *REELU*

ISOLE : M. Fernand Le Rachinel, div. d., sout. Mouvement normand, c.g., 473.

P.S. : MM. Bernard Dupuis, 225 ; René Vaillant, c. g., 213 ; Georges Jourdan, c. g., 200.

P.C. : MM. Bernard Regnault, c. m. Octeville, 46 ; Victor Fagard, c. m. Grandville, 42 ; Michel Boulay, c. m. de Saint-Lô, 40.

Les trois sénateurs sortants sont réélus largement, avec une moyenne de 67,68 % des voix. M. Le Grand, bien qu'entré au Sénat l'an dernier seulement, à la faveur d'une élection partielle (due au décès du sénateur Auguste Cousin), a réuni 71,64 % des suffrages sur son nom. M. Le Rachinel, bien que battu avec 31,26 % des voix, double le score qu'il avait réalisé l'an dernier, lors de cette élection partielle. La liste socialiste ne réunit que 14 % des voix, le meilleur score étant obtenu par M. Dupuis, ancien maire de Saint-Lô, battu aux dernières élections municipales.

Certains voient déjà en M. Le Grand le futur « patron » du département, à la place de M. Léon Jozeau-Marigné, président du conseil général, désigné cette année par M. Poher comme membre du Conseil constitutionnel et aujourd'hui âgé de soixante-quatorze ans.

1974 : inscr., *1506* ; vot., *1501* ; suff. expr., 1483. — IND. : MM. Jozeau-Marigné, 1261, REELU ; Yver, 1253, REELU ; Travert, 1248, REELU. — Isolé : M. Fatome, P.S., 280. — P.C., M. Laguillaumy, 65 ; Mme Laplace-Dolonde, 64 ; M. Barberi, 49.

1982 : *inscr., 1430.* — ***Premier tour*** : vot., 1425 ; suff. expr., 1420. — MM. Legrand, R.P.R., 500 ; Aguiton, U.D.F., 439 ; Le Rachinel, div. d., 237 ; Fatome, P.S., 203 ; Regnault, P.C., 41

Deuxième tour : vot., 1425 ; suff. expr., 1318. — MM. Legrand, 1034, ELU ; Fatome, 267 ; Aguiton, 14 ; Le Rachinel, 2 ; Regnault, 1.

MARNE (3)

Sortants : MM. Jean Amelin, R.P.R., suppléant de Jean Collery, décédé en mars 1976 ; Marcel Lemaire, ratt. U.C.D.P. (n.s.r.p.) ; *Maurice Prévoteau, U.C.D.P.* (n.s.r.p.).

PREMIER TOUR

Inscrits, *1 441* ; votants, 1 435
suffrages exprimés, 1 427

UNION POUR LA MARNE : MM. *Albert Vecten*, U.D.F.-C.D.S., prés. c.g., 779 voix ...... *ÉLU*

Jean Amelin, R.P.R., sén. sort. 722 .... *RÉÉLU*

Jacques Machet, U.D.F.-C.D.S., c.g., m. de Jonchery-sur-Suippe, 630.

MARNE D'ABORD : MM. Jean Bernard, R.P.R., c.g., m. de Vitry-le-François, 541 ; Jacques Houdard, U.D.F.-P.R., c.g., adj. au m. d'Epernay, 362.

P.S. : Mme et MM. Robert Gautier, c.g., m. de Sainte-Menehould, 226 ; Marie-Ange Rabola, c.m. de Reims, 210 ; Alain Petit, m. de Montmort, 205.

P.C. : MM. Maurice Mestre, c.g., m. de Saint-Just-Sauvage, 108 ; Bernard Barberousse, adj. au m. de Châlons-sur-Marne, 107 ; Jacques Perrein, c.g., a. m. et c. m. d'Epernay, 105.

DEUXIÈME TOUR

Votants, 1 433 : suffr. expr., 1 327

MM. *Machet*, U.D.F.-C.D.S., 544 voix, ... *ÉLU*

R.P.R. : Bernard, 507.

P.S. : Gautier, 275.

U.D.F.-P.R. : Houdard, 1.

La situation demeure inchangée avec l'élection de deux sénateurs C.D.S., MM. Vecten et Masset, et un sénateur R.P.R., M. Amelin, mais cette stabilité masque de sérieuses dissenssions dans l'opposition, partie à la bataille en ordre dispersé. La liste officielle dite de l'« union pour la Marne ») était, en effet, concurrencée par une liste dissidente, fruit de l'alliance de deux francs-tireurs, MM. Bernard, maire et conseiller général (R.P.R.) de Vitry-le-François, et Houdard, conseiller général (P.R.) et adjoint au maire d'Epernay, M. Bernard Stasi.

Le premier bénéficiait du soutien d'une fraction importante du R.P.R., mais pas dans son investiture. Le second avait obtenu l'appui des instances marnaises du parti républicain, en rupture de fait avec l'U.D.F. du département.

Du côté de la majorité, désunie elle aussi, on ne nourrissait guère d'illusions, comte tenu des dernières consultations et de l'état du corps électoral. L'opposition, regroupe en effet, à peu près les trois quarts des grands électeurs marnais. Il demeure que le candidat unique de la majorité en lice pour le second tour, M. Gautier (P.S.) n'a pas fait le plein des voix de gauche, laquelle était en droit d'espérer un autre score. Le nombre des votes blancs et nuls est passé de 8 à 106 entre les deux tours.

∴

[M. Albert Vecten, né le 16 février 1925 à Billy-sur-Ourc (Aisne), agriculteur est maire de Muizon depuis 1953. Conseiller général depuis 1964, président du conseil général de la Marne depuis 1982, M. Vecten a été président de la Confédération nationale de la famille rurale de 1963 à 1978.]

[M. Jacques Machet, né le 16 décembre 1923, est maire de Jonchery-sur-Suippe, conseiller général du canton de Suippe depuis 1973, et président de l'Union amicale des maire de la Marne.]

1974 : inscr., 1275 ; vot., 1267 ; suff. expr., 1255. — Maj. : MM. Prévoteau, 843, ELU : Collery, C.D.P., 812, REELU ; Lemaire, R.I., 781, REELU. — Isolé : M. Conreau, 331. — P.S. : MM. Basson, 209 ; Devèze, 188 ; Colin, 174. — P.C. : MM. Mestre, 117 ; Reyssier, 105 ; Lamblin, 90.

HAUTE-MARNE (2)

Sortants : MM. Georges Berchet, gauche dém. ; Jacques Delong, R.P.R., élu en juillet 1981 après la démission de M. Pisani nommé à la Commission des Communautés européennes.

Inscrits, 880 ; votants, 877
Suffrages exprimés, 860

UNION OPPOSIT. : MM. *Georges Berchet*, U.D.F.-Rad., sén. sort., c.g., m. de Chaumont, 697 voix .... *REELU*

Jacques Delong, R.P.R., sén. sort., c.g., 628 ...... *REELU*

P.S. : MM. Jean-Claude Popko, c.g., adj. au m. de Froncles, 142 ; Gérard Hocquet, m. de Poulangy, 108.

P.C. : MM. Pol Fontaine, c.g., c.m. de Saint-Dizier, 54 ; Marc Souveton, adj. au m. de Langres, 50.

Des deux sénateurs de la Haute-Marne réélus dès le premier tour avec une confortable majorité, seul M. Berchet a déjà effectué un mandat complet. M. Delong, ancien député, avait été élu sénateur le 27 juillet 1981 en remplacement de M. Edgard Pisani (P.S.), nommé à la commission des Communautés européennes. L'actuelle majorité ne pouvait se faire d'illusions sur l'issue du scrutin. M. Popko a fait moins bien que son prédécesseur en 1981, M. Guy Baillet, maire de Langres.

Les grands électeurs haut-marnais sont traditionnellement conservateurs. Le conseil général est, dans sa quasi-totalité, composé de membres de l'opposition.

1974 : inscr., 952. — **Premier tour** : vot., 948 ; suff. expr., 928. — Isolés : MM. Berchet, réf., 569, ELU ; Pisani, div. g., 387 ; Gerbault, P.S., 86 ; Rouot, rad. g., 84. — *Gauche dém. : MM.* Rollin, 290 ; Boin, 273. — P.C. : MM. Cartier, 61 ; Richoux, 50.

Deuxième tour : vot., 952 ; suff. expr., 918. — MM. Pisani, 535, ELU : Raullet, maj., 383.

1981 : inscr., 849. — **Premier tour** : *vot., 844 ; suff. expr., 833. — MM.* Delong, R.P.R., 384 ; Baillet, P.S., 194 ; Puydupin, gauche dém., 96 ; Weil, cent. g., 57 ; Simon, div. d., 56 ; Fontaine, P.C., 46

Deuxième tour : vot., 847 ; suff. expr., 821. — MM. Delong, 521, ELU ; Baillet, 300.

MAYENNE (2)

Sortants : MM. René Ballayer, U.C.D.P. ; Raoul Vadepied, U.C.D.P. (n.s.r.p.).

PREMIER TOUR

Inscrits, 791 ; votants, 790
Suffrages exprimés, 790

ISOLÉS : MM. *René Ballayer*, U.D.F.-C.D.S., sén. sort., prés. c.g., 569 voix .... *RÉÉLU*

Jean Arthuis, U.D.F.-C.D.S., c.g., m. de Château-Gontier, 417 .... *ÉLU*

Henri de Gastines, R.P.R., d., c.g., m. de Craon, 273.

P.S. : MM. Michel Sorin, c.m. de Saint-Berthevin, 129 ; Georges Minzère, adj. au m. de Laval, 113.

P.C. : MM. Jean-Claude Prioleau, c.m. d'Evron, 9 ; Jacques Poirier, adj. au m. de Laval, 8.

L'opposition conserve, comme prévu, les deux sièges de sénateur du département. M. Ballayer a été confortablement réélu dès le premier tour. Moins évidente était la succession de M. Vadepied (U.D.F.-C.D.S.), qui ne se représentait pas. C'est finalement M. Arthuis (U.D.F.-C.D.S.), dauphin désigné du sortant, qui l'a emporté sur M. de Gastines (R.P.R.), car, selon M. Arthuis, M. de Gastines, député depuis quinze ans, « est un excellent député et les grands électeurs ont souhaité le conserver comme tel ». *Du côté de la majorité, bien que sans illusion, c'est la déception. La gauche est loin d'obtenir ce qu'elle espérait, c'est-à-dire le tiers des voix.*

[M. Jean Arthuis, né le 7 octobre 1944 à Saint-Martin-du-Bois (Maine-et-Loire), est expert-comptable. Maire de Château-Gontier depuis 1971, il est également vice-président du conseil général, où il siège depuis 1976.]

1974 : inscr., 766 ; vot., 763 ; suff. expr., 755. — U.C.D.P. : MM. Ballayer, 576, ELU : Vadepied, 557, REELU. — P.S. : MM. Leblanc, 188 ; Roussel, 180. — P.C. : MM. Marillaud, 4 ; Hallier, 4.

MEURTHE-ET-MOSELLE

Sortants : MM. Roger Boileau, U.C.D.P. ; Hubert Martin, UREI ; Richard Pouille, UREI.

PREMIER TOUR

Inscrits, 1 968 ; votants, 1 953.
Suffrages exprimés, 1 939.

ISOLES : MM. Claude Huriet, div. d., sout. C.N.I.P., prés. c. g., 950 voix ; Richard Pouille, U.D.F.-P.R., sén. sort., c. rég., 776 ; Charles Choné, U.D.F.-C.D.S., m. de Ludres, 688 ; Roger Boileau, U.D.F.-C.D.S., sén. sort., m. de Dombasle, 665 ; Hubert Martin, U.D.F.-P.R., sén. sort., m. de Briey, 655 ; Jacques Gossot, R.P.R., c. rég., 619 ; Marcel Le Bihan, div. d., m. de Pompey, 327 ; Pierre Mersch, div. g., m. de Longuyon, 110.

P.C. : MM. Bogdan Politanski, c. g., m. de Longuelaville, 292 ; André Claudel, m. de Damelevières, 287 ; Mme Monique Hacquin, a. m. d'Auboué, 282 ; M. Michel Giambi, m. de Tuquegnieux, 277.

P.S. : MM. Daniel Groscolas, 288 ; Robert Bouillon, c.g., 286 ; Daniel Reiner, m. de Blanville-sur-l'Eau, 285 ; Gilbert Gilson, c. m. de Villerupt, 277.

DEUXIEME JOUR

Votants, 1 945 ; suffr. expr., 1 925.

MM. *Huriet*, div. d., sout. C.N.I.P., 1 074 voix, *ELU.*

Pouille, U.D.F.-P.R., 978 .... *REELU.*

Boileau, U.D.F.-C.D.S., 912 .... *REELU.*

Martin, U.D.F.-P.R., 908 .... *REELU.*

Choné, U.D.F.-C.D.S., 746 ; Groscolas, P.S., 516 : Claudel, P.C., 502 ; Politanski, P.C., 497 ; Gilson, P.S., 486 ; Mersch, div. g., 84 ; Reiner, P.S., 41 ; Bouillon, P.S., 37 ; Giambi, P.C., 24 : Mme Hacquin, P.C., 23 ; MM. Gossot, R.P.R., 2 ; Le Bihan, div. d., 1.

Les résultats du premier tour ont confirmé le peu de chances de la majorité d'emporter l'un des quatre sièges à pourvoir ; le premier candidat, M. Politanski (P.C.) n'arrive qu'en huitième position, après l'ensemble des candidats de l'opposition. Les règles définies préalablement ont été pleinement suivies lors de l'entre-deux tours, la gauche présentant, alors, une liste mixte, composée des deux candidats les mieux placés du P.C.F. et du P.S. De même, le désistement du candidat R.P.R. de la liste unique d'opposition, composé des trois sénateurs sortants et de M. Claude Huriet, a relégué M. Choné au rang de candidat individuel. Le problème de la représentation du Pays-Haut, dont M. Hubert Martin était l'unique candidat, et l'effet de liste ont joué lors du second tour, et ce, par-delà les clivages politiques. Les trois sénateurs sortants retrouvent ainsi leur siège et M. Huriet est élu, alors que M. Choné déclare avoir été sacrifié « à des problèmes non pas politiques, mais de copinage et de retraite ».

∴

[M. Claude Huriet né le 24 mai 1930 à Nancy, professeur à la faculté de médecine de cette ville, avait été élu conseiller général de Nancy-Nord en 1973, avec le soutien des républicains indépendants, dont il était devenu ainsi le vice-président départemental. Candidat malheureux aux élections législatives de 1978, face à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, alors député (radical) de Meurthe-et-Moselle, il avait été réélu, en mars 1979, au conseil général, dont il avait été élu président.]

1974 : inscr., 1824. — **Premier tour** : vot., 1810 ; suff. expr., 1791. — Isolés : MM. Boileau, div. g., 706 : Pouille, C.P.D., 584 ; Hubert Martin, R.I., 565 ; de Chevigny, ind., 515 ; de Talhouet, R.I., 508 ; Marcel Martin, s. étiq., 408. — P.C. : M. Antoine, 297 ; Mme Bertrand, 293 ; M. Claudel, 289. — P.S. : MM. Lhommée, 260 ; Clavel, 244 ; Lefort, 235.

Deuxième tour : vot., 1808 ; suff. expr., 1791. — *MM. Hubert Martin*, 1010, ELU ; Boileau, 972, ELU ; Pouille, 914, ELU : Marcel Martin, 568 ; Lhommée, 482 ; Mme Bertrand, 442 ; M. Antoine, 289.

MEUSE (2)

Sortants : MM. Rémi Herment, U.C.D.P. ; François Schleiter, UREI (n.s.r.p.).

Inscrits, 912 ; votants, 906
suffrages exprimés, 904

UN. OPP : MM. *Rémi Herment*, U.D.F., sén. sort., prés. c.g., 712 voix .. *RÉÉLU*

Michel Rufin, div. d., c.g., m. de Clermont-en-Argonne, 697 .... *ÉLU*

P.S. : MM. Daniel Schenini, 117 ; Gilbert Weber, 106.

ISOLÉ : M. Pierre Amboise, div. d., 46.

P.C. : MM. Daniel Mayer, c.g., 42 ; Bernard Serrier, c.m. de Bar-le-Duc, 41.

M. François Schleiter se retirant de la scène politique, l'élection du tandem de l'opposition formé par MM. Rémi Herment, sénateur sortant, président du conseil général, et de Michel Rufin, son vice-président, était acquise d'avance. Leur domination était si peu contestée dans les petites communes rurales que le parti socialiste n'avait pas jugé bon d'envoyer ses chefs de file à la bataille. Cela s'est d'ailleurs traduit, pour le P.S., par un score médiocre, nettement au-dessous des résultats qu'il avait obtenus en 1974, à une époque pourtant où la Meuse n'avait encore aucun député socialiste. Les candidats communistes retrouvent leurs voix de 1974. Le candidat divers droite n'a pas réussi à troubler l'union de l'opposition dont les candidats furent véritablement plébiscités dès le premier tour avec 78,76 % pour M. Herment et 77,10 % des suffrages exprimés pour M. Rufin.

∴

[M. Michel Rufin, né le 12 août 1920 à Verdun est notaire, maire de Clermont-en-Argonne, conseiller général de Clermont-en-Argonne, vice-président du conseil général, président de l'Association des maires de la Meuse et président de l'Association des communes forestières de ce département.]

1974 : inscr., 962. — **Premier tour** : vot., 957 ; suff. expr., 936. — Sans titre : MM. Schleiter, C.N.I.P., 376 ; Herment, cent. dém., 295. — Entente meusienne : MM. Beauguitte, R.I., 193 ; Loupe, 183. — P.S. : MM. Mechin, 148 ; Chobert, 136. — Pays. : MM. Brousse, 138 ; Bailleux, U.D.R., 136. — Sans titre : MM. Franc, 76 ; Gilbert, 59. — P.C. : MM. Mayer, 42 ; Serrier, *39.* — *Isolé : M. Dupont, 19.*

Deuxième tour : vot., 960 ; suff. expr., 939. — MM. Schleiter, 544, REELU ; Herment, 446, ELU ; Louppe, 261 ; Beauguitte, 208 ; Méchin, 195 ; Chobert, 135 ; Mayer, 29 ; Dupont, 8 ; Bailleux, 3 ; Brousse, 2 ; Serrier, 1 ; *Franc*, 1.

MORBIHAN (3)

Sortants : MM. Henri Le Breton, ratt. U.C.D.P., élu en septembre 1981 après l'élection de M. Raymond Marcellin à l'Assemblée nationale ; Joseph Yvon, U.C.D.P. (n.s.r.p.) ; un siège vacant, le suppléant de Louis Le Montagner, U.C.D.P., décédé en janvier 1983, est décédé antérieurement.

PREMIER TOUR

Inscrits, 1556 ; votants, 1554
Suffrages exprimés, 1532

UNION POUR LE MORBIHAN : MM. *Henri Le Breton*, U.D.F., sén. sort., 915 voix *RÉÉLU*

Christian Bonnet, U.D.F.-P.R., a. min., d., m. de Carnac, 895 .... *ÉLU*

Josselin de Rohan, R.P.R., c. g., maire de Josselin, 696.

ISOLÉS : MM. Joseph Briend, U.D.F., c.g., 433 ; Jean Letournel, div. d., vice-prés. c. g., 218 ; Eugène Remilly, div. d., 164 ; Jacques Bellanger, div. d., c. m. de Lorient, 51 ; Roger Lefebvre, div. d., c. m. de Lorient, 45.

P.S. : MM. Georges Jegouzo, c. g., 256 ; Philippe Meyer, c. m. de Vannes, 249 ; Pierre Bernard, 245.

P.C. : MM. Jean Maurice, c. g., m. de Lanester, 101 ; Jean Le Borgne, m. d'Hennebont, 96 ; Pierre Joubin, c. m. de Vannes.

DEUXIÈME TOUR

Vot., 1543 ; suffr. expr., 1447

MM. *de Rohan*, R.P.R., 990 .... *ÉLU*

Jegouzo, P.S., 383 ; Bellanger, div. d., 104.

L'opposition garde les trois sièges de sénateurs et les trois candidats de l'Union pour le Morbihan n'ont pas été inquiétés par les cinq candidats indépendants de droite. M. Le Breton est confortablement réélu dès le premier tour avec 59,72 % des suffrages exprimés. M. Christian Bonnet, qui sollicitait son dix-neuvième mandat électif depuis 1955, recueille 58,42 % des suffrages, faisant mieux que M. Raymond Marcellin en 1974 (54,56 %).

M. Joseph Briend, suppléant de M. Raymond Marcellin à l'Assemblée nationale, qui avait décidé de se présenter contre l'avis de l'ancien ministre, fait un score honorable (28,26 %). Son désistement au second tour en faveur de M. Josselin de Rohan suffira-t-il à lui faire pardonner son acte de rebellion contre le « patron » du Morbihan ? Le maintien, au second tour, de M. Bellanger, div. d., n'a pas gêné M. Josselin de Rohan, R.P.R., qui est élu avec 67,82 % des suffrages exprimés.

∴

[M. Christian Bonnet, né le 14 juin 1921, à Paris, ancien directeur général de sociétés, a été élu député (M.R.P.) du Morbihan en 1956. Député de la deuxième circonscription de ce département depuis 1958, il sera constamment réélu jusqu'en 1973. Conseiller général du canton du Palais depuis 1958, il est maire de Carnac depuis 1964. Secrétaire d'État sous la présidence de Georges Pompidou (auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme, puis chargé du logement), il est nommé ministre de l'agriculture le 28 mai 1974, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Le 30 mars 1977, M. Bonnet est nommé ministre de l'intérieur. Réélu député (U.D.F.-P.R.) du Morbihan, au premier tour, le 12 mars 1978 (avec 61,92 % des suffrages), il laisse son siège à son suppléant, M. Aimé Kerguéris (U.D.F.) et il est renommé ministre de l'intérieur le 5 avril 1978. Il démissionne du troisième gouvernement Barre en mai 1981 et il est réélu député du Morbihan le 14 juin de la même année.]

[M. Josselin de Rohan, né le 5 juin 1938, est maire de Josselin depuis 1967 et conseiller général du canton de Josselin depuis les élections cantonales de mars 1982. Ancien élève de l'E.N.A., le duc de Rohan est cadre supérieur à Elf-Aquitaine.]

1974 : *inscr., 1385. Premier tour.* : vot., 1380 ; suff. expr., 1369. — Maj. : MM. Marcellin, R.I., 747, ELU ; Yvon, U.C.D.P., 573 ; Golvan, U.D.R., 402. — Isolés : MM. Le Montagner, réf., 406 ; Remilly, R.I., 375. — P.S. : Masson, 373 ; Lagarde, 326 ; Rivier, 299. — P.C. : MM. Maurice, 140 ; Crépeau, 133 ; Mory, 128. — F.N. : M. Laurent, 38.

Deuxième tour : vot., 1379 ; suff. expr., 1348. — *MM. Le Montagner*, 854, ELU ; Yvon, 775, REELU ; Masson, 483 ; Maurice, 401 ; Laurent, 22 ; Remilly, 5.

1981 : inscr., 1432. **Premier tour** : vot., 1418 ; suff. expr., 1400. — MM. Lebreton, cent., 449 ; Masson, *P.S., 329* ; de Boisbaudry, *U.D.F., 268* ; Maurice, P.C., 137 ; de Rohan (tend. R.P.R.), 111 ; Thébault (tend. R.P.R.), 106.

Deuxième tour : vot., 1418 ; suff. expr., 1393. — MM. Lebreton, 913, ELU ; Masson, 452 ; Maurice, 28.

MOSELLE (4+1 - R.P.)

Sortants : MM. André Bohl, U.C.D.P. ; Rémi Cabocel, N.I., suppléant de René Jager décédé en juillet 1983 (n.s.r.p.) ; Jean-Marie Rausch, U.C.D.P. ; Robert Schmitt, UREI (n.s.r.p.).

Inscrits, 2 742 ; votants, 2 735
Suffrages exprimés, 2 713

MOSELLE UNION, 1 263 voix : *MM. Jean-Marie Rausch*, U.D.F.-C.D.S., sén. sort., prés. c. rég., c. g., m. de Metz .... *REELU*

André Bohl, U.D.F.-C.D.S., sén. sort., c. g., m. de Creutzwald .... *REELU*

Roger Husson, R.P.R., c. r., c. g., m. de Dieuze, .. *ELU*

Jean-Eric Bousch, R.P.R., c. r., c. g., m. de Forbach, s. d., a. sén. ; Henri Ferretti, U.D.F.-P.R., c. g., c. m. de Thionville, a. d.

UN. G., 835 voix : MM. *Jean-Pierre Masseret*, P.S., c. g., c. m. de Metz .... *ELU*

Paul Souffrin, P.C., m. de Thionville .... *ELU*

Michel Lipiec, div. g., m. de Bambiderstroff ; Raymond Sadler, P.S., m. de Witring ; Mme Henriette Simonetto, P.C., m. d'Algrange.

MOUVEMENT DES FORCES MOSELLANES, 310 voix : MM. Pierre Herment, div. d., c. g., m. du Ban-Saint-Martin ; Joseph Schaefer, div. d., c. g., m. de Bitche ; Etienne Halter, div. d., c. g. ; Fernand Charlier, div. d., c. r., c. g., m. d'Avricourt ; Denis Schitz, div. d., m. de Tressange.

MOSELLE ESPOIR, 305 voix : MM. Jean Kiffer, CNIP, c. g., m. d'Amnéville, a. d. ; Fernand Franck, div. d., m. de Wiesviller ; Gilbert Robinet, CNIP, m. d'Amelécourt ; Eric Litzelman, CNIP, c. m. de Yutz ; Pierre Keller, div. d., m. de Kédange-sur-Canner.

Le scrutin de liste à la proportionnelle a bénéficié à la majorité, qui présentait une liste d'union. Avec deux élus, la gauche mosellane sera, pour la première fois, représentée au Sénat. L'opposition, totalisant près de 70 % des suffrages exprimés, est victime de sa désunion, malgré l'accord U.D.F.-R.P.R., conclu dès le mois d'août. La liste « Moselle Union », remporte trois sièges, alors qu'elle escomptait, il y a quelques semaines, réaliser le « grand chelem », annoncé prématurément. Les deux autres listes se réclamant de l'opposition ont été désavouées par les grands électeurs. Leur présence a, néanmoins, assuré l'élection du second sénateur de la majorité, comme le reconnaissait, dimanche, M. Masseret.

Cependant, le résultat ne constitue pas, à proprement parler, une surprise. Au jeu des simulations sur ordinateur, réalisées par chacun des états-majors, les programmateurs de la majorité se sont révélés les plus précis. Le parti socialiste, fervent défenseur d'une liste d'union de la gauche avec le parti communiste, avait redoublé d'efforts, après l'annonce d'un accord U.D.F.-R.P.R.

En se dévoilant très tôt, M. Rausch avait laissé à MM. Herment et Kiffer, animés tous deux d'ambitions personnelles, le temps de constituer leur propre liste, chacun de son côté arguant que les co-équipiers du sénateur sortant, maire de Metz, ne reflétaient pas les sensibilités de l'opposition, notamment celle des non-inscrits, au nombre de 1 500 parmi les grands électeurs. La multiplication des listes d'opposition donnait à la gauche des chances de remporter non seulement un, mais deux sièges, si un accord P.S.-P.C.F. était trouvé. La carte du pragmatisme politique, jouée pleinement par le parti socialiste, lui avait finalement permis de réaliser l'indispensable alliance. Les autres composantes de la majorité présidentielle avaient été sacrifiées dans l'opération.

∴

[M. Roger Husson, né le 12 juin 1924 à Tarquimpol (Moselle), retraité, est maire de Dieuze depuis 1965, conseiller général depuis mars 1982, conseiller régional depuis mars 1983.]

[M. Jean-Pierre Masseret, né le 23 août 1944 à Cusset (Allier), inspecteur principal des impôts, conseiller général du canton de Montigny-lès-Metz depuis mars 1979, conseiller municipal de Metz depuis mars 1983 et membre du secrétariat de la fédération socialiste de la Moselle.]

[M. Paul Souffrin, né le 16 mai 1932 à Courbevoie (Hauts-de-Seine), médecin, chef de service au centre hospitalier régional, à Thionville, est maire de cette ville depuis mars 1977.]

1974 : inscr., 2445. — **Premier tour** : vot., 2434 ; suff. expr., 2422. — U.C.D.P. : MM. Rausch, C.D.P., 848 ; Jager, Cent. dém., 830 ; Botz, C.D.P., 615 ; Froelinger, R.I., 532.— Maj. : MM. Driant, R.I., 808 ; Schmitt, app. U.D.R., 759 ; Bohl, Cent. dém., 671 ; Wolfersberger, U.D.R., 492. — Union et action pour le progrès social : MM. Bousch, U.D.R., 583 ; Nopré, 350 ; Durand, 310 ; Rolin, 296. — P.S. : MM. Madelaine, 502 ; Laurain, 452 ; Podsiadlo, 417 ; Hoffmann, 408. — P.C. : MM. Lodi, 153 ; de Mattéis, 150 ; Tritschler, 148 ; Philippe, 137.

Deuxième tour : vot., 2434 ; suff. expr., 2397. — MM. Jager, 952, REELU ; Rausch, 949, ELU ; Bohl, 846, ELU ; Schmitt, 816, REELU ; Botz, 810 ; Driant, 760 ; Madelaine, 593 ; Froelinger, 591 ; Laurain, 506 ; de Mattéis, 413 ; Wolfersberger, 411 ; Lodi, 406 ; Bousch, 339.

NIÈVRE (2)

Sortants : MM. Noël Berrier, P.S., suppléant de Fernand Dussert décédé en décembre 1975 ; Robert Guillaume, P.S., suppléant de Pierre Petit décédé en décembre 1977.

PREMIER TOUR

Inscrits, 762 ; votants, 759
Suffrages exprimés 754

P.S. : MM. *Robert Guillaume*, sén. sort., c.g., m. de La Charité-sur-Loire, 380 voix ...... *REELU*

Noël Berrier, sén. sort., prés. c.g., m. de Corbigny, 376.

UN. OPP. : MM. Henri Vimeux, R.P.R., c.g., c.m. de Nevers, 234 ; Mme Claudine Galmard, U.D.F.-P.R., 232.

P.C. : Mme Paulette Lavergne, c.g., 141 ; M. Raymond Bussière, c.g., m. de Fourchambault, 140.

DEUXIÈME TOUR

Votants, 758 ; suff. expr. 739.

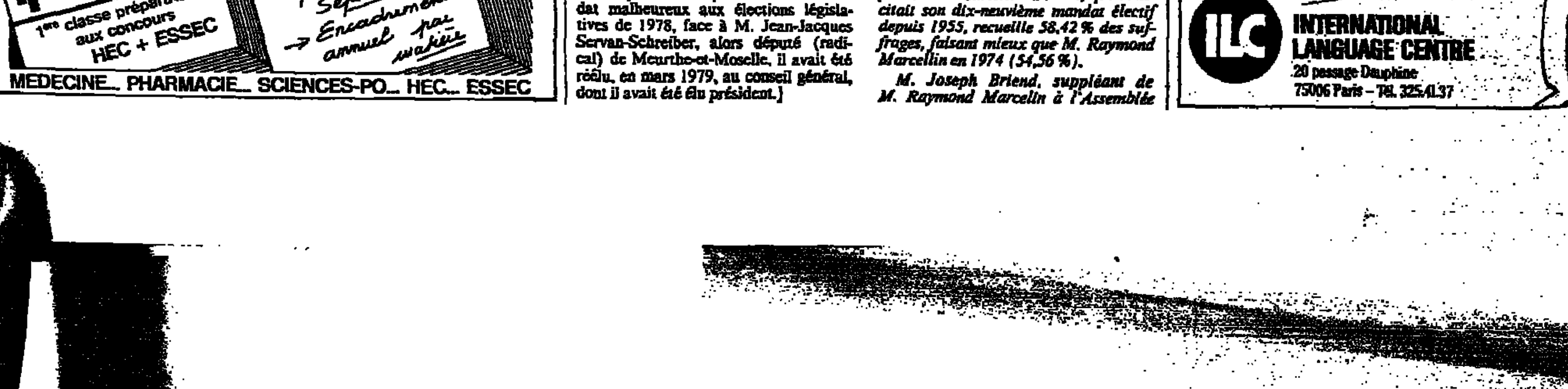
MM. *Berrier*, P.S., 510 ...... *REELU*

Vimeux, R.P.R., 229.

Dans le département du président de la République, les deux sortants socialistes sont réélus dans des conditions tout à fait comparables à celles de 1974, lorsqu'ils étaient, l'un et l'autre, des suppléants des sénateurs de l'époque, décédés depuis. Le R.P.R. améliore, cependant, de façon sensible le score des candidats U.D.R. d'alors, tandis que le parti communiste reste stable.

1974 : inscr., 742. — **Premier tour** : vot., 739 ; suff. expr., 732. — P.S. : MM. Petit, 400, ELU ; Dussert, 344. — Isolés : MM. Barbier, Gauche dém., 243 ; Gauthier, U.D.R., 144 ; Azzaro, …, 1. — P.C. : MM. Ferronnet, 141 ; Lebon, 128.

Deuxième tour : vot., 740 ; suff. expr., 734. — MM. Dussert, 468, ELU ; Barbier, 266.



SÉNATORIALES

NORD (9+2 - R.P.)

Sortants : MM. Octave Bajeux, U.C.D.P. (n.s.r.p.) ; Jacques Bialski, P.S., suivant de liste de M. René Debesson démissionnaire en avril 1979 ; Pierre Carous, R.P.R. ; Jean Desmarets, N.I. (n.s.r.p.) ; Gérard Ehlers, P.C. ; Roland Grimaldi, P.S., suivant de liste de M. Victor Provo démissionnaire en octobre 1977 ; Maurice Schumann, R.P.R. ; Jean Varlet, P.S. (n.s.r.p.) ; Hector Viron, P.C.

Inscrits, 5 477 ; votants, 5 466
suffrages exprimés, 5 445

UN. OPP., 2 483 voix : MM. *Pierre Carous*, R.P.R., sén. sort., m. de Valenciennes .... *REELU*
André Diligent, U.D.F.-C.D.S., m. de Roubaix ... *ELU*
Maurice Schumann, R.P.R., sén. sort., a. min. ... *REELU*
Jean-Paul Bataille, U.D.F.-P.R., c.g. m. de Steenvoorde .... *ELU*
Arthur Moulin, R.P.R., m. d'Avesnes-sur-Helpe, c.g., a.d. .... *ELU*
Claude Prouvoyeur, CNIP, c.g., m. de Dunkerque .... *ELU*

M. Jean-Pierre Durieux, U.D.F.-P.R., c.g., m. de Les-Rues-les-Vignes ; Mme Marie-Fanny Gournay, R.P.R., c.g., m. de Caestre ; M. Jacques Vernier, R.P.R., c.g., m. de Douai ; Mme Marie-Marguerite Massart, U.D.F.-C.D.S., m. de Hem ; M. Bruno Chauvierre, R.P.R., c.m. de Lille.

P.S., 1 626 : MM. Jacques Bialski, sén. sort., c. rég., c.g., c.m. de Dunkerque .... *REELU*
Guy Allouche .... *ELU*
Roland Grimaldi, sén. sort., c.g. .... *REELU*

Mme Dinah Caudron ; M. Christian Bataille, c. rég., m. de Rieux-en-Cambraisie ; Mme Françoise Normand ; MM. Jean-Claude Provo, a. sén. ; Pierre Naveau, c.g. ; André Parent, m. de Anzin ; Robert Muchembled ; Jacques Capelle.

P.C., 1 165 : MM. Hector Viron, sén. sort., adj. m. de Lille .... *REELU*
Gérard Ehlers, sén. sort. *REELU*

Ivan Renar, c. rég. ; Mme Blanche Bellanger ; MM. Jean-Claude Fontenelle, c. rég. ; Jules Chevalier, m. d'Aulnoye-les-Valenciennes ; Mme Paulette Deblock, m. de Sin-le-Noble ; MM. Georges Cacheux, c.g., m. d'Avesnes-les-Aubert ; Arthur Brabant, m. de Denain ; Emile Beauchamps, m. d'Arleux ; Fernand Pecheux, m. de Fourmies.

DEFENSE DES COLLECTIVITES LOCALES, 134 : MM. Jean-Marie Lemaire ; Maurice Declercq ; Jacques Lebel ; Mme Georgette Dupire ; MM. Alphonse Dedes ; Christian Goetghebuck ; Francis Allard ; Pierre Duriez ; Jean Kesteloot ; Benoît Deman ; Jean-Paul Bourgois.

ELUS LOCAUX SANS ETIQUETTE, 37 : MM. Lionel Aymard ; Francis Dehaine ; Jean Meersman ; Pierre Loubry ; Jean-Jacques Bailly ; André Dangreau ; Roger Dauchy ; Robert Dequidt ; César Gaudry ; Jean-Claude Kindt ; Francis-Ernest Renard.

C'est aux cris de « Mauroy démission ! » que l'opposition a accueilli les résultats des élections sénatoriales, dimanche après-midi, à la préfecture du Nord à Lille. La liste d'union qu'elle présentait venait de gagner son pari en emportant six des onze sièges en jeu et en plaçant ainsi la gauche en minorité, au nombre des sénateurs, dans ce département.

Cette satisfaction proclamée cache, toutefois, une réalité moins sombre qu'il n'y paraît pour la gauche. Si elle est minoritaire en sièges, elle garde, cependant, avec 51,25 % des suffrages exprimés, la majorité des voix.

En se présentant séparément devant les grands électeurs, les deux formations de gauche n'ont pas su mettre à profit cet avantage. Des négociations tardives, engagées pour présenter une liste unique P.C.F.-P.S., avaient échoué sur la volonté des communistes de lier un accord dans le Nord à un accord similaire dans le Pas-de-Calais. Or, dans ce département, les socialistes n'étaient pas du tout favorables à une liste commune.

L'opposition, en constituant, contrairement à ce qu'elle avait fait en 1974, une liste unique R.P.R.-U.D.F., a fait le bon calcul. Cette liste s'était même ouverte, tardivement, au C.N.I.P., en accueillant, à la sixième place, un adhérent de fraîche date à cette formation, M. Prouvoyeur, maire de Dunkerque. L'opposition emporte les deux sièges supplémentaires attribués au département du Nord. A la faveur de ce scrutin, qui voit la réélection de M. Schumann, vice-président du Sénat, M. Diligent, maire de Roubaix depuis mars dernier, retrouve le siège de sénateur, qu'il avait perdu en 1974.

[M. Guy Allouche, né le 27 octobre 1939 à Constantine (Algérie), conseiller pédagogique en éducation physique et sportive, est premier secrétaire de la fédération socialiste du Nord depuis 1979 et membre du bureau exécutif du P.S. depuis le congrès de Valence en 1981. M. Allouche est conseiller municipal de Neuville-en-Ferrain depuis 1983.]

[M. Jean-Paul Bataille, né le 18 août 1929 à Saint-Omer (Pas-de-Calais), pharmacien, dirigeant du parti républicain dans le Nord depuis 1973, est maire de Steenvorde depuis 1965 et conseiller général depuis 1970.]

[M. André Diligent, né le 10 mai 1919 à Roubaix, a déjà siégé au Sénat de 1965 à 1974. Il a été député (M.R.P.) de la huitième circonscription du Nord de 1958 à 1962. Maire de Roubaix depuis mars 1983, il a été vice-président du Centre démocrate, puis vice-président et secrétaire général du Centre des démocrates sociaux (C.D.S.). M. Diligent s'est démis de ses fonctions de secrétaire général en avril dernier après son élection à la mairie de Roubaix.]

[M. Arthur Moulin, né le 4 juillet à Saint-Aubin (Nord), vétérinaire, est conseiller général d'Avesnes-Nord depuis 1967, maire d'Avesnes-sur-Helpe depuis 1971 et conseiller régional depuis 1973. M. Moulin avait été élu député (U.N.R.) du Nord en 1958, mandat qu'il avait occupé jusqu'en 1967. Il avait siégé à nouveau à l'Assemblée nationale de 1968 à 1973.]

[M. Claude Prouvoyeur, né le 5 janvier 1927 à Estourmel (Nord), est maire de Dunkerque depuis 1966. Elu conseiller général de Dunkerque-Est en 1973, battu par un socialiste en 1973, il a été à nouveau élu en 1982.]

1974 : inscr., 4825 ; vot., 4818 ; suff. expr., 4809. – P.S. : 1456, MM. Provo, ELU ; Debesson, REELU ; Varlet, ELU ; Grimaldi ; Bialski ; Moriss ; Allard ; Mme de Mey ; Bouchez. – Union de déf. des libertés locales et expansion nég. : 1338 : MM. Carous, U.D.R., REELU ; Schumann, U.D.Ve, ELU ; Moulin, Van den Bavière, Pringalle, Brice, Hennebois, Bocktaels, Mme Gournay. – P.C. : 1007 : MM. Viron, REELU ; Ehlers, ELU ; Cacheux ; Briatte ; Mme Lefebvre ; MM. Beauchamp, Carpentier Gauthier, Lainé. – Union des centristes et indépendants : 997 : MM. Bajeux, réf., REELU ; Desmarets, ind., REELU ; Diligent, Bataille, Jonnart, Bardoux, Pochon, Quintart, Dessin. – F.N. : 11 : M. Delcour, Mme Dupont, MM. Lepoutre, Massé, Benziani, Pauwels, Delaval, Tiéry, Gassimi.

OISE (3)

Sortants : MM. Amédée Bouquerel, R.P.R. ; Hector Dubois, N.I. (n.s.r.p.) ; Jean Natali, R.P.R.

PREMIER TOUR

Inscrits, 1 915 ; votants, 1 903
Suffrages exprimés, 1 896

UN. OPP. : MM. Amédée Bouquerel, R.P.R. sén. sort., 772, Michel Souplet, U.D.F.-C.D.S., 713, Jean Natali, R.P.R., sén. sort., c. g. 641.

ACTION DÉPART. : MM. Guy Dessesart, C.N.I.P., 469, Michel Dupuy, U.D.F., 444, Michel Gorin, U.D.F.-Rad., 382.

P.S. : MM. Henri Bonan, prés. c. g. 399, Jean-Pierre Hanniet, vice-prés. com. gén., m. de Nanteuil-le-Handouin, 380, Jean-Luc Pingremon, 380.

P.C. : MM. Raymond Maillet, 209 ; Jean Sylla, c. g. m. de Mouy, 209 ; Maurice Bambier, 207.

DEUXIÈME TOUR

Votants, 1902 ; suffr. expr., 1 850

UN. OPP. : M. *Bouquerel*, R.P.R., 1 203 voix ... RÉÉLU
Natali, R.P.R., 1191 voix .... RÉÉLU
Souplet, U.D.F.-C.D.S., 1 185 voix .... ÉLU

P.S. : MM. *Bonan* P.S., 628, *Sylla*, P.C., 628, *Hanniet*, P.S., 615.

La présence de deux listes d'opposition n'a eu aucune conséquence sur l'issue du scrutin. Le corps des grands électeurs, en dépit des progrès, aux élections municipales, cantonales et législatives, de la gauche, majoritaire au conseil général depuis 1979, a accordé, dès le premier tour, un net avantage aux sortants. La liste d'« union de l'opposition », avec les deux sénateurs R.P.R. et M. Souplet (U.D.F.-C.D.S.), candidat à la place de M. Dubois (C.N.I.P.), qui ne se représentait pas, a nettement devancé la liste d'« action départementale » où se trouvait, notamment, le suppléant de M. Marcel Dassault, M. Desessart, et le délégué départemental de l'U.D.F., M. Gorin. Par rapport à 1974, le corps des grands électeurs s'est accru de 309 voix.

A neuf ans d'intervalle, le parti communiste se maintient à 11 % des suffrages exprimés, tandis que les candidats du parti socialiste, qui, pourtant, comptaient dans leurs rangs le président du conseil général, M. Bonan, voient, en moyenne de liste, leur audience baisser d'un point (20,35 % des suffrages exprimés).

[Né le 3 avril 1929 à Chevrières (Oise), où il est adjoint au maire, M. Michel Souplet, agriculteur, a milité au sein des organisations professionnelles. Il a été président de la jeune chambre d'agriculture, président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (F.D.S.E.A.). Président des chambres d'agriculture de l'Oise et de la Picardie, il préside également la Conférence européenne agricole et le Salon international de l'agriculture de Paris. Membre du conseil économique et social, M. Souplet est adjoint au maire de Chevrières depuis dix-neuf ans.]

1974 : inscr., 1606. – Premier tour : vot., 1597 ; suff. expr., 1588. – Maj. : MM. Bouquerel, U.D.R., 1082, REELU ; Natali, U.D.R., 1080, REELU ; Dubois, R.I., 1060, REELU. – P.S. : M. Niel, 317 ; Mme Marazano, rad. g., 315 ; M. Hanniet, 315. – P.C. : MM. Sylla, 176 ; Poupon, 167 ; Maillet, 167. – Isolé : M. Bourquin, ind., 23.

ORNE (2)

Sortants : MM. Hubert d'Andigné, R.P.R. ; Henri Olivier, ratt. UREI.

Inscrits, 1 030 ; votants, 1 026
Suffrages exprimés, 1 016

UN. OPP. : *MM. Henri Olivier*, CNIP, sén. sort., c.g., m. de Saint-Germain-des-Grois, 843 voix .... *REELU*
Hubert d'Andigné, R.P.R. sén. sort., c.g., m. de Champ-de-la-Pierre, 837 voix .... *REELU*

P.S. : MM. Yves Le Pape, m. de la Ferté-Macé, 147 ; Jacques Nortier, m. de Tourouve, 139.

P.C. : MM. Roger Jouadé, c.m. d'Argenton, 25 ; Marcel Delaunay, m. de Saint-Clair-de-Halouze, 23.

Au terme d'une campagne très calme, les résultats sont sans surprise. Les deux sénateurs sortants étaient assurés d'être réélus avec une forte majorité ; les différentes composantes de l'opposition s'étaient mises d'accord pour ne pas leur opposer d'autres candidats. Ils améliorent même leur score de 1974. La seule surprise vient du fait que M. Olivier devance M. d'Andigné. Les candidats du P.S. réalisent presque leurs espoirs : obtenir le double des voix recueillies par le candidat socialiste en 1974.

1974 : inscr., 954. – Premier tour : vot., 948 ; suff. expr., 942. – Isolés : MM. d'Andigné, C.D.P., 574, REELU ; Olivier, C.D.P., 292 ; Bassot, R.I., 260 ; Boudet, Cent. dém., 215 ; Maignan, s. étiq. 182 ; Baratte, P.S., 82 ; Van der Gucht, Cent dém., 70 ; Sillière, ind. 59 ; Raguideau, mod., 20. – P.C. : MM. Blanchet, 14 ; Delaunay, 9.

Deuxième tour : vot., 951 ; suff. expr., 931. – MM. Olivier, 536, ELU ; Bassot, 344 ; Baratte, 26 ; Boudet, 20 ; Sillière, 3 ; Maignan, 1 ; Raguideau, 1 ; Blanchet, 1 ; Delaunay, 1.

PAS-DE-CALAIS (6+1 - R.P.)

Sortants : MM. Henri Collette, R.P.R., suivant de liste de Baudoin de Hauteclocque décédé en octobre 1981 ; Michel Darras, P.S. ; Raymond Dumont, P.C., suivant de liste de M. Léandre Letoquart, démissionnaire en octobre 1978 ; Emile Durieux, P.S. (n.s.r.p.) ; Roger Poudonson, U.C.D.P. ; Raymond Splingard, P.S., suivant de liste de M. Marcel Wacheux, élu député en juin 1981, qui avait lui-même succédé à Bernard Chochoy, décédé en avril 1981 (n.s.r.p.).

PREMIER TOUR

Inscrits, 3 715 ; votants, 3 712
suffrages exprimés, 3 700

Un. opp., 1 380 : MM. *Roger Poudonson*, U.D.F.-C.D.S., sén. sort., a. min., m. de Duisans, ... RÉÉLU
Henri Collette, R.P.R., sén. sort., c. g., ... RÉÉLU
Henri Elby, U.D.F.-rad., m. de Groffiers ..... ÉLU

Désiré Debavelaere, C.N.I.P., m. de Campagne-lez-Hesdin ; Jean-Paul Delevoye, R.P.R., c.g., m. de Bapaume ; François-Xavier Becuwe, U.D.F.-P.R., c.g., m. d'Aire-sur-la-Lys ; Jean-Marie Truffier, U.D.F.-C.D.S., c.g., c.m. d'Arras.

P.S., 1361 : MM. *Michel Darras*, sén. sort., c.g. RÉÉLU
André Delelis, m. de Lens, a. min., a.d. .... ÉLU
Daniel Percheron, c. rég., c.m. de Liévin .... ÉLU

Dominique Dupilet, d., adj. m. de Boulogne-sur-Mer ; Henri Gallet, c.g., m. de Dennebrœucq ; Robert Blomme, m. de Loison ; Mme Lucienne Deglos, m. d'Athies.

P.C., 884 : MM. *Raymond Dumont*, sén. sort., c. rég. .... RÉÉLU

Jean-Luc Becart, c. rég., m. d'Auchel ; Daniel Arnoult, adj. m. de Boulogne-sur-Mer ; Martial Stienne, c.g., m. de Vitry ; Mme Marie-Josée Liétard ; MM. Raymond Dufay ; Paul Dumont.

ÉLUS LOCAUX SANS ÉTIQUETTE, 75 : MM. Claude Henin ; Jean-Marie Charlet, c.m. d'Arras ; Claude Lefevre ; Rémy André ; Georges Prudhomme ; Gabriel Evrard ; Siméon Menuge.

Le parti socialiste apparaît comme le grand perdant de ce scrutin. S'il garde les trois sièges qu'il détenait, il régresse de plus de dix points, passant de 46,83 % des suffrages exprimés en 1974 à 36,78 %.

Ce recul bénéficie d'abord à l'opposition, dont la liste conduite par les deux sénateurs sortants, MM. Roger Poudonson, C.D.S. et Henri Collette, R.P.R., améliore son score de près de quatre points. Avec 37,29 % des suffrages exprimés, elle devance légèrement la liste socialiste et gagne un troisième siège.

Cette victoire qui conduit au Sénat M. Henri Elby (rad.) ravivera peut-être les ressentiments de certains membres du P.R. qui n'avaient pu imposer à la troisième place sur la liste leur propre candidat, M. Léonce Desprez, maire du Touquet. Ce dernier avait d'ailleurs menacé de constituer sa propre liste mais avait finalement renoncé (le Monde du 7 septembre 1983).

L'opposition n'est pas la seule bénéficiaire du recul des socialistes. Le parti communiste en profite aussi qui augmente son score de plus de quatre points, obtenant cette fois-ci 23,89 % des suffrages. Il frôle un deuxième siège qu'il aurait emporté au détriment, non de l'opposition, mais de ses alliés socialistes. C'est en effet à une quinzaine de voix près que M. Daniel Percheron, premier secrétaire de la fédération du P.S., garde le troisième siège détenu jusqu'alors par sa formation, les deux premiers allant à MM. Michel Darras, sénateur sortant, et à M. André Delelis, ancien ministre, qui retrouve ainsi un mandat parlementaire.

Plusieurs raisons peuvent être invoquées pour expliquer cette régression du P.S. D'abord une simple question d'arithmétique : en effet, à la faveur de la proportionnelle, l'opposition a pu entrer aux dernières municipales dans les conseils municipaux des nombreuses villes, grandes ou moyennes, détenues par le P.S. ou le P.C. et ainsi augmenter sensiblement le nombre de ses grands électeurs. La réciproque est vraie, mais elle a joué dans une moindre mesure, la gauche étant largement majoritaire dans le département.

Un petit incident a marqué la proclamation des résultats : le président du bureau de vote a inversé l'ordre de proclamation des quatre premiers élus en citant MM. Michel Darras et André Delelis avant MM. Poudonson et Collette.

(Lire la suite page 8.)

LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

(Suite de la page 7.)

[M. Henri Elby est né le 22 novembre 1918 à Bias (Landes). Conseiller général du canton de Montreuil de 1966 à 1979, M. Elby est maire de Groffiers depuis 1971.]

[M. André Delelis est né le 23 mai 1924 à Cauchy-à-la-Tour. Premier adjoint au maire (1959) puis maire (depuis 1966) de Lens, M. Delelis a été conseiller général de 1962 à 1976 et député de la treizième circonscription de 1967 à 1981. Nommé ministre du commerce et de l'artisanat en mai 1981, (premier gouvernement de M. Mauroy), il abandonne en juin son siège à son suppléant. Il quitte le second gouvernement de M. Pierre Mauroy en mars 1983.]

[M. Daniel Percheron est né le 31 août 1942 à Beauvais. Premier secrétaire de la fédération socialiste du Pas-de-Calais, M. Percheron est conseiller municipal de Liévin, vice-président du conseil régional et député à l'Assemblée européenne.]

1974 : inscr., 3405 ; vot., 3398 ; suff. expr., 3382. – P.S. : 1584 : MM. Chochoy, ELU ; Darras, REELU ; Durieux, REELU : Wacheux, Splingard, Bois. – Maj. : 1128 : MM. Poudonson, Cent. dém., ELU ; de Hauteclocque, pays., REELU : Collette, Elby, Bonnel, Petit.

P.C. : 670 : MM. Letoquart, REELU, Dumont ; Mme Tercieux ; MM. Cressent, Picot, Dufay.

PUY-DE-DOME (3)

Sortants : MM. André Barroux, P.S. (n.s.r.p.) ; Gilbert Belin, P.S. (n.s.r.p.) ; Michel Charasse, P.S., suppléant de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement.

PREMIER TOUR

Inscrits, 1552 : votants, 1548
Suffrages exprimés, 1532

P.S. : MM. Roger Quilliot, min., m. de Clermont-Ferrand, 750 voix ; Marcel Bony, c. rég., m. de Murat-le-Quaire, 734 ; Michel Charasse, sén. sort., m. de Puy-Guillaume, 717.

UN. OPP. : MM. Georges Chometon, U.D.F.-C.D.S., c.g., m. de Saint-Bonnet-le-Chastel, 617 ; Jean Morellon, U.D.F.-P.R., a.d., c.m. de Clermont-Ferrand, 615 ; Georges Monnet, R.P.R., c.g., m. d'Orcines, 604.

P.C. : MM. Armand Mansat, c.g., m. de Neuf-Eglise, 184 ; Paul Archimbaud, m. de Vertaizon, 176 ; Jean Nicolas, c. rég., adj. au m. de Clermont-Ferrand, 172.

DEUXIEME TOUR

Vot., 1540 ; suffr. expr., 1496

MM. *Quilliot*, P.S., 850 voix .... *ELU*
Bony, P.S., 842 .... *ELU*
Charasse, P.S., 832 .... *REELU*

Chometon, U.D.F.-C.D.S., 649 ; Morellon, U.D.F.-P.R., 640 ; Monnet, R.P.R., 640.

Malgré la confirmation de son hégémonie, la mise en ballottage de la liste du P.S. constitue un événement, puisque les socialistes l'avaient toujours évitée depuis 1959. L'opposition, par la voix de M. Claude Wolff, maire de Chamalières, député de la deuxième circonscription, proche de M. Giscard d'Estaing, mais qui ne se présentait pas lui-même, affirme donc avoir atteint son objectif.

A vrai dire, on pouvait attendre un tel résultat, compte tenu du passage d'un certain nombre de communes dans le camp de l'opposition, en mars dernier, et de l'introduction partielle de la représentation proportionnelle à l'occasion de ce scrutin municipal : par rapport aux élections sénatoriales de 1974, (l'élection partielle de 1981 n'étant considérée par personne comme significative), M. Chometon, pour l'opposition, « fait » 41 voix de mieux que M. Wolff. En 1983, le collège électoral comptait 127 électeurs de plus qu'en 1974. A Clermont-Ferrand, ville de M. Quilliot, l'opposition disposait, du fait de la proportionnelle, de 34 grands électeurs.

Le P.C.F. — qui confirme sa poussée par rapport à 1974, ayant réitéré sa demande d'une liste d'union au deuxième tour, s'est de nouveau heurté à un refus du P.S., ce qui explique sans doute, malgré un appel aux report des voix, la défection, au second tour, d'un certain nombre de suffrages communistes. Si l'on se réfère au score de M. Quilliot, le déficit s'élève à près de 80 voix sur les 177 (moyenne des voix communistes au premier tour) qu'il était en droit d'attendre. Le ministre de l'urbanisme et du logement a constaté le fait sans y accorder, dans sa déclaration, une importance majeure.

On notera enfin que M. Charasse, conseiller de l'Élysée, qui occupait au Sénat, depuis septembre 1981, le siège de M. Quilliot, est le moins bien élu des trois socialistes, ce qui pourrait confirmer l'existence de certaines réticences au sein du P.S. local face à sa candidature.

Quant à M. Quilliot lui-même, élu avec 56,81 % des suffrages, il lui reste à choisir entre le Sénat et le gouvernement, en fonction de son état de santé et des souhaits du président de la République.

∴

[M. Marcel Bony est né en 1926 à Saint-Sauves (Puy-de-Dôme). Agriculteur, fils d'agriculteur lui-même, il a fait ses débuts dans la vie publique en 1959, année où il est élu conseiller municipal à Murat-le-Quaire. Il en deviendra le maire en 1965 et il occupe toujours cette fonction. Membre du parti socialiste, M. Bony est devenu conseiller général en 1976.]

1974 : inscr., 1425 ; vot., 1416 ; suff. expr., 1407. – P.S. MM. Quillot, 764, ELU ; Barroux, 747, REELU ; Belin, 709, ELU. – Maj. : MM. Wolff, R.I., 576 ; Paquet, 557 ; Pipet, rad., 552. – P.C. : MM. Alix, 105 ; Mansat, 101 ; Grangier, 99.

1981 : inscr., 1477 ; vot., 1460 ; suff. expr., 1449. – MM. Quillot, P.S., 837 REELU ; Paput, U.D.F., 421 ; Mansat, P.C., 191.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES (3)

Sortants : MM. Jacques Moutet, Gauche dém., suppléant de Michel Labèguerie, décédé en juillet 1980 ; Guy Petit, UREI (n.s.r.p.) ; un siège vacant : le suppléant de Pierre Sallenave, UREI, décédé en mai 1983, est décédé antérieurement.

PREMIER TOUR

Inscrits, 1568 ; votants, 1558 ; suffr. expr., 1548

U.D.F. : MM. Jacques Moutet, U.D.F.-rad., sén. sort., 596 voix ; Didier Borotra, U.D.F.-C.D.S., c.g., adj. au m. de Biarritz, 322 ; Henri Grenet, U.D.F., a.d., c.g., m. de Bayonne, 285.

R.P.R. : MM. Franz Duboscq, a.d., prés. c.g., m. d'Aroue, 588 voix ; Auguste Cazalet, a.d., m. de Sévignacq-Meyracq, 385 ; André Ithurralde, c.g., m. de Saint-Jean-de-Luz, 208.

P.S. : MM. Raymond Delourme, c.g., m. de Billère, 396 voix ; Robert Balangue, m. de Bedous, 360 ; Claude Duhau, c.m. de Bayonne, 330.

ISOLÉS : MM. André Luberriaga, div. d., c.g., m. d'Ascain, 249 voix ; Maurice Plantier, diss. R.P.R., a. min., a.d., m. d'Artix, 210 ; Jean Recapet, C.N.I.P., c.g., m. de Sauveterre-de-Béarn, 126 ; Gérard Gaston, div. d., c.g., 89.

P.C. : MM. Jean Abbadie, c.g., m. du Boucau, 115 voix ; Zélien Cambayou, m. de Sévignacq-Theze, 113 ; André Cazetien, m. de Mourenx, 107.

DEUXIÈME TOUR

Votants, 1 559 ; suffr. expr., 1 501

MM. *Moutet*, U.D.F.-rad., 955 voix .... *RÉÉLU*
Cazalet, R.P.R., 922, .. *ÉLU*
Duboscq, R.P.R., 913, . *ÉLU*

P.S. : Delourme, 444 voix ; Balangue, 440 ; Duhau, 429.

P.C. : Abbadie, 106 ; Cazetien, 102 ; Cambayou, 99.

Traditionnellement, le Pays basque détenait deux sièges de sénateur sur trois, alors que le Béarn, qui est pourtant presque deux fois plus peuplé que les trois provinces basques françaises, n'en avait qu'un. Les mouvements gaullistes n'avaient jamais pu avoir de sénateur dans ce département que centristes et radicaux se sont longtemps partagé. Cette fois, les Béarnais ont deux élus, et le troisième, M. Duboscq, appartient, de son aveu même, autant au Pays basque qu'au Béarn. Le R.P.R. a deux élus. Ce sont les divisions de la mouvance centriste, tout particulièrement chez les Basques, qui sont responsables de cette entorse aux traditions. Le R.P.R., qui a mené une campagne très vive, appuyée sur son réseau de militants, renforcé par ses succès aux élections municipales cette année, a su profiter des querelles de ses alliés de l'opposition.

Les candidatures, pourtant toutes deux soutenues par l'U.D.F., de MM. Borotra et Grenet, élus de deux villes voisines, ont, certaine, divisé les voix centristes basques, sur lesquelles a aussi « mordu » M. Luberriaga. D'autant que, à l'inverse, les candidats isolés du Béarn n'ont guère connu le succès. M. Plantier fait figure de grand perdant, puisque non seulement il arrive en dixième position, sur seize candidats, au premier tour, mais il n'a pu empêcher l'élection au Sénat de celui dont il avait fait son adversaire principal, M. Cazalet, son ancien suppléant : l'étiquette politique a eu plus de poids que le titre d'ancien ministre.

Si l'opposition a su, comme elle l'avait promis, faire l'union entre les deux tours, il n'en est pas allé de même à gauche : P.S. et P.C. ont présenté chacun sa liste au second tour ; ils savaient, il est vrai que, face à l'union de leurs adversaires, ils n'avaient aucune chance, d'autant que le candidat le mieux placé était, lui aussi, béarnais.

∴

[M. Auguste Cazalet est né le 7 septembre 1938 à Sévignacq-Meyracq (Pyrénées-Atlantiques), commune dont il est le maire depuis 1968 et où il est toujours exploitant agricole. Après avoir milité dans divers organismes professionnels de son département — il a été secrétaire général du centre départemental des jeunes agriculteurs, — il est choisi comme suppléant par M. Maurice Plantier (R.P.R.) pour les élections de 1973 et 1978. Après ces dernières, M. Plantier étant nommé secrétaire d'Etat aux anciens combattants, M. Cazalet siège au Palais-Bourbon. C'est lui qui défend le siège en 1981, mais il est battu par M. Henri Prat (P.S.).

[M. Franz Duboscq est né le 6 mai 1924 à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques). Exploitant agricole à Aroue depuis 1946, il est, aussi, le maire de cette commune, à la limite du Pays basque et du Béarn, depuis 1955. Il a été vice-président de la chambre d'agriculture de son département, et élu en tant que suppléant de M. Michel Inchauspé (U.D.R.) en 1968. Celui-ci étant nommé secrétaire d'Etat aux DOM-TOM en juillet 1968, M. Duboscq entre au Palais-Bourbon. Il y restera jusqu'en 1973, bien que M. Inchauspé ait quitté le gouvernement en 1969. En 1971, M. Duboscq est élu conseiller général du canton de Saint-Palais et président du conseil général en 1976. Il avait été battu de peu aux élections sénatoriales de 1974.]

1974 : inscr., 1 363. **Premier tour** : vot., 1 357 ; suffr. expr. : 1 349. – *Isolés* : MM. Sallenave, R.I., 575 ; Labeguerie, Cent. dém., 451 ; Petit, R.I., 425 ; Duboscq, U.D.R., 411 ; Tinaud, R.I., 405 ; Fauchay, 131 ; Gaby, 120. – P.S. : MM. Prat, 543 ; Fabre, 301 ; Geneze, 294. – P.C. : MM. Abadie, 49 ; Cazetien, 34 ; Ducos, 32.

Deuxième tour : vot., 1 360 ; suffr. expr., 1 310 ; MM. Sallenave, 834, ELU ; Labeguerie, 815, ELU ; Petit, 733, REELU ; Prat, 567 ; Fabre, 348 ; Geneze, 325.

HAUTES-PYRÉNÉES (2)

Sortants : MM. René Billères, gauche dém. (n.s.r.p.) ; Hubert Peyou, gauche dém.

PREMIER TOUR

Inscrits, 846 ; votants, 842
Suffrages exprimés, 839

M.R.G. : MM. Hubert Peyou, sén. sort., prés. c.g., 429 voix .... *REELU*

François Abadie, m. de Lourdes, a. sec. d'État, a.d., 383.

P.S. : MM. Henri Liroulet, c.g., m. de Bordères-Louron, 167 ; Georges Huet, m. de Bazet, 157.

ISOLES : MM. Louis Larrieu, U.D.F.-C.D.S., c.g., m. de Galan, 151 ; Michel Voillon, R.P.R., 125 ; Henri Vignes, div. d., 12.

P.C. : MM. Eugène Toujas, c.g., m. de Bagnères-de-Bigorre, 119 ; Michel Barrouquère, m. de Soues, 116.

DEUXIÈME TOUR

Votants, 835 ; suffr. expr., 748

MM. *Abadie*, M.R.G., 553 voix .... *ELU*

Larrieu, U.D.F-C.D.S., 182 ; Vignes, div. d., 13.

Le M.R.G. confirme sa position prédominante dans la vie politique des Hautes-Pyrénées. Candidat unique de la gauche au deuxième tour, M. Abadie, ancien secrétaire d'Etat au tourisme, succède comme prévu à M. Billères, son « père spirituel », qui a décidé de prendre sa retraite politique. Le report des voix des grands électeurs socialistes et communistes n'a toutefois pas joué intégralement en sa faveur. De même, au second tour, le candidat de l'U.D.F. et du C.D.S., M. Larrieu, n'a pas recueilli, loin de là, tous les suffrages obtenus au premier tour par le candidat du R.P.R. A gauche les deux candidats du P.C.F. ont recueilli presque deux fois plus de suffrages qu'en 1974. Commentant son élection, le maire de Lourdes déclarait dimanche soir : « Les partis de droite sont les grands perdants de cette consultation et notamment les guignols du R.P.R., que M. Chirac doit absolument nous conserver dans les Hautes-Pyrénées pour que nous puissions gagner avec autant d'aisance les élections à venir ».

∴

[M. François Abadie, né le 19 juin 1930 à Lourdes, directeur commercial, a milité, très jeune, parmi les radicaux. Après avoir été président des Jeunesses radicales il a, d'ailleurs, occupé plusieurs postes dans des cabinets ministériels, notamment auprès de M. Billères, dont il fut le chefadjoint de cabinet lorsque celui-ci exerça la charge de secrétaire d'Etat, chargé de la fonction publique, en 1954-1955, puis au ministère de l'éducation nationale. Maire de Lourdes depuis 1971, conseiller général depuis 1970, M. Abadie a été député des Hautes-Pyrénées de 1973 à 1981, avant d'être nommé secrétaire d'Etat au tourisme dans le premier et le deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy.]

1974 : inscr., 805. **Premier tour** : vot., 794 ; suffr. expr., 793. – Rad. g. : MM. Peyou, 434, ELU ; Billères, 371. – Maj. : MM. Bleuler, C.D.P., 336 ; Achille-Fould, C.D.P., 308. – P.C. : MM. Souptes, 67 ; Peyres, 64.

Deuxième tour : vot., 799 ; suffr. expr., 792 ; MM. Billères, 427, ELU ; Bleuler, 365.

PYRÉNÉES-ORIENTALES (2)

Sortants : Mme Jacqueline Alduy, N.I., suppléante de Léon-Jean Grégory décédé en octobre 1982 (n.s.r.p.) : M. Sylvain Maillols, ratt. gauche dém., suppléant de Gaston Pams décédé en février 1981 (n.s.r.p.).

PREMIER TOUR

Inscrits, 874 ; votants, 873
suffrages exprimés, 861

ISOLES : MM. *Guy Malé*, div. d., prés. c. g., m. de Prades, 492 voix ... *ELU*

Paul Alduy, U.D.F.-P.S.D., a. d., m. de Perpignan, 370 ; Jean Marti, P.S., c. rég., m. de Cerbère, 179 ; Jacques Bordaneil, M.R.G., c. g., m. de Palau-Del-Vidre, 146 ; Henri Soler, div. d., c. g., m. d'Ille-sur-Têt, 125 ; René Marques, div. d., c. g., m. de Saint-Laurent-de-la-Salanque, 84 ; Francis Boot, div. d., m. de Saint-Félix-d'Avall, 66.

P.C. : MM. Jean Catala, c. g., 111 ; Alain Nunez, c. g., m. d'Olette, 96.

DEUXIEME TOUR

Votants, 816 ; *suffr. expr.*, 778

MM. *Alduy*, U.D.F.-P.S.D., 463 voix .... *ELU*

Marti, P.S., 314 ; Bordaneil, M.R.G., 1.

L'élection « dans un fauteuil » du président du conseil général, M. Malé, seul candidat à obtenir largement la majorité absolue dès le premier tour, puis celle du maire de Perpignan, M. Alduy, constituent une nette victoire pour l'opposition. Les deux candidats du P.C. maintiennent leur parti à son niveau habituel. Il se confirme d'autre part que la « greffe » d'un administrateur sur des élus ne prend pas bien : l'ancien préfet, M. Boot, en mesure amèrement la difficulté. Distancé largement au premier tour par M. Alduy, le maire de Cerbère, M. Marti, a souffert, lui, du soutien tardif de la fédération socialiste et de la multiplication de candidatures de la majorité. Le total des suffrages de gauche au premier tour excédant le nombre des voix obtenu par M. Alduy, l'échec de M. Marti traduit principalement le désordre et la discorde régnant actuellement au sein de la fédération du P.S.

L'organisation du second tour a donné lieu à des incidents. A l'ouverture du scrutin, vers 15 h 30, l'ensemble des bulletins correspondant aux candidats du premier tour se trouvaient encore sur les tables, et il en résulta une certaine pagaille dans la salle d'audience du tribunal de Perpignan, où avaient lieu les opérations de vote. Se maintenaient pour le second tour MM. Alduy et Marti, mais la pile des bulletins portant le nom du maire de Perpignan ayant disparu, et M. Boot n'ayant pas retiré sa candidature, des discussions donnèrent lieu à des éclats assez vifs que le sénateur élu le matin, M. Malé, eut du mal à couvrir de sa voix. Il a alors été décidé d'interrompre le scrutin et de le reprendre plus tard. On a fait évacuer la salle. C'est alors que, se fiant à des rumeurs, certains des grands électeurs ont décidé de rentrer chez eux, persuadés que l'élection serait reportée. Lors de la réouverture du scrutin, à 17 heures, il manquait 58 votants, ce qui a conduit M. Marti, battu, à déposer un recours en annulation.

∴

[M. Guy Malé, né le 1er juillet 1930 à Rigarda (Pyrénées-Orientales), directeur technique à la Mutualité sociale agricole du département, a milité au syndicat Force ouvrière, puis du parti socialiste, avant d'en être exclu en mars 1976 pour n'avoir pas appliqué les consignes de désistement de sa formation en faveur du P.C.F. lors du second tour des élections cantonales. Inscrit au M.R.G. en 1981, il en a démissionné en mars 1982 et se situe aujourd'hui dans l'opposition, sans appartenir à aucune formation. Maire de Bolquère de 1977 à 1983, il a été élu conseiller municipal, puis maire de Prades en mars dernier. Conseiller général du canton de Montlouis depuis 1976, il préside, depuis mars 1982, l'assemblée départementale. Il est également président de l'association départementale des maires.]

[M. Paul Alduy, né le 4 novembre 1914 à Lima (Pérou), préfet honoraire, ancien conseiller d'ambassade, a milité d'abord au parti socialiste, avant d'en être exclu, en mars 1976, pour avoir refusé l'alliance avec les communistes. Il a alors rejoint l'U.D.F., en adhérant à la nouvelle formation de M. Max Lejeune, le parti social-démocrate (P.S.D.). Ancien maire d'Amélie-les-Bains, il est maire de Perpignan depuis 1959. Il a siégé à l'Assemblée nationale, parmi les socialistes, de 1956 à 1976, puis, jusqu'en 1981, au groupe U.D.F., avant d'être battu cette année-là. Conseiller général de Prats-de-Mollo, puis de Perpignan, réélu en mars 1982, M. Alduy a occupé diverses fonctions dans plusieurs cabinets ministériels, sous la IVe République, notamment auprès de Guy Mollet, dont il avait été l'un des conseillers techniques en 1946.]

1974 : inscr., 758 ; vot., 755 ; suffr. expr., 746. – Un. rép. soc. : MM. Grégory, 556, REELU ; Pams, rad. g., 531, REELU. – Isolé : M. Doutres, P.S., 126. – P.C. : MM. Planas, 123 ; Albert, 106.

LA RÉUNION (2 + 1)

Sortants : MM. Georges Repiquet, R.P.R. (n.s.r.p.) ; Louis Virapoullé, U.C.D.P.

PREMIER TOUR

Inscrits, 858 ; votants, 855
Suffrages exprimés, 853

UNION DEPARTEMENTALISTE : MM. Louis Virapoullé, U.D.F.-C.D.S., sén. sort., 406 voix ; Paul Bénard, div. d., c.g., c.rég., m. de Saint-Paul, 347 ; Auguste Legros, R.P.R., prés. c.g., m. de Saint-Denis, 343.

ISOLES : MM. Bruny Payet, P.C., c.rég., a.m. de Sainte-Marie, 380 ; Pierre Lagourgue, U.D.F.-P.R., a.d., a.prés.c.g., c.rég., 377 ; Albert Ramassamy, P.S., c.rég., c.m. de Saint-Denis, 362 ; José Pinna, div.d., c.g., m. de l'Etang-Salé, 131 ; Joseph Varondin, div.g., 17 ; Marcel Cerneau, div.d., a.d., 9 ; Jean Aillaud, div.d., 8 ; Guy Folio, div.g., 4 ; Yves Payet, ss. étiq., 0.

DEUXIEME TOUR

Votants, 856 ; Suffrages exprimés, 856

MM. *Virapoullé*, U.D.F.-C.D.S., 445 voix .. *REELU*
Bénard, div.d., 374 .... *ELU*
Ramassamy, P.S., 353 . *ELU*

Lagourgue, U.D.F.-P.R., 346 ; Legros, R.P.R., 327 ; Payet, P.C., 323 ; Pinna, div.d., 56 ; Varondin, div.g., 8 ; Folio, div.g., 3 ; Aillaud, div.d., 2 ; Cerneau, div.d., 0.

Avec douze candidats, dont neuf se situant dans l'opposition, pour trois sièges à pourvoir, les jeux étaient très ouverts et aucun prétendant n'a été élu dès le premier tour. Les trois candidats départementalistes présentés par le principal courant de l'opposition, MM. Legros (R.P.R.), Virapoullé (U.D.F.C.D.S.) et Bénard (div. d.), n'ont pas recueilli toutes les voix qu'ils pouvaient escompter. Le fait que M. Legros soit déjà maire de la principale ville du département, Saint-Denis, et président du conseil général, a, de toute évidence, constitué pour lui un handicap. De nombreux grands électeurs se sont montrés réticents à l'idée de concentrer encore plus de pouvoirs entre les mains d'un seul homme. Le score de l'ancien député et ancien président du conseil général, M. Lagourgue (U.D.F.-P.R.) constituait, en revanche, la principale surprise de ce premier tour. Ses prises de position modérées ont sans doute valu à M. Lagourgue de bénéficier d'un important apport de voix de gauche, en provenance essentiellement du parti communiste réunionnais.

Au second tour, M. Bénard (div. d.) a bénéficié d'un léger transfert des suffrages recueillis au premier tour par M. Legros, qu'il avait devancé de quatre voix. L'élection de M. Ramassamy, P.S., constitue une surprise qui traduit un rééquilibrage des forces politiques dans le département et introduit la diversité dans la représentation de l'île à la Haute Assemblée. La fraction la plus radicale de l'opposition aura toutefois, désormais, un porte-parole au palais du Luxembourg en la personne du maire de Saint-Paul, M. Bénard, qui préside le Front départementaliste.

∴

[M. Albert Ramassamy est né le 13 novembre 1923 à Saint-André-de-la-Réunion. Licencié en droit, il est proviseur du lycée classique du Butor à Saint-Denis. Militant socialiste depuis 1953, il a été, en 1963, l'un des fondateurs de l'association Réunion-département français. Il a toujours manifesté son attachement au statut départemental. M. Albert Ramassamy est conseiller régional depuis février 1983 et conseiller municipal de Saint-Denis depuis mars dernier.]

[M. Paul Bénard est né le 9 décembre 1924 à Saint-Paul-de-la-Réunion. Docteur en pharmacie, il est, depuis 1965, maire de cette commune natale et conseiller général depuis 1972. Il a fondé, en 1981, le Front militant départementaliste qui s'oppose vigoureusement au projet d'adaptation de la décentralisation à l'outre-mer présenté par la gauche.]

1974 : inscr., 622. **Premier tour** : vot., 617 ; suffr. expr., 604. – Isolés : MM. Lagourgue, R.I., 297 ; Repiquet, U.D.R., 282 ; Virapoullé, maj., 249 ; Badre, maj., 143 ; Hoareau, P.S., 81 ; Payet, P.C. réunionnais, 87.

Deuxième tour : vot., 616 ; suffr. expr., 594. MM. Repiquet, 306, REELU ; Virapoullé, 300, ELU ; Lagourgue, 295 ; Badre, 75 ; Payet, 68 ; Hoareau, 8.

NOUVELLE-CALÉDONIE (1)

Sortant : M. Lionel Cherrier, UREI, suppléant de Henri Lafleur décédé en octobre 1974.

Inscrits, 324 ; votants, 321
Suffrages exprimés, 319

R.P.R. : M. *Dick Ukeiwé*, Rassemblement pour la Calédonie dans la République, 173 voix .... *ELU*

ISOLÉS : MM. Lionel Cherrier, ex. P.R., sout. ext. g., sén. sort., 114 ; Kapea Nepamoindou, ext. g., 32.

L'élection de M. Dick Ukeiwé, candidat du Rassemblement pour la Calédonie dans le République (R.P.C.R.), adversaire des indépendantistes et principale force de l'opposition dans le territoire, constitue une sévère défaite pour la gauche locale et pour le gouvernement, qui soutenaient la candidature du sénateur centriste sortant, M. Lionel Cherrier, dirigeant de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (F.N.S.C.), alliée du Front indépendantiste à l'Assemblée territoriale et au conseil de gouvernement (exécutif territorial). Deux des trois parlementaires de Nouvelle-Calédonie appartiennent désormais à l'opposition. La candidature de M. Népamoindou, dissident du Front indépendandiste, présentée par l'Union progressiste mélanésienne et par Libération kanake socialiste, a, certes, nui au sénateur sortant, mais, même si M. Cherrier avait pu bénéficier des trente-deux suffrages obtenus par ce trublion de dernière minute, il n'aurait pas conservé son siège, M. Ukeiwé le distançant très nettement.

Le président du R.P.C.R., M. Jacques Lafleur, député R.P.R., qui avait fait de ce scrutin un test pour ou contre l'indépendance du territoire, déclarait dimanche soir que « cette élection est une nouvelle démonstration de la majorité du Rassemblement en Nouvelle-Calédonie », *et qu'il faudrait* « que le gouvernement en tienne compte ». *Le président du groupe R.P.R. du Sénat, M. Charles Pasqua, soulignait que ce résultat* « confirme l'attachement de la population mélanésienne et du territoire de la Nouvelle-Calédonie à la France ». *Le territoire sera donc représenté par un Mélanésien au Palais du Luxembourg.*

∴

[M. Dick Ukeiwé, né le 13 décembre 1928 dans le district de Lossi, à Lifou (archipel des Loyauté), a été enseignant avant de devenir agent de maîtrise à la société Le Nickel. Ardent défenseur du maintien de la Nouvelle-Calédonie dans le cadre des institutions de la République française, il milite depuis 1957 parmi les anti-indépendantistes. Membre du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, il a présidé, à deux reprises, l'Assemblée territoriale et exercé les fonctions de vice-président du conseil de gouvernement (exécutif local).]

1974 : inscr., 255. **Premier tour** : vot., 254 ; suffr. expr., 252. – Isolés : MM. Lafleur, R.I., 89 ; Lenormand, div. g., 84 ; Hénin, U.D.R., 61 ; Uregei, div. g., 14 ; François, div. g., 4.

Deuxième tour : vot., 254, suffr. expr., 249. MM. Lafleur, 135, REELU ; Lenormand, 114.



M. Fontanille (R.P.R.) est élu maire de la Queue-en-Brie

A la suite de l'arrêt du Conseil d'État inversant les résultats du scrutin de la Queue-en-Brie (Val-de-Marne) et proclamant élue la liste d'opposition conduite par M. Roger Fontanille (R.P.R.), le nouveau conseil municipal s'est réuni le samedi 24 septembre. M. Fontanille a été élu par vingt-deux voix contre sept à M. Claude Roméo (P.C.), ancien maire, et un bulletin blanc. Cette réunion, suivie par un très nombreux public, a été placée sous le signe de la passion.

La Queue-en-Brie, à l'extrême est du Val-de-Marne, est une commune frontière avec la Seine-et-Marne. Ses quartiers nouveaux, faits de pavillons aux jardins sans barrière qui lui donnent un aspect de banlieue américaine, sont regroupés autour d'un hôtel de ville récent et imposant.

Les rues sont vides, calmes en ce matin du 24 septembre. C'est à la mairie que tous se passe. La population semble s'être entièrement rassemblée là pour assister à l'élection du maire. Majorité et opposition peuvent se compter avec un avantage à cette dernière, qui a reçu le soutien d'élus du département tels MM. Jean-Marie Poirier (U.D.F.), ancien porte-parole de l'Élysée, ou Roland Nungesser (R.P.R.) et celui de MM. Marius Faîsse et Gérard Bessière, têtes de liste de l'opposition à Villeneuve-Saint-Georges et à Limeil-Brévannes. Me Baloup, avocat de la liste Fontanille, est également présent.

La réunion devait se tenir dans le hall à 10 heures. L'atmosphère était déjà électrique et un crêpage de chignon s'ensuivit entre une élue de l'opposition et une militante communiste. Il fut décidé alors de siéger dans la salle du conseil, plus petite. En attendant l'ouverture de la séance les esprits s'échauffaient, les passions s'exaspéraient. *« C'est le Conseil d'État qui a voté. » « On est des gamins à côté de vous. » « Le gouvernement est peut-être à gauche mais le tribunal administratif et le Conseil d'État sont à droite. » « On avait demandé l'annulation. » « Ça vous faisait peur de revoter. » « Vous êtes infects. »*

On passe quand même à l'ordre du jour, l'élection du maire et de ses adjoints. Le secrétaire de séance, M. Raymond Gorlier (gaulliste de gauche), membre de l'ancien conseil municipal et membre de la liste d'union de la gauche, va alors monopoliser le micro pendant plus d'une demi-heure, mettant en cause, à la fin de son discours, l'arrêt du Conseil d'Etat. *« C'est un cou de poignard. Cette décision laisse un goût amer de non fini, de bâclé. Le doute pour moi subsistera toujours. »* Réaction dans le public. *« C'est de l'abus de pouvoir. »*

On allait pouvoir enfin passer à l'élection du maire. M. Fontanille obtenait 21 voix contre 7 à M. Roméo (P.C.). Applaudissements rythmés dans le public. Les huit adjoints allaient être élus dans la foulée, tous de l'opposition.

A l'issue de l'élection, dans le hall, M. Fontanille évoqua ce que certains appellent déjà *« l'héritage catastrophique de la municipalité précédente »*. *« Je peux vous dire, d'ores et déjà, que la commune n'a pas payé les classes de neige depuis six ans, ce qui fait 120 000 F et que des procès inconsidérés contre des architectes vont coûter deux fois 40 millions de centimes. »* Face à lui, une banderole : *« La Queue-en-Brie-Limeil-Brévannes, même combat ! »* fixe un des deux prochains rendez-vous politiques du Val-de-Marne.

F. G.

Propos et débats

M. Lajoinie (P.C.) : improbable

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, qui était, dimanche soir 25 septembre, l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a jugé *« tout à fait improbable »* l'hypothèse de la cohabitation, après les élections législatives de 1986, d'un président de la République de gauche et d'une nouvelle majorité parlementaire de droite.

Il a notamment déclaré : *« Une telle cohabitation supposerait des changements d'attitude des uns ou des autres ; d'abord de M. Chirac, qui est maintenant allié à Le Pen et qui a un programme clair : remettre en cause les nationalisations, les droits des travailleurs, les avancées fiscales et la justice fiscale (...). On ne voit pas bien comment cela pourrait se passer ; ou bien M. Chirac renonce donc à tous ses projets, ou alors ça bouge des deux côtés. On ne voit pas bien (...). »*

Cette hypothèse *« poserait aussi le problème du fonctionnement des institutions tel qu'il s'est instauré dans la pratique, pas tel que prévoit la lettre de la Constitution puisqu'elle prévoit, dans son article 20, que le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation. Alors, voilà, c'est une question qui est posée... »*.

M. Delanoë (P.S.) : regrets

M. Bertrand Delanoë, porte-parole du P.S., a déploré dimanche après-midi 25 septembre, au cours d'une conférence de presse tenue à Bordeaux, à l'occasion de la fête de la fédération socialiste de la Gironde, que le parti communiste français ne juge pas utile de soutenir la politique étrangère du gouvernement du président de la République : *« Je le regrette avant de condamner éventuellement, »* a-t-il dit. *« Pour moi, le P.C. doit aller plus loin dans la cohérence de sa participation au gouvernement. Le jour de la fête de l'*Humanité*, j'ai entendu mon homologue Juquin dépenser des trésors de sensibilité et d'éloquence pour brosser l'horreur d'un éventuel holocauste nucléaire. J'aurais aimé qu'il fasse de même pour dénoncer, par exemple, l'affaire du Boeing sud-coréen. »*

M. Quilès (P.S.) : mutation

M. Paul Quilès, membre du secrétariat national du P.S., a notamment déclaré, dimanche 25 septembre, à Chartres, à l'occasion d'une « fête de la rose » : *« Nous voulons préparer la France du vingt-et-unième siècle, la France de demain, une France qui va connaître une formidable mutation avec l'explosion des nouvelles technologies (...). Seuls les socialistes sont en mesure d'éviter les dégâts que pourrait causer une telle mutation, parce qu'ils ont le souci que l'individu ne soit pas écrasé et que cette transformation aide à réduire les inégalités et profite au plus grand nombre. Également parce qu'ils veulent qu'elle préserve l'identité française, c'est-à-dire que notre culture et notre mode de vie ne soient pas effacés au profit de modèles importés des États-Unis ou du Japon. »*

Recul de la gauche dans quatre élections cantonales

RHONE : canton de Belleville-sur-Saône (2e tour).

Inscr., 11 570 ; vot., 4 941 ; suffr. expr., 4 572. M. Roger Dutreve, U.D.F., 2 404 ; *ELU* : M. Jean-Louis Bellaton, R.P.R., 2 168.

[Cette élection avait été provoquée par le décès de Robert Morillon, élu avec le soutien de l'U.D.F. dès le premier tour du scrutin de mars 1982 avec 3 825 voix contre 1 709 à M. Claude Cimetiere, M.R.G., alors conseiller sortant ; 1 084 à M. Robert Viollet, P.S. ; 563 à M. Pourcher, P.C. (Il y avait eu 7 181 suffrages exprimés pour 11 409 inscrits.)

Lors du premier tour de ce scrutin partiel, le 18 septembre dernier, aucun candidat de la majorité n'a franchi le seuil des 10 % des électeurs inscrits : seuls deux candidats de l'opposition se sont donc affrontés. Le 18 septembre, les résultats avaient été les suivants : inscr., 11 570 ; vot., 5 460 ; suffr. expr., 5 371. MM. Dutreve, 2 001 ; Bellaton, 1 878 ; Cimetiere, 719 ; Viollet, 445 ; Codron (P.C.), 328.]

CREUSE : canton de Boussac (1er tour).

Inscr., 5 500 ; vot., 3 872 ; suffr. expr., 3 807. MM. *Pignot*, sout. U.D.F.-R.P.R., 1 212 voix, *ELU* ; Michel, P.C., 1 115 ; Mme Prévost, P.S., 780.

[Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant par Eugène Romaine, ancien sénateur, décédé. M. Bernard Pignot l'emporte dès le premier tour, tandis que M. Jean-Claude Michel (P.C.) devance la candidate socialiste, Mme Thérèse Prévost, qui perd près de 5 points de pourcentage (de 25 % à 20,48 %) par rapport au premier tour des élections cantonales de mars 1982. Les résultats avaient été les suivants : inscr., 5 591 ; vot., 4 021 ; suffr. expr., 3 940. Eugène Romaine, div. d., 1 798 voix ; M. Michel, 919 ; Mme Prévost, 993 ; M. Pignot, 232.]

CHARENTE-MARITIME : canton de Marennes (1er tour).

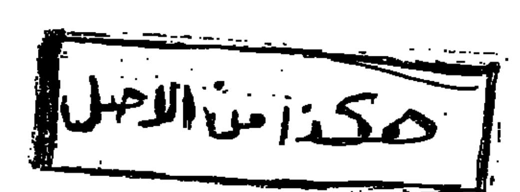
Inscr., 8531 ; vot., 4727 ; suffr. expr., 4656. MM. Roger Hattabe (div. d.), 1260 ; Pierre-Jean Hay (div.d., sout. R.P.R., U.D.F., C.N.I.P.), 1140 ; Raymond Guichard (div. g.), 820 ; Claude Boyard (M.R.G.), 807 ; Charles Bonnucci (P.C.), 283 ; Yves Delile (div. d.), 187 ; Gérard Pacaud (div. d.), 59 (ballotage).

[Il s'agit de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de M. Marcel Boyard (M.R.G.), qui avait devancé, en 1979, son concurrent modéré, M. Mattabe. Cette fois, la gauche est éliminée dès le premier tour puisque aucun de ses candidats n'atteint les 10 % de suffrage par rapport aux inscrits nécessaires, pour accéder au second tour. La gauche, qui totalisait 65,12 % de suffrages exprimés en 1979, n'en obtient, cette fois-ci, que 41,02 %. Seuls les deux candidats de l'opposition, MM. Mattabe et Hay, peuvent se présenter au second tour.]

ARDÈCHE : canton de Valgorge (2e tour).

Inscr. 941 : vot., 742 ; suffr. expr. 717. M. Gaston Lakaff, div. d., 443 voix, ÉLU ; M. Max Monteremal, P.C., 274.

[Dans le plus petit canton de l'Ardèche, M. Lakaff succède à M. Bahic ; div. d., dont le décès a provoqué cette consultation. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : MM. Lakaff, 321 ; Mellet, div. g., 128, Monteremal, 100 ; Delplace, P.S., 34 voix pour 715 suffrages exprimés. Les deux candidats divers gauche s'étaient retirés au profit du candidat communiste.]



LE CESSEZ-LE-FEU AU LIBAN

L'arrêt des combats a été généralement respecté

(Suite de la première page.)

Prendront part à cette réunion, MM. Soleiman Frangié, Walid Joumblatt et Rachid Karamé pour le Front du salut national, MM. Camille Chamoun et *Pierre Gemayel* pour le Front libanais, M. Nabih Berri représentant le mouvement Amal, *ainsi* que M. *Saëb Salam* pour l'Islam politique sunnite modéré. M. Abdel Osseirane, pour les chiites *indépendants*, et M. Raymond Eddé, pour le Bloc national et les chrétiens modérés.

4) Le président de la République accueillera à cette réunion deux délégués, l'un de la Syrie et l'autre de l'Arabie Saoudite. La délégation officielle libanaise *comprendra*, en plus du chef de l'Etat, des représentants du pouvoir législatif et exécutif.

Selon les journaux de Beyrouth, la réunion se tiendra en Arabie Saoudite, *mais devra se poursuivre* par la suite au Liban, ce qui risque de poser de graves problèmes de sécurité aux personnalités particulièrement menacées.

L'opposition a eu gain de cause en obtenant que MM. Kamal El Assaad et Chafic Wazzan, respective*ment président* de l'Assemblée *nationale* et chef du gouvernement, soient exclus du dialogue. Le conseil des ministres libanais sera quand même représenté *par* un de ses membres qui pourrait être M. Bahaeddine Bsat, et le Parlement par *son vice-président. M. Mounir Abou* Fadel. En revanche, contrairement à ce qu'exigeaient Damas et l'opposi*tion, les décisions* seront *prises* à l'unanimité et non pas à la majorité, ce qui donne pratiquement à toutes les parties concernées un droit de *veto*.

En somme, la formule de compromis qui vient d'être approuvée semble satisfaire à peu près toutes les parties concernées. *Elle est fondée* sur le principe « ni vainqueur ni vaincu ». L'autorité de l'Etat liba*nais* sort renforcée de cette longue crise. C'est le président Amine Gemayel qui a personnellement négocié, sans tenir compte des objections de ses alliés du *Front libanais qui lui* reprochaient, il y a encore quelques jours par la bouche de leur président M. Camille Chamoun, *« d'aller à Canossa »*.

Le Front libanais ne s'est apparemment pas encore relevé de la défaite militaire que les Forces libanaises ont subie dans le Chouf. *En* revanche, l'armée, sur laquelle est bâti l'essentiel de l'autorité de M. *Amine Gemayel*, a résisté à tous les assauts, et a tenu bon à Souk-el-Gharb avec, il est vrai, l'assistance de la VI[e] flotte américaine.

De même, le *Front de salut national*, qui, jusqu'à hier encore, était assimilé aux *« forces étrangères palestino-syriennes »*, reçoit un cer*tificat de respectabilité libanaise* et est légitimé. Le P.S.P. de M. Walid Joumblatt, en particulier, a des motifs évidents de satisfaction puisqu'il *maintient son contrôle sur deux tiers* des cazas (préfectures) d'Aley et du Chouf. Il est vrai qu'il a obtenu cette victoire grâce à l'aide politique et *matérielle de la Syrie. Il lui sera* d'autant plus difficile de prendre ses distances à son égard que Damas *sera représentée par un* « observateur » au congrès de la réconciliation nationale. La Syrie vient ainsi de prouver que rien ne peut se faire au *Liban sans son consentement.* Elle remporte une revanche cinglante sur Israël, qui était précisément entré au *Liban* pour y influer *sur le cours des événements et qui* demeure à l'écart de la première tentative sérieuse entreprise depuis *1976* en vue de régler la crise libanaise. Il ne faut cependant pas oublier que rien n'est réglé sur le fond, la lutte étant, il est vrai, transposée *sur le plan des affrontements* verbaux qui risquent d'ouvrir une phase interminable.

Le sentiment général, toutefois, *ici*, est que *le* cessez-le-feu sera respecté, *ne serait-ce qu'en raison* de la lassitude engendrée par les combats qui ont duré plus de trois semaines.

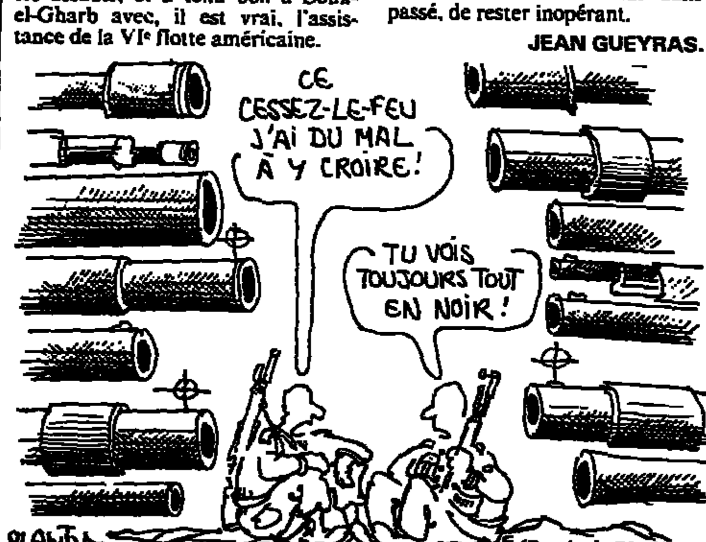
Le problème est de savoir si le ré*pit qui vient d'être ainsi gagné sera* mis à profit pour permettre d'aborder, dans un climat serein, la recherche d'un accord politique rapide sans lequel le *cessez-le-feu risque*, comme cela a été le cas dans le passé, de rester inopérant.

JEAN GUEYRAS.

LES FORCES SYRIENNES OBLIGENT LES PARTISANS DE M. ARAFAT A ÉVACUER LE CENTRE DE LA BEKAA

Beyrouth *(A.F.P.)*. — Les forces syriennes ont encerclé dimanche 25 septembre, dans la région du Hermel (nord de la Bekaa libanaise), le millier de combattants palestiniens « loyalistes » du Fath qu'elles avaient fait évacuer la veille de toutes leurs positions dans la partie centrale de la Bekaa. Le porte-parole « loyaliste » du Fath à Tripoli (Liban Nord) qui a annoncé la nouvelle a *précisé* que les Syriens retenaient en otage trois officiers, le colonel Ziad Al Atrache, commandant des forces du Fath dans la Bekaa, et les commandants Kayali et Ahmed Ismaïl. Les forces du Fath se trouvent ainsi repoussées à 80 kilomètres *vers le nord. On estimait à environ* six mille le nombre de fedayin dans la Bekaa, la plupart d'entre eux ont rallié l'officier dissident Abou Moussa.

Les forces syriennes ont pris leur décision à la suite d'accrochages, à proximité de Chtaura (40 kilomètres à l'est de Beyrouth). Un soldat syrien ayant été tué, le colonel Ghazi Kanaan, chef des services de *renseignements de l'armée syrienne* dans la Bekaa, a convoqué les chefs militaires des « loyalistes » et leur a *signifié* l'ordre de se retirer. Ils ont replié toute leur infrastructure administrative, militaire, médicale et sociale vers le Hermel. Leurs perma*nences ont été occupées soit* par les forces syriennes, soit par des organisations ou partis de la gauche libanaise.



(Dessin de PLANTU.)

AVEC LES MILICIENS CHIITES DE LA BANLIEUE SUD DE BEYROUTH

« Nous sommes tous des combattants »

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Le Q.G. des mi*lices d'Amal du quartier de Bir*-el-Abed est situé en plein cœur de la banlieue sud chiite de Beyrouth. Il y régnait encore, dimanche soir *25 septembre, un climat de* guerre civile, avec les miliciens en armes qui circulaient dans les rues désertes, le sourd grondement des bombes *qui continuaient à* tomber sur certains quartiers du sud et le crépitement des coups de feu tirés au hasard par des francs-tireurs embusqués à la périphérie de la banlieue.

« Ce n'est rien par rapport aux bombardements que nous avons subis dans tout le sud dans la nuit de vendredi à samedi », déclare le responsable d'Amal de Bir-el-Abed, jeune homme d'une trentaine d'années portant une barbe drue et noire. Selon lui, le pilonnage a été particulièrement violent à Hay-el-Solloum et Bourj-el-Brajneh, dont *certaines rues* jusque-là relativement épargnées ont reçu *« une bombe toutes les trente secondes »*. Il explique : *« Nous avions, dans la nuit, chassé de Mrejyé après de violents combats l'armée et les phalangistes qui la suivent dans son sillage. Ils se sont vengés en pilonnant sauvagement la quasi-totalité des quartiers de la banlieue sud. »* Les « marines » *américains, qui avaient été* touchés au cours des échanges d'artillerie, se sont joints à ce pilonnage, ainsi que les bâtiments de la *VI[e] flotte croisant* au large de Beyrouth.

Avec la « libération » de Mrejyé, les milices d'Amal contrôlent désormais toute la banlieue sud de Beyrouth jusqu'aux lignes où se trouvent les « marines » sur la piste est de l'aéroport, dont elles ne sont séparées que d'une centaine de mètres. La jonction est presque établie avec la montagne : entre Mrejyé et Choueifat, occupée par les druzes, il ne reste plus qu'un barrage de l'armée.

Mrejyé est un petit village aux trois quarts chrétien. C'est pourquoi Amal avait, il y a une dizaine de mois, demandé à l'armée de s'y installer pour prévenir des « incidents ». *« Nous avons attiré l'attention des autorités sur le fait que les Forces libanaises se livrent constamment à des provocations contre les chiites du quartier. »* Qui a mis le feu aux poudres vendredi soir ? S'agit-il d'une nouvelle « provocation » des phalangistes qui auraient assassiné une famille entière de sept personnes, *ainsi* que l'affirment les chiites, ou bien, tout simplement, d'une tentative des milices d'Amal d'ouvrir un second front dans la banlieue du sud ?

Les responsables chiites de Bir-el-Abed parlent de *« provocation délibérée »* destinée à aggraver la *tension dans un secteur particulièrement* sensible. Ils confirment cependant qu'il *« est désormais possible de joindre la banlieue sud à la montagne par Choueifat, qui est contrôlée par les druzes »*. Ils s'empressent d'ajouter : *« Ils ont leurs raisons pour se battre ; nous avons les nôtres. Mais pour l'instant il n'y a pas de coordination entre nos deux batailles. »*

Les drapeaux verts de l'islam

La place centrale du quartier de Bir-el-Abed est décorée de drapeaux verts de l'islam, emblème du mouvement chiite, et d'innombrables portraits de l'imam Moussa Sadr disparu en Libye, que l'on considère ici comme toujours vivant mais *« absent »*. Les miliciens, pour la plupart des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, ne portent pas d'uniforme. *En revanche* ils semblent bien armés pout la plupart, avec des fusils et des fusils-mitrailleurs pris, il y a un mois, à *l'armée libanaise. Plusieurs* soldats déserteurs s'affichent ostensiblement avec leurs uniformes de l'armée, sans apparemment, rien à craindre. *L'armée* est, en effet, interdite de séjour dans ces quartiers misérables de la banlieue du sud devenue au fil des ans le fief du mouvement chiite.

Au rez-de-chaussée du siège d'Amal, des femmes portant le foulard islamique viennent offrir aux miliciens pain, huile, fruits. Par certains de ses aspects, ce tableau rappelle étrangement celui de Téhéran de la fin 1978, lorsque les miliciens chiites iraniens *se battaient* contre le régime du chah avec l'appui du peuple. Toutefois, les portraits de l'imam Khomeiny ne sont que très rarement affichés. Ici, incontestablement, le *« héros charismatique »* est l'imam Sadr, même mort.

« Nous avions prévenu les autorités, répète le responsable d'Amal. *Mrejyé doit être interdit aux milices des Forces libanaises. Nous avons trop souffert entre leurs mains. Nous le répétons, nous ne sommes pas contre les militaires. Nous sommes prêts à leur restituer leurs positions à Mrejyé à condition qu'ils s'engagent à ne plus ramener dans leurs bagages des Forces libanaises. »*

Il rapelle que c'est Amal qui a demandé à l'armée de venir dans le Sud il y a un an. *« Nous étions alors heureux de voir l'armée libanaise parmi nous. Pourquoi avons-nous, en l'espace de douze mois, changé totalement d'avis ? » « Parce que,* enchaîne-t-il, *les militaires se sont soudain révélés être des gendarmes sans pitié. Ils se sont mis à arrêter les gens pour des raisons aussi futiles que stupides. Rares sont ici les immeubles qui ne comptent pas parmi leurs habitants une ou plusieurs personnes arrêtées. En outre, l'armée est étroitement liée aux phalangistes et nous traite comme si nous étions les habitants d'un pays occupé. Récemment encore deux cents personnes ont été appréhendées par les militaires qui les ont obligées à s'agenouiller les mains sur la tête pendant trois heures. Ceux qui refusaient d'obtempérer ont été sévèrement battus. »*

Le responsable chiite ne semble pas appréhender l'avenir. *« Même l'armée israélienne n'a pas réussi à s'implanter parmi nous. Ici nous sommes tous des combattants »*, dit-il, en rappelant que chaque famille chiite a, au moins, une dizaine de jeunes garçons *« tous combattants »*. Ce qui fait nombre pour une population totale estimée à sept cent mille chiites dans Beyrouth seulement. *« Leurs bombes ne nous font pas peur. La nuit dernière les Américains nous ont balancé des obus de 125 millimètres qui peuvent démolir un immeuble entier. En tout cas, notre décision est prise : nous nous défendrons et nous sommes décidés à ne plus permettre aux Forces libanaises de venir nous narguer et nous harceler sur notre propre territoire. »*

Un peu plus loin, dans le quartier de Bir-el-Abed, un centre de secours Amal, le secours populaire libanais, administre aux blessés les premiers soins avant de les envoyer vers l'hôpital de Gazza situé à Sabra. Touché au bas ventre, par deux éclats d'obus, un jeune chiite de vingt ans à peine saigne abondamment, mais ne desserre pas les dents. *« Comment voulez-vous qu'ils soient autre chose que des combattants ? »* nous dit le chirurgien, lui aussi chiite. *« Le jour où ils auront droit à une vie décente, ils pourront peut-être penser à autre chose qu'à porter les armes. »*

J. G.

JÉRUSALEM : Le gouvernement réagit prudemment

Jean-Pierre Langellier qui, à Nairobi, était notre correspondant pour l'Afrique orientale, remplace désormais à Jérusalem Francis Cornu, nommé à Londres. Voici sa première correspondance d'Israël :

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël a réagi *prudemment* à l'annonce du cessez-le-feu au Liban. Le ministre adjoint des *affaires étrangères*, M. Yehuda Ben Meir, a souhaité qu'*« il soit un premier pas vers le retrait de toutes les forces étrangères »* qui permette de *« restaurer l'autorité du pouvoir central »*. Que la paix revienne ou *non* au Liban, le gouvernement de Jérusalem semble décidé à conserver le *« profil bas »* et le *« réalisme »* qu'il pratique depuis l'abandon du Chouf, début *septembre*, par les troupes d'Israël. On semble ici redouter avant tout que l'armée soit contrainte un jour de retraverser la rivière Awali, sa nouvelle *« ligne de défense »*.

La politique *« d'intervention minimale »* définie par le ministre de la défense, M. Moshe Arens, et défendue il y a quelques jours devant une commission de la Knesset par M. Itzhak Shamir, *ministre* des affaires étrangères, chargé de former le gouvernement, fixe la ligne de conduite officielle à l'égard du Liban. On pourrait la *résumer ainsi* : à court terme, il n'est pas question pour Israël de prendre parti à nouveau *dans* les luttes internes libanaises et encore moins de soutenir nettement le président Gemayel, tâche qu'on laisse volontiers aux Etats-Unis. A plus longue échéance, l'objectif reste inchangé : se retirer du Liban après avoir établi un système de *protection* durable des populations de Galilée.

Ayant mis une sourdine aux objectifs autrement plus ambitieux — *retrait des troupes syriennes*, émergence à Beyrouth d'un pouvoir stable et ami — qu'ils proclamaient au début d'une guerre qui a coûté cinq cent dix-huit *morts* au pays, les *dirigeants* de Jérusalem se contentent de brandir aujourd'hui une unique et traditionnelle *exigence*, la sécurité d'Israël au nom de laquelle ils ont tracé les limites de leur désenga*gement du Liban. Seule une « menace directe »* sur la sécurité d'Israël constituant un « danger réel » pourrait donc amener l'armée israélienne à intervenir de nouveau *massivement* au nord du fleuve Awali.

Ces formules qui laissent au gou*vernement* une bonne marge d'appréciation visent deux hypothèses : intervention directe de l'armée ou de *l'aviation syrienne* dans les combats du Liban en vue d'étendre les *zones* actuellement contrôlées par Damas : le retour en force, dans les régions récemment conquises par les druzes, des combattants de l'O.L.P. que ceux-ci soient fidèles ou rebelles de M. Arafat. C'est pour empêcher d'excessives infiltrations et dissuader les Palestiniens de remettre en place une infrastructure permanente dirigée contre Israël, que l'armée de Jérusalem patrouille jusqu'à 25 kilomètres au nord des lignes, notamment *le long de la* route côtière sans lancer toutefois *d'actions* préventives contre l'O.L.P.

Autrement dit, aux yeux d'Israël, le sud Liban ne doit redevenir ni un point de départ *pour des attaques* contre la Galilée, ni un *no man's land* où circuleraient librement ses ennemis. Le retrait sur l'Awali, souligne-t-on à Jérusalmem, n'a signifié en rien l'abandon de la lutte contre les *« terroristes »*. On ajoute que la présence israélienne à 30 kilomètres de Damas devrait inciter le président Assad à la prudence.

Le rôle du commandant Haddad

Pour l'instant, Israël n'a plus assez confiance dans les Phalanges, qui l'ont déçu, ni dans les druzes, parfois suspectés de complaisance envers l'O.L.P., même si les responsables maintiennent *d'étroits* contacts avec les uns et les autres. Ainsi un représentant des Phalanges, M. Yasbek, de passage à *Jérusalem*, vient d'émettre l'espoir que les événements du Liban ne *« détruiront pas les relations anciennes »* entre son mouvement et Israël. Pour sa part, un émissaire de M. Walid Joumblatt se trouvait récemment en Israël où il a eu des entretiens avec des hauts fonctionnaires. Tous ces contacts sont organisés par M. Uri Lubrani, coordonnateur des activités d'Israël au Liban.

Le commandant Saad Haddad, chef du Liban libre que *Jérusalem* donnait l'impression de vouloir « sacrifier » il y a quatre mois, lors de la signature de l'accord israélo-libanais, paraît de nouveau bien en cours auprès de ses protecteurs. Israël *songe-t-il vraiment*, comme la presse s'en fait l'écho, à lui confier un rôle clé dans la protection de sa *frontière* ? M. Arens l'a rencontré la semaine dernière dans son fief de Marjayoun. Les journaux israéliens s'intéressent de nouveau beaucoup à lui et lui prodiguent des louanges. Selon *Haaretz* (indépendant), le meilleur allié d'Israël est en même temps son *« seul espoir »*. On vante à Jérusalem ce partenaire crédible, ferme dans sa lutte contre les *« terroristes »* et qui n'a jamais cherché à *« faire les yeux doux à Damas »*, contrairement à la famille Gemayel.

Toutefois, un recours plus large à *la milice du commandant Haddad* — dont on étofferait les effectifs — supposerait la neutralité bienveillante de ses vieux rivaux, les phalangistes du Sud, et l'accord des *chiites*, deux données qui ne sont pas acquises. En attendant, l'armée israélienne renforce ses positions sur la ligne Awali et dans la *perspective du prochain* hiver, même si la quasi-totalité des Israéliens souhaitent qu'elle se dépêtre *aussi* vite que possible du bourbier libanais.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● *Le président Reagan*, qui devait prononcer un discours ce lundi 26 septembre devant l'Assemblée générale des Nations unies, est arrivé dimanche à New-York et a déjeuné avec le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar. Sans attendre l'annonce officielle du cessez-le-feu au Liban, le président et le secrétaire *général ont appelé* M. Gemayel au téléphone pour le féliciter. Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, qui accompagne M. Reagan, a *indiqué que la fin* des combats au Liban ne mettrait pas immédiatement un terme à la mission des « marines », qui resteront sur place aussi *longtemps que les* autres troupes étrangères n'évacueront pas le pays.

A Washington, on faisait cependant observer, dimanche soir, que l'annonce du cessez-le-feu, s'il est observé, permettrait au président Reagan d'assurer devant les Nations unies une nouvelle stature de leader pacifique. D'autre part, la cessation des combats le mettrait à l'abri des nouveaux assauts que le Congrès s'apprête à lancer contre le maintien des « *marines* » dans une zone de plus en plus dangereuse. — N. B.

Les Européens veulent faire patronner le cessez-le-feu par l'ONU

Le cessez-le-feu et la convocation d'un congrès national de réconciliation constituent *« le point de départ indispensable »* du retour à la paix *au Liban*, a déclaré, dimanche 25 septembre, le porte-parole du Quai d'Orsay.

« Depuis quinze mois, a-t-il dit, *la France apporte la contribution que l'on sait aux actions de toutes sortes engagées en vue de rétablir la paix au Liban et de restaurer la souveraineté interne du pays. Le cessez-le-feu, qui devrait être supervisé par des observateurs, et la convocation d'une conférence libanaise regroupant auprès du gouvernement légal toutes les grandes tendances politiques nationales constituent le point de départ indispensable du processus de paix au Liban et du retour à une pleine souveraineté de ce pays, hors la présence des forces étrangères, dans le respect de son unité, de sa diversité et de son indépendance. »*

Le gouvernement français, conjointement avec les deux autres gouvernements de l'Europe des Dix qui participent à la force multinationale au Liban, ceux de Rome et de Londres, continue de multiplier les efforts pour que le cessez-le-feu soit « patronné » par les Nations unies. Ce patronage leur paraît indispensable pour engager la Syrie à le respecter.

Samedi et dimanche, les représentants des trois gouvernements ont fait ensemble au *nom des Dix* des démarches auprès des gouvernements du Caire et de Jérusalem. Précédemment, ils étaient intervenus à Beyrouth, Washington, Damas, Moscou, et Ryad, ainsi qu'auprès des secrétaires généraux de la Ligue arabe et de l'ONU.

Le ministre italien des affaires étrangères, M. Andreotti, a déclaré dans un entretien publié, dimanche, par *la Stampa* qu'il ne s'agissait pas *« d'entraver mais plutôt d'appuyer les efforts américains »* pour un cessez-le-feu et de favoriser une solution politique. Il faut, a-t-il dit, *« garantir »* le cessez-le-feu. *« Comme nous ne pouvons disposer d'une force de l'ONU, nous misons sur l'envoi dans le Chouf d'observateurs de l'ONU déjà présents au Liban »*.

Les trois pays seraient déjà disposés à remplir cette mission au nom des Nations unies.

D'autre part, M. Farouk Kaddoumi, chef de la diplomatie de l'O.L.P., est arrivé à Paris, dimanche, se rendant à New-York. Il devait s'entretenir avec M. Marchais, secrétaire général du P.C.F., et pourrait, dit-on de source palestinienne, rencontrer, en marge de la session de l'ONU, M. Cheysson, qui est déjà arrivé à New-York.

LES PAYS-BAS DÉCIDENT DE RETIRER LEUR CONTINGENT DE LA FINUL

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Les Pays-Bas retireront comme prévu leur contingent de la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban), malgré de fortes *pressions* de la part d'autres capitales occidentales pour qu'ils reviennent sur leur décision. Le premier *ministre*, M. Ruud Lubbers, a, en effet, annoncé, vendredi 23 septembre, que son gouvernement envisage seulement de maintenir une petite *unité symbolique* dans le sud du Liban.

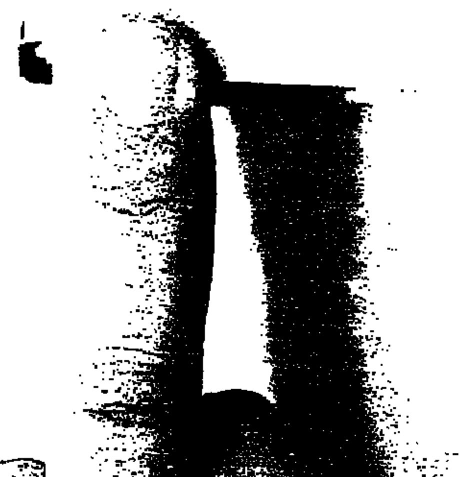
Au mois de juin dernier, le gouvernement avait expliqué que les huit *cents* hommes du contingent néerlandais envoyés *à partir de mars* 1979 seraient retirés le 20 octobre, leur présence étant devenue *« superflue »* dans la partie du territoire qu'ils sont censés, contrôler. C'était là une référence à peine voilée aux forces israéliennes, qui, après l'invasion du Liban, l'an dernier, avaient fait comprendre aux *militaires* néerlandais qu'elles n'accepteraient pas leur autorité.

A l'époque la presse néerlandaise cita de nombreux exemples de provocation des *miliciens* du commandant Haddad envers le contingent, ce qui mit à l'épreuve la traditionnelle sympathie des Pays-Bas pour Israël. *Depuis*, la situation ne s'est guère améliorée. — R. T. S.

LE P.C.F. MAINTIENT SA DEMANDE DE RECOURS A L'ONU

M. André Lajoinie, *membre* du secrétariat du comité central du P.C.F., président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a déclaré, dimanche 25 septembre, au « Club de la presse » d'Europe 1, que *« même s'il y a, aujourd'hui, un cessez-le-feu »* au Liban, la France doit faire appel à l'ONU pour qu'elle intervienne dans ce pays. *« Dans la mesure où ce ne serait pas possible*, a dit M. Lajoinie, *nous pensons que le contingent français devrait être retiré et ne pas être engagé dans cet engrenage. »*

Au sujet des euromissiles, M. Lajoinie a réaffirmé que la négociation soviéto-américaine de Genève doit *« mettre tout sur la table »*, y compris la force nucléaire française, car, a-t-il dit, *« ou bien notre dissuasion ne compte pas, ou bien elle compte — elle existe — et, évidemment, elle doit être comptabilisée, pour savoir ce qui existe des deux côtés »*. M. Lajoinie a ajouté : *« Compte tenu de l'équilibre relatif qui existe aujourd'hui, l'installation des missiles américains de l'OTAN créerait un déséquilibre qui serait immédiatement compensé par une escalade. »*



AFRIQUE

LA VISITE A PARIS DE M. NGUESSO PRÉSIDENT DU CONGO

Brazzaville entend plaider auprès de Tripoli pour une solution politique au Tchad

Le président du Congo, M. Denis Sassou Nguesso, qui vient d'effectuer une visite officielle de travail en France du 21 au 24 septembre, va se rendre cette semaine en Libye, où il rencontrera le colonel Kadhafi. Le président congolais reviendra ensuite à Paris où il sera, de nouveau, l'hôte de M. Mitterrand, le dimanche 2 octobre, au dîner qui réunira les chefs d'Etat africains francophones avant la conférence franco-africaine. Celle-ci s'ouvre, le 3 octobre, à Vittel.

Le conflit tchadien a tenu une place importante dans les entretiens que vient d'avoir le président congolais, qui avait fait une escale à Alger avant de gagner Paris. Pris entre les options politiques marxistes-léninistes de son régime et les réalités économiques qui le poussent de plus en plus à se tourner vers l'Ouest, le président Sassou Nguesso *« navigue à vue »*, tentant plutôt bien que mal, jusqu'à présent, de garder un fragile équilibre entre l'Est et l'Ouest. Ne pouvant approuver publiquement la présence des troupes françaises au Tchad, il ne l'a pas condamnée si *« elle permet, ce qui semble être le cas en ce moment, d'arrêter la guerre et de donner sa chance à la négociation »*. Le président congolais préfère toutefois renvoyer dos à dos France et Libye en déclarant que leurs deux actions sont *« de même nature dans la mesure où il s'agit d'interventions extérieures »*. De bonne source, on indique cependant que le président Sassou Nguesso, qui s'est aussi entretenu avec le président Houphouët-Boigny, dira à son homologue libyen de ne rien faire qui puisse contrarier la recherche d'une solution politique. Celle-ci, affirme le président congolais, qui cache mal ses sympathies pour le GUNT de M. Goukouni Oueddeï, ne peut passer que par la réconciliation interne.

Sur le plan bilatéral, l'épineux dossier de l'usine de pâte à papier, que les Congolais voudraient voir démarrer, a été une nouvelle fois à l'ordre du jour. Encouragés dans le passé à développer de vastes plantations d'eucalyptus, les Congolais souhaitent pouvoir les exploiter industriellement. Le président Sassou Nguesso assure que la participation de Paris à ce projet serait l'occasion de mettre en pratique les intentions qu'elle proclame. La France, dit-il, importe de la pâte à papier, pourquoi ne le ferait-elle pas dans le cadre de la zone franc ? Il faut, ajoute-t-il, *« de part et d'autre, la volonté politique de faire du codéveloppement »*.

Côté français, on est sensible à ces arguments, mais on ne veut pas se laisser entraîner, sans de sérieuses garanties, dans un projet ambitieux dont le coût s'élève à 3 milliards de francs. Il faut d'abord, dit-on à Paris, rechercher un marché alors que celui-ci connaît une crise grave, notamment en France, étudier dans cette perspective les possibilités de consommation du marché africain, ce qui réduirait les coûts de transports, associer les éventuels acheteurs au projet d'investissement et enfin trouver des partenaires, la France ne pouvant assumer seule un projet aussi lourd. Il ne semble pas que la visite du président congolais ait pu faire avancer beaucoup les choses, qui restent encore au stade de l'étude.

Les recettes pétrolières

Le Congo, dont les recettes pétrolières sur un marché saturé ont baissé de 40 % – *ce qui va nécessiter des coupes draconiennes dans le plan quinquennal (1982-1986)*, – aimerait d'autre part obtenir de la France certaines garanties de ressources pour sa production pétrolière et la certitude que la recherche se poursuive dans l'avenir. *« Le Congo ne tuera jamais la poule aux œufs d'or »*, nous a dit un responsable, laissant entendre que son pays accepterait, pour voir se poursuivre la recherche pétrolière, de négocier avec Elf un réaménagement de la fiscalité dans un sens plus favorable à la compagnie. Mais cela suffira-t-il, à un moment où la compagnie nationale, qui connaît des difficultés, n'est pas disposée à payer un « prix politique » ? Dans ce cas, l'Etat pourra-t-il et voudra-t-il faire passer la coopération avec un partenaire exigeant mais prometteur avant son souci de rentabilité ?

Le Congo voudrait enfin réaménager l'assistance technique fournie par Paris dans le sens de l'efficacité, c'est-à-dire que les assistants techniques soient associés à des projets concrets. Le Congo, qui a un taux de scolarisation parmi les plus élevés d'Afrique, voudrait enfin pouvoir *« former des formateurs »* qui prendraient petit à petit à la base la place des coopérants étrangers. *« Paris et Brazzaville sont sur la même longueur d'onde et coopèrent sur de bonnes bases »*, déclarait, samedi 24 septembre à Radio-France internationale, le président Sassou Nguesso, ajoutant cependant *« même les jumeaux peuvent avoir des opinions divergentes sur les problèmes »*. Le président congolais, dont la marge de manœuvre entre les « pro-soviétiques » et les « pro-occidentaux » de son régime est des plus étroites, aura une fois de plus réussi à concilier l'inconciliable, dans lequel il semble être passé maître.

FRANÇOISE CHIPAUX.

ASIE

LE VOYAGE A PÉKIN DU SECRÉTAIRE AMÉRICAIN A LA DÉFENSE

M. Weinberger insiste sur la « coopération stratégique » entre la Chine et les États-Unis

Le secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, est arrivé le dimanche 25 septembre à Pékin, seconde étape d'une *tournée en Asie qu'il avait commencée* par le Japon et qui doit encore le conduire à Hongkong et au Pakistan. Le passage à Tokyo de M. Weinberger a coïncidé avec le début des manœuvres aéronavales nippo-américaines, les plus importantes depuis cinq ans, qui doivent se prolonger pendant onze jours.

De notre correspondant

Pékin. – Un responsable de questions militaires peut difficilement s'empêcher de parler de stratégie. M. Weinberger ne fait pas exception. A peine avait-il posé le pied sur le sol pékinois, dimanche 25 septembre, que le secrétaire américain à la défense a déclaré, avec fougue, que *« la poursuite d'un dialogue stratégique, de conserve avec les contacts dans les domaines culturel, politique et économique, contribue à la compréhension mutuelle nécessaire à la relation durable et précieuse »* qu'entretiennent la Chine et les États-Unis. L'expression, dans des contextes variés, n'est pas revenue moins de quatre fois dans le toast qu'il a porté lors du banquet que lui offrait son hôte, le général Zhang Aiping.

Cette pesante insistance n'a pas le moins du monde impressionné le ministre chinois de la défense. Aux rappels répétés par M. Weinberger des *« importantes préoccupations stratégiques que partagent les deux pays »*, le ministre chinois a obstinément opposé la volonté d' *« indépendance »* de Pékin. Après avoir exprimé le désir de la Chine de *« vivre en paix avec toutes les nations »*, M. Zhang Aiping a déclaré : *« Nous ne nous lierons à aucune grande puissance ou aucun bloc de pays, ni ne céderons jamais à une quelconque pression étrangère. »*

Réchauffement

Est-ce à dire que la première visite en Chine de M. Weinberger – la seconde d'un secrétaire américain à la défense, après celle de M. Harold Brown en janvier 1980 – n'a pas commencé exactement du bon pied ? Politiquement, l'écart entre les discours chinois et américain traduisent des différences non négligeables dans les orientations diplomatiques des uns et des autres, et, si M. Weinberger a eu la curiosité de lire la version que l'agence Chine nouvelle a donnée de ses propos, il aura certainement eu du mal à reconnaître son texte : toutes ses allusions à une quelconque cause stratégique commune sino-américaine en ont été soigneusement gommées.

Tout cela n'a rien de vraiment étonnant et on peut douter que les responsables américains se fassent des illusions sur les intentions actuelles de la Chine. L'importance de la visite de M. Weinberger vient d'abord du fait qu'elle a lieu. Voulu par Washington, mais impensable il y a encore quelques mois tant Pékin battait froid l'administration Reagan, ce voyage, après toute une série d'autres signes, reflète le réchauffement des relations sino-américaines depuis le mois de mai dernier.

Le déclic a été la décision des États-Unis de modifier les dispositions réglementant l'exportation vers la Chine de licences de technologies à double utilisation, civile et militaire, qui a eu pour effet de placer la République populaire dans la catégorie des pays *« amis, non alliés »* des Etats-Unis. Les demandes de Pékin continueront d'être soumises aux règles du Cocom, l'organisme occidental chargé de contrôler les exportations de matériel dit *« sensible »* vers les pays communistes. Mais les achats chinois de licences américaines d'équipements fabriquant des semi-conducteurs, d'instruments de contrôle électroniques, de micro-circuits, d'ordinateurs devraient malgré tout en être facilités. De source américaine, on indique que les ventes à la Chine de produits de haute technologie devraient déjà faire un bond cette année, passant de 300 millions de dollars en 1982 à 800 millions, et qu'elles devraient dépasser l'an prochain le milliard de dollars, soit environ le cinquième du total des échanges bilatéraux.

C'est essentiellement pour parler de cela et expliquer à ses interlocuteurs le fonctionnement de la nouvelle réglementation que M. Weinberger est venu en Chine. Que les deux pays envisagent leurs relations dans des perspectives différentes, voilà qui est parfaitement clair. Mais ces différences n'empêchent pas de faire des affaires, ni d'avoir de bonnes relations. M. Zhang Aiping, au demeurant, n'a nullement fermé la porte à l'offre de M. Weinberger de *« contribuer d'une façon responsable à la modernisation de la Chine, y compris à la modernisation de sa défense »*. Il a certes affirmé que les dirigeants chinois étaient convaincus qu'ils étaient en mesure *« pour le présent et pour l'avenir »* d'assurer *« par leurs propres efforts »* la transformation de leur pays et de leur armée en *« un pays et une armée modernes »*. Il a toutefois prudemment ajouté que la Chine était disposée à *« développer avec tous les pays amis des relations sincères et fructueuses et une coopération amicale, de nature à accélérer le processus de cette modernisation du pays et des forces armées »*.

Du côté américain, on affirme que M. Weinberger ne vient pas en *« marchand d'armes »* et qu'il n'abordera pas de lui-même cette question. On dit aussi que ce n'est pas aux Etats-Unis de conseiller aux Chinois quelle serait la meilleure façon de moderniser leur armée. La plus arriérée, techniquement, de celles des grandes puissances. Dans l'avion qui l'amenait en Asie, le secrétaire à la défense a, malgré tout, indiqué qu'à son avis les Chinois pourraient être intéressés par l'acquisition de systèmes de défense anti-aérienne et de détection avancée par radar, ainsi que de camions et d'hélicoptères de transport de troupes. Il reste maintenant à M. Zhang Aiping à dire à son interlocuteur s'il a deviné juste...

Il est peu probable toutefois qu'un quelconque accord en ce domaine soit annoncé à la fin des entretiens. S'ils franchissaient le pas, les Chinois préféreraient sans doute obtenir des licences de fabrication et produire eux-mêmes les équipements dont ils ont besoin plutôt que de procéder à des achats massifs aux Etats-Unis. Pour des raisons financières tout d'abord, par souci d'indépendance ensuite.

La « composante défense »

Après un premier entretien, ce lundi, avec M. Zhang Aiping, M. Weinberger rencontrera mardi le premier ministre, M. Zhao Ziyang, et mercredi matin, avant de s'envoler pour Xian et Shanghai, M. Deng Xiaoping, en sa qualité de président de la commission militaire du comité central. Ces rencontres, notamment les deux dernières, devraient lui fournir l'occasion d'échanges de vues sur l'équilibre militaire global, les questions de sécurité régionale (Afghanistan, Indochine, zone du Pacifique, océan Indien). Dans un tel cadre, le secrétaire à la défense s'attachera vraisemblablement à montrer le prix que Washington accorde au développement de ce qu'il a appelé la *« composante défense »* du dialogue sino-américain. Des relations *« étroites »* entre les deux pays, a dit M. Weinberger, et *« une coopération dans le domaine stratégique servent à la fois nos intérêts nationaux et les intérêts de la paix et de la stabilité dans le monde »*. Le président Reagan, a-t-il encore précisé, a fait de ce postulat *« un élément essentiel de sa politique étrangère »*. On mesure le chemin parcouru depuis les proclamations maladroitement pro-taïwanaises du candidat républicain en 1980.

Même s'ils ne débouchent pas dans l'immédiat sur des résultats concrets, les entretiens de M. Weinberger à Pékin, et ceux, le mois prochain, à Washington, de M. Wu Xueqian, le ministre chinois des affaires étrangères, devraient permettre de déblayer suffisamment le terrain, afin de rendre enfin possible une visite aux Etats-Unis, en décembre ou en janvier, de M. Zhao Ziyang et, quelques mois plus tard, de M. Reagan en Chine. Tant il est vrai qu'il est important pour les deux partenaires, dans le jeu triangulaire qu'ils mènent avec Moscou, de ne pas laisser s'enliser leurs relations dans des querelles secondaires.

MANUEL LUCBERT.

Philippines

Répondant aux manifestations d'opposition

LE PRÉSIDENT MARCOS MENACE DE RÉPONDRE « A LA FORCE PAR LA FORCE »

Alors que le calme revenait à Manille, le président Marcos s'est adressé, dimanche 25 septembre, à la nation dans un discours télévisé, dans lequel il a affirmé que la politique de *« tolérance maximale »*, à l'égard des manifestations antigouvernementales, n'avait désormais plus cours et qu'il serait répondu *« à la force par la force »*. Ceux qui *« stimulent le terrorisme de la populace »*, a-t-il menacé, seront « traqués » et menacés. Le président s'en est pris aux riches et à *« certains membres de l'oligarchie, les hommes d'affaires, qui pensent pouvoir trouver un sanctuaire dans les immeubles de Makati »* (le quartier des affaires de Manille). Ces « traîtres », selon lui – et il a cité les noms de cinq personnalités des affaires et de la banque, – veulent s'allier avec les communistes pour créer une *« atmosphère révolutionnaire »*. Cette violente attaque est, sans doute, la conséquence des manifestations antigouvernementales organisées à Makati, il y a quelques jours.

Le président Marcos a, d'autre part, déclaré qu'il acceptait la proposition faite vendredi par le cardinal Sin, archevêque de Manille, de mettre en place un comité de réconciliation nationale. Mais il a précisé qu'il ne se sentirait pas lié par les conseils de cet organisme. Avant de quitter Manille pour Rome dimanche, Mgr Sin s'est déclaré consterné de constater que M. Marcos *« avait recours aux menaces et aux mesures d'intimidation »*. Il a lancé un nouvel appel au retour de la démocratie, seule solution pour éviter une *« révolution sanglante »*. Mgr Sin a indiqué qu'il *« percevait une vague de colère et de ressentiment contre le gouvernement non seulement chez les étudiants, mais également chez les employés et dans les classes moyennes »*.

Enfin, à Davao, dans l'île de Mindanao, au sud du pays, un attentat à la grenade a fait plusieurs morts – entre treize et vingt, selon les sources, – au cours d'un concours de beauté dimanche. La police dit ignorer les raisons de cet attentat, mais d'autres sources proches des forces de l'ordre accusent la Nouvelle armée du peuple (N.P.A., communiste). – *(A.F.P., U.P.I., A.P., Reuter.)*

DES DÉBRIS DU BOEING DE LA KAL SONT REMIS PAR LES SOVIÉTIQUES AUX AMÉRICAINS ET AUX JAPONAIS

Tokyo *(A.F.P.)*. – Les Soviétiques ont remis, lundi 26 septembre, à un groupe de responsables japonais et américains soixante-seize objets qu'ils ont récupérés au cours de leurs recherches sur les lieux où s'est abîmé le Boeing sud-coréen, a annoncé un porte-parole de l'Agence japonaise de la sécurité maritime.

La livraison des objets a eu lieu dans le port de Nevlesk, sur la côte ouest de l'île Sakhaline. Des morceaux du fuselage de l'avion et de nombreux vêtements figurent parmi les objets rendus, a précisé le porte-parole japonais.

En revanche, aucun des corps des passagers du Boeing-747 abattu par la chasse soviétique le 1er septembre n'a été livré par les autorités soviétiques.

A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

• *Deux cent quatre-vingt-sept détenus ont été libérés*, samedi 17 septembre, à l'occasion de la fête musulmane du sacrifice. Parmi eux figurent deux anciens ministres accusés d'abus de pouvoir et de corruption. D'autre part, des personnalités politiques exilées ont été autorisées à regagner leur pays. – *(U.P.I.)*

Danemark

• UN VISA SOVIÉTIQUE REFUSÉ A UN JOURNALISTE. – M. Torbern Oesterby, de l'agence danoise de presse Ritzau, ne pourra faire un voyage d'études en U.R.S.S. avec dix-neuf confrères. Le refus soviétique n'a pas été expliqué. L'intéressé pense que le motif est un article paru le 13 septembre dans *Politiken*, où il affirmait que, dans le passé, des avions civils soviétiques avaient photographié des installations militaires danoises. – *(Corresp.)*

Islande

• MORT DE M. GUNNAR THORRODSEN. – L'ancien premier ministre islandais est mort dimanche 25 septembre, à Reykjavik, dans sa soixante-douzième année. Enfant terrible du parti conservateur, dont il fut vice-président jusqu'en 1981, il constitua contre la volonté de son parti un gouvernement de coalition, en 1980, avec les communistes et les agrariens (*le Monde* du 11 février 1980). Quelques-uns des conservateurs dissidents qu'il avait entraînés avec lui ayant préféré, l'hiver dernier, rejoindre les rangs des conformistes, il avait dû donner sa démission en février. – *(Corresp.)*

Pakistan

• LE PRÉSIDENT DE LA FRACTION DE DROITE de la Ligue musulmane, le pir (chef religieux) Pagaro, a appelé ses soixante-dix mille fidèles à se mettre à la disposition des autorités pakistanaises dans le Sind pour maintenir l'ordre dans cette province, où l'agitation antigouvernementale se poursuit. Cette décision constitue un revers pour les huit partis laïcs du Mouvement pour la restauration de la démocratie (M.R.D.) qui bénéficiaient, depuis le lancement de leur campagne de désobéissance civile, le 14 août, d'une relative neutralité des partis de droite. – *(A.F.P.)*

Sri-Lanka

• PRISONNIERS LIBÉRÉS. – Plus de deux cents détenus ont été libérés, vendredi 23 septembre, d'une prison de haute sécurité, dans l'est du pays, attaquée par des Tamouls. – *(Reuter.)*

Union soviétique

• LE RESPONSABLE DE L'EXTRACTION DE L'OR A ÉTÉ LIMOGÉ. – M. Piotr Jmourko, vice-ministre de la métallurgie non ferreuse et principal responsable de l'extraction de l'or, a été démis de ses fonctions pour *« insuffisances sérieuses dans son travail »*, indique un décret en date du 1er juillet dernier mais rendu public le vendredi 23 septembre. M. Jmourko, qui était en fonctions depuis juin 1978, a été remplacé par M. V. Roudakov. – *(A.F.P.)*

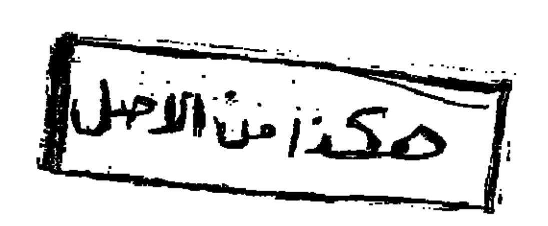
• SIX ANS DE PRISON POUR UN LETTON. – M. Ints Tsalitis, d'origine lettone, cosignataire de l'appel des trente-huit intellectuels pour l'inclusion des trois républiques baltes dans une éventuelle zone dénucléarisée en Europe du Nord, a été condamné à six ans de prison pour *« appel au renversement du régime »*, a annoncé l'agence Tass le samedi 24 septembre. – *(A.F.P.)*

Uruguay

• JOURNÉE DE PROTESTATION. – Un assourdissant concert de casseroles et une extinction des lumières durant 15 minutes ont marqué, dimanche soir 25 septembre, le temps fort de la deuxième « journée de protestation nationale » organisée par l'opposition urugayenne au régime militaire du général Gregorio Alvarez. L'après-midi, une marche convoquée par des organisations étudiantes et appuyée par l'intersyndicale PIT (non reconnue par les autorités) avait réuni quelque cent mille personnes dans la capitale.

Vietnam

• LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS a remis au Vietnam 5 110 tonnes de farine de blé tendre, deuxième don alimentaire français depuis l'intervention des troupes de Hanoï au Cambodge, a-t-on appris mardi 20 septembre dans la capitale vietnamienne. La France, rappelle-t-on, est le seul pays ouest-européen à avoir accordé une aide alimentaire sous forme de dons depuis l'intervention vietnamienne au Cambodge. – *(A.F.P.)*



EUROPE

Belgique

LE ROI LÉOPOLD III EST MORT

Une page tragique de l'histoire belge

Léopold III, ex-roi des Belges, *est mort*, dimanche 25 septembre, à Bruxelles, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Son attitude pendant la deuxième guerre mondiale avait divisé ses *compatriotes* et mené la Belgique au bord de la guerre civile.

Dès son avènement, le 23 février 1934, Léopold III bouleverse le style de la cour et les relations avec le Parlement. Le seul vrai contact du souverain avec son peuple se fait par l'intermédiaire de la reine, adorée par les Belges, mais il sera de courte durée. *Le 29 août 1935*, Astrid, la princesse suédoise épousée en 1926, est tuée dans un accident de voiture en Suisse. Veuf, avec ses trois enfants, le roi s'isole encore davantage dans son glacial château de Laeken.

Le climat politique international l'inquiète plus que les vaines querelles intérieures. Comment peut-on s'attarder à des problèmes linguistiques, à des escarmouches entre partis, alors qu'il faut sortir de la crise économique et que l'orage s'annonce ?

Léopold III constate que la réaction française à l'occupation de la Rhénanie par Hitler en 1936 est purement académique. Pour la pre*mière fois, il songe à une révision* des traités qui, désormais, à son avis, engagent plus la Belgique qu'ils ne la protègent.

C'est le début de la « politique de la *neutralité* ». Le 14 octobre 1936, le roi la définit clairement devant ses ministres convoqués en conseil au palais de Bruxelles. « *Nous devons*, dit-il, *poursuivre une politique exclusivement et intégralement belge*. » Pour assurer sa neutralité, la Belgique doit se doter d'un système *défensif suffisant* pour « *décourager tout agresseur éventuel* ».

Il supporte de moins en moins les partis, se montre de plus en plus irritable, mais il semble avoir *quelques interlocuteurs privilégiés* : son ministre des affaires étrangères, P.-H. Spaak, un homme de sa génération, lui est dévoué corps et âme ; un autre socialiste, Henri De Man, cynique et brillant, méprise autant que le roi le monde politique et son propre parti.

Le 23 août 1939, Léopold est à l'origine d'un « appel des sept pays du groupe d'Oslo », (Belgique, Pays-Bas, Danemark, Norvège, Suède, Finlande et Luxembourg). « *Que la conscience du monde se réveille*, dit le message (...), *que soit évitée la catastrophe qui menace l'humanité*. »

Une semaine plus tard, le Reich envahit la Pologne. La France et l'Angleterre déclarent la guerre à l'Allemagne. Le lendemain, la Belgique réaffirme sa neutralité.

Cependant, lucide, Léopold comprend que la menace ne peut venir que de Berlin. Commandant en chef *de l'armée belge*, il prend l'initiative de contacts confidentiels avec le généralissime français Gamelin et avec le haut commandement britannique, à qui il fait remettre l'ensemble des plans défensifs.

La guerre et la rupture

Le 10 mai 1940, à l'aube, les parachutistes allemands s'emparent du fort d'Eben-Emael, près de Liège. Léopold fait appel aux alliés et se place sous l'autorité du général Gamelin. Très rapidement, cependant, par suite de l'avance vertigineuse des armées allemandes, le contact est rompu. Au nord, les troupes *néerlandaises ont* capitulé. *Léopold* se retrouve seul. Bruxelles tombe, l'encerclement commence.

Le roi estime qu'il n'a pas de temps à perdre avec ses ministres. Il approuve *leur décision de se replier* sur Sainte-Adresse, près du Havre, « comme en 1914 », paraît heureux d'être débarrassé d'eux, et refuse en tout cas de les suivre. Quatre minis*tres restent à ses côtés* : *Hubert Pier*lot, chef du gouvernement, Paul-Henri Spaak, ministre des affaires étrangères, et les ministres de la défense et de l'intérieur.

Mais le commandant en chef, débordé par les opérations militaires, les ignorera jusqu'à une dernière rencontre, pathétique, au château de Wynendaele, près de Bruges. Le *25 mai, il est 5 heures du matin*, les ministres demandent que le roi, qui vient de s'endormir, soit réveillé. Léopold III les reçoit debout, le dialogue est tendu. Le premier ministre supplie le souverain de suivre le gouvernement en France en cas de capitulation de l'armée belge, ce qui ne saurait tarder. Le roi refuse. Il restera en Belgique, « *quoi qu'il arrive* ».

C'est la rupture. En pleurant, P.-H. Spaak quitte Wynendaele. Les ministres se dirigent vers Poitiers, où le gouvernement s'est réfugié. Le ministre des affaires étrangères lance un dernier appel au souverain : « *En refusant de suivre le gouvernement, le roi divise la Belgique, les forces politiques qui subsistent encore. Dans tous les cas, le roi livre la Belgique à l'étranger (...). Plaise à Dieu qu'il comprenne à temps l'épouvantable erreur qu'il va commettre et qu'il comprenne qu'il n'y a pas, pour lui et pour la Belgique, d'autre salut que la lutte à outrance*. »

L'armée, arrivée au bout de ses possibilités de résistance, capitule le 28 mai 1940, et le souverain lui adresse sa *dernière proclamation* : « *L'histoire dira que l'armée a fait tout son devoir. L'honneur est sauf (...) Je ne vous quitte pas dans l'infortune qui nous accable et je tiens à veiller sur votre sort et celui de vos familles*. » En quelques heures, le fils du « roi chevalier » devient le « roi félon ». C'est le prologue de l'affaire royale.

La captivité, le mariage et l'entrevue avec Hitler

Sur ordre du Führer, le roi est ramené au château de Laeken, où il vivra pendant quatre ans en compagnie de sa mère, la reine Elisabeth, princesse Wittelsbach de Bavière, et de ses trois enfants, Joséphine-Charlotte (qui deviendra grande-duchesse de Luxembourg), l'actuel roi Baudouin et le prince Albert.

Il évite tout contact avec les milieux politiques, refuse toute inter*vention, se considère prisonnier* comme ses soldats déportés en Allemagne. Mais ce rôle devient de plus en plus difficile. A la demande de sa sœur, la princesse Marie-José de Piémont, épouse du prince héritier d'Italie, il se rend à Berchtesgaden pour y être reçu par Adolf Hitler dans l'après-midi du *19 septembre* 1940. Son intention est d'obtenir de meilleures conditions pour la Belgique occupée et la libération des prisonniers de guerre retenus dans le Reich.

Hitler refuse de libérer les prisonniers, sauf les Flamands « *parce qu'ils se sont montrés sympathiques, nous ont témoigné de la confiance* ». Le prisonnier de Laeken rentre déçu, mais cet entretien constituera une des principales pièces du dossier à charge contre lui à la fin de la guerre.

En décembre 1941, les Belges apprennent avec stupeur que le souverain a épousé morganatiquement Mlle Liliane Baels, la ravissante dame de compagnie de ses enfants. C'est le primat de Belgique, le cardinal Van Roey, qui annonce que le mariage a été béni par lui trois mois *plus tôt, le 11 septembre 1941. Il* ajoute que Mlle Baels portera le titre de princesse de Réthy et que la descendance éventuelle de ce mariage ne jouira d'aucun droit héréditaire à la couronne.

Le mariage provoque un choc profond dans une partie de la population et chez les militaires en captivité. L'image du martyr, du roi prisonnier, s'estompe considérablement. En même temps, beaucoup de Belges reprochent au roi d'avoir détruit la *légende du couple Léopold-Astrid*.

Le roi est-il mis au courant de ces réactions populaires ? C'est peu probable. Même plus tard, après sa libération, *on constatera que ses en*tourages successifs font tout pour dissimuler les nouvelles de caractère désagréable.

Cependant, le roi a toujours refusé d'encourager ceux qui l'avaient soutenu à la veille de la guerre et qui avaient ensuite basculé dans la collaboration *enthousiaste, le socialiste* Henri De Man et le « rexiste » Léon Degrelle, devenu officier des Waffen SS et combattant sur le front russe à la tête de la Légion Wallonie. Il ne reçoit pas davantage les extrémistes flamands et rejette toute proposition de former un gouvernement. Il ne veut pas être un maréchal Pétain.

La question royale et le dénouement

Il ne fuit pas les responsabilités. A plusieurs reprises, en 1942, il proteste contre le travail forcé et la déportation.

Le 6 juin 1944, quelques heures après le débarquement allié en Normandie, le Führer ordonne le transfert du roi et de sa famille au château de Hirschstein, sur l'Elbe, où il *est confié à la garde de soixante SS*. Son frère, le prince Charles, réussit à prendre le maquis. Trois mois plus tard, à la libération, « *le roi étant dans l'impossibilité de régner* », il *sera proclamé prince régent* du royaume.

Le 8 septembre 1944, le gouvernement belge de Londres rentre d'exil et prend connaissance du « testament politique » rédigé par le roi Léopold avant sa déportation en Allemagne. Le souverain y justifie son attitude pendant les hostilités et précise sa vision de l'avenir, mais il adresse surtout des reproches à son gouvernement qui s'est permis, en 1940, alors qu'il s'était réfugié en France, de « *proférer précipitamment des imputations de la plus haute gravité contre la conduite de notre armée et les actes de son chef* ».

Léopold n'a ni oublié, ni pardonné. Ses ministres, qui n'ont poursuivi la lutte à Londres qu'après de *longues hésitations*, avaient *ménagé* le souverain pendant les années de guerre. Ils avaient compris, dès 1940, qu'ils étaient allés trop loin dans leur condamnation. A leur retour, il n'y avait pour eux aucun doute : à sa libération, Léopold III régnerait.

Le « testament » du roi modifie le climat. Les ministres et les parle*mentaires constatent que rien* n'est changé, que « *le roi n'a rien appris* » et que le mépris du monde politique manifesté avant 1940 ne s'est pas estompé.

L'heure du règlement des comptes approche. Non seulement se manifeste l'hostilité des « politiciens » mais aussi celle du régent, le prince Charles, avec qui le roi ne s'est jamais entendu.

En mars 1945, devant l'avance soviétique, les SS évacuent la famille royale dans une villa de Strobl, près de Salzbourg, où le roi est libéré par la VIIe armée américaine, le 7 mai.

Le surlendemain, Léopold attend *son frère et le nouveau premier mi*nistre, un socialiste, Achille Van Acker. La rencontre est glaciale. Van Acker explique au roi que la situation à Bruxelles est tendue et qu'il *ferait mieux* d'abdiquer.

Bouleversé par les révélations de ses visiteurs, et en mauvaise santé, Léopold hésite. Pendant ce temps, la gauche orchestre la campagne « anti-léopoldiste ». *La droite* prend la défense du roi avec beaucoup de vigueur. Les nuances disparaissent, les manifestations et les grèves se multiplient. Les alliés, déjà inquiets *de la guerre civile en Grèce*, craignent des événements semblables en Belgique et font, à leur tour, pression sur le roi pour qu'il abdique.

Le 14 juillet, Léopold se résigne et, « *dans une pensée d'apaisement* », renonce à rentrer en Belgique avant le verdict d'une consultation nationale.

Alors que la famille royale s'installe à Pregny, près de Genève, la querelle entre partisans et adversaires du roi s'intensifie.

En 1949, le cabinet social – chrétien – libéral de M. Gaston Eyskens organise enfin la « consultation populaire ». Le 12 mars 1950, 57 % *des Belges votent en faveur du re*tour de Léopold, 42 % se prononcent contre. Le résultat est cependant moins net qu'il n'y paraît, parce que la Belgique est un pays composé de deux, *voire de trois*, peuples. 72 % des Flamands se sont prononcés pour le roi, mais 58 % des Wallons et 52 % des Bruxellois sont « antiléopoldistes ». Ne dira-t-on pas que Léopold n'est plus, dorénavant, que le « roi des Flamands » ?

Léopold et ses conseillers estiment, néanmoins, que le verdict du peuple belge est clair, et que la majorité ne peut pas s'incliner devant la minorité. Le 22 juillet 1950, lendemain de la fête nationale, le roi et ses deux fils, Baudouin et Albert, atterrissent sur l'aéroport militaire d'Evere, sévèrement gardé par l'armée. Les grèves éclatent en Wallonie, les manifestations à Bruxelles *deviennent de plus en plus violentes*. Et, soudain, à Grâce-Berleur, près de Liège, les forces de l'ordre ouvrent le feu. On compte trois morts.

A l'issue d'une nuit dramatique, Léopold III cède et abdique en faveur de son fils aîné, Baudouin, qui portera le titre de « prince royal » jusqu'à sa majorité. Un an plus tard, constatant que la paix est revenue, le roi abdique définitivement.

Depuis, Léopold III avait trouvé sa véritable vocation : les sciences et les voyages. Il a tourné un document remarquable sur la faune au Congo ex-belge. Il a conduit des missions d'exploration en Amazonie et fait de l'ethnologie à Bornéo. Dans son château d'Argenteuil, il invitait des savants venus du monde entier.

Mais, à sa table, vers les années 1970, on rencontrait aussi Achille Van Acker et Paul-Henri Spaak, ses adversaires les plus acharnés de jadis. Les trois hommes *s'étaient réconciliés. Vingt ans* après, il préférait leur compagnie à celle des « politiciens » qui avaient défendu sa cause, mais s'étaient, à son avis, trop facilement inclinés.

PIERRE DE VOS.

La grève a ébranlé la cohésion du gouvernement

De notre correspondant

Bruxelles. – La grève des services publics a pris fin, *mais* elle laissera des traces. Pour les syndicats socialistes, la retraite a été très difficile. Non seulement ils n'ont pas réussi à élargir la grève au secteur privé, mais ils estiment que, une fois de plus, ils ont été « *lâchés par les syndicats chrétiens* ». A cela s'ajoute un phénomène toujours inquiétant en Belgique : la Wallonie militante a dû s'incliner devant l'attitude plus modérée des organisations ouvrières en Flandre.

Le prix de ces « *dix jours qui ont secoué la Belgique* » est encore difficile à évaluer. Ils ont coûté cher aux caisses syndicales. Ils ont surtout affecté le fonctionnement de beaucoup d'entreprises. Même si les porte-parole des organisations patronales ont tendance à noircir le tableau, on parle d'une augmentation probable du nombre des fermetures d'entreprises.

Le gouvernement chrétien social-libéral est lui aussi secoué. Depuis deux ans il avait donné l'exemple d'une politique de rigueur. L'effort n'a pas été inutile. La compétitivité et la situation financière de beaucoup d'entreprises ont été rétablies. Le retour à l'équilibre de la balance des paiements est attendu pour 1984. Les exportations se sont accrues, sinon en valeur du moins en volume. Les suppressions d'emplois ont été freinées, même si le nombre de chômeurs continue de dépasser largement le demi-million. C'est d'ailleurs là que se situe l'objection fondamentale des syndicats à la politique du gouvernement. « *Vous nous avez demandé de très durs sacrifices*, disent leurs dirigeants, *mais à quoi ont-ils servi ? Si les entreprises sont redevenues plus prospères, elles n'ont guère accru leurs investissements et le nombre des sans-travail ne fait qu'augmenter*. »

Une nouvelle « concertation » s'ouvre ce lundi à Bruxelles entre le gouvernement, les syndicats, les représentants du secteur privé et des classes moyennes.

Deux mesures prônées par les libéraux sont contestées par leurs partenaires chrétiens-sociaux. Il s'agit, en premier lieu, des avantages fiscaux accordés aux *détenteurs de valeurs mobilières* à un moment où les autres catégories de citoyens sont frappées par la modération salariale et l'accroissement des prélèvements sociaux. *Le second point de friction* est l'amnistie fiscale dénoncée par les syndicats (bien que la cohésion du gouvernement semble plus solide sur ce point). La thèse des ministres *est, en effet, que les capitaux ayant* trouvé refuge à l'étranger seront « *définitivement perdus* » si on ne découvre pas une formule de nature à encourager leur retour en Belgique *pour y favoriser les investissements*, en particulier dans le domaine de la construction.

La grève paraît bien avoir eu pour résultat un rééquilibrage au sein du cabinet où les ministres chrétiens-sociaux vont être en mesure d'imposer une plus grande prudence à leurs alliés libéraux qui étaient, jusqu'ici, les véritables champions de la rigueur et de l'austérité.

JEAN WETZ.

Allemagne fédérale

Un avertissement pour M. Kohl

(Suite de la première page.)

Ce calcul s'est révélé fructueux pour le F.D.P., qui a certainement bénéficié d'un apport de voix C.D.U., mais fâcheux pour cette dernière, qui réalise son plus mauvais score depuis 1966.

Le recul de la C.D.U. ne s'explique pas seulement par des considérations locales ou des maladresses tactiques. Il *manifeste* la tiédeur de l'électorat envers la politique de Bonn. Le « changement » annoncé à grand fracas par la nouvelle équipe au pouvoir tarde à se matérialiser, à l'exception de coupes dans les programmes sociaux. Rien dans la ligne suivie par le gouvernement fédéral n'est propre à provoquer l'enthousiasme. Il faut s'y faire : la Hesse, avec ses industries et ses paysans, reste un bloc social-démocrate. De plus, M. Börner est populaire ; son expérience, peu glorieuse en soi, de ministre-président minoritaire depuis septembre 1982 ne lui a pas nui. Il a repris une partie de ses voix passées aux Verts, qui perdent *2 sièges sur les 9 conquis aux* dernières élections.

A Brême, où l'on pouvait craindre les retombées de la crise des chantiers navals et de la sidérurgie, le maire, M. Hans Koschnick, arrive dans un fauteuil. Lui-même a été surpris par l'ampleur de sa victoire, attribuable, pour l'essentiel, à la cohésion des milieux ouvriers. La C.D.U., avec 37 sièges, soit un gain de 4 sièges, retrouve sa clientèle des élections générales du 6 mars. La surprise vient des libéraux, qui, n'ayant pas franchi le seuil des 5 % (ils avaient obtenu 10,7 % il y a quatre ans), se voient éliminés du Parlement.

La raison de l'effacement du F.D.P. brêmois est sans doute son choix en faveur d'une coopération avec le S.P.D., qui a éloigné de lui les électeurs ralliés à la « ligne Genscher » et au changement de coalition intervenu à Bonn il y a un an. Les Verts reviennent au Parlement avec 5 élus qui entendent jouer leur rôle d' « *observateurs critiques* ». *Leur succès n'est pas sans* mérite si l'on songe que s'affrontaient dimanche trois listes écologistes, dont une avait la faveur du parti communiste. C'est finalement *la liste du parti Vert – celui qui* siège au Bundestag – qui a franchi la barre des 5 %. Mais, à Brême comme en Hesse, les Verts sont en perte de vitesse, leurs grands thèmes étant repris et exploités par les partis établis. En tout cas, les divisions internes du S.P.D. sur les euromissiles n'ont pas influencé le scrutin de dimanche.

ALAIN CLÉMENT.

LES INSTANCES RÉGIONALES DU S.P.D. SONT HOSTILES A L'INSTALLATION DES EUROMISSILES

Il est clair désormais que la majorité du parti social-démocrate est hostile au déploiement des missiles de l'OTAN en R.F.A. à la fin de l'année. Après les fédérations de Brême, de la Sarre et du Bade-Wurtemberg, trois nouvelles fédérations régionales se sont prononcées, samedi 24 septembre, contre ce déploiement, celles de Hambourg (qui est pourtant le fief de l'ancien chancelier Schmidt), du Schleswig-*Holstein et de Berlin-Ouest*. Si le « non » sociaux-démocrates de Berlin aux euromissiles est conditionnel, la fédération du Schleswig-Holstein est allée très loin puisqu'elle prône la dénucléarisation de l'Europe et se prononce pour un début de désarmement unilatéral. Une seule des onze *fédérations régionales du S.P.D. ne* s'est pas encore prononcée : celle de Rhénanie-Westphalie qui est cependant considérée comme hostile aux euromissiles.

Le *chef du groupe parlementaire* et ancien candidat à la chancellerie, M. Hans Jochen Vogel, avait insisté à Berlin sur les chances qui existent encore selon lui de parvenir à un « *compromis raisonnable* » à Genève et critiqué les membres de son parti qui, négligeant ces possibilités, sont fondamentalement opposés à tout déploiement. M. Vogel a réaf*firmé que les arsenaux stratégiques* français et britannique constituaient selon lui un « *problème central* » et devaient être pris en compte.

Le S.P.D. se réunira en congrès extraordinaire fin novembre, pour arrêter sa position au vu des résul*tats des négociations* de Genève. – *(A.F.P.)*

Irlande du Nord

Vingt-trois membres de l'IRA s'échappent de la prison la mieux gardée d'Europe

Belfast *(A.F.P.)*. – Trente-huit détenus se sont échappés, dimanche 25 septembre, de la prison de Maze (« Long Kesh », dans le vocabulaire des mouvements républicains), en tuant un gardien de prison et en en blessant six autres. Quinze d'entre eux ont pu être repris par la police. Cette évasion sans précédent a provoqué une très grande confusion *chez les autorités d'Irlande* du Nord, et il a fallu de nombreuses heures avant que le nombre des évadés soit connu.

La prison de haute sécurité de Maze (en particulier les « blocs H » d'où se sont échappés les détenus) est considérée comme l'une des plus *sûres d'Europe. Elle était* entrée en fonction en 1971, au moment où le gouvernement britannique avait introduit la pratique de l'internement administratif. Elle abrite environ huit cents détenus, républicains et loyalistes, condamnés pour terrorisme ou attendant leur procès. C'est là qu'en 1981 Bobby Sands et neuf autres prisonniers républicains qui demandaient le statut de prisonnier politique sont morts, après de longues grèves de la faim.

Le secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, M. James Prior, a immédiatement convoqué les principaux responsables de la sécurité dans *la* province pour une réunion d'urgence et annoncé l'ouverture d'une enquête qui devra déterminer les circonstances de l'évasion, et en particulier comment les militants de l'IRA pouvaient se trouver en possession d'armes à feu et de couteaux.

Il semble que les détenus, après avoir maîtrisé leurs gardiens, se soient emparés d'un camion qui venait livrer la nourriture. Au moment de franchir l'entrée principale, ils ont été reconnus et contraints de s'enfuir à pied.

Une gigantesque chasse à l'homme a été engagée, avec hélicoptères, chiens policiers, barrages routiers. Les contrôles ont été renforcés à la frontière avec la République d'Irlande. Les évadés se sont probablement dirigés vers les quartiers catholiques de Belfast, ville qui n'est distante que d'une quinzaine de kilomètres de la prison.

L'IRA n'avait encore publié aucun communiqué ce lundi. Les réactions ont été vives en revanche du *côté* des protestants unionistes, dont certains ont réclamé la démission du sous-secrétaire d'Etat chargé des prisons.

Grande-Bretagne

Les congrès des sociaux-démocrates et des libéraux ont révélé d'importantes divergences entre les deux partis de l'Alliance

De notre correspondant

Londres. – Après plusieurs mois d'effacement dûs à la fatigue, M. David Steel, leader du parti libéral britannique, a reaffirmé son autorité sur son organisation à l'occasion du congrès qui s'est achevé le 24 septembre à Harrogate, dans le nord de l'Angleterre. M. Steel a conservé son droit de veto sur le programme électoral que certains lui *contestaient*, et la *majorité* des délégués se sont prononcés contre la création d'un poste de leader adjoint *prônée par ceux qui désapprouvent* le style « *dictatorial thatchérien* » de M. Steel. En revanche, le congrès de Harrogate va singulièrement compliquer les relations de M. Steel avec ses partenaires du parti social-démocrate (S.D.P.) au sein de l'Alliance centriste.

La *grande majorité des libéraux*, traditionnellement très attachés au principe de décentralisation, souhaitent que le choix des candidats de l'Alliance aux prochaines élections législatives soit fait non plus au sommet par les dirigeants nationaux, mais dans chaque circonscription par les associations locales des deux partis, grâce à un vote commun. A l'opposé, les militants du jeune parti social-démocrate, moins nombreux et moins expérimentés que leurs collègues libéraux, ne veulent pas entendre parler d'un système de sélection conjointe qui, à leurs yeux, entraînerait probablement une domination libérale. C'est en partie pour cette raison qu'ils ont rejeté, lors de leur congrès de Manchester, l'idée d'une fusion des deux organisations.

Par *ailleurs*, les militants libéraux sont attachés à plusieurs positions que ne partagent pas forcément leurs alliés sociaux-démocrates. Ainsi ils se sont prononcés en faveur de la réunification de l'Irlande à long terme et l'envoi, en Ulster, d'une force de paix européenne. A Manchester, M. David Owen, *leader* du S.D.P., avait déclaré, pour sa part, que le meilleur chemin vers une solution au problème irlandais passait par Londres et Dublin.

La pomme de discorde la *plus* importante reste la question de la défense nucléaire. Ce problème n'a pas été officiellement débattu à Harrogate, mais le parti libéral a adopté, il y a deux ans, une motion hostile à l'installation de missiles de croisière américains sur le territoire britannique. Or, le S.D.P. soutiendra le déploiement qui doit débuter en décembre, sauf accord à Genève. MM. David Owen et David Steel tenteront prochainement d'harmoniser les positions respectives de leurs partis en matière de défense. S'ils échouaient, ce qui représente déjà le talon d'Achille de l'Alliance pourrait devenir un grave obstacle à une *nouvelle coalition électorale*.

(Intérim.)

Le Monde

société

HUIT ÉLUS CORSES REÇUS PAR M. GASTON DEFFERRE

Mesures complémentaires pour maintenir la paix civile dans l'île

En apparence, il ne s'est rien passé ou presque, dimanche 25 septembre, entre 17 heures et 18 h 30, dans le bureau de M. Gaston Defferre. Le ministre de l'intérieur recevait à Paris huit élus corses de l'opposition et de la majorité. *« Vous allez être très déçus »*, a même lancé aux journalistes M. François Giacobi (M.R.G.), président du conseil général de Haute-Corse, sénateur, en sortant du bureau de M. Defferre. De fait, M. Giacobbi n'a pas été bavard. L'ami, le proche de Pierre-Jean Massimi, assassiné le 13 septembre près de Bastia (crime revendiqué par le Front de libération national de la Corse), s'est contenté d'un *« no comment »*.

Une entrevue à Paris durant une heure trente, un déplacement éclair entre la Corse et la capitale, un dimanche, méritent cependant plus. M. Jean-Paul de Rocca-Serra (R.P.R.), député de la Corse-du-Sud, a concédé : *« Nous avons exposé notre point de vue, nos préoccupations. »* M. Prosper Alfonsi (M.R.G.), président de l'assemblée de Corse, a souhaité que *« les rumeurs et sous-entendus »* sous lesquels l'île étouffe soient dissipés.

Sur ce point au moins, il s'est passé quelque chose, place Beauvau. En sortant de son bureau, M. Defferre a réagi publiquement, pour la première fois, aux accusations du F.L.N.C. à l'endroit de son secrétaire d'État à la sécurité publique. Le ministre a rejeté *« solennellement »* la thèse du F.L.N.C. qui veut que M. Franceschi ait remis, le 18 juin, 1 million de francs à Pierre-Jean Massimi pour *« payer les hommes de main »* responsables, selon les nationalistes, de la disparition de Guy Orsoni, membre du F.L.N.C., le 17 juin. *« Véritablement*, devait déclarer M. Defferre, *je ne comprends pas la rumeur qui a couru à propos de mon collègue et ami, M. Joseph Franceschi. Une histoire absurde de transport de fonds ! Vous voyez un ministre se baladant avec un sac ou une valise ? Il faut qu'il soit mis un terme à cette rumeur abracadabrante. »*

Au-delà de cette déclaration, il paraît aussi fort probable que le gouvernement prenne, vite, de nouvelles décisions visant à assurer *« la paix civile »* en Corse, même s'il ne sera pas *« changé de ligne »*, a indiqué M. Defferre, même si les propos de M. Mitterrand affirmant qu'il n'est pas question de recourir aux *« dragonnades »*, en Corse comme ailleurs, sont toujours valables. Bref, il est clair que l'on envisage désormais, selon les propres termes du ministre de l'intérieur, des *« mesures complémentaires »* à celles du mois de janvier (dissolution du F.L.N.C. et nomination de M. Robert Broussard comme commissaire de la République chargé de la police).

Ainsi peut-on interpréter la réunion des élus corses et de M. Defferre. Les élus ont fait des compliments sur l'action de M. Broussard. Au gouvernement, à présent, de décider s'il faut l'aider. Lui donner encore quelques moyens pour éviter que la Corse ne devienne, comme le redoute M. Alfonsi, *« une terre à la sicilienne ou à l'irlandaise »*.

L. G.

APRÈS LA MANIFESTATION A LA PLACE DE LA CONCORDE

Ambulanciers contre pompiers

Cinq cent dix-sept ambulances *rugissantes* ont bloqué samedi 24 septembre la place de la Concorde, cernées par les forces de l'ordre, afin de manifester le désarroi de cette profession. La médicalisation des secours d'urgence et les comptes de la Sécurité sociale ne laissent aux ambulanciers privés que la portion congrue. Ils étaient par exemple soixante-trois patrons dans le Val-d'Oise il y a dix ans contre vingt-trois aujourd'hui dont vingt étaient venus à Paris exprimer leur ras-le-bol à l'appel de leur chambre syndicale. *« A notre mort »*, lisait-on sur une couronne mortuaire placée en tête du cortège.

Les responsables de cette lente agonie seraient les pompiers. 98 % des Français font confiance aux pompiers. Parmi les 2 % restants on doit trouver beaucoup d'ambulanciers. *« Les pompiers au feu »*, *« Les ambulanciers auprès des malades »*, clamaient les manifestants. Aux rouges donc les secours aux blessés et aux asphyxiés, leur mission traditionnelle ; aux blancs, le transport des malades. Un partage des tâches sanctionné par une circulaire qui ne serait pas respectée et l'ambulancier, tout comme le serrurier ou l'apiculteur, serait victime de l'impérialisme du sapeur-pompier.

Simple corporatisme ? Non puisqu'il y va après tout de la défense des 11 943 salariés de la profession, un argument auquel M. Mauroy devrait être sensible lui qui « pleure les emplois ». La délégation pourtant ne sera pas reçue à Matignon. Elle le sera au ministère de l'intérieur mais annoncera leur secrétaire national, M. Corcket, *« avec des interlocuteurs totalement incompétents »*. Réquisitoire vite interrompu : les forces de l'ordre commençaient à enlever quelques-unes des ambulances immobilisées.

« Allons voir Chirac » propose l'un. *« Appelons le SAMU de Paris, ils nous soutiennent contre les pompiers »* propose l'autre. C'est en définitive l'idée d'empêcher l'inauguration de la caserne des pompiers d'Eaubonne dans le Val-d'Oise qui sera finalement adoptée. Le secrétaire-adjoint de la Chambre syndicale M. Patrice Huet, a en effet vu s'édifier ces bâtiments superbes, symbole de son déclin : convention a été passée entre la caserne et l'hôpital, les Ambulances Huet ont dû, elles, se séparer de la moitié de leur personnel. La manifestation viendra donc mourir samedi après-midi aux grilles de la caserne où l'inauguration est finie depuis longtemps. Sur le livre d'or flambant neuf de la caserne protégée par une centaine de policiers les principaux notables de la ville et du département ont apposé leur paraphe : *« Quel succès »* écrit l'un *« toujours au service de la population, honneur à nos sapeurs. »*

La journée portes ouvertes des pompiers d'Eaubonne sera pourtant annulée et ce sera le seul succès des ambulanciers. L'un d'eux venu de Nantes pour manifester commentera, désabusé : *« La France se casse la gueule. »* Il parcourt 90 000 kilomètres par an et n'a pas pris de congés depuis six mois. Il aime écouter Jacques Brel, dans sa superbe ambulance. Il a vingt-trois ans : *« Je sais,* dit-il, *j'en parais tellement plus. Mais tout cela est éprouvant. »* Il détache chaque syllabe, et il a l'air triste.

NICOLAS BEAU.

UNE SENTENCE EXEMPLAIRE

Prison avec sursis pour les responsables de la catastrophe de Seveso

Sentence exemplaire pour la catastrophe de Seveso : les cinq dirigeants de l'usine ICMESA, en Lombardie, accusés d'avoir volontairement omis des mesures de sécurité avant l'explosion, en 1976, d'un réacteur et l'émission d'un nuage de dioxine, ont été condamnés le 24 septembre à des peines de prison (de deux ans et six mois à cinq ans). Mais ils bénéficient tous d'un sursis de trois ans, dans l'attente d'un procès en appel demandé par les avocats de la défense.

De notre correspondant

Rome. — Le tribunal de Monza jugeait cette affaire depuis le 18 avril. Après trente heures de délibérations, il a retenu en substance les conclusions du ministère public, reconnaissant les dirigeants de l'ICMESA responsables de carences graves dans la prévention des accidents. Ce jugement a été qualifié de « *sévère* » par les avocats de la défense.

Le tribunal de Monza a condamné M. Von Zwehl, directeur général (allemand) de l'usine ICMESA de Meda (localité voisine de Seveso) à cinq ans de réclusion ainsi que M. Joerg Sambeth, directeur technique (allemand) de la Givaudan, firme suisse contrôlant la société italienne ICMESA et elle-même filiale du groupe Hoffmann Laroche. Quatre ans de prison ont été infligés à M. Guy Waldvogel, à l'époque de l'accident président (suisse) de la Givaudan, ainsi qu'à M. Fritz Moeri, responsable (suisse) des projets industriels de Givaudan. A tous a été concédé cependant un sursis de trois ans. Le dernier inculpé, M. Giovanni Radice, directeur technique (italien) d'ICMESA, a été condamné à deux ans et six mois de prison, totalement couverts par le sursis. Tous les inculpés ont été innocentés de l'accusation de blessures involontaires dans le cas des petites Alice et Stéphanie Senno souffrant de chloracné, une lésion de la peau proche de l'acné juvénile, qui avait été provoquée par le nuage de vapeurs toxiques émanant de l'usine de Meda.

C'est le 10 juillet 1976 que ce nuage de vapeurs toxiques, chargé de dioxine, s'était abattu sur Seveso, petite ville de la banlieue industrielle de Milan. Le nuage émanait de l'usine de produits chimiques ICMESA travaillant pour l'industrie pharmaceutique et les cosmétiques. Il était dû à une fuite dans un réacteur chimique produisant du trichlorophénol, fuite provenant, semble-t-il, d'une pression excessive dont la cause n'a jamais été éclaircie.

On mettra une dizaine de jours à identifier le produit toxique après la mort de nombreux petits animaux et la multiplication de « brûlures » et de lésions cutanées diverses dans la population de Seveso. On enregistra cent quatre-vingt-treize cas de chloracné due à la dioxine. Mais trente-six mille habitants vivaient dans la zone potentiellement contaminée et sept cent trente-six durent être évacués. Au total, la firme suisse a versé 338 millions de francs français pour dédommager les victimes et elle finance également les travaux de décontamination.

Pour les dommages et intérêts, le tribunal de Monza a accepté vingt-cinq demandes sur soixante-deux. Le nombre des parties civiles, qui était de plus de deux cents après la catastrophe, a diminué au fur et à mesure que des accords ont été trouvés avec Hoffmann-Laroche. Quant à la demande des fédérations syndicales (C.G.I.L., C.I.S.L. et U.I.L.), qui réclamaient 500 millions de lires, le tribunal a fixé à 30 millions le montant de l'acompte sur la somme qui sera allouée par un tribunal civil.

Au cours du débat se sont affrontées deux thèses : celle de l'accusation, qui considérait l'accident comme prévisible, ne serait-ce qu'en raison du nombre de cas survenus à travers le monde avant 1976 ; et celle de la défense, qui plaidait l'imprévisibilité, faisant valoir qu'à l'époque les connaissances techniques ne permettaient pas de prévenir l'éventualité d'un tel accident.

La presse italienne souligne que, si ce premier jugement écologique s'est conclu (en première instance) par la victoire de la partie civile, il manque cependant parmi les accusés les hommes politiques et les fonctionnaires qui n'avaient peut-être pas fait tout leur devoir avant l'accident : ils ont tous bénéficié d'un non-lieu au cours de l'instruction.

PHILIPPE PONS.

PEUT-ON ENSEIGNER A QUARANTE ÉLÈVES ?

Le cauchemar des « classes surchargées »

De notre envoyé spécial

Orléans. — *« Serré ou non ? »* A 10 heures, il y a affluence devant le distributeur de café de la salle des professeurs au lycée Pothier d'Orléans. Dans cette longue salle, bordée de casiers au nom des professeurs, les blouses blanches des scientifiques côtoient les survêtements des sportifs. *« Oui, des classes aux effectifs chargés, dans cet établissement, il y en a. »* M. Alain Méry, professeur d'anglais et responsable du Syndicat national des enseignements de second degré (SNES), détaille le nombre d'élèves par classe. Il parle des trois terminales à trente-huit élèves et surtout de la première A qui en compte quarante. *« Quarante élèves,* souligne une enseignante de français, *cela signifie quarante noms à mettre rapidement sur quarante visages et aussi quarante copies à lire et à corriger. »* La lassitude semble accompagner le propos.

Qu'ils enseignent les langues vivantes ou les mathématiques, les professeurs du lycée Pothier insistent sur la difficulté de travailler avec des *« effectifs lourds »*. Ils mettent en avant l'inadaptation des locaux, l'impossibilité de consacrer beaucoup de temps à chaque élève, les journées de travail allongées (beaucoup de cours se terminant à 18 heures). *« Nous ne voulons pas faire de garderie,* explique M. Méry, *et pourtant nous y sommes presque contraints. »* Alors, tout va si mal au lycée Pothier ?

« Pas vraiment », reconnaît M. Claude Sullerot, professeur de mathématiques. Avec un léger sourire, il évoque la longue action qu'il avait menée avec nombre de ses collègues, il y a quatre ans, pour protester contre l'augmentation des effectifs. En moyenne, à cette époque, ils étaient de trente-quatre élèves par classe. Cette année, le chiffre se situe légèrement au-dessus de trente-cinq. Mais les syndicats n'ont pas appelé *« à l'action »*. *« Les nouvelles procédures d'orientation et la volonté du ministère de ne pas exclure du système scolaire des jeunes sans formation sont pour nous des mesures positives,* explique le responsable du syndicat C.F.D.T. *La logique a changé. »* Il existe, selon lui, une prise en considération de la nécessaire formation des jeunes ; la gestion de la rentrée a été mieux assurée ; les enseignants ont été nommés à temps. Ce sont des facteurs positifs. *« Mais il faut aussi aller plus loin, même en période de rigueur budgétaire »*, ajoute-t-il. Aller plus loin, cela signifie, pour lui comme pour quelques collègues, bousculer les méthodes d'enseignement habituelles, favoriser le travail en équipes, imaginer de nouveaux rapports entre professeurs et élèves.

Innover. *« Alors là, monsieur, vous arrivez bien, car sachez que dans cet établissement nous avons souhaité cette transformation de l'institution éducative. »* Mme Aline Roland, professeur de lettres, est intarissable sur l'expérimentation qu'elle a menée l'an dernier. Une équipe de volontaires avait obtenu l'aval du ministère pour organiser une introduction à la philosophie dans deux classes de seconde. Décloisonnement entre disciplines et enseignants, travail en groupes, méthodes d'évaluation différentes, enquêtes à l'extérieur de l'établissement. *« Nous n'avons pas ménagé notre temps pour explorer les méthodes d'enseignement permettant de lutter contre l'échec scolaire »*, estime Mme Roland. Anne, Olivier ou Yseult, ses anciens élèves, témoignent de cette expérience. Ils parlent du tutorat, qu'ils appréciaient, des contacts étroits et plus simples avec les « profs », et de la philosophie, qui était intéressante. Mais voilà ! l'expérience n'a duré qu'une année.

Sortir du ronron académique

Amer, M. Gérard Kalek, professeur de philosophie, constate que des mutations ont dispersé les enseignants, que des heures de décharge de service n'ont pas été reconduites, enfin que *« quelque part, dans un bureau de l'administration, on adécidé de mettre fin à cette initiative originale »*. Ces volontaires qui avaient consacré beaucoup de leurs soirées et de leurs week-ends *« pour que cela change dans l'éducation »* sont déçus. Ils assistent au triomphe de ceux de leurs collègues qui, à l'époque, s'étaient moqués de leur tentative. *« Nos tâtonnements nous ont pourtant permis de constater que le problème des effectifs élevés pouvait être abordé d'une façon différente »*, raconte Mme Marie-Claude Aubigny, professeur d'allemand. Selon elle, il est possible d'envisager des cours magistraux suivis de travaux dirigés en petits groupes. C'est encore possible...

A 16 h 15, la salle des professeurs redevient bruyante. La machine à café, *« propriété de l'amicale des enseignants »*, fonctionne à nouveau. Les effectifs, la fin de l'expérience, n'ont pas aboli, chez des enseignants dynamiques, toute envie de sortir du *« ron-ron académique des lycées de notre jeunesse »*. Mme Aubigny parle déjà d'un séjour d'une de ses classes à Berlin. M. Méry espère emmener cette année plus d'élèves en Grande-Bretagne. *« C'est peut-être quand on enseigne depuis vingt ans, qu'on ne court plus après les heures supplémentaires ou le prestige d'avoir des classes préparatoires, que l'on a envie de faire plus pour ces jeunes que nous côtoyons »*, remarque Mme Aubigny.

SERGE BOLLOCH.

Six nouvelles inculpations dans l'affaire de la tuerie d'Avignon

Six nouvelles inculpations, toutes suivies d'emprisonnement, ont été prononcées au cours du week-end, dans le cadre de l'enquête sur la tuerie de l'hôtel Sofitel d'Avignon, qui, le 5 août, avait causé la mort de sept personnes (*le Monde* du 6 août). Après Jean Roussel, trente-huit ans, appréhendé sur place et inculpé dès le 6 août, d'homicides volontaires et tentatives de vols qualifiés, son propre père, Jean Roussel, soixante-trois ans, s'est vu inculpé, le 25 septembre, de détention d'armes et de munitions, après une perquisition à son domicile de Barbentane (Bouches-du-Rhône), nous indique notre correspondant à Avignon, Jean Leclaire.

Simultanément, l'une de ses filles, Denise Roussel, l'ami de celle-ci, Vincent Picone, et un ancien patron de bar d'Avignon, Philippe Dolin, étaient écroués, sous l'inculpation de recel de malfaiteurs.

La veille, le 24 septembre, deux des douze personnes appréhendées le 22 septembre lors d'une rafle dans un bar de Tarascon, François Arpino, quarante ans, et Gérard Rolland, trente-trois ans, avaient été écroués sous l'inculpation de recel de malfaiteurs. L'enquête a, semble-t-il, établi que ces deux hommes avaient été vus en compagnie de Jacques Gouttenoir après la fusillade du Sofitel. Le corps criblé de balles de Gouttenoir avait été retrouvé le 7 août dans un canal.

Si sept personnes ont été ainsi inculpées et emprisonnées depuis les faits, il semble cependant que les policiers n'aient pu encore déterminer avec précision les rôles joués par chacun des suspects. Même si le commissaire Yves Bertrand, « patron » du S.R.P.J. de Montpellier, déclarait récemment que *« la boucle est bouclée »*, bien des pièces du puzzle paraissent encore manquer, et notamment la composition du commando. Si l'appartenance à celui-ci de Jean Roussel (fils) et de Jacques Gouttenoir, tué par ses complices, est désormais certaine, on ignore encore combien d'hommes ont tué au Sofitel et qui ils étaient.

EN MARGE DU DÉBAT SUR L'AVORTEMENT

Le pouvoir espagnol et l'épiscopat s'engagent dans une « guerre des catéchismes »

De notre correspondant

Madrid. — Le gouvernement a-t-il son mot à dire sur le contenu des manuels servant de base aux cours de catéchisme, *matière facultative* proposée aux élèves espagnols pendant leur scolarité obligatoire (six à quatorze ans) ? Telle est la question posée depuis que, le 23 septembre, le ministre socialiste de l'éducation, M. José Maria Maravall, a interdit l'utilisation des catéchismes édités par l'Eglise catholique espagnole pour les enfants de sixième et de cinquième (neuf et dix ans), dont deux cent mille exemplaires ont déjà été imprimés et distribués.

Officiellement, le ministère justifie cette mesure par le fait que la Conférence épiscopale a fait imprimer ces catéchismes sans avoir reçu d'autorisation ministérielle, violant ainsi une disposition légale de 1980. Cette interdiction est, en fait, motivée par le passage consacré, dans chacun de ces deux catéchismes, au problème de l'avortement, et, plus particulièrement, par la reproduction de deux extraits d'une homélie que prononça Jean-Paul II en novembre 1982, lors de sa visite en Espagne. Le pape y condamnait la guerre, le terrorisme et l'avortement, comme exemples de la folie meurtrière de l'homme.

Lorsque le ministère prit connaissance de cette citation, il essaya, aux mois de juin et de juillet, de convaincre l'épiscopat de la supprimer.

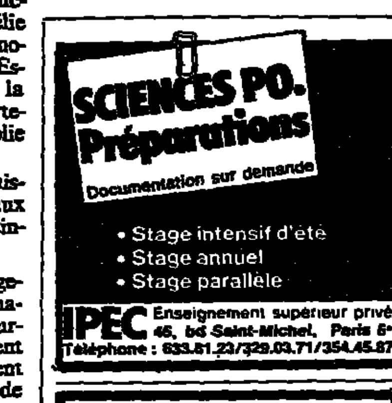
Selon le ministère, un tel jugement pouvait avoir un effet traumatisant sur de jeunes enfants. De surcroît, elle semblait particulièrement déplacée, alors que le Parlement aura bientôt à débattre du projet de loi gouvernemental dépénalisant l'avortement dans certains cas. N'y avait-il pas, dans l'attitude de l'épiscopat, une manœuvre politique ?

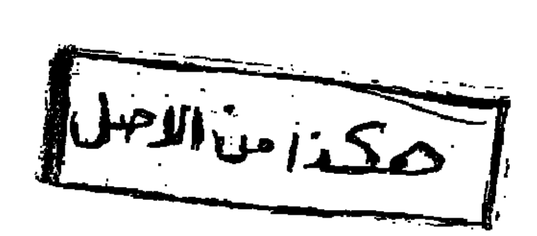
Avec l'appui du nonce apostolique à Madrid, l'Eglise choisit de passer outre aux objections du ministère et de le mettre devant le fait accompli en faisant éditer les catéchismes sans changer une seule virgule du texte originel.

Le ministère se retranche derrière le texte de 1980 qui confère au pouvoir politique un droit de regard sur le contenu des catéchismes. Il se plaît à rappeler que la loi en question a été rédigée par un ministre démocrate-chrétien en étroite collaboration avec l'Eglise...

Ce conflit, qu'on appelle déjà la « guerre des catéchismes », paraîtrait anecdotique, s'il ne survenait à un moment de tension croissante entre le pouvoir socialiste et l'Eglise catholique. Car les milieux cléricaux s'apprêtent à batailler non seulement contre le projet de loi sur l'avortement, mais aussi contre un projet de loi sur l'éducation qui pourrait donner le signal d'une véritable « guerre scolaire ».

(Intérim).





régions

L'ACTION CULTURELLE EN ILE-DE-FRANCE

Effort sans précédent

Le conseil régional d'Ile-de-France, en ces temps de restrictions, a voulu que son action culturelle ne pâtisse pas des resserrements budgétaires. Ainsi, M. Michel Giraud, président (R.P.R.) du conseil, a-t-il présenté l'effort remarquable entrepris par la région pour la promotion de la vie culturelle, effort auquel auront été consacrés en 1983 plus de 42 millions de francs contre 6 millions en 1979 et 22 millions il y a deux ans.

En dépit de l'effondrement attendu de la dotation globale de fonctionnement, sorte de subvention versée par l'État à la région, et de diverses minorations de recettes dues à la mauvaise conjoncture économique (difficultés du bâtiment et de l'automobile qui, par le biais de la taxe d'équipement et de la carte grise, sont deux secteurs qui permettent d'alimenter les caisses régionales), M. Giraud a tenu à indiquer que cette priorité accordée à l'action culturelle ne serait pas démentie en 1984.

Elle se poursuivra autour des trois axes choisis par le conseil régional. Tout d'abord la défense du patrimoine : la restauration des monuments historiques classés représente plus du tiers du budget culturel. A ce chapitre, les travaux de la restauration de la basilique de Saint-Denis ont déjà coûté près de 6 millions de francs à la région, qui y consacrera un demi-million supplémentaire par an.

Afin d'améliorer l'entretien du patrimoine architectural, les départements auront la possibilité de passer des contrats avec la région, qui encouragera d'autre part les chantiers de fouilles archéologiques.

Le second domaine d'intervention est celui de la musique. Outre les aides apportées aux conservatoires et écoles de musique, le conseil régional continuera son effort pour assurer le rayonnement de l'orchestre régional d'Ile-de-France qui, sous la direction de Jacques Mercier, s'est taillé cette année un beau succès en présentant, en dépit d'une mise en scène contestée, une bonne version de *la Clémence de Titus* de Mozart, et qui reprendra les routes de la région parisienne cette année avec *l'Italienne à Alger* de Rossini. Les subventions accordées aux orchestres de chambre Jean-François Paillard et Bernard Thomas seront reconduites et amplifiées, puisque l'orchestre Bernard Wahl et d'autres formations pourront en bénéficier l'an prochain.

Le théâtre n'est pas oublié dans cet « arsenal » de mesures. Ainsi la troupe de Peter Brook quittera son cadre habituel des Bouffes du Nord pour donner une douzaine de représentations du *Dom Juan* de Molière dans une nouvelle mise en scène créée en mai prochain. Un centre théâtral régional devrait voir le jour au début de l'année pour monter seul ou en coproduction cinq ou six séries de représentations — cent vingt à cent cinquante au total — avec des troupes régionales.

Les actions déjà engagées pour les arts plastiques, telle celle du fonds d'acquisition d'œuvres d'art contemporain, et celles de l'aide apportée aux communes pour se doter d'équipements — foyers polyvalents, centres culturels, musées contrôlés, — seront poursuivies.

Voilà donc un secteur jadis marginal de l'activité du conseil régional qui arrive aujourd'hui à sa majorité, renforcé qu'il est par une convention signée par la région et l'État en 1982, convention qui se verra augmentée d'un avenant qui permettra le cofinancement de certaines des actions présentées ici.

OLIVIER SCHMITT.

VOYAGE A LUCERNE AVEC L'ORCHESTRE DE PARIS

Les coulisses de l'enthousiasme

Festival international de Lucerne, le 2 septembre dernier. Les musiciens de l'Orchestre de Paris ont le trac. Au parterre et dans les galeries, d'où l'on ne perd rien de ce qui se passe derrière les pupitres, quinze cents mélomanes sont à l'affût.

Daniel Barenboïm, le chef, fait son entrée. Il a eu le culot d'inscrire au programme le deuxième acte de *Tristan et Isolde*, en version de concert (avec lequel il avait essuyé un échec assez net à Paris il y a trois ans). En haut de l'estrade, cinq chanteurs en rang d'oignon ; ni décors ni projecteurs ; une heure et demie de musique pure. C'est plus qu'un pari : une sorte de défi. Depuis un demi-siècle, chaque été, pendant trois semaines, se déroulent à Lucerne les J.O. de la musique symphonique. Cette année, les compétiteurs avaient nom : Philharmonique de Berlin, Philharmonique de Vienne, Concertgebouw d'Amsterdam, Philharmonique d'Israël, Collegium musicum de Zurich, Staatskapelle de Dresde. Daniel Barenboïm avait à se mesurer avec Karajan, Maazel, Haitink, Boulez.

Pour la troisième fois, l'Orchestre de Paris était invité. Un honneur qu'il fallait mériter. Le compositeur de l'année, celui qu'il fallait « traiter », c'était Wagner. Quelques instants avant le concert, dans le hall, trois dames à cheveux blancs, venues tout spécialement de Bâle, bavardaient : *« Des Français interprétant Wagner, comme c'est curieux. Nous voulons entendre cela. »*

Avec ses quinze ans d'âge — il a été créé en 1967 par André Malraux et Marcel Landowski, — l'Orchestre de Paris n'est même pas un adolescent si on le compare à l'Orchestre national de France, qui a cinquante ans, ou aux autres formations de rang international dont certaines sont centenaires. Daniel Barenboïm, lui-même, a quarante et un ans, ce qui est loin d'être l'âge mûr pour un chef d'orchestre. Bref, on comprend qu'au moment d'attaquer les musiciens français et leur chef aient eu un petit pincement au cœur.

Pourtant, comme le dit François Dupin, le percussionniste-mémorialiste de l'orchestre (1), *« chacun doit laisser au vestiaire fatigues, bonheurs, contrariétés pour vivre momentanément les enthousiasmes et les tristesses du compositeur »*. Les musiciens sont aussi des comédiens. Du benjamin — un clarinettiste qui n'a pas vingt ans — au doyen, qui en a soixante-quatre, ils le savent, car ils sont aguerris. Pour entrer à l'Orchestre de Paris, la sélection est draconienne : pour chaque poste à pourvoir, quarante postulants se présentent. Ainsi, même parmi les instrumentistes du rang les plus obscur, la formation ne compte que des virtuoses. Et ils ne s'endorment pas sur leurs lauriers. Tous les quatre ans — ce qui est presque unique au monde, — ils sont soumis à des épreuves de contrôle. *« Celui qui sent qu'il ne réussira pas demande de lui-même à rétrograder*, explique Luben Yordanoff, le premier violon. *Il n'y a aucune honte à redevenir le second ou le troisième après quarante ans de carrière. »*

Les musiciens doivent l'exclusivité de leur talent à l'orchestre, mais, en contrepartie, ils sont confortablement payés : selon le rang et l'ancienneté de 13 000 à 22 000 francs pour cent six heures de travail par mois.

Aguerri, l'orchestre l'est aussi par sa propre histoire. Formé au départ avec les éléments de la très ancienne Société des concerts du Conservatoire, constamment renforcé et rajeuni par des talents frais, il a connu la baguette de quatre chefs de grande classe : le mystique Charles Munch, Herbert von Karajan superstar, le rigoureux Georg Solti, le dynamique Daniel Barenboïm.

Ce dernier, rond et bouclé comme un adolescent, a conquis la phalange par des dons précoces et exceptionnels. Il est doué d'une puissance de travail et d'une mémoire prodigieuses. Sa recette pour obtenir le meilleur de la formation ? *« Il faut que les musiciens sentent que vous avez une relation passionnée avec la musique. Alors, ils vous donnent tout. »* « *Au début*, raconte un violon, *ses manières impérieuses étaient presque déplaisantes. Mais il s'est humanisé, il a mûri, comme nous. A présent, dès les premières mesures, on sent qu'il va se passer quelque chose. Et c'est ce que nous demandons.* »

Son contrat ayant été trois fois renouvelé, Daniel Barenboïm restera jusqu'en 1986 à la tête de l'orchestre. Un record de longévité.

Aguerris, les musiciens le sont encore par les tournées qu'ils font chaque année à l'étranger. Certaines sont harassantes comme celle qui, en 1981, les promena pendant quarante-deux jours aux États-Unis pour présenter aux Américains stupéfaits l'intégrale des symphonies de Beethoven. *« On nous reproche ces sorties*, s'exclame Barenboïm, *mais elles ne représentent qu'à peine 20 % de nos prestations. Les tournées obligent les musiciens, qui laissent tout derrière eux, à vivre ensemble, à se concentrer, à donner le meilleur. C'est là qu'ils font les plus grands progrès. »*

Ces progrès, l'orchestre les doit aussi à d'autres baguettes que celle de Barenboïm. Cet hiver, par exemple, les concerts donnés à la salle Pleyel, à Paris, seront dirigés par quatorze chefs. Certains de grand renom, d'autres moins connus. *« Indispensable et excitant »*, reconnaissent les musiciens. Contrairement à une voiture, la mécanique orchestrale est d'autant mieux rodée qu'elle est passée entre les mains de plusieurs conducteurs.

Aller de l'avant

L'Orchestre de Paris est enfin conforté par ses propres initiatives. Financé à la fois par l'État et par la Ville de Paris (60 % pour l'un, 40 % pour l'autre), la formation est tiraillée entre des exigences contradictoires : elle devrait être en même temps à la disposition des Parisiens et l'ambassadeur de la France à l'étranger. Il lui faudrait à la fois avoir une classe internationale — donc un répertoire très étendu — et porter partout le renom des compositeurs français. Bridé par ses censeurs, par les contrôles multipliés de l'administration, par un budget chaque année plus serré, l'orchestre a tenté de se donner de l'air en organisant depuis trois ans, en plus de son contrat, un festival Mozart comprenant même des opéras comme *Don Juan* ou *Cosi fan tutte*. Pour financer ces opérations, Bruno Brochier, son administateur — musicien lui-même, énarque et polytechnicien, — fait appel à des mécènes français et à des concours étrangers comme celui de l'Opéra de Washington. Bref, on va de l'avant, contre vents et marées.

Rodé par ses multiples activités, l'Orchestre de Paris tient la route. *« C'est l'un des meilleurs du monde »*, dit Barenboïm. Au cours de la répétition d'une symphonie de Beethoven, en Allemagne, la lumière s'éteignit. On distinguait encore la silhouette du chef se découpant à contre-jour mais les partitions se trouvaient dans l'obscurité. L'orchestre continua à jouer de mémoire et sans fausse note pendant une vingtaine de mesures.

Les vingt-cinq membres de l'administration qui assistent l'orchestre ont minutieusement préparé la tournée. Les instrumentistes — ils le savent bien puisque, pour la plupart, ils le sont eux-mêmes — ne doivent avoir aucun souci, aucune contrariété. Alors on les « materne » comme de grands enfants.

Emballés dans de grandes caisses rembourrées, les costumes et les cent vingt instruments partent à l'avance par camion spécial : 6 tonnes de cuivre et de bois qui valent une fortune. Quatre régisseurs les accompagnent et disposent pupitres, partitions et sièges sur la scène comme on assemble un puzzle.

« Les sentiments raffinés qu'un musicien exprime, dit le percussionniste François Dupin, *ne peuvent être exposés que grâce à un labeur mécanique de haute précision. »* Les répétitions — il en faut de quatre à six pour chaque concert — sont, elles aussi, de véritables séances d'ajustage. Voici la dernière où, à Lucerne, on a peaufiné *Tristan et Isolde*. Barenboïm en polo et pantalon de toile bleue est juché sur un tabouret de contrebassiste. Aucune partition sous ses yeux ou à portée de main. Il sait tout par cœur. Pour détendre l'atmosphère, après un périple de plusieurs heures en avion et en car, le chef félicite Claude Bardon, l'un des violonistes du rang qui est aussi son assistant. Il vient d'avoir une petite fille. L'orchestre applaudit mais le brouhaha se prolonge.

Silencieux, immobile, l'œil fixe, Barenboïm attend. Le silence tombe. On attaque. Dans la salle quelques curieux entrent et sortent. Interruption. *« M. Liard, faites en sorte qu'il n'y ait plus de va-et-vient. Reprenons. »* D'abord, on balaye l'œuvre pour repérer les passages encore litigieux. De temps en temps, Barenboïm se retourne pour demander du regard, à un assistant placé au parterre, si le son passe bien. La partition est passée au crible, longuement. Puis la fatigue vient, quelques anicroches ou mauvaises plaisanteries.

« Avec les orchestres français, c'est souvent ainsi, confie Luben Yordanoff. *Les répétitions sont rarement bonnes : les musiciens ne veulent pas s'en donner la peine. Cela affole certains chefs étrangers. Mais, au concert, la formation est bien meilleure et même parfois merveilleuse. C'est peut-être agaçant : moi, ça m'enchante. »*

Le soir du 2 septembre à Lucerne, l'Orchestre de Paris n'a pas manqué à la règle. Pendant son interprétation de Wagner, nombre d'auditeurs sourcilleux et passionnés suivaient sur leur partition personnelle ou battaient la mesure en catimini. Le moindre toussotement soulevait la réprobation à trois rangs de là. Mais, à la fin, l'orchestre a été salué par dix minutes d'applaudissements et cinq rappels.

« C'est vrai, confiait un instrumentiste dans les coulisses, *il s'est passé quelque chose. L'orchestre soudain a passé la vitesse supérieure. Sous la conduite de Barenboïm, il s'est envolé. Pour nous, une soirée inoubliable. »* Le début d'une nouvelle saison aussi : cent concerts, trois cents répétitions, Pleyel, l'Allemagne, l'Italie, le Japon...

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) *L'Orchestre nu*, par François Dupin, Hachette, 1981.



Voir page 35





Le Monde

sports

AUTOMOBILISME

Au Grand Prix d'Europe de formule 1

Le Brésilien Nelson Piquet devance Alain Prost

De notre envoyé spécial

Brands-Hatch. – Deux semaines *après avoir gagné en Italie*, le Brésilien Nelson Piquet (Brabham-B.M.W.) a remporté, dimanche 25 septembre, sur le circuit de Brands-Hatch (Grande-Bretagne), le Grand Prix d'Europe devant le Français Alain Prost (Renault-Elf) et le Britannique Nigel Mansell (Lotus-Renault). Les Ferrari, pour leur part, ont connu une sombre journée. René Arnoux, *qui a fait un tête-à-queue*, a terminé à la huitième place, et Patrick Tambay – problème de freins – *s'est retrouvé* dans un rail de sécurité. Si René Arnoux a encore une chance de disputer la première place du championnat du monde avec Alain Prost et Nelson Piquet, le 15 octobre prochain en Afrique du Sud, Patrick Tambay, en revanche, a été *définitivement* écarté de la course au titre.

La grande peur de Renault

La monoplace n° 16 de l'Américain Eddie Cheever s'est immobilisée devant le stand Renault. Les mécaniciens se sont emparés de la machine, l'ont mise quasiment à nu. Un technicien lance, laconique : « *Décidément, cela ne va pas fort.* » On change les « turbos ». La monoplace n° 15 d'Alain Prost, elle, est rentrée définitivement dans son stand. La deuxième séance d'essais n'est pas terminée que la pluie commence à tomber. Les positions sont acquises. Alain Prost prendra le départ du Grand Prix d'Europe en huitième position. Le coup est rude pour le leader du championnat du monde.

Réunion improvisée autour de la monoplace. Il y a là le pilote français Gérard Larrousse, directeur général, Bernard Dudot, directeur technique, François Guitter, patron de la compétition chez Elf, et personnage influent de la formule 1. rien ne filtrera de l'entrevue.

Alain Prost dira plus tard : « *La voiture était parfaite, mais les pneumatiques ne m'ont pas donné satisfaction.* » Des techniciens de la Régie nationale expliqueront contradictoirement que « *le moteur, cette fois, n'avait pas de puissance* ». Ceux de Michelin, qui à leurs dires sont trop souvent l'objet de critiques de la part de Renault, ajouteront : « *Brabham, au moins, avant de mettre en cause les pneumatiques se penche d'abord sur ses propres difficultés. Prost n'a pas fait le bon choix.* »

Malaise

Bref, tout ne va pas pour le mieux au sein de l'écurie française. Les derniers échecs ont largement tempéré les certitudes. Prost, champion du monde ? Chacun l'espère mais personne n'y croit plus vraiment.

Depuis le dernier Grand Prix d'autriche, l'euphorie a laissé la place au désenchantement. Et les déclarations du champion français au quotidien sportif *l'Equipe* à propos de René Arnoux, aujourd'hui chez Ferrari, ne sont pas de celles qui apportent la sérénité dans une écurie. « *Si Arnoux devient champion du monde*, avait déclaré en substance le pilote de la Régie, *ce sera injuste et navrant. Sa réputation sur le plan humain et moral est largement surfaite.* »

La virulence de ces attaques a choqué le microcosme qu'est le « grand cirque ». Alain Prost a eu beau dire que ses propos avaient été déformés, personne n'y a cru sérieusement. L'hypothèse, au demeurant, n'était pas très crédible. La querelle qui oppose en effet les deux champions a débordé le cadre de la formule 1. Personne n'ignore plus, depuis le Grand Prix de France au Castellet en 1983, que les deux hommes se vouent une réelle inimitié.

Le Grenoblois en tout cas, magnanime, a eu beau jeu de répondre à propos de l'interview parue dans le quotidien sportif que, pour lui, « *le métier consistait à courir et à gagner. Si Prost,* dit-il, *a du temps à perdre pour se répandre avec ce genre de déclarations...* »

Cette affaire qui a agité le milieu français de la formule 1 a eu quelques effets. Elle a troublé le pilote, qui s'est rendu compte de sa bévue, et a traumatisé toute l'équipe française soucieuse de donner d'elle une image sereine. C'est bien précisément dans cet esprit que, à la veille des derniers Grands Prix, a été récemment lancée une campagne d'affichage sur le thème : « *Une entreprise derrière son champion* ». Une façon comme une autre pour les dirigeants de Renault Sport de mettre Alain Prost en confiance. L'affaire ne pouvait pas tomber plus mal. Les dirigeants français n'étaient alors pas loin de se désolidariser de leur champion.

Quelques heures plus tard, au terme de la course, Renault, qui appréhendait le circuit britannique pour n'y avoir jamais brillé, avait retrouvé la sérénité. Alain Prost, les traits tirés, les yeux marqués par de profonds cernes, n'était paradoxalement pas apparu aussi détendu depuis longtemps. Il avait, il est vrai, quelques raisons d'être satisfait. Même battu par Nelson Piquet, il avait néanmoins sorti son épingle du jeu avec la monoplace qui lui avait valu de gagner en Autriche et qui avait été rendue inutilisable aux Pays-Bas à la suite de son accrochage avec le Brésilien.

Ses propos ont été, cette fois, réfléchis. Le pilote a analysé avec lucidité la situation, trois semaines avant la finale sud-africaine : « *Nelson Piquet était imbattable aujourd'hui. Il est le meilleur pilote et possède la meilleure voiture. Brabham en outre est très à l'aise sur un circuit qu'il connaît bien pour le fréquenter régulièrement.* »

Prost n'est pas pour autant persuadé que le pilote brésilien sera finalement sacré champion du monde au terme du dernier Grand Prix. « *Le circuit de Kyalami est différent de celui de Brands-Hatch. Il est fait de longues lignes droites où la puissance de notre moteur s'exprimera mieux que partout ailleurs.* » Le pilote se souvient en effet qu'en dépit d'une crevaison il avait, au début de l'année 1982, sur le même circuit, largement dominé ses adversaires. Brabham, il est vrai, avait étrenné son premier moteur BMW. Depuis, les choses ont bien changé. Les turbos de la société ouest-allemande ne cassent plus !

GILLES MARTINEAU.

VOILE

COUPE DE L'AMERICA

Le vent instable et faible n'a pas permis au voilier américain *Liberty* et à *Australia 2* de disputer, samedi 24 septembre, à Newport (Rhode-Island) la septième et dernière régate de la finale de la Coupe de l'America. Le barreur américain Denis Conner ayant demandé un jour de repos, dimanche, la dernière régate était programmée pour ce lundi 26 septembre.

CYCLISME

Au Grand Prix des nations

Deuxième victoire du Suisse Gisiger

De notre envoyé spécial

Cannes. – On ne saurait parler du Grand Prix des nations sans évoquer Antonin Magne – récemment disparu, – qui fut, il y a un demi-siècle, le premier recordman de l'épreuve. Vainqueur à trois reprises en 1934, 1935 et 1936, ce champion de l'obstination avait été en son temps un perfectionniste et, par voie de conséquence, un technicien de la course contre la montre, laquelle exige une préparation spécifique et une parfaite répartition des efforts.

Cinquante ans après, malgré l'évolution du sport cycliste, la modernisation du matériel et l'escalade des braquets, la méthode n'a pas changé. La course contre la montre reste une affaire de spécialiste. Daniel Gisiger l'a démontré une fois encore, dimanche 25 septembre, à Cannes en renouvelant dans le Grand Prix des nations le succès qu'il avait obtenu ici même en 1981.

Sa victoire, absolument logique, est celle d'un athlète en super-condition physique mais aussi celle d'un coureur d'avant-garde qui utilise un matériel très étudié et qui a recours à l'ordinateur pour programmer son activité. Rompu aux subtilités de la compétition contre la montre individuelle, connaissant de surcroît l'itinéraire dans ses moindres détails (deux tours d'un circuit fortement accidenté de 44,500 kilomètres), il a réalisé un parcours sans faute, après avoir pris un départ relativement prudent comme le faisait Antonin Magne autrefois.

Stephen Roche, Jean-Luc Vandenbroucke, Bert Oosterbosch, Julian Gorospe, Gilbert Duclos-Lassalle, Alain Bondue et le champion du monde Greg Lemond, qu'on lui opposait pour la circonstance – car ce sont tous de bons rouleurs, – ont vaillamment défendu leurs chances sans parvenir à une maîtrise du sujet dont le routier suisse donnait l'exemple. Partis trop vite, Gorospe et Roche occupaient le commandement au dixième kilomètre. Attaquant à contretemps, Lemond était en tête à mi-course.

Cependant un Grand Prix des nations se gagne au cours de la deuxième heure, et Gisiger le savait mieux que personne. Il prit la situation en main à partir du cinquantième kilomètre et distança finalement Lemond de 1 mn 47 s. L'Américain a néanmoins effectué des débuts très satisfaisants dans cette épreuve nouvelle pour lui. Ils sont valorisés par l'exploit du vainqueur, qui a amélioré sa prestation de 1981 : 2 h 3 mn 43 s pour les 89 kilomètres, soit une moyenne horaire de 43,163 kilomètres, contre 2 h 5 mn 42 s pour les 90 kilomètres. Le temps record de Bernard Hinault est de 2 h 3 mn 57 s sur 90 kilomètres en 1979.

L'Irlandais Sean Kelly, le surdoué du vélo, a fourni quant à lui la preuve que la qualité physique ne suffisait pas dans le Grand Prix des nations. Il s'est classé quatorzième, avec un retard de 7 mn 34 s. Cela revient à dire qu'il a perdu 5 s par kilomètre.

En lever de rideau, les amateurs s'affrontaient sur 45 kilomètres. La victoire a souri au jeune Normand Philippe Bouvatier (*dix-neuf ans*), une révélation du Concours national, que certains observateurs n'hésitent pas à comparer à Jacques Anquetil. Un nom à retenir, en tout cas.

JACQUES AUGENDRE.

Bernard Hinault : un projet flou

Bernard Hinault, contraint à l'inaction depuis plusieurs mois à la suite d'une tendinite ayant nécessité une intervention chirurgicale, avait laissé entendre qu'il prendrait l'an prochain la tête d'une équipe de conception nouvelle et qu'il ne courrait plus seulement pour gagner mais aussi pour permettre à tous ses partenaires de s'exprimer.

Différentes possibilités furent envisagées. Pressenti chez Wolber avant la dissolution de ce groupe, en pourparlers avec le promoteur Guy Merlin et avec les représentants de la société italienne Malvor, le champion breton, qui était l'invité des organisateurs du Grand Prix des nations, a révélé, dimanche 25 septembre, à Cannes, son intention de constituer une équipe inédite en accord avec M. Bernard Tapie.

« *Cette solution évitera que je m'expatrie,* a déclaré en substance l'ancien vainqueur du Tour. *Elle me permettra d'autre part de tenir les engagements que j'ai pris envers un certain nombre de coureurs français.* » Il s'agit notamment du champion de France Marc Gomez, de Le Guilloux et de Vigneron, qui sont d'ores et déjà virtuellement engagés dans sa prochaine équipe.

Le projet semble néanmoins assez flou. On ignore comment ce nouveau groupe sera structuré et quels seront ses moyens. Bernard Hinault a simplement précisé que le directeur sportif serait remplacé par un entraîneur et par un manager. Il en dira sans doute davantage au cours de la conférence de presse qu'il doit tenir, mardi 27 septembre, à Paris.

De son côté, Marcel Boishardy, ancien directeur sportif de Wolber, a annoncé la création d'une nouvelle équipe commanditée par une chaîne de magasins à grande surface, Unico Super U. Elle aura pour leader Jean-René Bernaudeau.

J. A.

Une étonnante ascension

Spécialiste de la reprise d'entreprise en difficulté, M. Bernard Tapie, *trente-huit ans*, est à la tête de diverses entreprises petites et moyennes, regroupées sous la houlette d'une société de portefeuille créée en 1977 et détenue à 100 % par lui-même. Il intervient aujourd'hui dans six secteurs principaux : les arts graphiques (avec notamment la société de brochage et de reliure Diguet-Deny), l'agro-alimentaire (La Vie claire, L'Herbier de Provence), la cosmétologie, les instruments de pesage (Terraillon et Testut), le matériel audiovisuel et enfin le textile avec la reprise en juillet de la firme de prêt-à-porter Mic-Mac.

Son groupe emploie près de sept mille personnes, avec un chiffre d'affaires de 2,37 milliards de francs.

La réussite de ce brasseur d'affaires étonne. Il faut dire qu'il a le sens des coups, puisqu'il s'est fait connaître du grand public en tentant de recheter pour une bouchée de pain les propriétés françaises de l'ex-empereur Bokassa. En vain d'ailleurs. Affaire publique encore, l'incursion dans Manufrance. Il est aujourd'hui le P.-D.G. de l'ancienne société Manufrance. Une ombre au tableau, sa condamnation en 1981 pour publicité mensongère dans l'« affaire » Cœur assistance, une entreprise d'assistance aux cardiaques.

Le monde du sport enfin n'est pas étranger à Bernard Tapie : il a en portefeuille une société Alain Colas-Tahiti, et a désormais baptisé l'un des bateaux barrés par le navigateur disparu *La Vie-Claire*. Il vient de reprendre en juillet encore le contrôle des fixations de ski Look. Avec la création et la sponsorisation d'une équipe cycliste, M. Bernard Tapie continue de soigner le sien.

Les résultats

Athlétisme

RECORD DE FRANCE AU JAVELOT

Le Guadeloupéen Charlus Michel Bertimon a battu le record de France du lancer du javelot, avec un jet de 86 mètres, le 24 septembre à Créteil, à l'occasion de l'inauguration du stade Dominique-Duvauchelle. L'ancien record était détenu par Jean-Paul Lakafia, avec 84,74 mètres.

MARATHON DE MONTREAL

Le Français Jacky Boxberger, qui espère s'aligner sur le marathon des Jeux olympiques de Los Angeles, a terminé troisième, en 2 h 12 mn 55 s, du marathon de Montréal, gagné par l'Ethiopien Kebede Bacha, en 2 h 10 mn 3 s, devant l'Américain Peter Pfitzinger, 2 h 12 mn 33 s.

Automobilisme

GRAND PRIX D'EUROPE DE FORMULE 1

1. Piquet (Brés., Brabham-B.M.W.), les 316,67 km en 1 h 36 mn 45 s ; 2. Prost (Fr., Renault-Elf), à 6 s ; 3. Mansell (G.-B., Lotus-Renault), à 30 s ; 4. De Cesaris (It., Alfa Romeo), à 34 s ; 5. Warwick (G.-B., Toleman), à 44 s ; 6. Giacomelli (It., Toleman), à 52 s, etc.

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS

Classement provisoire. – 1. Prost (Fr.), 57 pts ; 2. Piquet (Brés.), 55 pts ; 3. Arnoux (Fr.), 49 pts ; 4. Tambay (Fr.), 40 pts ; 5. Rosberg (Fin.), 25 pts ; 6. Watson (Irl.), 22 pts ; 7. Cheever (E.-U.), 21 pts ; 8. Lauda (Aut.), 12 pts ; 9. Laffite (Fr.), 11 pts ; etc.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Onzième journée)

*Toulon b. Auxerre	1-0
Bordeaux b. *Laval	1-0
*Monaco et Nancy	1-1
*Nantes et Strasbourg	1-1
*Toulouse b. Rouen	2-0
*Paris-S.-G. b. Bastia	1-0
*Lens et Nîmes	0-0
*Brest et Lille	1-1
*Saint-Etienne b. Sochaux	1-0
*Metz b. Rennes	6-0

Classement. – 1. Bordeaux, 18 pts ; 2. Auxerre, Monaco, 16 pts ; 4. Paris-S.-G., Nantes, 14 pts ; 6. Rouen, Laval, 12 pts ; 8. Lens, Lille, Strasbourg, 11 pts ; 11. Toulouse, Brest, 10 pts ; 13. Bastia, Nancy, Nîmes, 9 pts ; 16. Sochaux, Metz, Toulon, Saint-Etienne, 8 pts ; 20. Rennes, 6 pts.

DEUXIEME DIVISION
Groupe B
(Matches en retard)

*Red Star b. Angers	2-0
*Abbeville et Guingamp,	1-1
*Mulhouse b. Orléans	4-1

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Première journée)

Poule 1

*Tarbes b. Castres	20-15
Hyères b. *Montauban	10- 7
Béziers b. *Bagnères	21-17
*Oloron b. Carcassonne	19- 9

Poule 2

*Brive b. Vienne	32- 9
*Nice b. Angoulême	26- 9
*Toulon b. La Voulte	36-10
*Graulhet b. Grenoble	15-11

Poule 3

La Rochelle b. *Agen	21-12
Dax b. *Boucau	16- 9
*Toulouse b. Lourdes	13-12
Tulle b. P.U.C.	13- 6

Poule 4

*Aire b. Albi	24- 9
*Aurillac b. Perpignan	21-12
*Tyrosse b. Hagetmau	10- 0
Montferrand b. *Bayonne	22-12

Poule 5

Pau b. *Bourg	27-18
*Narbonne b. Biarritz	16- 3
*Mont-de-Marsan b. Romans	31-16
*Bègles b. Nîmes	17- 6

Tennis

TOURNOI DE SAN-FRANCISCO
(265 000 dollars)

Demi-finales : McEnroe (E.-U.) b. Curren (Af. du Sud), 6-7, 6-2, 6-4 ; Lendl (Tch.) b. Krishnan (Inde), 6-0, 6-1.

TOURNOI DE BORDEAUX
(75 000 dollars)

Demi-finales : Aguilera (Esp.) b. Luna (Esp.), 6-4, 6-2 ; Arraya (Pérou), b. Mecir (Tch.), 6-4, 1-6, 8-6.

Finale : Arraya b. Aguilera, 7-5, 7-5.

TOURNOI DE GENEVE
(75 000 dollars)

Demi-finales : Sundstroem (Suède), b. Vilas (Arg.), 6-3, 7-5 ; Wilander (Suède) b. Jarryd (Suède), 1-6, 6-4, 6-2.

Finale : Wilander b. Sundstroem, 3-6, 6-1, 6-3.

Volley-ball

CHAMPIONNATS D'EUROPE EN R.D.A.

Messieurs : 1. U.R.S.S. ; 2. Pologne ; 3. Bulgarie ; 4. Italie ; 5. Tchécoslovaquie ; 6. R.D.A. ; 7. Finlande ; 8. Roumanie ; 9. Grèce ; 10. Pays-Bas ; 11. Hongrie ; 12. France.

Dames : 1. R.D.A. ; 2. U.R.S.S. : 3. Hongrie ; 4. Bulgarie ; 5. R.F.A. ; 6. Roumanie ; 7. Italie ; 8. Tchécoslovaquie ; 9. Pologne ; 10. France ; 11. Pays-Bas ; 12. Suède.

ATHLÉTISME

UN AMÉRICAIN GAGNE LE MARATHON DE PÉKIN

(De notre correspondant.)

Pékin. – Quelques minutes après l'arrivée de M. Weinberger, secrétaire à la défense des Etats-Unis, à Pékin, le coureur américain Ron Tabb, vingt-neuf ans, a remporté, dimanche 25 septembre, les 42,195 kilomètres du marathon disputé par une chaleur écrasante à travers les vastes perspectives de la cité chinoise. Cent soixante-dix-sept concurrents participaient à l'épreuve, dont le parcours – avenues élargies, plantations d'arbres récentes – avait été amélioré depuis l'an dernier.

Le Suédois Staahl a terminé huitième et le premier Chinois, Shan Changming, huitième. Ron Tabb, qui a couru le plus souvent au milieu de la chaussée, a confirmé les qualités de coureur de fond qu'il avait démontrées en se classant deuxième au Marathon de Boston, en avril dernier. – M. L.

TENNIS

LENDL BAT McENROE

Le Tchécoslovaque Ivan Lendl, récent finaliste des Internationaux des Etats-Unis à Flushing Meadow – battu par Connors – a enlevé le tournoi de San-Francisco (265 000 dollars), en battant en finale l'Américain John McEnroe (3-6, 7-6, 6-4).

TRANSPORTS

Aux Etats-Unis

CONTINENTAL AIRLINES LICENCIE LES DEUX TIERS DE SON PERSONNEL

Washington *(A.F.P.)*. – Continental Airlines, huitième en importance des compagnies aériennes américaines, va licencier les deux tiers de ses douze mille employés et demande à bénéficier de la protection de la loi sur les faillites.

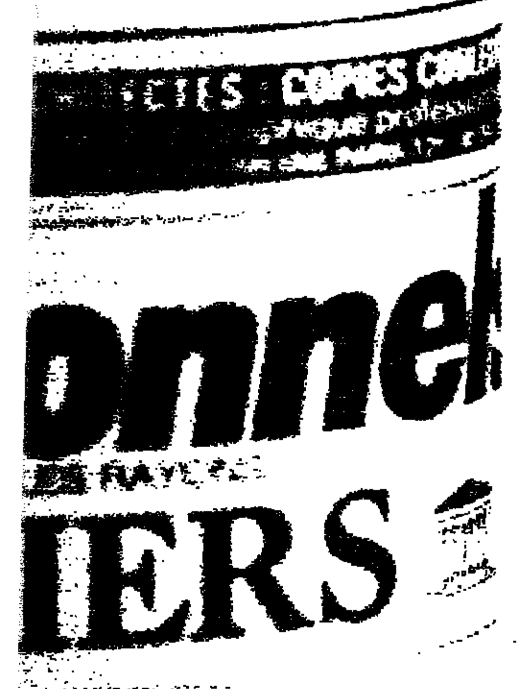
Le président de la société, M. Frank Lorenzo, a indiqué qu'il était contraint à cette extrémité après l'échec de diverses tentatives faites préalablement pour tenter de redresser la situation économique de l'entreprise : Continental Airlines a perdu 400 millions de dollars (3,2 milliards de francs) depuis 1979, dont 84 millions de dollars (plus de 670 millions de francs) pendant le premier semestre de cette année. La compagnie avait été rachetée en 1982 par Texas Air Corporation, un transporteur né avec la « *déréglementation* » de l'aviation civile américaine, qui avait mis à sa tête son propre directeur général, M. Lorenzo. Pour ce dernier, le diagnostic du mal de Continental Airlines était clair : ses charges salariales étaient trop élevées.

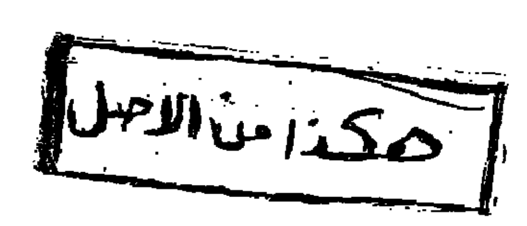
Afin de les limiter, la direction avait récemment proposé un plan de « copropriété » au personnel, lequel serait devenu possesseur de 25 % du capital de la société en échange d'un sacrifice sur les salaires et la productivité représentant 250 millions de dollars par an. Le plan fut repoussé par une partie du personnel.

Dans un premier temps, les décisions prises par M. Lorenzo ne devraient pas avoir de conséquences sur les services internationaux de Continental Airlines (Amérique du Sud, Pacifique sud). En revanche, cinquante-six des quatre-vingt-une escales aux Etats-Unis seront supprimées.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037

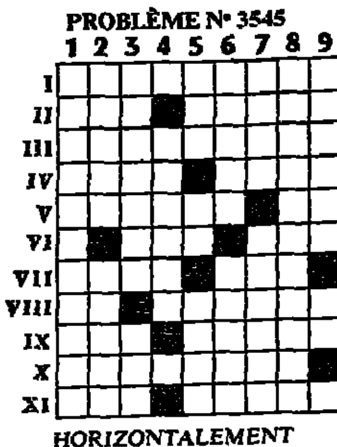




INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3545



HORIZONTALEMENT

I. Dans son domaine, les rivières scintillent au milieu des joncs. – II. Armée féodale. Indicateur de voyage hypothétique. – III. Petits sacs des belles-de-nuit. – IV. Fleuve rouge tributaire de la mer Noire. Bénéficiaire d'un agrément. – V. Son parfum attire les minets. Le thulium. – VI. Fleuve du Midi. Aire écologique. – VII. On en prend et on en lâche. Ne porte pas loin quand il est faible. – VIII. Personnel. Refroidissent quand ils sont cuisants. – IX. Son mur est franchi par des militaires en service commandé. Un des plus célèbres criminalistes français. – X. Charge de magistrat dans l'ancienne Rome. – XI. Limite convenable au pays du fair-play. *Don d'une gorge généreuse à une* gorge avide.

VERTICALEMENT

1. Gagne son pain en alimentant le quotidien. – 2. Plage sur laquelle déferlent des vagues de Romains. On en parle dans Landerneau. – 3. Coupe-fil permettant l'accès du *domaine de Pluton.* Base d'envol. – 4. Apparemment sans vie. – 5. Du Bourget, il nous vaut de belles envolées. *Appréciation marginale mais* flatteuse. Met un terme au battage des « tapettes ». – 6. Est assujettie à une charge. Le chapelier du général. – 7. Arrose la Bretagne ou se fait arroser en Roussillon. Huile liturgique. – 8. Un simple contact la fait éclater. – 9. Effet de condensation. Personnel.

Solution du problème n° 3544

Horizontalement

I. Révisionnistes. – II. Ebéniste. Suitée. – III. Don. Miettes. An. – IV. Out. Os. Tarente. – V. Ur. On. Bêta. – VI. Tiaris. Tenace. – VII. Effleurer. Mites. – VIII. Fie. Ri. Rivale. – IX. Sénarmontite. En. – X. Us. Nouméa. Ais. – XI. Os. Réussi. – XII. Car. Ios. Râ. PS. – XIII. Postulat. Saül. – XIV. Daine. Et. Taure. – XV. Elne. Rivesaltes.

Verticalement

1. Redoute. Suicide. – 2. Ebouriffés. Al. – 3. Vent. Afin. Orpin. – 4. In. Orléans. One. – 5. Simonie. Ro. Ise. – 6. Isis. Surmulot. – 7. Ote. Riom. Su. – 8. Netteté. Net. Lev. – 9. Tâter. Ta. Rate. – 10. Iseran. Ri. Rat. – 11. Suse. Amitié. Ta. – 12. Ti. Nocive. Upsal. – 13. Etat. Eta. Assaut. – 14. Séné. Eléis. Ure. – 15. Es. Insensibles.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 25 septembre :

DES DÉCRETS

- Modifiant le décret du 3 juillet 1979 instituant un fonds interministériel de développement et d'aménagement rural ;
- Relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;
- Pris en application de la loi du *31 décembre 1982 et modifiant* les dispositions du code des communes relatives aux effets des transferts de *compétence entre la communauté* urbaine et les communes membres ;
- Portant mise en vigueur au 1er octobre *1983* du règlement de police pour la navigation du Rhin.

DES ARRÊTÉS

- Relatif à l'attribution d'une fraction du prêt locatif aidé pour l'acquisition de terrains, de droits de construire, d'immeubles ou de logements ;

Règlementant la chasse dans le parc national des Cévennes pour la campagne.

UNE CIRCULAIRE

- Relative à l'amélioration des riverains d'aéroports.

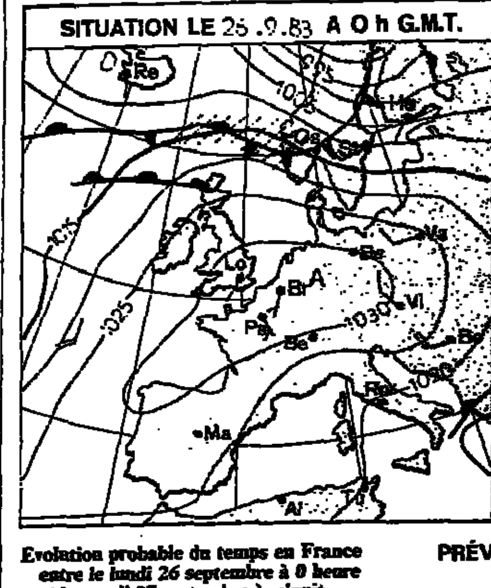
EXPOSITIONS

SOLIDARITÉ AVEC LE CHILI. – L'*association* Peuple et Culture de Tulle (Corrèze) organise dans cette ville, du 26 septembre au 1er octobre, une « semaine Chili », qui comportera des débats, des expositions et la création d'un spectacle de chansons. Du 29 septembre au 8 octobre : une exposition des peintures et dessins de Balmes.

★ **Peuple et Culture, école d'Alverge, 51, rue Louis-Mie, 19000 Tulle.**

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26.9.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 27.9 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard – Verglas – dans la région

Evolution probable du temps en France entre *le lundi 26 septembre à 0 heure* et le mardi 27 septembre à minuit.

Les conditions anticycloniques prédominent sur la France, et notre pays est protégé de l'activité des perturbations atlantiques ; cependant, la zone dépres*sionnaire de Méditerranée* centrale pourra déborder vers la Corse, apportant mardi soir une évolution orageuse locale.

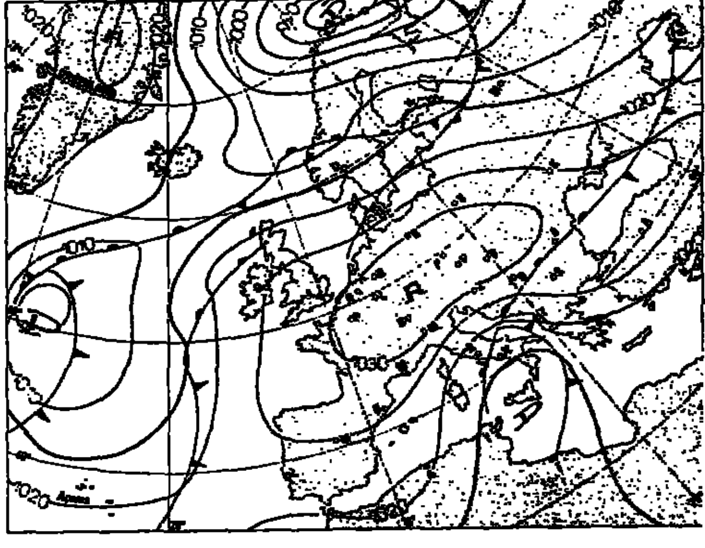
Mardi, après la dissipation rapide de brumes ou bancs de brouillard formés au lever du jour (excepté sur les régions méridionales), le temps deviendra ensoleillé avec hausse rapide des températures qui avoisineront l'après-midi 20 à 25 degrés sur la moitié nord du pays, 25 à 32 degrés sur la moitié sud.

Quelques passages nuageux pourront être observés près des côtes du Nord-Ouest, et des foyers orageux se formeront localement sur la Corse. Le vent, faible en général, sera modéré à assez fort de secteur nord-est à est sur la Méditerranée.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 26 septembre 1983 à 8 heures, de 1032,3 millibars, *soit 774,3 millimètres de mercure.*

Températures (le premier chiffre *indique le maximum enregistré au cours* de la journée du 25 septembre ; le second le minimum de la nuit du 25 sep*tembre au 26 septembre)* : Ajaccio, 24 et 15 degrés ; Biarritz, 32 et 15 ; Bordeaux, 31 et 14 ; Bourges, 24 et 8 ; Brest, 29 et 17 ; Caen, 20 et 11 ; Cherbourg, 16 et 13 ; Clermont-Ferrand, 27 et 13 ; Dijon, 24 et 10 ; Grenoble, 29 et 17 ; Lille, 19 et 6 ; Lyon, 27 et 14 ;

PRÉVISIONS POUR LE 27 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Marseille-Marignane, 31 et 17 ; Nancy, 20 et 3 ; Nantes, 27 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 19 ; Paris-Le Bourget, 21 et 7 ; Pau, 31 et 14 ; Perpignan, 37 et 26 ; Rennes, 24 et 12 ; Strasbourg, 20 et 7 ; Tours, 23 et 10 ; Toulouse, 31 et 17 ; Pointe-à-Pitre, 26 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 18 degrés ; Amsterdam, 17 et 7 ; Athènes, 23 et 15 ; Berlin, 17 et 9 ; Bonn, 18 et 2 ; Bruxelles, 17 et 7 ; Le Caire, 30 et 19 ; îles Canaries, 34 et 26 ; Copenhague, 15 et 10 ; Dakar, 31 et 26 ; Djerba, 30 et 18 ; Genève, 26 et 13 ; Jérusalem, 24 et 15 ; Lisbonne, 32 et 19 ; Londres, 20 et 10 ; Luxembourg, 18 et 4 ; Madrid, 35 et 17 ; Moscou, 15 et 10 ; Nairobi, 29 et 13 ; New-York, 20 et 12 ; Palma-de-Majorque, 30 et 13 ; Rome, 25 et 19 ; Stockholm, 8 et 10 ; Tozeur, 32 et 20 ; Tunis, 31 et 20.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TROISIÈME AGE

Retraites actives pour le tiers-monde

AGIR vient de naître. L'Association générale des intervenants retraités s'est même dotée d'une sous-dénomination, « a b c d », qui annonce ses buts et ses objectifs : des *« actions bénévoles de coopération et de développement (1). »* AGIR, qui se définit comme une « plaque tournante », se propose de mettre en relation des préretraités de toutes catégories professionnelles avec des pays en voie de développement, à qui ils offriront leurs compétences et leurs capacités de travail.

L'association a toutes les chances de connaître un avenir brillant car elle se situe au carrefour d'offres de plus en plus nombreuses venant d'un public d'inactifs entrés de plus en plus jeunes dans la retraite ou la préretraite face à une demande de pays souffrant d'une insuffisance de cadres ou d'animateurs.

« Il s'agira pour nous de favoriser l'adéquation entre les demandes que pourront nous faire les pays en voie de développement et les candidatures que nous recevrons », dit-on à l'AGIR.

Il existe déjà des associations qui dépêchent des « experts » retraités dans ces pays lorsqu'ils en font la demande. Mais, la plupart du temps, les missions sont de courte durée. Alors AGIR a choisi son créneau : travailler dans le pays d'accueil entre trois mois et un an, avec deux limites : une durée minimale de deux mois et une durée maximale de deux ans.

Les préretraités continueront de percevoir leurs indemnités. L'association s'est fait confirmer par l'UNEDIC qu'il n'y avait pas contre-indication entre la « préretraite » et cette activité, ce coopérant se trouvant dans *« le cas d'exécution d'activités bénévoles exercées dans le cadre d'un mouvement associatif, dès lors qu'il ne s'agit pas de remplacer ainsi du personnel qui serait normalement destiné à se consacrer à l'activité administrative de l'organisme en cause ou d'éviter par ce moyen le recrutement d'un tel personnel (2) ».*

De plus, il sera dédommagé des frais entraînés par son « émigration » temporaire : installation, surcoût d'assurance, etc., le pays d'accueil devant s'engager, à offrir un logement à son hôte, accompagné, le cas échéant, de son conjoint.

Aujourd'hui, la toute neuve association, qui bénéficie, pour ses premiers pas, de l'aide du secrétariat d'Etat aux personnes âgées, *« recense toutes les bonnes volontés ».* Une vingtaine de personnes — ouvriers qualifiés, techniciens, ingénieurs, etc. — se sont déjà fait connaître et la première opération de « coopération » devrait démarrer en janvier 1983 à destination du Maroc. Cette *initiative* fait suite au voyage que le président de la République a effectué en hiver *dernier à Rabat. Fin octobre,* les promoteurs de l'AGIR devraient se rendre sur place pour préciser *le contenu et les modalités de* la mise en place de cette expérience.

Deux voies de travail en commun ont simplement été évoquées : la participation des retraités français à des actions de formation ou de type agricole.

L'*« opération-Maroc »* servira de test pour mesurer la complexité des problèmes qui peuvent surgir. Par exemple, on ne peut exercer au Maroc au-delà de trois mois sans être en possession d'un contrat de travail. Comment régler cette contrainte juridique ? L'AGIR va jouer la prudence : pas question pour elle de « concurrencer » les « coopérations commerciales » ni même de permettre à un organisme de faire l'économie de l'embauche d'un spécialiste salarié en faisant appel à la générosité du bénévolat. C'est pourquoi l'association s'oriente vers des actions en faveur des collectivités et des petites réalisations. Quant aux volontaires il faut qu'ils sachent qu' *« ils ne partent pas en vacances ! »*

CHRISTIANE GROLIER.

(1) Pour tous renseignements *complémentaires, s'adresser* à l'AGIR, 61, rue Dutot, 75015 Paris, tél. : 539-25-75.

(2) Il s'agit de la circulaire UNEDIC n° 83-37, concernant les *« activités réduites ».*

ENVIRONNEMENT

AMÉLIORATION DES AIDES A L'INSONORISATION POUR LES RIVERAINS DES AÉROPORTS PARISIENS

Un arrêté publié au *Journal officiel* du 6 septembre modifie la réglementation concernant les aides à l'insonorisation pouvait être accordées aux riverains des aéroports d'Orly et Charles-de-Gaulle :

– Pour l'insonorisation des logements, la part de l'aide financière qui ne pouvait excéder 66 % du *montant des travaux,* est portée à 80 %, tandis que la notion de limitation du nombre de pièces par loge*ment est supprimée.* Ces aides peuvent être accordées pour les immeubles situés à l'intérieur ou en *limite de la zone I,* construits ou acquis avant le 1er janvier 1964 pour Orly, et avant le 1er juillet 1970 pour l'aéroport Charles-de-Gaulle.

– Pour l'insonorisation des établissements d'enseignement et médicosociaux, la part de l'aide financière est portée de 66 % à 80 % tandis que la date de référence du 1er janvier 1974, qui conditionnait la validité des demandes, est supprimée. Ces aides peuvent être accordées aux établissements situés à l'intérieur ou en limite des zones I et II des aéroports d'Orly et Charles-de-Gaulle.

★ Service « aide aux riverains », Aéroport de Paris, tél. 320-15-00.

PARIS EN VISITES

Mardi 27 septembre

« Le Père Lachaise », 15 heures, métro Père-Lachaise (Approche de l'Art).

« Atelier d'un taille-doucier », 15 heures, 187, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Palais de justice », 15 h 15, métro Cité (M. Czarny).

« Les plus vieilles maisons de Paris », 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

« L'Opéra », 15 heures, devant l'Opéra (Paris et son histoire).

« Ménilmontant », 14 h 30, métro Ménilmontant (Résurrection du passé).

« La Conciergerie », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Mme Romann).

« Le Marais », 14 h 30, 6, boulevard Henri-IV (*Le Vieux-Paris*).

CARNET

Décès

– Périgueux. Bordeaux. Beauregard-de-Terrasson.

Mme André Boissarie,
M. et Mme Jean Boissarie,
M. et Mme François Brand
et leurs enfants,
Mlle Yvonne Boissarie,
Mlle Thérèse Boissarie,
MM. Renaud, Guilhem et Jean-Charles Fabre,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André BOISSARIE,
commandeur de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance avec rosette,
avocat honoraire à la Cour de Paris,
ancien procureur général
de la cour d'appel de Paris,
président d'honneur
de la Fédération internationale
des droits de l'homme,
président honoraire C.A.R.J.,

survenu dans sa quatre-vingt-unième année.

La cérémonie aura lieu le mardi 27 septembre 1983, à 14 h 30, en l'église de Beauregard-de-Terrasson (24120), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

– M. Jean-François Chauvin,
son mari,
M. et Mme Jean-Pierre Chauvin,
M. et Mme Christian Godon,
M. et Mme Dominique Bejot,
M. et Mme Patrick Chauvin,
M. et Mme Yannick Chauvin,
ses enfants,
ainsi que ses petits-enfants,
Mme Fernand Rey,
sa mère,
font part du rappel à Dieu de

Mme Jean-François CHAUVIN,
née France Rey,

le 22 septembre 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 27 septembre 1983, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 90, rue de l'Assomption, Paris-16e.

23, boulevard de Montmorency,
75016 Paris.

– Nous apprenons le décès de

M. André des CLOSIÈRES,
conseiller
des affaires étrangères (E.R.),
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
commandeur au mérite
de l'ordre souverain de Malte,

le 22 septembre 1983.

Les obsèques auront lieu le mardi 27 septembre, à 14 heures, en l'église Saint-Charles de Monceau, rue Legendre, Paris-17e.
4, rue de Logelbach,
75017 Paris.

– M. et Mme Rambert George,
Le docteur et Mme Pierre Cornut,
M. et Mme Jean George,
Mlle Géva George,
Le docteur et Mme Maurice Legendre,
Frère Edouard George des Petits Frères de Jésus,
ses enfants,
Ainsi que ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
ont la grande douleur de faire part du décès de

Mme Rambert GEORGE,
née Germaine Roux,

entrée dans la paix du Seigneur le 20 septembre dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Ses obsèques ont eu lieu le 23 septembre.
La Poulate,
26800 Etoile-sur-Rhône.
69850 Saint-Martin-en-Haut.
Les Charmettes,
7, rue de la Goulette,
78620 L'Etang-la-Ville.
28, rue Roger-Radisson,
69005 Lyon.
35, rue des Champs-Viaux,
21121 Daix.
L'Assekrem,
B.P. 77, Tamanrasset.

– M. Dominique Henriet
et ses enfants,
M. et Mme Michel Henriet
et leurs enfants,
Les familles Henriet et Smith,
Neveux et nièces,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Mme Pierre HENRIET,

survenu, le 23 septembre à Bordeaux, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 27 septembre, à 16 heures, à Gagny, en l'église Saint-Germain.
Cet avis tient lieu de faire-part.

– 76 Saane-Saint-Just.
Mme Guy Loutrel,
son épouse,
M. et Mme Victor de Rivoyre,
M. et Mme Jacques de Rivoyre,
Et leurs neveux des familles Loutrel et de Rivoyre,
font part du décès de

M. Guy LOUTREL,

survenu le 23 septembre 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a lieu lundi 26 septembre 1983, à 15 heures, en l'église d'Auzouville-sur-Saane.
Saane-Saint-Just,
76730 Bacqueville-en-Caux.

– *M. et Mme Jacques* Mandelbrojt,
Paul Mandelbrojt,
Mireille Mandelbrojt,
Et ses chers amis *M. et Mme Jean* Coulomb et Mlle Lucie Eyrolle,
ont le grand regret de faire part du décès, le 23 septembre *1983, dans sa* quatre-vingt-cinquième année, de

Szolem *MANDELBROJT*,
officier de la Légion d'honneur,
professeur honoraire
au Collège de France,
membre de l'Institut.

Les obsèques auront lieu le 27 septembre 1983, dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
La Grande-Candelle,
Allée des Pins,
13009 Marseille.

[Né à Varsovie le 20 janvier 1899, Szolem Mandelbrojt, venu à Paris dans les années 20, est chargé de cours aux universités de Lille et de Paris, puis est élu au Collège de France où il succède à Jacques Hadamard en 1938. Spécialiste d'analyse mathématique, auteur de plus de deux cents publications et ouvrages, il avait reçu le Grand Prix des sciences mathématiques et physiques en 1960, et avait été élu à l'Académie des sciences en 1972.]

– M. et Mme Jean Roret,
Mlle Pascale Roret,
M. Lionel Roret,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Mme veuve *Alexis* RORET,
née Lucie Blondel,

leur mère, grand-mère et parente, survenue pieusement le 22 septembre *1983, dans sa quatre-vingt-septième* année, à Brie-sur-Marne.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 29 septembre 1983, à 9 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste du Perreux-sur-Marne (94170), 17, allée de Stalingrad, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Nogent-sur-Marne (94130), dans le caveau de famille.

6, rue du Bois-de-Boulogne,
92210 Saint-Cloud.

– Jacqueline Spinga,
Nicolas et Benoît Spinga,
ont la douleur de faire part du décès de leur fils et frère,

Martin SPINGA,
ancien élève de l'Ecole H.E.C.,
ancien élève de l'ENA,

survenu, le 16 septembre 1983, à l'âge de vingt-neuf ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

– Mme Yves-Bertrand Burgalat,
M. Bertrand Burgalat,
Et leur famille,

profondément touchés des marques de sympathie qu'ils ont reçues lors du décès, le 14 septembre 1983, de

M. Yves-Bertrand BURGALAT,

et, dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil cruel,

vous prient de trouver ici l'expression de *leur reconnaissance émue et de leurs* remerciements.

16, rue Ampère,
75017 Paris.

Anniversaires

– Il y a dix ans

André SCHEIMANN
(X 1953),
était victime d'un accident.
Une pensée amicale est demandée.

– En ce dixième anniversaire du décès, le 28 août 1973, dans sa quarantième année, du

docteur René STEINER,
une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé, par son épouse le docteur Anna Steiner.

Avis de messes

– Henryane de Chaponay

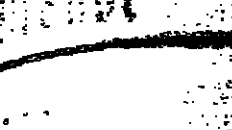
remercie tous ceux qui lui ont manifesté une telle sympathie à l'occasion du décès de sa mère

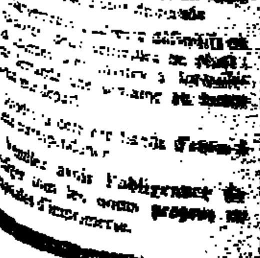
Geneviève d'ORLÉANS,
marquise de Chaponay,

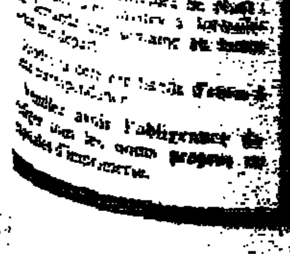
et les invite à célébrer ensemble sa mémoire, dans l'espérance, le jeudi 29 septembre 1983, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Ile, 19 *bis,* rue Saint-Louis-en-l'Ile à Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.









CINÉMA

« LA BALLADE DE NARAYAMA »

un film de Shohei Imamura

Au dernier Festival de Cannes, à l'unanimité, le jury a décerné la Palme d'or au film de Shohei Imamura *la Ballade de Narayama*, tiré du roman de Shihiro Fukazawa déjà adapté pour l'écran par Keisuki Kinoshita, qui s'était inspiré des formes stylisées du théâtre *kabuki*. *Cette première version a été présentée au Festival de Venise en 1958.*

L'histoire se passe dans un village montagnard, c'est celle d'existences misérables, rudes et pourtant régies par des lois morales d'une extrême hauteur, par des rites impitoyables. Une femme, Orin, arrivée à l'âge de soixante-dix ans, obéit aux dieux et s'en va vers eux, dans la montagne, s'en va attendre la mort, conduite, comme le veut la coutume, par son fils aîné.

A cette histoire, Imamura mêle un autre roman de Fukazawa – *les Hommes du Nord* – où il parle de l'interdiction faite aux fils cadets de fonder une famille – un film (comique) en a également été tiré en 1957.

Imamura a tourné pour la première fois en 1958. Son premier succès est venu en 1963, avec *la Femme insecte*, sorti en 1972 seulement en France, *où le cinéaste, jusqu'à présent, est resté à* l'écart des grands circuits d'exploitation.

A Cannes, en 1981, *Eijanaika* a été programmé dans la section « Un certain regard ». En 1982, une rétrospective Imamura au Festival *d'Avignon élargit son public, fait connaître sa* vision à la fois lyrique et naturaliste d'un Japon glauque, étouffant. *La Vengeance m'appartient* – autopsie d'une *folie* criminelle dont le héros est Ken Ogata (le fils aîné d'Orin) sortit en salle la même année.

Tous ces films décrivaient un univers urbain. Cette fois les personnages vivent directement la *nature, et elle n'est pas moins cruelle que la civilisation.*



ENTRETIEN AVEC LE CINÉASTE

« On ne pense plus à la mort comme jadis »

(Suite de la première page.)

– Vous illustrez ce thème, ce lien mystique, en vous livrant à de véritables plongées anthropologiques dans le présent ou dans le passé reconstitué. Dans ce dernier cas, la relation primitive, quasiment organique, hommes-dieux-nature est évidente, comme le montre Narayama. *Mais, aujourd'hui, alors que triomphent le matérialisme et l'American way of life au Japon, même si la prostituée de* la Femme insecte *développe un sentiment de honte de type néo-chrétien, même si votre ami industriel garde ses tics superstitieux, l'influence des dieux tutélaires continue-t-elle à déterminer, pour l'essentiel, l'action des Japonais ?*

– C'est ce que j'essaie de montrer dans différents contextes. Dans *Narayama Bushiko*, j'ai voulu montrer ce qu'était « Dieu » pour des Japonais. Pour les gens du village, sans exception, c'est la montagne, la mère nature. Pour la vieille Orin, mourir, c'est aller retrouver un dieu familier. Pourquoi aurait-elle peur ? Elle part pour des raisons objectives – faim, démographie – et aussi pour des raison spirituelles.

– Pourtant un vieillard a peur, il refuse, il supplie...

– Justement, celui-là est malade, malade dans sa tête. S'il était sain d'esprit, il choisirait d'aller dans la montagne paisiblement, sans faire d'histoire.

– Aujourd'hui, ils sont beaucoup comme lui, sont-ils, eux aussi, malades ?

– Oh oui ! En détruisant l'environnement, le Japon détruit ce culte de la nature et sa relation avec ses dieux. Il en souffre. Par exemple, Orin vivait depuis toujours en accord avec l'idée de la mort, pas nous.

– M. Fukazawa dit le contraire. Il a l'âge d'Orin et il veut mourir.

– Je n'en suis pas si sûr... Je veux dire, qu'il veuille vraiment mourir à soixante-dix ans.

– Et vous ?

– Heureusement ou malheureusement, je vis dans une époque où la question ne se posera pas de la même façon que pour Orin. Quand j'étais jeune, je rêvais de mourir assassiné à cinquante ans par une femme amoureuse. J'aurai cinquante-sept ans demain. Il n'y a plus d'âge limite, et l'on ne pense plus sérieusement à la mort comme jadis. On peut se permettre de gaspiller son temps. Orin ne pouvait pas : elle pensait tous les jours à la survie de sa famille et à sa mort dans la montagne.

– Vos films donnent souvent la parole aux laissés pour compte, marginaux et déracinés de la société industrielle. Vous semblez regretter le passé, un temps où tout n'aurait été qu'harmonie entre les hommes et les dieux, et où les étrangers n'avaient pas droit de cité, où la culture était protégée.

– Mon message n'est pas celui d'un retour aux valeurs anciennes, il est pour les Japonais d'essayer d'en trouver de nouvelles dans un monde de richesses, de robots et d'ordinateurs. Mais je ne les vois toujours pas apparaître. Ce qui m'intéresse, ce n'est pas tant une société rationnelle que la vie de l'homme populaire moyen, vecteur de la culture et de la tradition.

» Il faut trouver de nouvelles valeurs en dehors des rites purement conventionnels : kabuki, no, ikebana ou cérémonie du thé, qui ne sont pas profondément enracinés dans la culture. Je peins la réalité et le folklore, je donne des exemples de valeurs anciennes extrêmes, de relations entre les individus et la nature. Mais je n'arrive même pas à me repérer dans le chaos d'aujourd'hui, ni à aider mon fils à les comprendre...

– Tout change mais rien ne change vraiment, nous disait M. Fukazawa. Selon lui, la population du Japon se laisserait entraîner à répéter les aventures militaires du passé, si ses dirigeants l'y poussaient.

– Je partage entièrement son avis. Ce serait tellement facile : le gouvernement ordonnerait aux grandes entreprises de se transformer en unités militaires, et cela se ferait naturellement avec discipline, avec efficacité. Les Japonais se lanceraient à nouveau facilement dans une guerre, mais ils capituleraient aussi facilement en cas de difficulté. Isolé, le Japonais ne ferait rien de ce genre, il est timide de nature, il aurait même honte d'y penser. Mais en groupe, il perd ce sentiment de honte, il est prêt à tout : il suit.

– Prochain film, même thème ?

– Thème principal ou secondaire, mais de toutes façons oui. Comme disait Ozu à ceux qui lui reprochaient de faire un peu toujours le même film : « *Je suis comme le fabricant de tofu* (pâte de soja), *je ne fabrique pas de tonkatsu* (porc panné). » Je suis d'accord avec lui. Je brode sur le même thème.

– Pensez-vous que les jeunes Japonais américanisés et gadgetisés s'intéressent aux thèmes développés par Shohei Imamura ?

– Non, je ne le crois pas. Le fond du problème ne les intéresse pas. Mais cela ne veut pas dire qu'ils n'aiment pas mes films. Voyez-vous, je sais qu'ils ne sont pas capables d'avaler leur tofu nature. Alors, pour aiguiser quand même leur appétit sans renoncer à mon produit, je le fais griller, et je mets de la sauce *ketchup* dessus. »

Propos recueillis par
R.-P. PARINGAUX.

Autobiographie

« Je suis né dans un quartier très populaire du Tokyo d'avant guerre, à Otsuka, un endroit plein de petits boutiquiers, de marché noir, de petites gens, de prostituées et de geishas. C'était surpeuplé, toujours grouillant d'activités et bruyant, mais j'aimais cela. Enfant, j'adorais les conteurs populaires d'histoires comiques (*Rakugo*). Quand la guerre a pris fin, j'avais dix-huit ans, j'étais étudiant. Autour de moi, tout était ruines. Je ne pensais pas vivre jusqu'à l'âge de vingt ans. J'ai continué à étudier – mon père était médecin – mais sans très bien savoir pour quoi faire.

» Un jour, par hasard, je suis allé voir *Yoïdore Tenshi* (l'Ange ivre), de Akira Kurosawa. J'ai été très impressionné par le réalisme du film et la vérité de l'acteur principal, Toshiro Mifune, alors qu'avant guerre, les personnages étaient désincarnés, froids et conventionnels comme des poupées. Oui, comme au Kabuki. Mais là, Mifune était réel, c'était un type que l'on pouvait rencontrer au premier marché du coin.

C'est cela qui m'a décidé. En 1951, une fois terminée l'université, j'ai été engagé par la compagnie cinématographique, Shochiku, et je suis devenu l'un des assistants du célèbre Yasuhiro Ozu, pendant trois ans. J'ai bien aimé l'homme, mais son cinéma intimiste – les états d'âme d'un vieux père envers sa fille sur le point de se marier, par exemple – ne m'intéressait pas.

» J'étais peut-être trop jeune. Lui, avait plus de cinquante ans, moi, vingt-cinq. Peu après, j'ai été engagé par la compagnie Nikkatsu, où j'ai d'abord travaillé pour Yuzo Kawashima, avant de faire mes propres films.

» Le cinquième, *Buta to gunkan* (Cochons et bateau de guerre), a coûté trop cher, a perdu de l'argent : la compagnie m'a suspendu. Pendant trois ans, je n'ai plus tourné. Je me suis retiré à la campagne, j'ai lu beaucoup d'ouvrages sur le folklore japonais, j'ai écrit des scénarios. La compagnie m'a rappelé et j'ai tourné *Nippon Konchuki* (la Femme insecte), un succès.

» Mais, lorsque je ne rapportais pas assez d'argent, la compagnie prétendait me forcer à tourner des films pornographiques ou des histoires de *yakuza* (films de gangsters à la mode japonaise). Je comprends leurs raisons financières, mais je fais les films que je veux faire. J'ai quitté Nikkatsu et j'ai crée ma propre compagnie en 1965. »

RENCONTRE AVEC L'AUTEUR

« Rien ne change au fond des âmes »

Shichiro Fukazawa, auteur du roman d'où est tiré le film de Shohei Imamura (1), a aujourd'hui soixante-dix ans, l'âge de son personnage, Orin, et, comme elle, il attend la mort, mais loin de ses montagnes natales, dans la région centrale de Yamanashi.

Il est depuis vingt ans exilé dans la plaine, à l'ouest de Tokyo. Son horizon est bordé de rizières, sa mémoire, douloureuse, sa plume d'écrivain, sèche, et sa main est *affaiblie par la maladie. Trois fois* au cours des derniers mois il a cru venue l'heure de sa mort, trois fois il a pris, discrètement – comme Orin, – son « son chemine de Narayama » – en l'occurrence celui d'un hôpital dans sa province d'origine, – et trois fois le destin s'est joué de lui, l'a maintenu en vie. *Il* ne regarde pas le vol des corbeaux, mais, indifférent, les écoliers en uniforme qui s'échappent d'un bloc de béton massif, incongru dans ce paysage de maisonnettes et de rizières. Des enfants pleins de *vie, dont* les *entrées*, les sorties et les cris ponctuent ses journées, lui rappelant qu'il est temps de « *laisser sa place* ».

« *Les jours se suivent plus mortellement ennuyeux les uns que les autres depuis ma maladie. Je n'attends plus rien de la vie, mais la mort ne vient pas et je ne veux pas me suicider* », annonce d'entrée M. Fukazawa. « *Et puis,* ajoute-t-il, *je n'ose plus retourner dans la montagne pour me faire hospitaliser : la mort m'a déjà fait perdre la face trois fois auprès des médecins, à moi, l'auteur de* Narayama. *Perdre la vie, passe encore, mais perdre la face, non !* »

Si le corps faiblit, l'esprit n'a rien perdu de sa vivacité ni de son mordant chez cet homme frêle, au visage fin, qui a, somme toute, peu écrit et doit surtout sa notoriété à ce poème d'anthropologie sociale qu'est *Narayama*. Et aussi à un scandale. L'auteur est célèbre, mais l'homme mal aimé. Reclus, il ne cherche pas à plaire au sens publicitaire du mot. Dans une société conformiste, hiérarchisée et normalisatrice, M. Fukazawa a payé cher son originalité de semi-autodidacte, son refus des chapelles intellectuelles, sa liberté de penser, de dire et d'écrire, fût-ce avec mauvais goût sur un sujet considéré comme tabou par toute la « *tribu* » japonaise. L'homme a payé d'autant plus cher que l'auteur il grattait la guitare dans les cabarets après guerre s'était permis, il y a une vingtaine d'années, d'éclabousser celui qui demeure l'Intouchable Suprême, en dépit de son rôle dans la guerre et de la répudiation de sa nature divine : Hiro-Hito, l'empereur du Japon.

« L'histoire des hommes »

Ce « crime » de lèse-majesté avait provoqué un crime de sang et contraint l'écrivain, en butte à l'opprobre des bien pensants, à choisir l'exil volontaire loin de la capitale, des cercles littéraires et des milieux politiques, qu'il juge aujourd'hui « *haïssables* » (2). « *On ne peut y prospérer,* dit-il, *qu'en tuant sa propre personnalité.* »

Pour tuer le temps en attendant – avec plus d'impatience que d'autres – d'être tué par lui, S. Fukazawa parle volontiers de ses obsessions : Narayama, la mort, le passé, le Japon. Il sert un vin de montagne couleur de thé, et des racines pimentées venues de son potager, « *la nourriture de Narayama* ». Son propos est dépouillé des ambiguïtés idiomatiques et culturelles qu'affectionnent souvent les intellectuels japonais face à l'étranger, comme pour préserver le stéréotype à usages variés de l'« énigme orientale ».

« *La vie, c'est la mort, la mort, c'est la vie : c'est là le thème de* Narayama. *C'est l'histoire des hommes, de leurs pulsions et de leur organisation, décrite à travers une poignée de villageois déshérités qui luttent pour satisfaire ce besoin primordial, manger, tout en maintenant l'équilibre démographique de la communauté. J'ai écrit, après* Narayama, *un roman sur l'appétit sexuel, bien moins essentiel que la faim. M. Imamura, l'auteur du second film tiré de* Narayama *– le premier, tourné il y a longtemps était encore plus critiquable, – a cru bon de mélanger les deux. Je comprends l'impératif commercial, mais je trouve cela regrettable* », dit-il.

L'histoire elle-même n'est pas proprement japonaise. On la retrouve en Chine, en Inde, en Corée. Nulle part, elle ne paraît toutefois fondée sur une pratique systématique. « Enfant, j'ai connu des villages aussi pauvres que celui de Narayama, poursuit M. Fukazawa. *On n'y emmenait plus les vieux mourir dans la montagne : la pratique avait cessé avec la restauration Meiji (1868), mais on en parlait encore. La pratique a été abolie, mais, comme souvent au Japon, les mentalités n'ont guère changé. Aujourd'hui, le même désir de sacrifice existe chez les personnes âgées. En vieillissant, beaucoup se sentent inutiles, en trop, rejetées par la société : elles aspirent à mourir. L'hôpital, l'asile ou la lente dégradation dans un coin de la maison à ne rien faire, est-ce tellement plus enviable que le voyage dans la montagne ?* »

Le problème est universel. Ce qui est particulier au Japon, c'est ce désir d'obéir au moment venu, sans chercher à s'accrocher. Mais est-ce toujours vrai dans l'ensemble, pour un pays qui bat tous les records de longévité ? M. Fukazawa le croit. « *La mort*, dit-il, *est plus facilement acceptée pour diverses raisons. La concentration démographique, sans doute, mais aussi l'effacement de l'intérêt individuel devant celui de la collectivité : la subordination étroite de la notion d'utilité à celle de travail, et, surtout le fait que, pour le bouddhiste, le but principal de la vie n'est pas l'amour du prochain, comme chez le chrétien, mais l'accomplissement de son destin dans la mort. La mort ne fait pas peur, elle fait partie du cycle de la vie.*

« *On a tendance, même chez les jeunes, à interpréter : après une vie bien remplie, en accord avec soi-même, avec les hommes et avec les dieux, l'idéal est de pouvoir choisir le moment de sa mort. Après tout, ce n'est pas mieux, même pour préserver l'équilibre démographique, de sacrifier par l'avortement des millions de vies qui n'ont pas été vécues.* »

Pour toutes ces raisons, et compte tenu du rapide vieillissement de la population, M. Fukazawa estime que le Japon pourrait être – dans un avenir indéterminé – le premier pays à appliquer « *une politique nationale d'euthanasie librement consentie* ».

Par association d'idées, on glisse d'un sacrifice à l'autre, d'autant plus naturellement, que des samouraïs au kamikazes en passant par les villageois de Narayama, les Japonais ont depuis longtemps montré une prédilection, individuelle et collective, pour l'autodestruction.

Fureur

Mais il y a sacrifice et sacrifice. Celui consenti par les vieux pour le village et ses dieux tutélaires a toute la faveur de M. Fukazawa. Celui des jeunes, réclamé par la patrie au nom de l'empereur-dieu provoque, en revanche, sa fureur. « *Ceux qui sont morts à la guerre ont été trompés. Leurs vies leur ont volées. Le symbole impérial a été utilisé à des fins criminelles. Les dirigeants d'hier ont trompé le peuple, et ceux d'aujourd'hui feraient de même, s'ils le pouvaient, pour jeter à nouveau le Japon dans la guerre.* »

Malgré l'extraordinaire prospérité engendrée par la paix, malgré la Constitution et les sentiments pacifistes, malgré le rapport de force international et l'absence d'armes nucléaires nippones ? « *Ce n'est pas seulement possible, c'est certain* », dit M. Fukazawa sur ce sujet. Sa rancœur est inépuisable.

« *La politique des grandes puissances et l'alliance nippo-américaine contre l'U.R.S.S. poussent le Japon au réarmement. Les* zaibatsus *(trusts) se sont reconstitués. Nous avons une armée, nous produisons des armes et des technologies militaires. Le gouvernement, l'administration et les grands milieux d'affaires constituent une immense toile d'araignée de « soldats » prêts à obéir et à marcher au pas pour la gloire du Japon. Les criminels de guerre occupent des postes importants, le Japon se pose en victime* (de la bombe atomique) *et oublie qu'il a d'abord été l'agresseur ; cela ne changera jamais. Les Japonais se laisseraient tromper une fois de plus. Ils ont tellement accepté de transgressions constitutionnelles en matière de réarmement qu'ils n'en sont plus à une près. Les jeunes générations ? elles suivraient. Elles sont changeantes comme l'eau, sans idéal, sans volonté. Leur légèreté n'est pas théorique, elle est dans leur nature : elles n'ont aucune force de caractère, aucun principe à opposer à leurs supérieurs. Notre jeunesse est creuse et malléable, elle ne vit pas pour elle-même ni pour des idées. Elle vit, de la naissance à la mort, pour ses parents, pour ses maîtres, pour son entreprise et pour ses supérieurs.* »

« Sans espoir »

Est-ce que le Japon ne donne pas depuis quarante ans un exemple de paix, de réussite économique, de démocratie ? Il bondit : « *Démocratie ? Quelle démocratie ? Au Japon, pratiquement personne, ni les parents, ni les éducateurs, ni les politiciens, personne n'est capable de définir le concept de démocratie et encore moins de la pratiquer vraiment. Comment voulez-vous qu'on l'inculque aux enfants, à la population ?* » Diatribe d'un témoin des déchirements de l'époque, de ses progrès, de son évolution, et qui paraît n'en ressentir qu'amertume.

Le soleil aveugle la plaine. Lui, frêle et frémissant comme les bambous qui l'abritent, semble habité d'ombres, de glace et d'étranges certitudes. Une volée piaillante de demoiselles en tenue de tennis passent sur la route. « *Elles sont légères et insouciantes.* » « *Mais* affirme-t-il, *lorsque l'âge viendra, elles seront, comme Orin, saisies par le désir de mourir.* » Il en est sûr, parce qu'elles sont Japonaises et qu'au Japon, dit-il, « *rien ne change tout au fond des âmes* ». « *Nous sommes d'une autre époque.* »

Il attend ce qu'il appelle la « *délivrance* ». Il répète : « *La vieille qui partait mourir dans la montagne était la plus heureuse de tous. Son village était primitif et sa société avait bien des problèmes. Mais c'était une collectivité idéale, non pervertie par la politique.* »

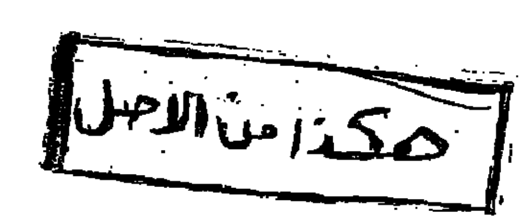
Lui n'est pas heureux : la mort se fait attendre, la société japonaise est « *sans espoir* » et le pays de Narayama est loin, très loin dans le passé.

R.-P. PARINGAUX.

---

(1) *Narayama*, traduction de Bernard Frank, Gallimard, coll. « Folios ». Ses autres œuvres, notammment *Tohoku No Zunmu* (les Gars de Tohoku) et *Furyu Muso* (Un rêve élégant), n'ont pas été traduites.

(2) Lors de la publication de *Furyu Muso*, en 1961, un jeune militant d'extrême droite, jugeant l'ouvrage insultant pour l'empereur, attaqua la maîtresse de maison. M. Fukazawa reçu, des menaces de mort. Il dut quitter Tokyo et cessa d'écrire pendant plusieurs années.



مكرر من الاصل

SPECTACLES

MUSIQUE

LE TRICENTENAIRE DE RAMEAU

Le goût retrouvé

Une représentation de *Pygmalion*, donnée par l'Association Rameau, sous l'égide du ministère de la culture, au Théâtre royal du château de Versailles, a marqué dimanche soir, en présence du premier ministre, M. Pierre Mauroy, et de nombreuses personnalités, le tricentenaire de Jean-Philippe Rameau, né à Dijon le 25 septembre 1683.

Cette année Rameau, commencée dès juillet 1982 par l'éclatant succès des *Boréades*, tragédie lyrique inconnue et inédite, au Festival d'Aix-en-Provence (1), marque sans doute le moment décisif de la reconquête d'un de nos plus grands musiciens. Plus de quatre cents manifestations depuis à travers la France ont témoigné de l'attrait qu'il exerce désormais.

Battue en brèche par la nouvelle philosophie de Jean-Jacques Rousseau et le préromantisme, balayée par la Révolution, totalement oubliée pendant le dix-neuvième siècle, l'œuvre de Rameau a commencé à réapparaître peu avant 1900. Si elle servit de signe de ralliement à des musiciens tels que Debussy, elle n'arriva pas, malgré quelques tentatives (*Hippolyte et Aricie* à l'Opéra en 1908, *Castor et Pollux* en 1918), à s'imposer jusqu'à nos jours, en dépit de l'exceptionnel succès quelque peu équivoque des *Indes galantes* montées par Maurice Lehmann (deux cent quarante-six représentations de 1952 à 1961). Dépecée, défigurée, réorchestrée au goût du jour, cette musique était surtout incomprise dans son être même et paraissait vouée à rester un objet de musée.

La reconquête fut d'abord et principalement musicale; tous les essais d'adaptation et de modernisation ayant échoué (on se souvient de l'erreur retentissante de *Dardanus*, dernière en date, à l'Opéra en 1980), c'est le travail des musicologues (avec des précurseurs tels qu'Antoine Geoffroy-Dechaume) et des instrumentistes pour retrouver la vérité du vocabulaire, du style, des instruments anciens, et la découverte « explosive » de toute la musique dite « baroque » depuis quelque dix ans, qui ont ressuscité l'enchantement et la force des œuvres de Rameau.

A partir du moment où le goût est retrouvé, où la matière de la musique est reconnue comme vivante, tout devient plus facile : les interprétations s'affinent, les spectacles cherchent une vérité toujours plus fidèle, les biographes creusent la personnalité de Rameau, les esthéticiens explicitent ses théories philosophiques, les sociologues nous rendent proches cette société et cette conception de la vie si différentes de la nôtre. Et comme pour toutes les grandes époques de l'art, une nouvelle synthèse s'opère dans notre esprit pour nous permettre d'entrer de plain-pied, de jouir sans contrainte d'un art prodigieux.

On ne peut ici que renvoyer à quelques ouvrages qui permettront de vivre la merveilleuse aventure qui nous est offerte : le livre fondateur de Cuthbert Girdlestone (*Jean-Philippe Rameau. Sa vie, son œuvre*, Desclée de Brouwer, 1962, rééd. 1983, 670 pages), dont la richesse d'analyse et la pénétration n'ont jamais été dépassées ; *Rameau de A à Z*, par une équipe de musicologues dirigée par Philippe Beaussant (Ed. Fayard-IMDA, 1983, 398 pages), qui apporte une multitude d'informations et des synthèses de tout ordre sur le musicien, ses contemporains, son époque et ses œuvres, avec le plus beau portrait de l'homme que je connaisse, en cinq pages, par Ph. Beaussant ; *le Petit Dictionnaire Rameau* de Jean Malignon (Ed. Aubier, 1983, 280 pages), délicieux petit ouvrage d'initiation, plein d'idées originales et de malice, où l'essence même de Rameau, de ses idées esthétiques et de ses « plaisirs » se dégage à travers une analyse amoureuse de ses partitions ; et un ouvrage capital de Catherine Kintzler, *Rameau. Splendeur et naufrage de l'esthétique du plaisir à l'âge classique* (Ed. Le Sycomore, 1983, 280 pages), qui, avec une clarté toute cartésienne et flamboyante, nous donne enfin un panorama complet de la philosophie qui sous-tend l'œuvre de Rameau, et de celle de Rousseau qui en est l'exacte antithèse et en a précipité la chute.

Un point de départ

Le tricentenaire n'est pas un point d'arrivée, mais un point de départ. L'exploration de cette musique va prendre une nouvelle dimension avec la mise en chantier d'une édition complète en quarante-cinq volumes dont l'achèvement est prévu pour les premières années du vingt-et-unième siècle ! Des quelque quatre-vingts actes d'opéras et de ballets que le compositeur écrivit entre cinquante et quatre-vingts ans, beaucoup sont encore totalement ignorés. Et surtout, il reste à connaître Rameau, personnage énigmatique et paradoxal, vigoureux philosophe et profond poète, dissimulé derrière cet art apparemment enrubanné et décoratif, où cependant il s'exprime tout entier.

On peut regretter à ce sujet que la célébration officielle de Versailles se soit bornée à *Pygmalion*, petit opéra-ballet en un acte, certes caractéristique et qui fut l'ouvrage de Rameau le plus joué à la fin du dix-huitième siècle, mais bien mineur au regard des grandes tragédies lyriques.

Le danger n'était-il pas d'ancrer dans l'esprit de personnalités peu au fait de la musique l'idée d'un art agréable certes, mais purement artificiel (comme l'histoire de Pygmalion) et suranné ? D'autant que, si la réalisation utilise une somme de données rigoureusement historiques, elle reste quelque peu archéologique et ne saurait être « mise entre toutes les mains » sans précautions préalables.

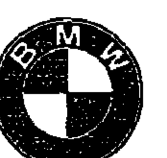
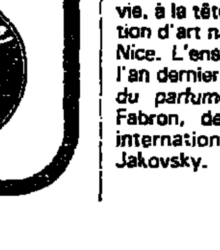
Cela vise avant tout la gestique des comédiens, réglée par Philippe Lenaël à la suite de longues recherches et fondée sur l'« art déclamatoire » des dix-septième et dix-huitième siècles. Ces moulinets perpétuels des mains, ces bras sémaphoriques, ces ornements du chant soulignés par des gestes codés, etc., malgré leur authenticité, ne sont pas encore suffisamment assimilés (comme ce fut le cas pour le style baroque dans la musique ancienne il y a encore cinq ans) et produisent actuellement un effet déplorable, presque parodique. Il faut du temps pour atteindre le « naturel », qui est le comble de l'art. D'ailleurs ce code gestuel classique se retrouve aussi dans les danses, réglées par Catherine Turocy, où il s'intègre déjà de façon harmonieuse, ce qui donne maintes raisons d'espérer.

En définitive, le spectacle minutieusement réglé et un peu chargé, dans des costumes et des décors de Thierry Bosquet, ravissants démarquages de Boucher et de Lancret, brouillait quelque peu le charme profond de la musique de Rameau. Malgré la très bonne interprétation des chanteurs (Howard Crook, Sophie Boulin, Béatrice Cramoix, Suzanne Gari) et des instrumentistes de la Chapelle royale, sous la direction de Philippe Herreweghe, plus incisive que dans *les Indes galantes*, on ne retrouvait guère les instants d'émotion mystérieuse et les danses étincelantes qui surgissaient récemment de la même œuvre jouée en concert par les Arts florissants de William Christie.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) L'enregistrement, qui vient de paraître, est un des plus beaux témoignages de l'art de Rameau et montre le point extrême où atteint l'interprétation de notre époque (trois disques Erato, STU 715 343 : offre spéciale). Et c'est une joie de pouvoir suivre l'œuvre sur le manuscrit même du compositeur, publié en fac-similé par les Editions Stil (298 pages 220 × 315, 5, rue de Charonne, Paris).



ARTS

Mort d'Anatole Jakovsky maître de l'art naïf

Nous apprenons la mort, à Paris, le samedi 24 septembre, d'Anatole Jakovsky, écrivain d'art et grand connaisseur d'art naïf. Il était âgé de soixante-quatorze ans.

Né à Kichineff (Roumanie) en 1909, Anatole Jakovsky est d'abord critique d'art et collabore à plusieurs publications avant de trouver, à travers son violon d'Ingres, la passion qui allait animer sa vie. Il est, en effet, le maître des peintres naïfs, qui a découvert leur importance artistique et, par son travail inlassable, leur a donné la stature poétique qui leur était jusqu'alors refusée.

C'est dans le Paris occupé de la guerre que, interdit de travail et avec de faux papiers, Anatole Jakovsky trouve le moyen de survivre en prospectant les marchés aux puces pour les antiquaires et les libraires, dans l'espoir de débusquer quelque livre rare ou quelque petite toile plus ou moins bien peinte qui ferait l'affaire d'un amateur. C'est ainsi que, guidé par son goût, il déniche, puis cultive ces pauvres peintres populaires qui peignaient pour leur bonheur, mais n'avaient aucune chance d'avoir un petit créneau sur le marché de l'art.

Il les trouve, ces « oubliés » réunis en masse dans le grand dépotoir des puces. Au lendemain de la guerre, Anatole Jakovsky développe son expertise des naïfs et, abandonnant le journalisme, il se consacre à ses ouvrages. Le premier est justement le livre sur les naïfs qu'il perfectionne au fil des ans et devient le dictionnaire des peintres naïfs. Ses livres étaient étayés par des expositions à travers les villes d'Europe, de Bruxelles à Bratislava et à Milan.

Ayant collectionné toute sa vie, Anatole Jakovsky est, au soir de sa vie, à la tête d'une importante collection d'art naïf qu'il donne à la ville de Nice. L'ensemble est installé depuis l'an dernier dans l'ancienne propriété du parfumeur Coty sur la colline Fabron, devenue depuis le Musée international d'art naïf Anatole-Jakovsky.

J.M.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES SALES MOMES - Marigny Gabriel (256-04-41), 21 h.
LA CHIENLIT - Daunou (261-69-14), 21 h.
LES DÉMÉNAGEURS - American Center (341-42-20), 21 h.
LES VOYAGES D'YVONNE TETBŒUF - Dix Heures (606-07-48).

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : les Estivants.
BEAUBOURG (277-12-33). Débats : 18 h à 23 h : Présences polonaises : à 18 h 30 : Fixer l'éphémère : Artrace 83/Art 82. Cinéma-vidéo : Nouveaux films Bpi, 16 h, Essai reportage ; 19 h, Juan Felix Sanchez : Concerts : 18 h 30, 20 h 30 : Musiques de Pologne.
CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : Serge Kerval chante Seghers.

Les autres salles

BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Jeanne.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Fête.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.
DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h : Mourir à Colone (dern.).
ÉPICERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Monte-plats.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : C'est Woody qui l'a dit.
LUCERNAIRE (544-57-34) I : 18 h 30 : Cajamarca ou le supplice de Pizarre ; 22 h 15 : Bobby Lapointe ; II. 18 h 30 : les Fables de La Fontaine ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 15 : Visages de Cocteau. Petite salle, 18 h 30 : la Putain littéraire.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), 20 h 15 : la Dernière Bande.
RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : Théâtre de Bouvard.
TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), I : 20 h 30 : l'Écume des jours ; II : 20 h 30 : Huis clos.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE A. BOURVIL (373-47-84), 21 h : les Dames de fer ; 22 h : Y'en a marr... ez vous ?
THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 21 h 30 : Arrête de rire, ça va sauter ; 22 h 30 : le Propriétaire.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : la Spécialité.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 19 h 45 : Macbeth.

Les concerts

LUCERNAIRE, 21 h : L. Petrova-Boinay (Dara, Perelman).
ATHÉNÉE, 21 h : L. Gencer, N. Magaloff (Chopin).
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : A. Szegedi (Beethoven, Schumann).

Jazz, pop, rock, folk

FORUM (297-53-47), 21 h : Polyphonic Size.
MEMPHIS MELODY (329-60-73), Gay Marshall.
PANAME (297-52-67), 21 h 30, J. Hamshon, M. Waldron.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Jazz Bubbles Band.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : D. Goyonne, J.-J. Ruhlmann, M. Bertaux, T. Rabeson.
TWENTY ONE (260-40-51), 21 h : K. Clark, M. Wander, P. Michelot.

En région parisienne

ASNIÈRES, C.C.A. (790-63-12) 20 h 45, Ballet Mexico de Vera-Cruz.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 26 septembre

EPINAY-SUR-SEINE, M.J.C. de Presles (236-60-19), 20 h 30 : les Caprices de Marianne.
GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30) voir Festival d'automne.
SAINT-CLOUD, VIIIe FESTIVAL D'AUTOMNE, Chapiteau des Tréteaux de France, 20 h 45 : Prenez garde à la poésie.
SAINT-DENIS, Th. G. Philipe (243-00-59) voir Festival d'automne.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche

BEAUBOURG (278-35-57)

Grands classiques du cinéma. Films d'auteurs, films rares : 15 h, le Pied qui étreint, de J. Feyder (quatre épisodes ; Hommage à Santiago Alvarez : 17 h, De America soy hijo... y a ella me debo ; Rétrospective ZDF, Cinéma-Télévision : 21 h 30 : La qualité suprême de la femme et son silence, de G. Pinkus.

Les exclusivités

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aust., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
L'ARGENT (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97) – V.f. : Trois Haussmann, 9e (770-47-55)) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
AVIS DE RECHERCHES (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
BARBE D'OR ET LES PIRATES (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
BENVENUTA (Fr.-Belg.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; 14-Juillet Bastille, 12e (357-90-81) ; Olympic, 14e (545-35-38) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
CARMEN (Esp., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 8e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
CHALEUR ET POUSSIÈRE (Ang., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA CRIME (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Images, 18e (522-47-94).
DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. sp.).
DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
DIEU ME SAVONNE (Bost., v.o.) : George V, (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).
EQUATEUR (Fr.) (*) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52).
E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
EVIL DEAD (A., v.o.) (*) : U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
FANNY ET ALEXANDRE (Suède, v.o.) Version intégrale : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
FANNY HILL (A., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27).
LE FAUCON (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Wepler, 18e (522-46-01).
LA FEMME DE MON POTE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ;

LES FILMS NOUVEAUX

ATTENTION, UNE FEMME PEUT EN CACHER UNE AUTRE film français de Georges Lautner : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; George V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler-Pathé, 18e (522-46-01).
CHRONOPOLIS, film français de Piotr Kamler : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LE DESTIN DE JULIETTE, film français d'Aline Issermann : Forum-Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA FIANCÉE QUI VENAIT DU FROID, film français de Charles Némes : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (544-14-27) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
RUE CASES NÈGRES, film français de la Martinique d'Euzhan Palcy : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Images, 18e (522-47-94).



SPECTACLES

Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

FLASHDANCE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (723-76-23) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, (236-83-93) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

FRAGMENTS POUR UN DISCOURS THÉATRAL - VITEZ - LE CONSERVATOIRE (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

FRANCES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42).

FRÈRE DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).

FURYO (Jap., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08)) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22).

GAIJIN (Brés., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

GANDHI (Ang., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-20-12)) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

LA GRANDE VILLE (Ind., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LE GUERRIER DE L'ESPACE (A., v.o.) : U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Grand Rex, 2e (233-83-93) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64).

HANNA K. (Fr.-A., v. angl.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

L'HOMME DE LA RIVIÈRE D'ARGENT (Aust., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (325-95-94).

LA JAVA DES OMBRES (Fr.) :14-Juillet Racine, 6e (326-19-68).

L'HOMME AUX DEUX CERVEAUX (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LA JEUNE FILLE AU CARTON (Sov., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

JOY (Fr.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

KOYAANISQATSI (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Escurial, 13e (707-28-04).

LIBERTY BELLE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (233-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 15e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (545-35-38).

LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).

LA MATIOUETTE (Fr.) : Olympic, 14e (542-35-38).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

ŒIL POUR ŒIL (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

OU EST PASSÉE MON IDOLE ? (A., v.o.) : Studio de l'Étoile, 17e (380-42-05).

OKRAINA (Sov. v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

OUTSIDERS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

PATRICIA (Ant., v.f.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Cinoches (H. sp.) 6e (633-10-82).

LES PRÉDATEURS (Brit., v.o.) (*) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.) : Marais, 4e (278-47-86).

STELLA (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).

SUPERMAN III (A., v.o.) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

TONNERRE DE FEU (A., v.o.) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). – V.f. : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Arcades, 2e (233-54-58) ; Paramount Opéra, 3e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

TOOTSIE (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LA TRAVIATA (It., v.o.) ; Vendôme, 2e (742-97-52).

LA TRILOGIE D'APU (Ind., v.o.) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00), 1re, 2e, 3e partie.

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Calypso, 17e (380-30-11) (H. sp.).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

LE VOYAGE A DEAUVILLE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).

YOR, LE CHASSEUR DU FUTUR (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).

ZELIG (A.) (sous-titrés seulement) : Forum, 1er (233-53-74) ; Movies Halles, 1er (260-43-99) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Saint Germain, 6e (222-72-80) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Publicis Champs Elysées, 8e (720-76-23) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

Les grandes reprises

L'AGE D'OR (Fr.) : Templiers (H. sp.). 3e (272-94-56).

ANNIE HALL (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

BEN HUR (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

BYE BYE BRASIL (Brés., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

CANNIBAL HOLOCAUST (A., v.f.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o) (**) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).

COUNTRYMAN (A., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15) ; Action-Écoles, 5e (325-72-07).

CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

LES DAMNÉS (It., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LE DAHLIA BLEU (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

DÉLIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56) ; Boîte à Films (H.sp.), 17e (622-44-21).

LE DERNIER MÉTRO (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

DOCTEUR JIVAGO (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts (H.sp.), 6e (326-48-18).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial (H. sp.), 13e (707-28-04).

EVE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) (2 salles).

LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (755-63-42).

FANNY (Fr.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39)

LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A., v.f.) (**) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).

L'EXTRAVAGANT MR RUGGLES (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

LA GRANDE ILLUSION (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**) : Denfert, 14e (H.sp.) (321-41-01).

GROSSFINGER (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

HAIR (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).

HAUTE PÈGRE (A., v.o.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

L'INCONNU DU NORD EXPRESS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

JEREMIAH JOHNSON (A. v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56) ; Boîte à Films (H.sp.), 17e (622-44-21).

JÉSUS DE NAZARETH (It. v.f.) (1re partie) (2e partie) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LES JOCONDES (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (828-20-64).

MÊME A L'OMBRE LE SOLEIL LEUR A TAPÉ SUR LA TÊTE (It., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

NEW YORK, NEW YORK (version intégrale) : Calypso, 17e (380-30-11).

ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

ORANGE MÉCANIQUE (A, v.o.) (**) : Rialto, 19e (607-87-61).

PETER IBBETSON (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42) ; Olympic, 14e (542-35-38) ; Acacias, 17e (764-97-83).

PINOCCHIO (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

PLACE AU RYTHME (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

PLAYTIME (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Templiers, 3e (272-94-56).

PORTIER DE NUIT (It., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60).

LES 400 COUPS (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

THE ROSE (A., v.o.) : Forum-Orient-Express, 1er (233-63-65).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : ; Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

UN SI DOUX VISAGE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

WOODSTOCK (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (527-77-55).

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 4e (278-47-86), lun. : Steamboat Bill junior.

LES FEMMES DE FASSBINDER (v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71). 16 h 05 : Lili Marleen ; 18 h 10 : Lola, une femme allemande.

BERGMAN (v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 15 h 30 : les Fraises sauvages ; 17 h 10 : De la vie des marionnettes.

PREMIERS FILMS (v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 19 h : Ossessione (v.o.) : 20 h 45 : Reds (v.o.).

HITCHCOCK (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Psychose (**).

AMERICAN MEMORIES (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Macadam à deux voies.

LE CINÉMA ITALIEN (v.o., v.f.) : République Cinéma, 11e (805-51-33) : Casanova.

FRANÇOIS TRUFFAUT : Escurial, 13e (707-28-04), 16 h 30 : la Chambre verte ; 18 h 30 : La mariée était en noir ; 20 h 30 : l'Histoire d'Adèle H.

POLAR STORY (v.o.) (545-35-38) : Olympic Marilyn, 14e : Les flics ne dorment pas la nuit.

WOODY ALLEN (v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) : Guerre et amour.

MARK ROBSON (v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94) : Beldam.

MIZOGUCHI (v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) : L'Impératrice Wang Kwei Fei.

CYCLE MAXIME GORKI (v.o., v.f.) : Cosmos, 6e (544-28-80), 18 h : En gagnant mon pain (v.o.) ; 16 h 30 : la Mère (Poudovkine) (v.o.) ; 20 h : Les tziganes montent au ciel (v.o.).

FESTIVAL R. BRESSON : Studio 43, 9e (770-63-40), 18 h : l'Argent ; 20 h : Un condamné à mort s'est échappé ; 22 h : Au hasard Baltazar.

QUINZAINE DU CINÉMA LATINO-AMÉRICAIN : Th. de l'Alliance, 6e (544-41-42).

Les séances spéciales

L'AGE D'OR (Mex.) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h 15.

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 14 h 15, 18 h 15.

ALIEN (*) (A., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 20 h.

APOCALYPSE NOW (*) (A., v.o.) : Boîte-à-films, 17e (622-44-21), 21 h 50.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 22 h ; v.f. : Opera Night, 2e (296-62-56), 16 h 10, 19 h 20, 21 h 30.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 20 h 45.

CARMEN JONES (A., v.o.) : St-Lambert, 15e (532-91-68), 21 h.

CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE (It., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 16 h.

CLÉMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h.

LE DERNIER TANGO A PARIS (**) (It., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 22 h 15.

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 15.

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic, 14e (545-35-38), 18 h.

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 19 h 25.

MORT A VENISE (It., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h.

NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) : 16 h 15.

LA NUIT DE VARENNES (It., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.

ORANGE MÉCANIQUE (**) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h 15.

PANIQUE A NEEDLE PARK (**) (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

PINK FLOYD A POMPEI (v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (509-94-14), 18 h.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 15.

QUERELLE (**) (All., v.o.) : Boîte-à-Films, 17e (622-44-21), 18 h 15.

STELLA (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 40.

UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h.

LA VALSE DES PANTINS (A., v.o.) : Boîte-à-Films, 17e (622-44-21), 16 h.





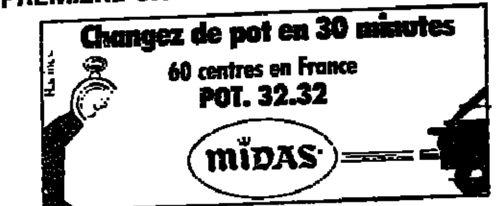
هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

COMMUNICATION

Lundi 26 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



20 h 35 L'Avenir du futur : Sept morts sur ordonnance.
Film français de J. Rouffio (1975), avec M. Piccoli, G. Depardieu, J. Birkin, M. Vlady, Ch. Vanel, M. Auclair (rediffusion).
En province, un chirurgien attaché à une clinique mutualiste, est en butte aux manœuvres d'un vieillard influent propriétaire de cliniques privées. Il enquête sur le cas d'un autre chirurgien qui s'est suicidé quinze ans plus tôt. Film de critique sociale inspiré à Georges Conchon par un fait divers authentique. La mise en scène est parfois « balzacienne », parfois tentée par la virtuosité technique. Excellente interprétation.
22 h 20 Journal
22 h 25 Débat : Pourra-t-on supprimer l'agressivité ?
Invités : Pr P. Karli, neurophysiologiste ; Pr Y. Pelicier, psychiatre ; Pr A. Langaney, généticien ; Pr J. Bancaud, neurophysiologiste.
23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : la Belle Vie.
De Jean Anouilh, réal. L. Iglesis. Avec J. François, J. Le Poulain, H. Perdrière. (Redif.)
A Munich, en 1918, des émeutes portent au pouvoir des représentants du peuple. Les von Valençay, aristocrates, sont emprisonnés, et leur maître d'hôtel est devenu un personnage du nouveau régime. Les bourgeois se transforment en comédiens, et cherchent un nouveau public. Une comédie.
22 h 5 Magazine : Plaisir du théâtre.
Cocteau-Marais au théâtre de l'Atelier, Girardot et les autres à Montparnasse, Bob Wilson au Théâtre de la Ville, etc.
23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Film : l'Amour en question.
Film français d'A. Cayatte (1978), avec A. Girardot, B. Andersson, M. Galabru, M. Auclair, G. Géret, J. Steiner.
Une femme-juge fait inculper la veuve d'un architecte assassiné. Elle soupçonne l'amant de celle-ci, un jeune Anglais, et veut l'obliger à se démasquer. Mais l'amant est jugé dans son pays. Forte et habile démonstration des failles du système judiciaire français opposé à la juridiction britannique. Cayatte reste fidèle à lui-même et à son cinéma « didactique ». C'est bien joué.
22 h 10 Journal.
22 h 30 Magazine : Thalassa.
De J. Pernoud.
Le Kajak de mer.
23 h 15 Prélude à la nuit.
Cantate Clori e Mirtillo, *de Scarlatti, par The Five Centuries Ensemble.*

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 05 Documentaire. Profession : vétérinaire rural.
17 h 20 Documentaire. Drôle de château de cartes : Ussé.
17 h 40 Série : C'est toujours la saison.
18 h 30 Sports.
18 h 55 Informations nationales et internationales.
19 h 10 Dessin animé : l'Ours Paddington.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : Malaventure.

FRANCE-CULTURE

20 h, « Des hommes de folie par-dessus toute raison », de M. Larbi, avec S. Myara, S. Amidou, V. Hamid.
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : rites et dieux d'automne.
22 h 30, Nuits magnétiques : *Une scène inquiète.*

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Magazine romain.
21 h, Concert (en direct de Rome) : *Sub Rosa*, de Gehlaar : *Aventures de lignes*, de Risset ; *la Scène 3*, de Ducol ; *Stehen*, de Cornilios, par l'Ensemble de l'Itinéraire, dir. D. Cohen.
23 h, Fréquence de nuit : Rome-Strasbourg ; rencontre avec A. Moravia : œuvres d'Allegri, Palestina, Pfitzner ; vers 23 h 45, Gœthe ou le voyage Rome-Strasbourg ; à 0 h, Strasbourg, présence contemporaine : œuvres de Debussy, Mahler, Varese, Wyschegradsky.

Mardi 27 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Annik.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Portes ouvertes.
14 h Avec ou sans nuages.
La route du thé, réal. S. Vanier (redif.).
14 h 25 Série : François Gaillard ou la vie des autres.
15 h 20 Monte-Carlo Show.
16 h 20 Le forum du mardi.
J'sais pas quoi faire : le bonheur d'être à la maison est-il réel ?
17 h 30 Série documentaire : le paradis des chefs, de F. Floquet.
Les îles Samoa occidentales au nord de la Nouvelle-Zélande.
18 h Série : Ton amour et ma jeunesse.
18 h 20 Le Village dans les nuages.
18 h 40 Variétoscope.
18 h 55 7 h moins 5.
19 h Météorologie.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 45 Jeu : Marions-les.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Théâtre : la Belle Hélène.
Opéra-bouffe de H. Meilhac et L. Halévy, réal. P. Cavassilas. Avec M. Cousins, J. Bastins, M. Amel, M.-C. Porta.
Créée en 1814 au Théâtre des Variétés à Paris, « la Belle Hélène » est l'une des plus célèbres opérettes d'Offenbach. Mise en scène par Jérôme Savary, enregistrée en public salle Favart en 1983 avec la collaboration du ministère de la culture.
0 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.
13 h 50 Aujourd'hui, la vie.
Un objet vous parle.
14 h 55 Série : Embarquement immédiat.
15 h 45 Reprise : La chasse au trésor.
A Madère *(diffusé le 25 septembre.)*
16 h 40 Entre vous.
Activités agricoles et pollution des eaux ; un taxi qui vous veut du bien.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 40 Film : Une affaire d'hommes.
Film français de N. Ribowski (1981), avec C. Brasseur, J.-L. Trintignant, J. Carmet, E. Darlan, V. Camurat, E. Huppert, P. Kerbrat, J.-P. Roussillon.
Un commissaire de police, qui fait du vélo le dimanche avec les membres d'un club, est devenu l'ami d'un agent immobilier. Celui-ci étant soupçonné de meurtre, il cherche à prouver son innocence mais découvre des faits troublants. Subtile étude psychologique de l'amitié virile devenant une passion aussi forte que l'amour. L'intrigue policière y est subordonnée. Une tentative originale.
22 h 30 Mardi cinéma.
Avec Micheline Presle et Stéphane Audran.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévisions régionales.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
20 h Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 35 Film : le Capitaine Fracasse.
Film français de P. Gaspard-Huit (1961), avec J. Marais, G. Grad, G. Barray, L. de Funes, A.-M. Ferrero, R. Garrone (rediffusion).
Sous le règne de Louis XIII, un gentilhomme gascon ruiné part sur les routes avec des comédiens ambulants pour les beaux yeux de l'ingénue de la troupe. Il devient, sur les tréteaux, le « capitaine Fracasse ». Pâlichonne adaptation du roman de Théophile Gautier. Film de cape et d'épée sans rythme, sans souffle lyrique malgré les exploits de Jean Marais.
22 h 15 Journal.
22 h 35 Bleu outre-mer.
Emission de M. Coletti.
De Tahiti : vestiges américains à Bora-Bora. De Guyane : les Hmongs à Cacao (quelque sept cents réfugiés fêtent depuis cinq ans le nouvel an en Guyane, un regard sur une collectivité). De Nouvelle-Calédonie : Kanake (le cycle de l'igname chez les Kanaks).
23 h 25 Prélude à la nuit.
« Les Jeux d'eau de la Villa d'Este », de Liszt, par M. Levinas, piano.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 06 La bataille de Marathon, film de Jacques Tourneur.
18 h 55 Informations nationales et internationales.
19 h 10 Dessin animé : l'Ours Paddington.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : Malaventure.

FRANCE-CULTURE

8 h, Les chemins de la connaissance : Kenneth White, carnet de bord ; à 8 h 32, Max Weber ou le refus des systèmes ; à 8 h 50, Les demeures de l'aube.
9 h 7, La matinée des autres : La géomancie africaine.
10 h 45, A bâtons rompus avec Daniel Cordier.
11 h 2 Musique : Journée clavecin (à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5, Agora : M. Schumann, A. Devaux.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : « La Nuit des barbares », d'Orlando de Rudder.
14 h 47, Les après-midi de France-Culture : Itinéraires retrouvés à Versailles ; 15 h 20, Rubrique internationale ; 16 h 25, Micromag ; 17 h, Raisons d'être.
18 h 30, Feuilleton : L'hôtel Saint-Pol.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : le vecteur Bozon.
20 h, Dialogues franco-allemands : politiques culturelles et insertion des jeunes dans la vie de la cité.
22 h 30, Nuits magnétiques : une scène inquiète.

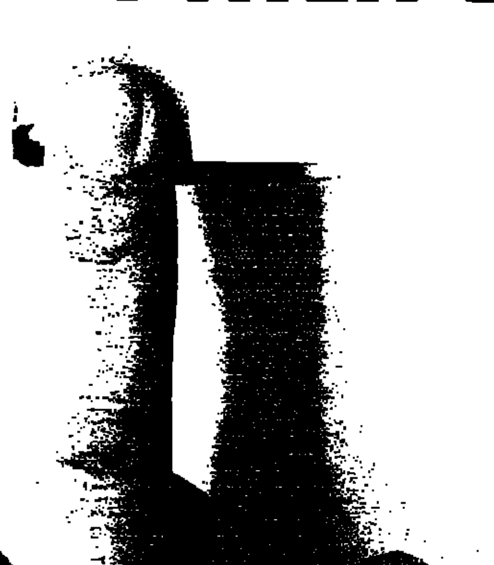
FRANCE-MUSIQUE

7 h 5, Concert : Moussorgski, Ravel, par l'Orch. National de France.
7 h 45, Le journal de musique.
8 h 10, Concert : Mendelssohn.
9 h 5, Le matin des musiciens : l'Allemagne au XX[e] siècle, œuvres de Zemlinsky, Milhaud, Krenek.
12 h, Archives lyriques : C.-A. Gomez.
12 h 35, Jazz : le blues urbain.
13 h, Les nouvelles muses en dialogue.
14 h 4, Chasseurs de son stéréo.
14 h 30, Musiciens à l'œuvre (en direct de Rome) : œuvres de Haendel, Carissimi, Corelli, Pergolèse.
17 h 5, Repères contemporains : Alberto Savinio.
18 h, Concert italien : *Concerto pour violon et orchestre* de Tchaïkowski, *Symphonie marine* d'Ibert, par l'Orchestre de la R.A.I.
19 h, L'imprévu (en direct de Strasbourg).
20 h, Jazz.
20 h 30, Concert (en direct du Renard Prêchant à Strasbourg) : *She* de Donatoni, *Cantate* de Cohen, *Vietato ai minori* d'Ambrosini, *Concerto de chambre* de Guerrero par l'Ensemble 2e 2m, dir. P. Mefano.
22 h 30, Fréquence de nuit à Strasbourg ; Jazz club.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 26 SEPTEMBRE

– *M. Georges Marchais*, secrétaire général du P.C.F., est l'invité de l'émission « Face au Public », sur France-Inter, à 19 heures.





DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Direction comptable et financière Gérance immobilière

Dans cette société de construction et surtout gérance immobilières, la Direction Comptable relève directement de la Direction Générale. C'est dire que son titulaire doit faire fonctionner, avec un effectif de 25 personnes, non seulement l'ensemble des aspects proprement comptables mais aussi tous les aspects financiers, prévisions et gestion de trésorerie en particulier. Et comme en plus de la gestion de quelques sept mille locataires, il y a également une petite activité construction neuve et co-propriété, son travail ne manque pas de variété. Avec un budget global de 90 millions de francs environ.

Le traitement informatique de cet ensemble est à repenser. Ce sera la première mission du futur Directeur qui doit être engagé pour remplacer l'actuel partant en retraite. Plus vite il arrivera, mieux ce sera.

Mais importeront plutôt : son professionnalisme comptable et financier, sa connaissance de l'immobilier, et sa compétence en informatique. La quarantaine, niveau DECS, il se verra offrir une rémunération motivante, assuré de progresser régulièrement au sein de cette société d'économie mixte à caractère privé qui a su conserver un climat humain.

Les candidatures seront examinées dans les meilleurs délais par les consultants du cabinet CLEAS. Leur écrire sous référence 8366 LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Industrie de pointe Diriger le technico-commercial

Dans cette industrie produisant des biens d'équipement lourd à base d'informatique appliquée, de commande numérique, le rôle des ingénieurs technico-commerciaux est capital.

Grâce à leurs connaissances techniques approfondies des besoins actuels et nouveaux de la clientèle d'une part, et des produits de notre société d'autre part, ils sont la charnière entre les services commerciaux et les différents services techniques, production, R et D, BE.

C'est une fonction difficile qui demande de grandes capacités techniques, de la rigueur, un bon esprit de décision mais aussi des qualités relationnelles de souplesse et de contact. Et le rôle de responsable d'un service d'une dizaine de technico-commerciaux œuvrant tant en France qu'à l'étranger, est encore plus délicat puisqu'il doit maintenir et élever constamment le niveau de compétence et la motivation de son équipe.

C'est le poste qui est proposé, en proche banlieue Sud de Paris, à un ingénieur (A et M, ESE, Télécom) pointu en technique mécanique, électronique, commande numérique, jeune encore, prêt à évoluer vers des responsabilités de management après avoir pratiqué lui-même cette assistance technique à des services commerciaux : étude de la concurrence, des cahiers des charges des clients, élaboration des gammes, programmation des offres...

Les candidatures seront étudiées confidentiellement par les consultants de CLEAS, leur écrire sous référence 8364 LM

CLEAS

6, Place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT

OUEST
250.000 F. Industrie Laitière

Un des premiers groupes français de l'industrie laitière, aux productions diversifiées, recherche UN DIRECTEUR pour UN ETABLISSEMENT spécialisé dans la production de produits frais. Sous l'autorité du Directeur Technique du Groupe, il sera responsable de la fabrication et du conditionnement de l'ensemble des produits finis. Il définira et contrôlera les activités de quelques centaines de personnes. Il veillera au respect des normes de fabrication. Il sera responsable de ses budgets et compte d'exploitation «production» (coûts, rendements,...). Il participera à la définition de la politique sociale du Groupe et il veillera à son application au niveau de son établissement. Il assurera les relations avec les représentants du personnel. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation Ingénieur laitier, possédera impérativement plusieurs années d'expérience acquise en laiterie à des postes de commandement et de gestion.
Ecrire sous référence 610/M à:

GRH conseils

3 avenue de Ségur 75007 PARIS
Discrétion assurée.

Directeur régional ingénieur grande école

BRETAGNE 250.000 F

Filiale d'un important Groupe Privé (3 milliards de CA) à vocation nationale et internationale, nous sommes spécialisés dans la gestion d'énergies. Notre mission est d'assurer à feu continu la production calorique de centrales thermiques réparties sur le territoire français. Pour renforcer son implantation notre Société recherche un cadre confirmé. No 1 de notre unité OUEST-BRETAGNE, il dépend de la Direction Générale.

Il coordonne, anime et contrôle sur un plan technique, administratif, financier et commercial, l'exploitation de nos centres de profit.

En terme de développement, il participe à l'élaboration des objectifs avec le souci de rentabiliser sa production (CA 75 millions de Francs). Il propose des programmes d'actions commerciales, prospecte les marchés qu'il négocie en relation avec les municipalités, administrations, bureaux de contrôle. *Assisté d'une équipe de 40 spécialistes, il définit l'organisation du travail et prend en charge la gestion du personnel* (recrutement, formation, politique salariale...).

Ce poste convient à un **INGENIEUR de haut niveau,** possédant une solide expérience commerciale et de gestion au sein d'unités techniques autonomes. Une intégration progressive est envisagée pour assurer au mieux la prise en charge complete de cette unité.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, sous référence 7677 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra

INTERNATIONAL SALES MANAGER

Matériaux de Construction
FF 300,000 et plus

Notre client est une importante société multinationale spécialisée dans le matériel de construction et l'équipement minier partout dans le monde. Des facteurs conjugués de restructuration et d'expansion lui permettent d'offrir un poste de tout premier plan à un professionnel de l'industrie. Il s'agit d'une réelle opportunité qui s'adresse aussi bien à une personne satisfaite de son emploi actuel.

Le candidat idéal devra justifier d'une très bonne qualification technique, économique ou similaire. Agé de 35 à 40 ans, il sera au bénéfice d'une solide expérience dans le domaine de l'industrie, acquise dans un poste de même niveau. De langue maternelle française, il connaîtra parfaitement l'anglais et devra avoir vécu et travaillé en France et dans les pays francophones d'Afrique et d'Arabie.

Les responsabilités qui lui seront confiées comprendront l'entière direction de la vente et du service après-vente tant en France que dans la plupart des pays francophones d'Afrique et d'Arabie. Basé près de Paris, il devra néanmoins voyager dans toute l'Europe et à l'étranger pour au moins 50 % de son temps.

Pour une information confidentielle, un premier échange d'information, veuillez contacter Lach Thorburn (Tél. 021-26-10-28 Télex 26632) ou écrire, en mentionnant le numéro de référence DFM 103 à

THORBURN & ASSOCIATES
PLANTMEN

International Management Consultants
P.O. Box 730 1001 Lausanne SWITZERLAND.

Notre Société leader dans la Région Parisienne de la distribution spécialisée de produits sanitaire-chauffage et d'équipements pour la maison (C.A. 180 millions), vous propose le poste de :

directeur administratif et financier

Nous serons d'autant plus intéressés :

si vous êtes titulaire du DECS,

si vous avez été en charge pendant 5 ans au moins du contrôle de gestion d'une Société comprenant diverses agences décentralisées et êtes intéressé par la conception, la mise en place, le suivi d'un contrôle interne,

si vos 10 premières années d'expérience professionnelle vous ont de plus familiarisé avec la trésorerie, la comptabilité, l'informatique, le personnel, le contentieux,

si vous êtes à même d'assurer de façon opérationnelle l'entière responsabilité de ces fonctions vis-à-vis du Directeur Général de cette Société.

Réf. 79405

Cabinet Leconte — *nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.*

4, rue Amiral Courbet - 75116 PARIS



Futur directeur qualité — Rhône-alpes

Jeune ingénieur de haut niveau - Cette moyenne entreprise de la région Rhône-Alpes est le leader mondial dans la conception, la fabrication et la commercialisation de systèmes de très haute technicité destinés à des domaines soit grand public, soit professionnel, dans les industries du médical, de l'aérospatial, de la surveillance et des communications. Elle est en expansion continue, réalise la majeure partie de son chiffre d'affaires dans le monde entier et possède une solide assise financière. Cette société a déjà plus de 10 ans d'expérience dans l'assurance de la qualité et souhaite à présent mettre en œuvre une nouvelle étape. Elle recherche un jeune ingénieur de haut niveau. Rattaché à la direction générale et membre du comité de direction, il aura pour mission d'élaborer, de proposer et de mettre en place une "éthique" et de développer la politique de la qualité (au sens le plus large du terme) dans l'entreprise. Cette réelle opportunité s'adresse à un ingénieur diplômé âgé de 30 ans au moins, possédant une bonne connaissance des théories modernes en matière de politique de qualité. Il aura une expérience industrielle de 5 ans dont au moins une partie acquise dans la fonction assurance qualité et de préférence au sein d'une société anglo-saxonne. La direction générale attachant une très grande importance au développement et au contenu de cette fonction, la personnalité et le potentiel du candidat seront déterminants. La rémunération annuelle brute, largement ouverte, saura motiver un élément de premier plan. Réf. B/7088M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

SECRETAIRE GENERAL

280.000 F +

Société de Services implantée sur la **Région RHONE-ALPES** - 600 personnes - recherche un Secrétaire Général

ADJOINT DE LA DIRECTION GENERALE

Homme de négociation, de réflexion et de prospective, il oriente la *politique de l'entreprise en l'adaptant aux besoins de son environnement.*

Son action s'étend : • **gestion financière** : de la préparation des dossiers au suivi et à l'analyse des résultats • **gestion du personnel** · communication interne et objectifs sociaux • **relations extérieures** : développement de l'information et promotion de l'entreprise • **coordination et animation** des services en vue d'une optimisation des résultats et du contrôle de la réalisation des objectifs

Diplômé d'Etudes Supérieures (Grande Ecole de Commerce ou Universitaire), il a été confronté à tous les aspects de la vie de l'entreprise et de sa gestion. Il a acquis cette expérience du Management, par exemple, au siège d'une entreprise. Sa réussite est due notamment à son *sens des réalités et à son ascendance naturelle.*

Votre dossier sera traité confidentiellement par Françoise BARSI.



Adressez votre candidature sous ref 1101-M
LTM CONSULTANTS
63 avenue de Villiers - 75017 Paris

PB International Management

Patrick BRUNETEAU
Consultant en recrutement financier
8, rue Georges Ville, 75116 PARIS

Un Groupe indépendant d'importation et de distribution de produits pétroliers, C.A. supérieur à 1 Milliard de F. recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

POSTE :
• comptabilité générale et analytique, bilans, CE, • suivi de l'exploitation informatique, • gestion de l'administratif, • encadrement 20 personnes, • lieu de travail : Département 92.

PROFIL :
• 40-45 ans, formation supérieure + expertise comptable, • expérience de l'outil informatique, sens de l'organisation, • la connaissance du milieu pétrolier est vivement souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions ss référence 78772.

DIRECTEUR GENERAL centre-ouest

La Société est la filiale d'un important fabricant français de produits de second oeuvre du bâtiment dont elle distribue les produits dans sept départements de la région centre-ouest. Sa clientèle est composée d'entrepreneurs et de collectivités.
Le Directeur Général recherché aura pour mission de gérer la Société (20 personnes) et de développer le chiffre d'affaires en animant un réseau de représentants exclusifs. Environ 40 ans. Expérience commerciale souhaitée milieu bâtiment. Formation ESC ou niveau équivalent. Bonnes connaissances gestion et habitude de la direction d'une force de vente sur le terrain.

Adresser CV détaillé s/réf. 232/15M à

France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris.

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)



DAS IST IHRE CHANCE

Dethleffs baute schon 1931 als Erster in Deutschland Freizeitfahrzeuge. Seit 1973 in einem der modernsten Produktionsbetriebe in Europa. Die Caravans und Motorcaravans von einem der führenden Hersteller haben einen ausgezeichneten Ruf. Entsprechend weit vorn liegen wir heute im Markt.

Für den Auf- und Ausbau des französischen Marktes, sowie der Betreuung der bestehenden Verkaufsorganisation suchen wir einen

IMPORTLEITER

mit fliessenden französischen und deutschen Sprachkenntnissen.

Diese hoch interessante Tätigkeit stellt eine Lebensaufgabe für den Bewerber dar und setzt grosses Vertrauen und unternehmerisches Denken voraus. Der Bewerber sollte deshalb ein hohes Mass an Integrations-vermögen, Kontaktstärke, Durchsetzungsvermögen, Organisationstalent und Verhandlungsgeschick aufweisen.

Wenn Sie diese aussergewöhnliche Chance mit überdurchschnittlicher Dotierung nutzen wollen, dann steht Ihrer Karriere bei uns nichts im Wege.

Ihre Bewerbung erbitten wir direkt an die

Dethleffs Caravans GmbH
Postfach 1180
7972 Isny/Allgäu.
Tél. : 19-49 (7562) 72-254.

Pour un important projet que nous réalisons au Nigéria

nous recherchons

3 COORDONNATEURS DE TRAVAUX

Ayant une solide expérience du contrôle et de la coordination des *entreprises de bâtiments* T.C.E. *industriel*, électromécanique, électronique ou informatique.

Une expérience réussie dans un pays africain souhaitée. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Le poste, basé à *LAGOS ou dans d'autres capitales* d'Etat du Nigéria, comporte les avantages habituellement conférés aux expatriés.

Les candidats intéressés et répondant aux qualifications requises ci-dessus doivent envoyer leurs C.V., photo et prétentions s/nº T 042 241 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Quotidien Afrique francophone
cherche de suite

CONSEILLER AUPRÈS RÉDACTEUR EN CHEF

pour mission 2 ans minimum, ayant expérience certaine offset, photocomposition, secrétariat de rédaction. Sérieuses références exigées. Age souhaitable 35 ans environ.

Ecr. avec c.v. à A.F.G., 11, rue Lincoln, 75008 Paris qui tr.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

CAPETOWN/République Africaine du Sud. Pour notre restaurant dont l'ouverture est prévue en décembre 1983, nous cherchons à engager un chef de cuisine expérimenté recherchant un défi nouveau et désireux de prouver ses excellentes connaissances professionnelles en Nouvelle cuisine. Les conditions d'engagement et la rémunération sont naturellement de premier ordre. Si ce poste vous intéresse et si vous avez de bonnes connaissances d'anglais.
Prière de rédiger vos offres de service en conséquence et de les adresser avec les documents habituels s/réf. 44-130'308 Publicitas Postfach, Ch-8021 Zürich.

RECHERCHONS URGENT

EXPERT EN GESTION

pour pays francophone Afrique Est
Niveau minimum D.E.C.S. ou Sup. de Co.
5 ans expérience minimum.
Exp. africaine appréciée.

Env. C.V. et prétentions à IRAM
49, rue de la Glacière,
75013 Paris.

GESTION ÉTUDES

Rech. de ste. pr import. chant. routier en COTE-D'IVOIRE

INGÉNIEUR LABO

Tél. pour R.-V. : 770-71-72.

ÉTRANGER (1) 372-45-52

FIELD ENGINER

MECHANICAL ELECTRICAL (ingénieur bâtiment bilingue) pour contrôle chantiers, sous-traitants, *main-d'œuvre, planning*, qualités d'exécution. Bon niveau anglais courant et technique pour réunions, coordination chant., dont 50 % d'effectifs U.S.A.

Chantiers pétroliers: Un homme d'export

Société intervenant dans un secteur de pointe, l'exploration pétrolière, recherche pour renforcer et développer ses activités internationales

UN CADRE DE HAUT NIVEAU

Pour ce poste, nécessitant 60 % de déplacement dans le monde, nous souhaitons rencontrer un spécialiste des chantiers pétroliers, de préférence ingénieur en instrumentation ou ingénieur géologue ou ingénieur foreur.

Une expérience minimum de 5 à 7 ans sur le terrain dans les domaines exploration-production est indispensable.

Sa mission très complète nécessitera de sa part un sens aigu de l'analyse lui permettant d'apporter des solutions aux problèmes posés (analyse des profils économiques et ethniques des pays prospectés).

Pour ce poste une pratique parfaite de l'anglais et si possible de bonnes notions d'espagnol et/ou d'italien sont exigées



Envoyer C.V. + photo sous réf. 262 M à Christine d'AUBIGNY VALENS CONSEIL RECRUTEMENT 59, rue de Richelieu 75002 PARIS qui vous assure de sa totale discrétion.

SOCIETE INTERNATIONALE DE MANAGEMENT D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE
filiale d'un grand établissement public - recherche pour
affectations résidentielles outre-mer

INGENIEURS INFORMATICIENS

diplômés grandes écoles - option informatique ou écoles d'ingénieurs

- Expérience confirmée en informatique de gestion.
- Connaissances DPS 7 ou HP 3000 appréciées.

Adresser curriculum vitae, prétentions et date de disponibilité sous référence 5188 à :



SINORG RECRUTEMENT
7 RUE ROYALE 75008 PARIS

Axial Publicité

DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

Directeur des systèmes comptables

BANLIEUE NORD — **250.000 Francs**

Une société Holding leader dans son domaine et filiale d'un groupe allemand recherche son Directeur des systèmes comptables.
La Holding française (C.A. 800 millions de francs, 1200 personnes) regroupe 5 sociétés de fabrication dont certaines sont des investissements récents.
Le poste créé dépend du Directeur Financier et Administratif et recouvre :
• l'amélioration et l'harmonisation des systèmes comptables • la mise en place de procédures de contrôle interne • la comptabilité de la holding et la consolidation • le secrétariat général...
De formation supérieure type expertise comptable complétée par une expérience en entreprise, le candidat parlera impérativement anglais ou allemand.
Envoyer C.V. détaillé précisant votre salaire actuel sous référence 7728 à :

Organisation et Publicité

2 rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.



Futur *Directeur Général* d'une P.M.E. Mécanique

Vous avez aux environs de 35 ans, vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur et vous pouvez travailler en Anglais.

Vous êtes déjà, depuis un certain nombre d'années, à la tête d'un bureau d'études en mécanique ou d'une unité de fabrication ayant intégré la fonction Etude.

Nous vous offrons dans un premier temps :
- *la responsabilité complète de notre unité de fabrication* et de notre bureau d'études
- la mission de développer nos activités d'engineering.

Nous sommes une entreprise dont la vocation, est d'une part la fabrication de *machines nécessaires à l'industrie mécanique*, et d'autre part la vente de systèmes de production clés en main.

Le titulaire du poste doit prendre rapidement des fonctions importantes à la Direction Générale

Merci de nous adresser C.V. photo sous réf. 309 253 (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115 rue du Bac 75007 PARIS — Tel 544 38 29

TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE

recherche le

DIRECTEUR GÉNÉRAL

de sa filiale A.D.E.T.E. en ARABIE SAOUDITE

Cette filiale qui réalise l'ingénierie complète de la Télévision dans ce pays poursuivra sa mission en l'étendant à des *tâches d'assistance à l'exploitation* et *à la maintenance* pour le compte du Ministère de l'information du Royaume.

Une expérience dans l'audivisuel ou les techniques de l'information est nécessaire.

Ce poste implique des relations avec les autorités locales au plus haut niveau.

Age minimum : 35 ans.
Résidence : RIYAD.

Adresser candidature AVANT LE 5 OCTOBRE 1983
à TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE
sous-direction du Personnel
pièce 623, 21/27, rue Barbès, B.P. 518
92542 MONTROUGE CEDEX.

FONDATION SANTÉ DES ÉTUDIANTS DE FRANCE

recherche pour
établissement psychiatrique Sud-Ouest

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Les candidats devront justifier :
Etudes supérieures. Niveau maîtrise.
Expérience gestion hospitalière avec références professionnelles.

Adresser candidature manuscrite avec c.v. et photo à F.S.E.F., B.P. 147, 75664 Paris Cedex 14.

BUREAU D'ETUDES
recherche

DIRECTEUR DE TRAVAUX
LIBRE DE SUITE

PROFIL :
INGENIEUR, plusieurs années d'expérience de la maîtrise de chantiers. de bâtiments.
Lieu de travail Paris avec quelques déplacements en Province.

FONCTION :
Il dirige une équipe de 4 inspecteurs de travaux et assure la maîtrise de chantiers y compris le pilotage et la coordination.

Envoyer CV et prétentions s/réf. 20023
JEAN RÉGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transm.

J.R.P.

Importante société multinationale leader sur son marché, implantée dans 3 pays de la C.E.E., recherche pour sa

DIRECTION FINANCIÈRE EUROPÉENNE

BUDGET ANALYST

Ayant le goût des contacts internationaux, actif et entreprenant, pour planification court et *long termes, élaboration* et suivi des dossiers de gestion, devra participer à la *mise sur informatique* de ces différents travaux.

Niveau universitaire :
– Ecole commerciale ;
– Maîtrise de gestion.

Expérience préalable dans un poste similaire souhaitée. Très bon anglais nécessaire. Voyages éventuels. Envoyer C.V. et prétentions à nº 3.286
Publicités Réunies,
112, boulevard Voltaire,
75011 PARIS.



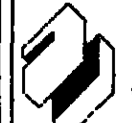
emplois régionaux

Votre objectif:

La responsabilité complète de la Fonction Personnel

Dans une entreprise à taille humaine

Après 5 à 7 ans d'expérience (en milieu industriel) de la gestion du personnel et de l'animation des relations avec les partenaires sociaux, vous êtes capable aujourd'hui de maîtriser une fonction plus globale.
Nous vous proposons de prendre en charge la création d'un *poste de Responsable des Relations Humaines dans une entreprise de 300 pers.*, fortement exportatrice et en croissance régulière.
Rattaché au PDG, vous allez proposer, mettre en place et animer les politiques et les outils indispensables à une gestion sociale dynamique. Ce poste est à pourvoir en Alsace dans une filiale d'un groupe multinational.
L'anglais est un atout important.
Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE.
Ecrivez sous référence 795 M à Carole de CHILLY.



ALGOE 9 bis, route de Champagne
69130 ECULLY

MEMBRE DE SYNTEC

Dasseln

---

votre carrière dans l'immobilier...

dans une entreprise bien connue qui a fait de la promotion immobilière (logements individuels et collectifs, bureaux...) son métier. Nous cherchons pour notre siège à Lille

un jeune diplômé

De formation supérieure (droit, ESC + IAE et/ou ICH...), dynamique et entreprenant, vous voulez réussir, mais l'expérience vous fait (encore) défaut.

Par étape, vous prenez en charge, dans chaque opération, le suivi administratif et la gestion des ventes ainsi que les dossiers financiers : appels de fonds, (pré-financement et acquéreurs), gestion des marchés d'entreprise, suivi et contrôle du bilan financier et de la trésorerie.
A terme, vous êtes l'un de nos spécialistes immobiliers et assurez le montage complet d'opérations, de la recherche de celles-ci à la remise des clés.

Notre consultant, S. BERLEM, vous remercie de lui écrire (réf. 353 LM).



MEMBRE DE SYNTEC



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Responsable organisation et informatique **Le havre**

Filiale d'une importante entreprise internationale, cette société (chiffre d'affaires de l'ordre de 600 millions de francs - effectif d'environ 800 personnes) spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'équipements de haute technicité pour l'industrie énergétique, recherche son responsable informatique qui sera basé à son usine du Havre. Dépendant du directeur financier, et animant une douzaine de personnes (études et exploitation) autour d'une configuration IBM (3.15 D, 34, 38), il sera essentiellement chargé de réaliser la mise en œuvre du plan informatique gravitant autour d'un logiciel de gestion de production, concevra et mettra en œuvre une politique d'assistance aux utilisateurs, définira et orientera la stratégie informatique de la société par une information permanente sur les matériels et logiciels et établira pour son domaine les relations avec la maison-mère. Ce poste intéresse un candidat âgé d'au moins 33 ans, de solide formation générale et technique, ayant acquis dans un environnement technique et industriel similaire une expérience convaincante de plusieurs années, notamment en gestion de production. Une bonne pratique de la langue anglaise sera un atout supplémentaire. La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2352M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



Responsable comptabilité industrielle **Le havre**

Filiale d'une importante entreprise internationale, et basée au Havre, cette société (chiffre d'affaires de 600 millions de francs - effectif de 800 personnes), spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'équipements de haute technicité pour l'industrie énergétique, recherche son responsable comptabilité industrielle. Dépendant du directeur financier, et animant une vingtaine de personnes, il sera chargé de déterminer les prix de revient, d'intégrer la comptabilité à l'informatique et d'affiner, de manière générale, les procédures. Elaborant le budget usine, il tiendra, outre la comptabilité fournisseurs, les comptabilités stocks et pièces détachées, en collaborant à la mise en place d'un logiciel de gestion de production et en développant les méthodes comptables. Ce poste conviendrait à un candidat, de solide formation générale et comptable, justifiant d'une expérience significative en milieu industriel dans ces domaines. La pratique du système comptable anglo-saxon sera un atout supplémentaire. La rémunération tiendra compte de l'acquis professionnel. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2364M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



SOISSONS

le leader européen du Transport volumineux.
CA 250 Millions de Francs, 550 véhicules
recherche son

CHEF DE GROUPE COMPTABLE

Avec une équipe de douze personnes, il est responsable de l'ensemble des comptabilités informatisées (Philips 4500).

- comptabilité générale (situations mensuelles, état financier...) ;
- gestion de la trésorerie et relations bancaires ;
- la gestion et le contrôle des comptes d'exploitation individuels par véhicule ;
- il est chargé également des problèmes juridiques, fiscaux et des relations avec les administrations.

Nous attendons un candidat de formation supérieure (Sup de Co. options finance-comptabilité + DECS ou niveau expertise), possédant une expérience d'environ cinq ans en cabinet et/ou en entreprise.

Pour un premier contact, merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé, sous réf. 417 M à Solange MONTEIL.

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.





emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

UNIVERSITY OF PETROLEUM & MINERALS DHAHRAN, SAUDI ARABIA



The University of Petroleum & Minerals, Dhahran, Saudi Arabia, invites applications from english speaking candidates for faculty positions open for the academic year 1984-1985, starting 1 September 1984, in the following areas :

Architecture

A minimum of a Master degree in addition to three years of teaching and/or practical experience in any of the following fields is required. Ph.D. is preferred.

Architectural design, architectural theory and history, urban design, building technology, environmental systems and control, and construction management.

All specialized areas of physical planning, natulra factors, quantitative methods, transportation, housing, planning theory.

Chemical

Positions open for Professors and Associate Professors ranks. Ph.D. degree with *minimum of 5 years of teaching and/or industrial experience.* Specialists in material science, desalination, petrochemicals and environmental engineering are particularly needed.

Civil

Ph.D. degree with teaching/research experience and/or industrial experience for all *professional ranks in the following areas :*

Environmental Engineering :
Professor/Associate Professor preferably with research interest in water reuse and industrial air and water pollution.

Geotechnical Engineering :
Professor/Associate Professor preferably with research interest in sand stabilization and sand dune movements.

Structural analysis and design :
Professor/Associate Professor preferably with research interest in off-shore *structures and building and construction materials.*

Electrical

Ph.D. degree with demonstrated ability to teach and conduct research in the following areas of specialization :

Professors – digital control systems, high-voltage, power electronics, microprocessors.

Associate Professors – digital control systems, microprocessors, high-voltage, electronic, *energy conversion.*

Assistant Professors – high-voltage, digital microprocessors, power electronics, *energy conversion.*

Mechanical

Ph.D. degree with teaching, research and industrial experience in the following areas :

Fluid mechanics, thermodynamics, systems control, internal combustion engines, refrigeration and air conditioning, material science, machine design in the mechanical engineering and in the applied mechanical engineering programs at undergraduate and graduate levels.

Well equipped laboratories in fluid mechanics, heat engines, refrigeration and air conditioning, mettalurgy and dynamics. The research equipment includes IBM 370/158 computer, X-ray deffraction *machine, scanning and transmission electron* microscopes, subsonic wind tunnel hot wire anemometers, data recording and processing equipment.

On-going research program includes : *turbulent heat transport, solar energy,* low thrust *spacecraft propulsion* modelling of transition and turbulent flow, corrosion, and powder metallurgy.

Petroleum

Ph.D. degree - teaching, research and field experience essential. Specialists in the areas of production, petroleum economics and enhanced oil recovery are needed.

Industrial and systems engineering

Ph.D. degree emphasizing one of the following areas. Systems and control – computer control, industrial automation, digital systems, microprocessors :

– industrial engineering – cad/cam, human factors engineering, methods *engineering, quality control, operation research – optimization,* probabilstic or.

Computer Science and Engineering

Ph.D. in computer science or computer engineering or in a closely related discipline with emphasis in programming languages, data base-organization and structure, microprocessors, operating systems, data processing, system analysis, digital design, computer architecture, and software engineering.

Chemistry and Industrial Chemistry

Ph.D. degree or Master degree with teaching and research interest. Postdoctoral and industrial experience is highly desirable. Faculty members are expected to teach undergraduate and graduate courses in M.S. program to develop an independent *research program.*

Facilities available are IBM 3030 XL 200 MNR, Enraf Nonius cad-4 automatic diffractometer, Ribermag GC-MS, Jarrel-Ash model 850 atomic absorption spectrometer, Varian E 109 ESR and Bruker ER 2000 SRC ESR and Endor spectrometer, P.A.R. model 370 electrochemistry system, emission spectrograph, and the routine analytical instrumentation etc.

Mathematical Sciences

Positions open the following areas :

Applied mathematics	Topology
Analysis	Numerical analysis
Differential equations	Statistics
Geometry	

Ph.D. degree in any of the field mentioned above plus teaching and research interests.

Earth Sciences

Positions open in the following areas :

Hydrogeology	Photogeology/geomorphology
Petroleum geology	Geophysics.
Geochemistry	

Ph.D. degree plus field/industrial/teaching experience. Faculty will be involved in both teaching and research. Ability to teach geologic field courses is particularly *desired. Good research facilities are available and specialized equipment* for approved research projects may be acquired. Current research includes saline deposits, sabkhahs regional structure, geotechnical properties of local soil and rock *types. It also includes micropaleontological-microfacies analysis,* stratigraphical analysis of both surface and sub-surface sections, computerized bibliographies and geologic data banks, theoretical and applied studies of seismic surface waves, rock *magnetism and paleomagnetism.*

Physics

Physicists with Ph.D. degree interested in graduate and undergraduate teaching and M.Sc. thesis supervision are sought.

Research facilities available are : (1) Surface science laboratory with a Varian UHV system with leed, Auger, *UPS, TDS* and sims *capabilities and a GCA-Mcpherson* ESCA-36 spectrometer. (2) Cryogenic lab-liquid nitrogen and liquid helium as well as ancilliary equipment are available for experiments in the range 1-300K. A dilution *refrigerator for ultra-low temperature capabilities will be operational in 1984-1985.* (3) Laser Raman lab – comprised of a Spexcomb system with Argon-Ion laser, continuous flow crystat and mini-computer. (4) Solid state lab – a sputtering system with *thin film interferometer, a vibrating sample magnetometer incorporating* a 50 kg superconducting magnet and vacuum system for studies in the range 1.5-300 k. Also available are an Argon arc melting furnace and an X-ray machine for *structural studies. (5) Nuclear physics – nuclear physics experiments will be* centered around a l 14-mev neutron generator which will become operational in two years.

All candidates must be capable of teaching in English

Benefits

Minimum regular contract for two years, renewable. Competitive salaries and allowances. Airconditioned and furnished housing provided. Free air transportation to and from Dhahran each year. Attractive educational *assistance grants for school-age dependent children. All earned income without Saudi taxes. Ten months duty each year with two months vacation with salary.* There is also possibility of selection for University's on-going summer program with good additional compensation.

Apply with complete resume on academic, professional and personal data, list of references, publications and research details, all in English and in twofold, with copies of degrees and/or transcripts, including home and office *addresses and telephone numbers,* to :

UPM Kontaktstelle beim DAAD
Wissenschaftszentrum
Ahrstrasse 45, D-5300 Bonn 2, Tel. (02 28) 37 31 32

GENERALI

LEADER EUROPÉEN DE L'ASSURANCE DE PERSONNES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES
Recherche pour : Isère – Savoie.

COMMERCIAUX

Pour former, animer et contrôler leur réseau d'agents *généraux et de courtiers.*

NOUS OFFRONS :

– *Une rémunération motivante.*
– Une possibilité d'évolution vers des responsabilités hiérarchiques importantes.

NOUS SOUHAITONS :

– Baccalauréat + complément de formation (niveau universitaire DEUG, école de commerce).
– Le sens du contact humain, le goût de la vente. *Beaucoup de dynamisme.*

Aucune expérience professionnelle n'est requise. Une formation complète et rémunérée étant assurée à notre siège social (Paris).

Adr. lettre manuscrite, c.v. dét., photo (ret.) et prétent.
GENERALI,
J.-M. COLLOMB, 76, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.



les solutions de progrès

LA TELEMECANIQUE ELECTRIQUE
DIVISION INDUSTRIELLE 1
localisée à DIJON
recherche pour son
LABORATOIRE DES ESSAIS DE DEVELOPPEMENT DES NOUVEAUX PRODUITS

INGENIEUR diplômé débutant ELECTROTECHNICIEN

grandes écoles (ESE ou équivalent)

L'équipe en place dans le laboratoire de la Direction Technique, facilitera, par son dynamisme, l'intégration à l'*adaptation du nouvel arrivant.* (Réf.281)

Envoyer CV et lettre manuscrite, en rappelant la réf. 281
à LA TELEMECANIQUE ELECTRIQUE
Direction du Personnel - rue Lavoisier
BP 6 - 21600 LONGVIC.

KONI FRANCE

Equipement Automobile
Alpes-Maritimes (proximité Nice)

recherche dans le cadre
de son expansion

son futur

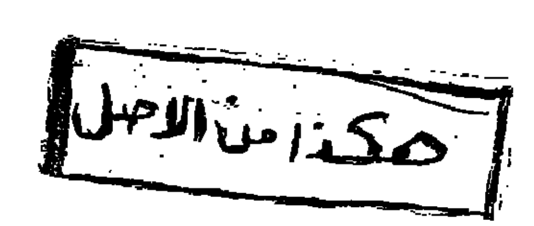
RESPONSABLE INFORMATIQUE

Outre de réelles *capacités relationnelles permettant* les études, conceptions et réalisations en liaison directe avec les divers utilisateurs.

Ce candidat analyste-programmeur d'environ 35 ans aura :

– Une formation supérieure au minimum Bac + 2.
– Une expérience non inférieure à 5 ans en milieu industriel.
– Une connaissance approfondie du système I.B.M. 34 nécessaire à l'implantation prochaine d'un système 36.
– Une maîtrise minimum de l'anglais qui deviendra vite indispensable.

Adr. C.V., photo et prét. à M. Duval, Koni France. B.P 14, 06021 Nice Cedex



هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



TELIC-ALCATEL

Siège social : STRASBOURG - Direction Commerciale : FRESNES.
Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privés (télématique, bureautique, électronique grand public).
Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de francs de chiffre d'affaires.

- *Utilisant une gamme très diverse de technologies de pointe,* nous bénéficions des impulsions de chacune d'entre elles. Tous nos produits se renouvellent et se diversifient sur un rythme sans cesse plus rapide.
- Nous déployant sur des marchés nationaux et internationaux en fort développement mais très concurrentiels, notre règle est la compétitivité par l'intelligence, soutenue par un moral de vainqueur et des moyens puissants.
- Traitant de techniques de communication au sens le plus large, nous sommes en prise directe avec l'un des phénomènes socio-culturels les plus émergents du monde contemporain.

La qualité des hommes de TELIC est le moteur de son développement.
Vous avez le même goût d'entreprendre, venez nous rejoindre à STRASBOURG, au sein de notre Direction des Achats en tant que

RESPONSABLE ACHATS ELECTRONIQUES

Rattaché au Directeur des Achats et bénéficiant d'une large autonomie, vous aurez la responsabilité d'une famille de composants discrets représentant un volume d'affaires d'environ 80 MF.

Dans votre domaine d'action, vous élaborerez la prospective achats et participerez au choix des composants en liaison avec les Directions Technique et Industrielle.

Vous négocierez et concluerez les marchés avec les plus grands fournisseurs mondiaux de composants.

Vous êtes Ingénieur Electronicien, vous possédez une expérience commerciale (vente ou achats) ou marketing ou une expérience technique ou industrielle dans le domaine des composants et vous parlez couramment *anglais.*

INGENIEUR ACHATS

Au sein d'une équipe gérant une famille de composants, vous aurez pour mission de négocier avec une large autonomie des marchés de composants électroniques.

Vous assurerez l'interface avec les Services Techniques et les Services d'Ordonnancement et de Fabrication.

Vous êtes un acheteur ou un vendeur confirmé et vous possédez une bonne expérience de la négociation commerciale, ou bien, vous êtes un jeune ingénieur et vous souhaitez élargir votre action à la fonction achats.

Vous possédez une bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser, en prélude à notre rencontre, votre curriculum vitae à Bernard CAMMAS, Directeur du Personnel,



Groupe C.G.E.

TELIC-ALCATEL
206, route de Colmar - B.P. 57
67023 STRASBOURG CEDEX



LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE DE HAUTE-NORMANDIE

cherche pour renforcer une petite équipe système à ROUEN un

SPÉCIALISTE SYSTÈME
2-4 ans d'expérience

Intervenant sur un site équipé de :
DPS 8 biprocesseur
5 Mini 6 et 300 terminaux (TDS, IDS et DM 4)

Ses fonctions couvriront : le choix et la réalisation d'outils informatiques, le suivi et la mise à niveau du système ainsi que la formation des utilisateurs.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 80332/M à

UNILOG Ethnos
Conseil en Recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS
Membre de Syntec Informatique

HAVAS CONTACT

GROUPE BANCAIRE
SPECIALISE DANS LE CREDIT IMMOBILIER ET LES PRETS AUX PARTICULIERS

recherche pour son Agence de LILLE

COLLABORATEUR
H/F

de bon niveau, disposant d'une première expérience bancaire (classe IV ou V) pour lui confier la responsabilité du développement commercial de l'Agence.

Qualités requises :
- *motivation essentiellement commerciale,*
- sens des contacts humains et de l'animation,
- grande disponibilité.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions s/réf. 5192 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui tr.

CHEF DE ZONE EXPORT
Agro-alimentaire

Une société (CA 1,5 milliard - Effectif 700 personnes), filiale de l'un des premiers groupes français de l'agro-alimentaire et spécialisée dans l'abattage et la transformation de viandes, recherche UN CHEF DE ZONE EXPORT qui prendra en charge la commercialisation de carcasses sur le *marché italien. Il devra réaliser les objectifs de vente* définis pour sa zone et sa ligne de produits en marges et en volumes. Il aura à prospecter et suivre une clientèle diversifiée dont il devra s'assurer *impérativement de la solvabilité, et pour laquelle il gèrera* systématiquement le «risque clients» (niveau des encours, délais de règlement, avoirs, impayés,...). Il analysera constamment l'évolution du *marché et il tiendra à jour différents tableaux de bord* (volumes, valeurs, montant des marges, CA,...) afin de comparer les résultats aux objectifs et de prendre si besoin des mesures de redressement. Le *candidat retenu, âgé d'au moins 25 ans,* de formation commerciale et parlant si possible italien, possédera une expérience professionnelle de quelques années acquise dans une fonction «vente» de produits agro-alimentaires (viande si possible). Ce poste implique de fréquents déplacements.
Ecrire sous référence 625/M à :

GRH conseils
3 avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

Ingénieur Agro, Agri technico-commercial

La Rochelle — 100 000 F +

La Compagnie **ANGIBAUD**, leader européen des fertilisants organiques, effectifs 150 personnes, 5 unités de production, C.A. 100 millions, recherche pour faire face à son développement un Ingénieur Technico-commercial. Rattaché à la Direction Générale, ses fonctions comporteront de très nombreux contacts avec les services officiels et avec la clientèle sur toute la France, auprès de laquelle il interviendra en appui technique à notre force de vente. Il sera chargé également d'études de nouveaux produits et jouera le rôle de Chef de Produit pour les amendements. Entre outre, il sera responsable de la formation technique de l'équipe *commerciale et de la rédaction des documentations. Basé à la Rochelle, il se déplacera environ 50% de son temps.* Ce poste intéresse un ingénieur Agro, Agri..., débutant ou ayant une première expérience, désireux d'occuper un poste très actif et diversifié. Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé s/réf. 11685/M en précisant votre rémunération actuelle à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion, Sélé CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC — Publival



QUAKER FRANCE

QUAKER FRANCE est la filiale française d'un important groupe agro-alimentaire américain.
Nous fabriquons et commercialisons les céréales pour petit déjeuner **QUAKER** et les aliments pour chiens et chats **FIDO** et **FIDELE**.
Notre C.A. est de 650 millions de francs et notre croissance de 20 % par an.

L'AUDIT INTERNE
de la rédaction des procédures aux missions d'audit

Après votre formation grande Ecole de Commerce ou équivalent + DECS, vous avez acquis une première expérience d'AUDIT d'environ 2 ans en cabinet ou au sein d'une grande entreprise.

Cette expérience vous a permis d'affiner vos *qualités d'écoute, d'observation et de méthode.*

Aujourd'hui vous souhaitez voir s'élargir le champ de vos responsabilités : **nous vous proposons de créer la fonction d'audit interne.** Notre entreprise fonctionne en partie sur des procédures informelles conséquence de sa rapide croissance.

Sous la responsabilité du Directeur Financier Adjoint, nous vous confierons le soin de les formaliser, de les faire accepter, en fait de rédiger notre manuel des procédures administratives et d'en contrôler l'application.

Parallèlement vous serez l'interlocuteur privilégié de nos auditeurs externes et de nos auditeurs internes basés à **CHICAGO** *qui vous feront participer à leurs missions.*

Le caractère international de vos futurs contacts impose une maîtrise parfaite de l'anglais.

Le poste est basé à **MARSEILLE.** *Mais vous consacrerez environ 20 % de votre temps en déplacements.*

Merci d'envoyer L.M., C.V. et prétentions sous réf. AI/M279 à **QUAKER FRANCE**
Service du Personnel
40, bd de Dunkerque 13002 MARSEILLE



CLINIQUE RADIOLOGIQUE ET ORTHOPÉDIQUE
recrute

RADIO PHYSICIEN

(Temps complet ou temps partiel)
poste à pourvoir dès que possible.
Rémunération : réf. Convention C.A.C.
Adresser candidatures à M. le Directeur, 60, rue Robespierre, 42030 Saint-Etienne Cedex.

LE BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES
recherche pour son complexe scientifique et technique d'ORLÉANS LA SOURCE

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

QUALIFIÉ
praticien de la paillasse, pour travaux opérationnels, recherche et mise au point de nouvelles méthodes, et contrôle des résultats.
Une expérience de 5 à 10 ans en chimie générale appliquée aux minerais est requise.
Missions France et étranger possibles.
Adr. lettre de candidature, C.V., réf. et prétentions au B.R.G.M./D.P.E.L. avenue de Concyr, B.P. 6009, 45060 ORLÉANS CEDEX.

Maison de santé protestante
RÉGION EST
200 lits avec Service Chirurgie Médicale Maternité personnes âgées cherche
CHEF SERVICE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE
Niveau École Sup. de Commerce, expér. 4-5 ans minimum. Goût pour travail en équipe, très disponible.
Ecrire sous le n° T 272.575 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

LE DÉPARTEMENT DES LANDES
recrute sur titre

1 ATTACHÉ CULTUREL

- Diplômé de l'enseignement supérieur.
- Possédant une bonne connaissance des rouages administratifs et du milieu culturel.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. complet références et photo devront être adressées pour le 3 octobre 1983 au plus tard à M. le Président Général des Landes, Hôtel Planté, rue Victor-Hugo, B.P. 259, 40011 Mont-de-Marsan Cedex.

---

chocolat **POULAIN**

Ingénieur contrôle qualité
Blois

Intégré dans l'équipe Recherche - Développement et Contrôle-Qualité, il aura pour mission :
- d'optimiser et d'assurer le contrôle qualité des produits tout au long du process de fabrication (depuis les matières premières jusqu'aux produits finis).
- d'élaborer les *dossiers de fabrication (fonctions, méthodes),*
- de participer aux études d'amélioration des produits et des coûts.

Ce poste qui requiert vigilence, rigueur et esprit de décision (acceptation ou refus du produit), peut constituer un excellent tremplin pour un jeune ingénieur diplômé ENSIAA - ENSAIA - ENSBANA.
Une expérience du contrôle qualité dans l'industrie alimentaire est souhaitée.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à CHOCOLAT POULAIN - Direction des Relations Sociales - 6 Avenue Gambetta - 41007 Blois.

média-system

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE SPECIALISEE DANS L'ELECTRONUCLÉAIRE recherche pour l'une de ses usines de **BOURGOGNE**

INGENIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL

POUR LE CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHE EN CND.

Vous êtes ingénieur diplômé et avez acquis une solide connaissance en contrôle non destructif au cours d'une expérience en laboratoire et vous souhaitez donner un réel essor à votre carrière.

Nous vous proposons dans cette perspective, une double mission :
- favoriser la commercialisation des compétences du centre de recherche en explorant le marché des études en CND;
- participer à l'action de diversification entamée.

Ce poste suppose de nombreux contacts au milieu de spécialistes et est évolutif.

Des déplacements fréquents sont à prévoir (France et étranger) et l'**anglais** *est indispensable.*

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 80350 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

DES COMPÉTENCES EN GESTION POUR UNE CARRIÈRE DANS L'INFORMATIQUE



LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE DE HAUTE-NORMANDIE propose à de jeunes

DIPLÔMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES
débutants ou première expérience en gestion

de rejoindre ses services informatiques.

Disposant déjà de quelques notions d'informatique, ils bénéficieront d'une formation leur permettant de prendre rapidement en charge l'analyse fonctionnelle de projets, en relation avec les utilisateurs.

L'évolution de leurs compétences et de leurs responsabilités est assurée par l'importance du site informatique et ses développements prévus.
Postes basés à **ROUEN.**

Un dossier de candidature est à adresser sous réf. 80333/M à



Conseil en Recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS
Membre de Syntec Informatique

HAVAS CONTACT

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Rhône-Alpes

Cette importante Entreprise spécialisée dans le domaine des biens d'équipements publics et industriels réalise 50 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses filiales étrangères. Pour compléter son équipe juridique, elle souhaite intégrer un

JURISTE FISCALISTE INTERNATIONAL

SES MISSIONS :
- assister les divisions concernées dans le montage des contrats internationaux pour les aspects fiscaux,
- effectuer toutes études liées aux incidences fiscales des implantations étrangères et des projets d'acquisitions, proposer les solutions les mieux adaptées.

SON PROFIL :
- formation juridique complétée par un DESS de fiscalité internationale,
- expérience d'au moins 5 ans en fiscalité internationale acquise de préférence en entreprise,
- anglais courant, espagnol souhaité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 79240 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01 q. tr.

LA STÉ DES AUTOROUTES PARIS-RHIN-RHONE
recherche d'urgence

CHEF DE DISTRICT

Responsable de son centre de Villefranche-sur-Saône (69)

MISSION ESSENTIELLE :
- Encadrement du personnel (160 agents);
- Relations avec l'administration, les banques, les médias, les usagers, et la gendarmerie ;
- Elaboration et suivi du budget de fonctionnement ;
- Recrutement.

PROFIL SOUHAITÉ :
- 35 ans minimum ;
- Formation de niveau supérieur ;
- Expérience réussie de l'encadrement d'un personnel nombreux ;
- Connaissances en législation du travail.

Une disponibilité immédiate sera un atout supplémentaire.

Position cadre. Participation périodique à des astreintes de nuit et de week-end. Rémunération annuelle : 151.000 F. Voiture de fonction, logement de fonction.

Adr. c.v. à Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône, serv. des relations humaines, 36, rue du Docteur-Schmitt, 21000 Dijon-Saint-Apollinaire,

---

INGENIEUR RECHERCHE-DEVELOPPEMENT

Automatisation industrielle

Un Groupe industriel de dimension européenne en forte croissance (produits de grande consommation) structure sa fonction Recherche et Développement en créant un poste de Chef de Service.

Rattaché au Directeur Industriel et en étroite collaboration avec les Méthodes et la Création des modèles, sa mission d'innovation et de prospective visera à la mise en place de chaînes ou d'opérations automatisées à différents stades de la production. *En priorité, il introduira les applications CAO au niveau des études.*

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur électronicien-mécanicien possédant une première expérience de ce type de réalisations souhaitant construire une équipe et faire œuvre de pionnier dans une branche très dynamique. Le poste est situé dans une grande ville universitaire à 100 kms au Nord de Paris.

Merci d'adresser CV complet, sous référence M 8584 M, à :

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

LYON

Informatique Ingénieur commercial

HF

Compétence technique, efficacité, sens du service nous ont permis de devenir en quelques années l'une des SSCI parmi les plus solides et les plus performantes de la région.

Aujourd'hui, avec 60 collaborateurs, notre CA croît régulièrement de 50 % par an.

Pour assurer ce développement, nous recherchons un ingénieur commercial ayant à la fois de bonnes connaissances techniques et un fort tempérament commercial.

Vous avez une trentaine d'années, un diplôme INSA, MIAGE, IUT... et 3 ans de pratique sur gros système (TP, SGDB). Vous désirez élargir votre horizon en passant à l'activité commerciale ; peut-être même êtes-vous déjà dans cette fonction chez un constructeur ou dans une SSCI ?

Vous aurez à promouvoir nos prestations d'études, de réalisations et de conseil auprès d'une clientèle de grandes entreprises, administrations et importantes PME. Vos interlocuteurs : des directeurs et des chefs de service informatique.

Ce poste est basé à Lyon avec des déplacements de courte durée en région Rhône-Alpes. La rémunération d'un bon niveau -fixe + prime sur objectifs- sera fonction de la compétence du candidat.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre Conseil

CCSP *J.C. Francou 130 montée de Choulans 69005 Lyon. Tél. (7) 825.08.62.*

BANQUE REGIONALE DE L'EST
cherche

le responsable de sa direction inspection

Une parfaite connaissance des techniques et circuits bancaires est indispensable.

Le poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire actuellement au moins en classe VII.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo *sous réf.* 78628 à CONTESSE Publicité - 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

GERER NOTRE EQUIPE A LA HAGUE

Cette Société est le premier spécialiste européen dans son domaine d'activité. Associée à des partenaires industriels puissants, elle développe une technologie de pointe dans un secteur qui connaît une très forte expansion : le transport des combustibles irradiés.

Elle propose aujourd'hui le poste de Responsable de la Gestion pour son Unité permanente à La Hague (8 personnes, des Techniciens essentiellement). Rattaché au Directeur de la Société Française et avec une large délégation, il prend en charge les problèmes de gestion et d'organisation de l'Unité. De ce point de vue, il assure les relations avec *les différents services de l'usine de La Hague.*

Pour ce poste très autonome, nous souhaitons rencontrer un Cadre expérimenté, diplômé de l'enseignement supérieur. Sa carrière, quel qu'en soit le contexte, lui a permis de gérer des organisations complexes et d'animer des hommes sur le terrain. L'expérience d'une fonction commerciale, incluant des négociations techniques, serait un plus.

Les conditions offertes et l'intérêt du poste sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 14761 E à :

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE RÉGION LYONNAISE
recherche

JEUNE INGÉNIEUR

ayant une bonne expérience de la fermentation industrielle.

Ecrire 272.596 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue *Réaumur*, 75002 Paris qui transmettra.

Pétrochimie

RESPONSABLE DE PRODUCTION

Cette Société (580 personnes, 435 Milliards de C.A.), filiale d'un groupe international de la pétrochimie, connaît en France une expansion constante. Elle recherche, pour le Centre Européen de fabrication de produits industriels du groupe, un Responsable de Production.

Dépendant de la Direction Technique France, mais dans le cadre d'une large délégation, il prend en charge l'ensemble de la production de ce Centre Européen. Il organise les approvisionnements de l'usine en fonction des prévisions de vente. Avec un souci permanent de la rentabilité, il optimise et adapte les procédés de fabrication.

L'animation du personnel (100 personnes), tout autant que les relations avec les services commerciaux et techniques de la société ou des filiales étrangères du groupe, requièrent de solides qualités humaines.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur de formation générale, type A.M., INSA ou bien un chimiste justifiant d'une expérience industrielle significative. Elle a été acquise dans le contexte d'une fabrication de produits chimiques, parachimiques ou pétroliers.

De bonnes connaissances en génie chimique sont appréciées.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Le poste est basé à environ 100 km au Nord de PARIS.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 11475 J, à

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Scop 7 Conseil en Recrutement

Notre société spécialisée dans la recherche de collaborateurs : secrétariat, comptabilité, administratif... s'implante, après étude de marché, sur **DIJON** et crée le poste de

CHARGE(EE) DE RECRUTEMENT

Il (elle) sera responsable des procédures complètes de recrutement : de l'étude de poste à l'intégration du candidat, en liaison étroite et permanente avec la clientèle.

Ce poste conviendrait à un (e) **psychologue** de formation (D.E.S.S., psychoprat...) ayant acquis de préférence une première expérience, même courte, en cabinet ou en entreprise.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 478 à **SCOP 7**
2, avenue du Général Leclerc 75014 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RÉGION CENTRE
AGRO-ALIMENTAIRE
(500 personnes)

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

MISSION :
- Faire évoluer l'organisation comptable et financière.
- Rattaché à la Direction Générale, il supervisera la comptabilité générale, la trésorerie. La facturation. Il aura la charge des prévisions de l'analyse des écarts et des comptes d'exploitation.
- Une expérience similaire est indispensable, ainsi que le D.E.C.S. ou équivalent.

Adresser c.v. manuscrite, photo et prétentions n° 1.511, HAVAS, Boîte Postale 131, 18004 BOURGES CEDEX qui transmettra.

Société du Canal de Provence

recherche

1 CONCEPTEUR EN INFORMATIQUE

Grande Ecole ou MIAGE pour prendre en charge le développement d'application depuis la conception jusqu'au lancement. Expér. en organisation et en système intégrant télétraitement et bases de données. Ecrire avec photo, prétentions, C.V. précisant référ. morales et si inscrit ANPE ou primo-demandeur d'emploi, Société Canal de Provence, B.P. 100, 13603 Aix-en-Provence Cedex.

IMPTE SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
Recherche pour ses bureaux de NEVERS, CHATEAUROUX, MONTARGIS

– EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES

avec ou sans expérience Cabinet.

– RESP. COMPTABLES D'ENTREPRISE

possédant expérience de 1 à 5 ans.

Désireux d'orienter leur carrière vers l'assistance et la gestion des entreprises.

Rémunération selon compétences.

Adresser C.V. manuscrit et photo à l'Agence *Havas Bourges (18000) n° 1512, qui trans.*

VIDÉOCOLOR filiale THOMSON-BRANDT usine de Genlis (20 km de DIJON)

recherche

INGÉNIEUR PHYSICIEN

pour son laboratoire d'étude et de développement de déviateur pour tubes cathodiques couleur.

Cet ingénieur sera de formation universitaire ou d'école (ENI, INSA) et intéressé par les disciplines suivantes : *Magnétostatique, optique ou électricité.*

Il *sera de plus un homme de* laboratoire, très bon expérimentateur, capable de concevoir et de mener à bien un programme d'essai.

Adresser C.V. *au Service du* Personnel, 21110 GENLIS.

ASSISTANTE DE DIRECTION

Vous avez une solide expérience, humaine et technique. Vous savez organiser un secrétariat efficace. Vous comprenez l'entreprise et et notamment les notions de base d'économie, de finance et de gestion. Votre sens de la diplomatie et votre goût des contacts complètent votre autorité naturelle. Vous avez une bonne connaissance de l'anglais.

Voulez-vous intégrer une équipe enthousiaste et à fort potentiel ?

Le Directeur Financier d'une importante société (1800 personnes), leader sur son marché de produits de grande consommation, vous offre de rejoindre son équipe pour **l'assister et coordonner l'administration de son département.**

Vous aurez une collaboratrice pour assurer la dactylographie.

La rémunération que nous négocierons sera motivante.

Vous vivrez sous le **ciel méditerranéen.**

LM N 83.902

Prospective
Département conseil en recrutement
Prospective 4 rue Dayron B.P. 1422 - 30017 Nîmes Gambetta Cedex

---

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
100 KMS OUEST DE PARIS
recherche

PHARMACIEN HF

pour un secteur de son unité de Production.

Usine moderne produisant formes pharmaceutiques très variées, axée sur les P.B.F. et les techniques modernes de gestion.

Expérience souhaitée mais non indispensable.

Ecrire avec C.V. et photo s/réf. 11216 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Président de Région

recherche

ATTACHÉ (E) DE PRESSE

Expérience souhaitée.

Préférence donnée aux candidats possédant des connaissances juridiques, administratives et économiques.

Env. lettre manuscrite, C.V. et photo s/n° 8.870 le Monde Pub., Service Annonces classées 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

GRAND GROUPE DE LA CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE

recherche pour une nouvelle activité de son Département Relayage

INGÉNIEUR

ayant bonne connaissance des réseaux de transport et des systèmes de protection.

Quelques années d'expérience et une bonne pratique de la langue anglaise seront appréciées.

Adresser C.V. et prétentions à *le Monde* Pub., Service Annonces classées, réf. 8.873, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

---

n. schlumberger et Cie

Constructions mécaniques
recherche pour BUREAU ETUDE

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

Souhaité : quelques années expérience en automatismes et applications électroniques de mouvement.
- Situation d'avenir pour candidat dynamique, *ayant goût travail d'équipe.*
- Possibilité de logement, petite vallée agréable d'Alsace.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo à : *N.S.C. - B.P. 66 - 68500 GUEBWILLER*

SOCIÉTÉ ORLÉANAISE de Mécanique de Précision

recherche

UN ÉLECTRONICIEN

B.T.S. ou D.U.T. électronique, connaissances commandes numériques et anglais technique appréciées.

UN TECHNICIEN

Traitement de Surface, B.T.S.

Ces candidats devront être libérés des obligations militaires, et devront avoir deux ou trois ans d'expérience.

Merci d'adresser C.V., lettre manus., photo, prét. à AG. HAVAS, n° 20.559, B.P. 1519, 45005 Orléans Cedex.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

EVOLUER *Nous sommes une société française* membre d'un groupe international solide (3 000 personnes). Nous progressons vite dans un marché dynamique : l'informatique des utilisateurs. Participant à notre croissance, vous assurez donc votre développement personnel.

VIVRE Nous sommes une société à taille humaine qui privilégie la communication. Nos clients sont des partenaires et tissent avec nous des liens étroits de confiance mutuelle. *Autonome sans être isolé, vous participez* à la vie de votre équipe.

CREER Nos collaborateurs sont des professionnels compétents *et nos moyens informatiques* des outils performants. Nous concevons et réalisons des solutions *novatrices* à des problèmes variés (finance, marketing, personnel,...). Utilisant pleinement vos connaissances, vous créez dans une société qui innove.

Jeune diplômé Grande Ecole Scientifique ou Gestion

Si l'informatique et ses applications vous attirent, rejoignez-nous comme
INGENIEUR CONSULTANT
vous prendrez progressivement la responsabilité d'une clientèle de grandes entreprises auprès desquelles vous exercerez un métier de conseil, d'assistance et de *mise en place d'applications.* *Réf. 202M*



Si vous avez de solides connaissances en informatique et une réelle expérience de la programmation, rejoignez-nous comme
INGENIEUR LOGICIEL
vous participerez à des projets variés dont vous prendrez progressivement la responsabilité complète. de la conception à la mise en place. *Réf. 203M*

Ces postes peuvent aussi convenir à des débutants ayant un fort potentiel.
Nous vous formerons aux nouvelles techniques de l'informatique : langages de 4ème génération, micro-ordinateurs, télécommunications, applications réparties.
Envoyez à l'attention de Madame Katherine KALOCSAI, Directeur des Opérations France, un bref C.V. en mentionnant le poste qui vous intéresse.
CEGI-TYMSHARE, 106, Bureaux de la Colline, 92213, SAINT-CLOUD — Tél. 602 70 12

Publivel

Ingénieur hydraulicien, devenez expert en électro-hydraulique et servo-valves

SOPELEM est une importante société française spécialisée en instrumentation optique et en systèmes de commandes hydrauliques. Au sein de la Direction Technique. le Service hydraulique développe activement des asservissements électro-hydrauliques et des composants pour des applications *industrielles, aéronautiques et militaires.*

Le responsable du service. spécialiste reconnu dans la profession, cherche pour l'assister un ingénieur de très bon niveau, ayant le goût de la conception, du calcul et de la recherche *appliquée,* et ***une première expérience en hydraulique.*** *Après un complément de formation,* il prendra la responsabilité des servo-valves.

Ce poste, basé à Paris, comporte une large autonomie, et de fréquents contacts avec *les autres services de la Société et ses* clients. Il vous offre une opportunité exceptionnelle d'atteindre une compétence technique de haut niveau dans une industrie de pointe.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 1/IH/LM à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants *74, rue de la Fédération - 75015 PARIS*

MEDIA PA

ATNE Recrute pour maintenir son expansion dans les télécommunications spatiales

INGÉNIEURS : (ESE/ENSERG/ENSHEIT/INSA etc.).
- Études circuits RF et HYPER.
- Projets systèmes Telecom.

TECHNICIENS : (BTS/DUT).
- Études équipements RF.
- Études circuits HYPER.

Expérience *souhaitée 4 à 5 ans ou débutants* très motivés par ces techniques.

Large *possibilité d'évolution.* Conditions de travail attrayantes. Salaire en rapport avec efficacité.

Écrire : A.T.N.E. Boîte Postale 78, 91943 LES ULIS.
Ou téléphoner : 928-76-72 - Service du Personnel.



JOUVEINAL **Groupe français de sociétés pharmaceutiques et chimiques** en très forte expansion vous propose de

créer la fonction personnel en usine...

Notre développement nous conduit aujourd'hui à étoffer notre équipe personnel au niveau de la production : nos opérationnels, *conscients de l'importance de la fonction, comptent sur vous.*

Auprès du Directeur Industriel et en relation avec le Directeur des Relations Humaines du Groupe, vous mettrez en œuvre la politique sociale à l'élaboration de laquelle vous aurez participé : votre action portera sur nos deux usines principales, pharmaceutique et chimique, situées à **Angers** : au total 250 personnes, bientôt 300.

Vos missions : favoriser le maintien du bon climat social actuel, conseiller la hiérarchie, préparer l'avenir avec le souci des motivations et du développement des hommes, assurer les relations avec le personnel et ses représentants, coordonner l'administration.

Vous avez la trentaine, une première experience de la fonction, si possible en contexte industriel. Partenaire de réflexion et de négociation, vous êtes assuré(e) de trouver dans notre Groupe l'opportunité de mettre en œuvre vos idées et de vous développer avec nous.

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre, C.V., photo et salaire actuel) à notre Conseil sous réf. 4/JPU/LM.



Raymond Poulain Consultants *74, rue de la Fédération - 75015 PARIS*

MEDIA PA

PETITE SOCIÉTÉ SERVICES A L'EXPORTATION,
SPÉCIALISÉE
SYSTÈMES HAUTE TECHNOLOGIE
(principalement domaine naval)

recherche

Pour participer à son développement rapide :

SON FUTUR DIRECTEUR COMMERCIAL

Formation École de Commerce, 2 à 3 ans expérience.
Homme de contact et d'organisation, motivé par le travail en équipe.
Anglais courant impératif, espagnol apprécié.

UN INGÉNIEUR

Responsable de son nouveau département ingénierie petits systèmes. Formation ingénieur électronicien, 5 à 6 ans d'expérience, connaissances en Informatique, en mécanique et domaine marin souhaitées, sens de l'organisation et des contacts, anglais courant.

UN AGENT TECHNIQUE AT 3

(technicien plate-forme)

Chargé de seconder l'ingénieur responsable du département ingénierie, solide *formation* électronique analogique. Notions de numérique appréciées.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous nº T 042.294 M à :
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Une informatique évolutive, un contexte stimulant. Et dans le midi.

Cette entreprise multinationale a installé son siège dans une région privilégiée du Sud-Est. L'environnement est particulièrement motivant. Au plan humain d'abord : des structures souples, des rapports informels, une politique avancée en matière de gestion de personnel, des opportunités de carrière en France et à l'étranger. Et au plan technologique : le système d'information en cours de refonte constitue un beau challenge pour des informaticiens qui aiment leur métier - temps réel, bases de données, télécom... -. Les objectifs sont ambitieux, le département doit s'étoffer.

UN CHEF DE PROJET CONFIRME
De formation supérieure (grande école ou MIAGE), ayant 5 à 7 ans d'expérience dans la conception et la mise en place d'applications de gestion. Référence 735 978 M.

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR CONFIRME
Niveau DUT, 3 à 5 ans d'expérience. Référence 735 979 M.

UN JEUNE ANALYSTE PROGRAMMEUR
DUT, débutant ou première expérience. Référence 735 980 M.

Un point commun : des hommes, ou des femmes, ouverts, adaptables, ayant le *sens de l'équipe* et *sachant dialoguer avec les utilisateurs.* Ils travaillent sur matériel IBM, système DOS et auront fréquemment l'occasion de pratiquer leur anglais. Merci d'adresser votre dossier de candidature aux consultants du cabinet SIRCA en précisant la référence et votre niveau actuel de rémunération.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

LE CREDIT NATIONAL

PRINCIPALE INSTITUTION
SPECIALISEE DANS LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS
DES ENTREPRISES
recherche pour son Département des Affaires Juridiques

JURISTE DE CONTENTIEUX

Il sera chargé de suivre, au sein d'une équipe, les procédures collectives et les dossiers *relatifs aux entreprises en difficulté.*

Il devra posséder :
- une maîtrise en droit au minimum,
- trois à sept années d'expérience acquise dans un service juridique de banque ou d'entreprise ou chez un syndic,
- de préférence, des connaissances financières.

Il lui est offert :
- un travail intéressant avec de nombreux contacts
- une rémunération compétitive et des possibilités de progression.

Prière d'envoyer une lettre manuscrite avec C.V. et photo au
CREDIT NATIONAL
Service du Personnel et des Relations Sociales,
45, rue Saint-Dominique - 75700 PARIS.

---

analyste financier *HEC, ESSEC, ESCP, ...*

Nous sommes la Filiale Francaise du Groupe W.R. GRACE : 82.000 personnes dans le Monde. 8 000 en Europe. 1.050 à Epernon (dont 200 Cadres). L'expérience internationale du Groupe et l'étendue de son potentiel industriel lui ont permis d'acquérir une position de premier plan au niveau mondial. Sa renommée est assurée par sa capacité d'innovation, sa faculté d'adaptation, ses réalisations et la qualité de son personnel.

Implantée près de Rambouillet sur 13 hectares, notre unité d'Epernon (40' Paris-Montparnasse) regroupe, entre autres, les activités relatives à : l'emballage plastique alimentaire, les joints d'étanchéité pour l'industrie de la conserve et de l'embouteillage, ainsi que divers autres produits chimiques à usage industriel.

Nous recherchons un JEUNE ANALYSTE FINANCIER. DEBUTANT(E) ou avec une COURTE EXPERIENCE. Il sera chargé de l'analyse et du contrôle des investissements, et participera activement à l'élaboration de nos budgets et plans à long terme. Dans ces fonctions, il sera amené à collaborer étroitement avec les Services Financiers et Comptables, mais aussi avec les services opérationnels (Commerciaux, Techniques). Outre une maîtrise parfaite de l'anglais, il lui sera demandé d'excellentes facultés d'analyse, un esprit réaliste et le sens des contacts à tous les niveaux.

L'appartenance de notre Société à un groupe mondial, le rythme soutenu de notre expansion et le souci d'utiliser des techniques de gestion élaborées ouvrent des possibilités de carrière à la mesure de l'ambition des candidats.



Nous vous remercions d'adresser votre candidature en mentionnant la référence MO 329 au :
Service Recrutement - Société GRACE - B.P. 10 - 28230 EPERNON

Organisation et Publicité

La filiale d'un grand groupe industriel français, leader européen sur son marché, situé en banlieue Ouest, recherche son

Chef de Projet gestion de production

- Il est responsable de l'implantation du *progiciel IMS-TD sur matériel* CII HB DPS 7 (environnement temps réel et base de données).
- Il analyse les besoins spécifiques des utilisateurs et met en place les logiciels correspondant, avec une petite équipe d'analystes programmeurs.

Le poste convient à un ingénieur ou analyste programmeur expérimenté sur des projets en temps réel et base de données, et désireux d'évoluer vers un poste à responsabilités.

Adresser lettre, CV et prétentions sous réf. M/105 à
ACLES - CII HONEYWELL BULL
61/63, rue d'Avron 75980 Paris Cedex 20

acles

LEVI TOURNAY

13

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



FOSTER WHEELER FRANÇAISE
SOCIÉTÉ INGÉNIERIE INTERNATIONALE

recherche pour sa

DIVISION EQUIPEMENTS THERMIQUES

UN INGÉNIEUR

(E.C.P., Mines, Génie Chimique, E.N.S.P.M.)

Cette offre s'adresse à des Ingénieurs confirmés, pouvant justifier d'une expérience approfondie des Etudes de procédé et de thermique, dans le domaine des fours ou autres équipements Pétrole ou Pétrochimie.

Le candidat retenu effectuera des Etudes Thermiques, établira des Propositions et supervisera l'élaboration des prix et mènera des négociations sur le plan international.

Le candidat devra posséder :

- Une personalité dynamique et un goût prononcé pour les relations humaines.
- Les qualités techniques et personnelles pour convaincre une clientèle de haut niveau technique.
- Des capacités d'organisation du travail et une autorité naturelle, lui permettant de motiver une équipe d'ingénieurs et de techniciens.
- Au moins 5 années d'expérience industrielle.
- Une connaissance parfaite de l'anglais (écrit et parlé). Connaissance de l'allemand souhaitée.

La rémunération sera fonction de l'expérience et des capacités du candidat.

Adresser curriculum vitae détaillé avec photographie et prétentions à :

DIRECTION DU PERSONNEL
B.P. 214
31, rue des Bourdonnais
75024 PARIS CEDEX 01

AUTOMATIX SYSTÈMES ROBOTIQUES

recherche

1 INGÉNIEUR DE MAINTENANCE

3 à 5 ans d'expérience dans l'électronique ou l'informatique.
Sens de la mécanique requis.
Aptitudes administratives appréciées.
Anglais courant. Déplacements en Europe.

1 JEUNE INGÉNIEUR D'APPLICATION

Formation supérieure solide.
Connaissance d'un langage informatique de Haut Niveau.
Autonomie et initiative.
Déplacements en Europe.
Anglais impératif. Autres langues appréciées.

Adresser curriculum vitae à
AUTOMATIX INTERNATIONAL FRANCE,
124, boulevard de Verdun, 92400 COURBEVOIE.

Important organisme du secteur tertiaire recherche un

CONTROLEUR DE GESTION *HF*

pour prendre la responsabilité du contrôle de gestion d'un secteur de centres régionaux (vérification des comptes et des budgets, missions d'audit et de conseil).

Ce poste conviendrait à un diplômé d'école commerciale de niveau DECS avec expérience de quelques années dans un cabinet de révision comptable.

Rémunération de l'ordre de 160.000 F pouvant tenir compte de l'expérience acquise.

Lieu de travail : Paris, avec déplacements de courte durée.

Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé, sous réf. 416 M à Alain SARTON

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.



4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur de division 300 personnes à gérer et animer
référence CM 173 AM

Poste important offert par un PUISSANT GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE.

Gestionnaire et organisateur, le titulaire du poste devra disposer d'une formation supérieure grande école ou équivalent et d'une incontestable expérience de direction opérationnelle d'une unité importante (banque, organisme de crédit, VPC, unite industrielle ou administrative) et de la connaissance de l'outil informatique.

Réelles perspectives d'évolution de carrière au sein du groupe.

Lieu de travail : 100 km sud Paris.
Ordre de grandeur de rémunération : 250.000 F +

Ingénieur chef de production
référence FP 124 CM

UN GROUPE METALLURGIQUE FRANÇAIS RENOMME réalisant **des biens d'équipement en inox et métaux spéciaux, destinés à des industries diversifiées : chimie, nucléaire, agro-alimentaire...** recherche pour son usine principale (900 personnes) un **Ingénieur Chef de Production** AM, ENSI ou équivalent qui dirigera et animera une unité intégrée (200 personnes) comprenant : méthodes, lancement, ordonnancement, fabrication, progrès technique.

Homme d'expérience, *il est rompu aux problèmes de gestion d'atelier et* ***homme de progrès,*** il participera à la promotion de nouvelles méthodes de fabrication pour des produits en très forte expansion sur les marchés étrangers.

Poste : ville 100 km est Paris. Rémunération : 180.000 F

Un adjoint du directeur d'usine
référence DN 174 AM

UN GROUPE FRANÇAIS REPUTE DANS SON DOMAINE : transformation mécanique de grande série (800 personnes, 250 millions de CA) propose à un **ingénieur diplômé** de s'intégrer dans une de ses usines de production.

Rattaché au Directeur d'un établissement en cours de modernisation, il sera dans un premier temps plus spécialement chargé de mettre en place une gestion de production *informatisée.*
Outre le sens de l'organisation et une familiarité avec les méthodes informatisées de gestion de production, ce poste nécessite des qualités et une expérience d'opérationnel afin d'assurer la planification de l'unité et l'encadrement du personnel d'atelier.
La société souhaite s'attacher un ingénieur diplômé (AM, ENSI mécanique, métallurgie ou équivalent) ayant environ 5 ans d'expérience d'usine (industrie à vocation série).
Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste : région parisienne. Rémunération : 180.000 F +

Contrôleur de gestion et planification
référence PX 170 AM

Jeune cadre financier responsable trésorerie France
référence AK 171 AM

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS (2.500 personnes), un des leaders mondiaux dans son domaine, nombreuses filiales en France et à l'étranger (dont aux USA) étoffe ses structures financières au niveau groupe et offre deux postes évolutifs :

• **Contrôleur de Gestion et Planification.** Pour plusieurs grandes filiales (France et USA), il sera responsable :
- de la préparation des budgets annuels et des plans à long terme,
- de l'analyse des résultats et de la synthèse des informations pour la Direction Générale,
- *de l'assistance auprès des opérationnels pour l'élaboration des stratégies de développement.*

Ce poste conviendrait à un HEC, ESSEC, ESCP, MBA... ayant 3 à 5 ans d'expérience en contrôle de gestion, acquise dans un groupe travaillant à l'échelle internationale.

• **Jeune cadre Financier, Responsable Trésorerie France.** Pour plusieurs filiales, il sera chargé :
- *de la trésorerie quotidienne en francs,*
- de l'établissement des prévisions mensuelles de trésorerie et des plans de financement et de leur suivi,
- d'études d'investissement.

Ce poste conviendrait à un jeune HEC, ESSEC, ESCP, MBA... *ayant* une expérience financière ou débutant.

Ces deux postes ouvrent de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe, en France ou à l'étranger.
Postes : ville moitié sud France.

Ecrire en précisant la référence.

Membre de Syntec

etap — 4, rue Massenet 75016 Paris

---

cepia

CENTRE D'ÉTUDES PRATIQUES D'INFORMATIQUE ET D'AUTOMATIQUE

Nous sommes spécialisés depuis plus de 15 ans dans la formation professionnelle en informatique ; nous exerçons notre activité sur les marchés français et étrangers.

Nous recherchons UN CHEF DE DIVISION FORMATION des Professionnels de l'Informatique.

Vous avez 35 - 45 ans ; vous êtes un ingénieur informaticien : vous êtes un spécialiste des domaines de *pointe, notamment :*

- la conception de systèmes d'information,
- le génie logiciel,
- l'exploitation (télématique et réseaux).

Aptitudes pédagogiques et d'animation d'une équipe indispensables.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions (impératif) à :

M. le Directeur Général — CEPIA — B.P. 105 Rocquencourt — 78153 LE CHESNAY Cedex.



FACTOFRANCE HELLER

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
SPÉCIALISÉ DANS L'AFFACTURAGE
ET LEADER SUR SON MARCHÉ

recherche des

CHARGÉS DE CLIENTÈLE
POUR SON DÉPARTEMENT EXPLOITATION

Des qualités d'« Entrepreneurs », une juste appréciation *des risques calculés et une capacité de décision rapide sont* indispensables pour réussir.

Diplômés de l'enseignement supérieur ou Ecole de Commerce, orientés vers les finances et la comptabilité, ils *auront une expérience de 5 ans minimum dans la Banque,* l'Audit, le Contrôle de Gestion ou la Responsabilité de leur propre Entreprise.

Animateurs d'une équipe de quelques personnes, ils auront *à assurer, avec eux, la gestion des contrats conclus avec* une clientèle de P.M.E. Ils seront responsables à cet effet de proposer toute initiative de nature à garantir la sécurité *des engagements contractuels et à assurer la bonne qualité* des services rendus à la clientèle.

Les candidats retenus devront allier la rigueur du gestionnaire à la qualité du contact commercial.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

La rémunération annuelle prévue pour ce poste sera de 171 000 F maximum.

Si vous répondez à ces critères, envoyer C.V., photo et prét. à FACTOFRANCE HELLER, Service du Personnel, tour Maine-Montparnasse, 75734 PARIS CEDEX 15.

PROMOTEUR SOCIAL
cherche

VENDEUR(SE) EXPÉRIMENTÉ(E)

Temps plein ou vendeur week-end, banlieue sud.

Envoyer c.v. à RÉGIE-PRESSE *sous n°* T 042.257 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Le Secrétariat Général d'une **organisation internationale** recrute

LE CHEF DU SERVICE « FINANCES-COMPTABILITE » *HF*

Le titulaire de ce poste assistera le chef de la division administrative en accomplissant, sous son autorité, différentes tâches dans les domaines des finances et de la comptabilité.

Ses attributions comprendront, en particulier, les fonctions suivantes : *direction, contrôle et surveillance du service finances-comptabilité,* préparation du rapport annuel de gestion, des budgets et d'autres documents financiers, supervision de questions d'ordre *budgétaire* et financier, notamment en ce qui concerne l'exécution du budget et des travaux de contrôle, application du règlement financier, propositions d'amendements à ce texte, *dans la mesure où* de telles modifications s'avèrent nécessaires, examen, sous l'angle financier et des coûts qui en découlent, de questions d'ordre administratif et de problèmes particuliers d'organisation. Evaluation des coûts liés à des activités futures, établies par programmes. Rédaction de rapports en ce sens.

QUALIFICATIONS REQUISES : diplôme universitaire dans un domaine adéquat (sciences économiques et financières ou *formation équivalente*). *Grande expérience* professionnelle (au moins 10 ans) en matière de gestion financière et budgétaire - à un niveau comportant des responsabilités notoires -, au *sein d'une* organisation internationale, d'une administration gouvernementale ou encore d'une unité administrative importante. Maîtrise de la comptabilité analytique. Avoir une bonne connaissance de l'informatique pour superviser la mise en place d'un système informatique. **Très bonne connaissance de l'anglais et du français.**

LE CHEF DE LA « SECTION COMPTABILITE GENERALE ET ANALYTIQUE » *HF*

Le titulaire assistera le Chef du Service Financier pour la Gestion Administrative et la gestion de la trésorerie de l'organisation et le recouvrement *des contributions des pays membres.*
Il sera chargé, sous l'autorité du Chef du Service Financier, de l'organisation, de la direction, du contrôle et de la surveillance de la comptabilité *générale* et analytique du secrétariat général, de la préparation du compte de gestion et des bilans annuels, de toute correspondance relative au recouvrement des contributions des pays membres, de la situation comptable des comptes de contribution des pays membres, de l'étude de problèmes financiers, comptables et budgétaires et de l'*établissement de rapports et analyses* (sur l'utilisation des crédits par exemple), de la tenue des statistiques nécessaires à l'élaboration du projet de budget, du contrôle des comptes bancaires de l'*organisation*.
Le titulaire contribuera à l'établissement et au perfectionnement des méthodes de travail et des procédures comptables. Il assurera une liaison avec le service informatique et les fonctions de secrétaire de commission des finances lors de conférences.
QUALIFICATIONS REQUISES : *diplôme de* comptabilité ou formation d'enseignement supérieur équivalente. Expérience d'au moins cinq ans dans le domaine des finances et de la comptabilité *acquise* de préférence au sein d'une organisation internationale ou d'un organisme financier international. Aptitude à diriger et superviser une équipe de comptables. **Très bonne connaissance de l'anglais et du français.**

Dossier de candidature (C.V., rémunération actuelle et photo) devront parvenir avant le 30 *Octobre* 1983 à : **INTER PA,** (réf. 3599) BP 508 - 75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Contrôleur de gestion ± 180.000 F

La filiale française d'un Groupe Multinational, CA 750 millions, 2.800 personnes, située en proche banlieue Sud-Ouest de Paris, recherche un Contrôleur de Gestion rattaché au Responsable du Service Contrôle de Gestion
Il aura pour mission de participer à l'élaboration du Plan et des Budgets, suivre le contrôle budgétaire, assister les Directions opérationnelles dans leur gestion, réaliser des études pour la Direction Générale, assister et contrôler des filiales sur le plan gestion.
Diplômé d'une grande école, le candidat, âgé d'environ 28ans, aura de préférence une expérience d'au moins 2 ans dans une société industrielle. De bonnes connaissances en Allemand seront un atout supplémentaire.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence 7713 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra

RECHERCHE DÉVELOPPEMENT EN ULTRASONS RESPONSABLE DE LABORATOIRE

Nous sommes concepteur et réalisateur des éléments technologiques les plus avancés d'unités industrielles, en France et à l'étranger.

Ces résultats dus, pour une grande part, à la réussite de nos équipes de RECHERCHE APPLIQUÉE dans de nombreux domaines (mécanique, métallurgie, informatique et automatisme...), nous conduisent à renforcer notre potentiel d'innovation technique et à rechercher le RESPONSABLE DU LABORATOIRE ULTRASONS.

INGÉNIEUR DIPLÔMÉ ou Universitaire de haut niveau, votre expérience de chercheur dans le domaine des ultrasons vous permet de bien connaître les activités d'un laboratoire de Recherche-Développement, y compris dans ses aspects de gestion humaine et financière, d'animation technique et d'encadrement.
Les fonctions proposées, qui doivent déboucher sur LA MISE AU POINT D'UN PRODUIT "INDUSTRIALISABLE", vous assureront de réelles perspectives d'évolution professionnelle. Le poste est à pourvoir aux environs d'Arpajon.

Un dossier de candidature est à adresser, sous référence 80314 M à notre Conseil : MILO M.R.H. - 43 bis, boulevard Victor-Hugo - 92200 NEUILLY-S/SEINE.

MILO M.R.H

HAVAS CONTACT

هكذا من الأصل

Jeunes Diplômés, avant d'entamer une carrière prenez les bons contacts.

Venez assister à une réunion d'informations Rank Xerox.
Nous vous parlerons de nos produits, de notre politique commerciale et de vos possibilités d'évoluer avec nous.
Le schéma classique se résume ainsi :
- Acquérir une bonne connaissance des produits et des techniques de vente grâce à une formation approfondie et rémunérée.
- *Rejoindre* sur le terrain à Paris ou en *Province* une de nos équipes commerciales, prendre en charge votre secteur, le gérer, le développer.

Qualités nécessaires : l'esprit d'entreprise, l'enthousiasme, l'aptitude au dialogue et aux contacts de haut niveau.

- Evoluer vers des postes opérationnels ou fonctionnels selon vos choix sur des opportunités multiples, car Rank Xerox privilégie une approche diversifiée des niveaux de responsabilités.

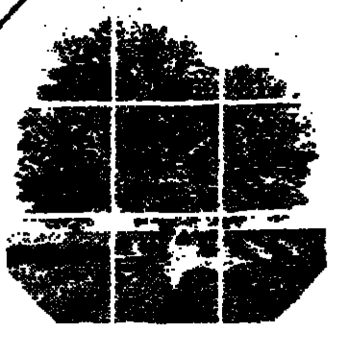
A noter : la rémunération chez Rank Xerox est très *motivante, même* quand on débute.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite et un CV, sous réf. M/01, au Service Recrutement, Rank Xerox, 93607 Aulnay-sous-Bois Cédex.

RANK XEROX



média-system



BDA
DE BOIS, DIÉTERLÉ ET ASSOCIÉS

Nous sommes un cabinet de 350 personnes. Nous représentons **TOUCHE ROSS INTERNATIONAL** *l'un des huit grands* de l'Audit et du Conseil dans le monde (plus de 22.000 personnes dans 360 bureaux et 84 pays).

Nous recherchons pour faire face à notre expansion, pour PARIS et LYON des

AUDITEURS CONFIRMES *HF*

diplômés Grandes Ecoles: **HEC, ESSEC, ESCP ou ESC** ou équivalent, **possédant 1 à 3 ans d'expérience d'audit externe ou interne.**

Nous offrons :

- une formation à nos méthodes de travail,
- une expérience professionnelle variée au contact de grandes et moyennes *entreprises industrielles, commerciales et financières,*
- des possibilités diversifiées d'évolution de carrière,
- une intégration au sein d'équipes dynamiques,
- la référence d'un important cabinet français associé à une structure internationale.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV et photo en vue d'un entretien sur votre **PLAN de CARRIERE** à

B.D.A. *Direction du Personnel*
185, avenue Charles de Gaulle - BP 136
92201 NEUILLY SUR SEINE Cédex.

• Des techniques de pointe • Une société performante • Un grand groupe international

LEYBOLD HERAEUS SOGEV – 185 personnes, 110 millions de francs de C.A. en 1982 – filiale du premier spécialiste mondial des TECHNIQUES DU VIDE, nous occupons, en France également, une position de leader dans ce domaine. Nos MATERIELS D'ENSEIGNEMENT scientifique et technique ajoutent encore à notre notoriété. *Créations de postes et promotions nous conduisent à rechercher plusieurs collaborateurs. Basés à notre* siège social dans la banlieue Sud de Paris, vous exercez vos fonctions dans une ambiance tonique et vous évoluez avec nous.

Chef de service après-vente

Nous vous confions la gestion complète d'un centre de profit. Vous animez une équipe de dix personnes, optimisez la qualité et l'efficacité des interventions : établissement des plannings, coordination des activités, relations avec la maison mère et, bien sûr, avec les clients.

Mécanicien ou électromécanicien, ingénieur de préférence, vous bénéficiez d'une solide expérience de l'après-*vente ou de la production et vous connaissez l'allemand ou l'anglais.* (Réf. M/3903)

Ingénieur d'affaires responsable du département analyseurs de gaz

Vous gérez un département dont le chiffre d'affaires croît fortement et vous en poursuivez le développement. En relation avec les principaux secteurs de l'industrie en France, vous traitez vous-même la vente de systèmes complets d'analyse de gaz de haute qualité. Deux techniciens, en particulier, vous sont rattachés.

Ingénieur chimiste ou physicien, vous avez une expérience de la vente de produits industriels et vous maîtrisez *l'allemand ou l'anglais.* (Réf. M/3905)

Ingénieur commercial

Vous intensifiez notre action dans le secteur Est de la région parisienne, après une période de formation. Vous *développez la vente d'une gamme complète de matériels très performants auprès des industries et des centres* de recherches. Vous disposez, pour réussir, de l'appui technique nécessaire.

De préférence diplômé d'un IUT de mesures physiques, de génie mécanique ou chimique, vous bénéficiez d'au moins deux ans d'expérience commerciale. (Réf. M/3904)

Ingénieur d'affaires export

Vous développez la vente de matériels d'enseignement scientifique et technique dans des pays qui créent de nombreux établissements de formation, ceux de l'Afrique francophone. Avec des interlocuteurs de haut niveau que vous pouvez rencontrer la plupart du temps à Paris, vous négociez des affaires importantes : elles concer*nent, avant tout, des équipements pédagogiques complets. Nous vous donnons tous les moyens propres à favo*riser votre succès.

Agé de 28 ans minimum, de préférence titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent, vous avez déjà exercé une activité dans un secteur commercial ou dans celui de la formation et vous connaissez l'allemand ou l'anglais. (Réf. M/3906)

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à Hélène REFREGIER qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.



ALSTHOM ATLANTIQUE



LE DEPARTEMENT APPAREILLAGE ELECTRIQUE A.M.T.

PARIS ou MACON

recherche

ingénieur technico commercial

Diplômé Grandes Ecoles

Basé indifféremment à Paris ou à Mâcon, cet Ingénieur sera spécialisé dans les relations avec les clients les plus importants du département.

Débutant ou ayant de préférence une première expérience, une solide connaissance des produits sera assurée dans tous les cas.

Anglais indispensable.
Intéressantes possibilités d'évolution dans le Groupe.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 9365-M à MAMREGIES - 3, rue d'Hauteville - 75010 Paris - qui transmettra.

ASTRA CALVÉ

recherche un

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Nous entendons lui confier la responsabilité autonome de projets informatiques auprès des différents départements de la société.

Homme orchestre de ces applications, le chef de projet est l'interlocuteur direct des utilisateurs, des services de programmation et des partenaires extérieurs dans toutes les étapes de la conduite des projets.

Nous recherchons de ce fait un jeune cadre issu d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion qui a déjà su faire ses preuves par une expérience d'au moins deux à trois ans en organisation informatique. Ses qualités techniques et humaines lui permettront de s'intégrer rapidement dans l'équipe d'un département mis au service d'une société s'adaptant en permanence à ses marchés concurrenciels. Les moyens informatiques sont importants et variés.

Les évolutions de carrière sont ouvertes aux dimensions de la société et du Groupe UNILEVER en France et à l'étranger. Anglais nécessaire. Poste basé à Paris La Défense. Déplacements en province à prévoir.

Adresser C.V., photo et prétentions au
Département Central du Personnel
UNILEVER FRANCE SERVICES
8, avenue Delcassé 75384 PARIS Cédex 08
sous la référence XVI/83 LM

Curriculum



GROUPE **SG2**

Ingénieurs grandes écoles et diplômés d'études supérieures scientifiques : l'informatique pour débuter.

Jeune diplômé, vous avez déjà choisi ou souhaitez découvrir un secteur d'activité dynamique et de pointe : l'informatique.
Des postes formateurs et évolutifs vous attendent.

SG2 groupe puissant de 4000 personnes, poursuit sa rapide expansion avec un taux de croissance de 40% et vous propose d'acquérir son savoir-faire dans les domaines de pointe suivants :
• conception et réalisation de systèmes de gestion, • plan informatique, • méthodologie d'analyse et de gestion de projets • architecture de systèmes • génie logiciel • conception et utilisation et utilisation de réseaux • réseaux locaux • bases de données réparties • monétique et bureautique.

Nous vous offrons une formation complète et adaptée. Vous pourrez, ainsi, bien intégré au sein de nos équipes opérationnelles, donner toute votre mesure dans nos réalisations d'envergure et assumer de réelles responsabilités.

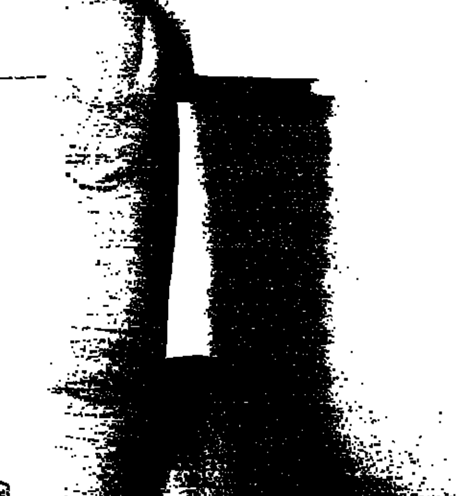
Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser sous réf. YR 15, à SG2 : 12-14 avenue Vion-Whitcomb 75016 Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes

Important groupe d'assurances recherche

consultant interne

pour s'intégrer au Département Organisation du groupe, composé d'une petite équipe fortement motivée et très attachée à la qualité et à l'efficacité de ses prestations.
Il ou elle mènera de façon autonome plusieurs missions simultanées dans des domaines variés.
Compte tenu du niveau des interventions, il ou elle a une formation supérieure de préférence Grande Ecole, un fort potentiel et une expérience d'un minimum cinq ans (expérience Cabinet Conseil appréciée).
Le lieu de travail habituel est Paris.
Madame Bernié, 80 rue Taitbout 75009 Paris, vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (C.V., prétentions...) sous référence M 642.



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

pour ses études dans le domaine des radars militaires

ingénieurs grandes écoles

- pour animer une équipe responsable de l'étude et du développement des systèmes radar, 5 à 10 ans d'expérience indispensables.
- pour étude et développement de systèmes numériques, 2 à 3 ans d'expérience souhaitables.

Référence S

techniciens d'études électroniciens

Titulaires du BTS ou DUT

- pour étude et développement de systèmes numériques.
- pour étude et développement de circuits hyperfréquences.

Référence Z

pour son centre de production et d'essais

technicien électronicien

Titulaire du BTS ou DUT

- pour participer aux essais d'équipements Engins et Radars utilisant des techniques très diversifiées dans les domaines analogiques et numériques.

Référence C

Bonnes connaissances de l'anglais. Nationalité française exigée.

Adresser CV et prétentions en précisant la référence du poste choisi à LCT BP 40 78141 VÉLIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

CHEF DES SERVICES COMPTABLES & FINANCIERS

Grande banlieue Sud-Est de Paris

200 - 220.000 F. — *Produits pour le bâtiment*

Une société française (effectif 50 personnes - CA 40 millions francs), filiale d'un groupe industriel allemand et spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de peinture pour le bâtiment et de matériaux destinés à l'isolation thermique recherche UN CHEF DES SERVICES COMPTABLES & FINANCIERS. Sous l'autorité du Directeur Général il sera chargé de la comptabilité générale (bilan, comptes d'exploitation, comptes de pertes et profits) et de la comptabilité analytique, traitée sur matériel CII-HB 61 DPS. Il établira les déclarations sociales et fiscales. Il participera à l'élaboration du budget. Il établira les prévisions de trésorerie et il en suivra la réalisation au jour le jour. Il tiendra à jour différents tableaux de bord de gestion et il produira des situations mensuelles. Il sera responsable de l'établissement de la paie. Le candidat retenu (H ou F), âgé d'au moins 30 ans, de formation type ESC + DECS possédera plusieurs années d'une expérience identique acquise dans une société industrielle mettant en oeuvre une comptabilité générale et analytique traitée par l'informatique.

Ecrire sous référence 607/M à :

GRH conseils

3 avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

---

chef de service support technique

Hardware

Paris. Filiale d'un grand groupe international, spécialisé dans l'informatique de réseau, cette Société (140 pers. - 100 Millions F. de C.A.) en pleine expansion, commercialise en France des systèmes informatiques de haute technicité et elle en assure l'implantation et la maintenance. Elle recherche le chef de son service "support technique central" hardware.

Dépendant du Directeur Technique de la Société et, avec une équipe de 5 spécialistes qu'il dirige et anime, il doit contribuer à améliorer l'efficacité et la productivité du réseau de maintenance Clientèle (80 pers.). Il assure la conception, la réalisation et la diffusion des moyens de maintenance (méthodes et procédures, documentations techniques, définition des stocks de pièces, plan d'introduction des nouveaux produits ...). Il organise et supervise la formation des techniciens opérationnels et l'assistance technique dont ils ont besoin.

Le candidat, âgé d'au moins 30 ans, possède une bonne formation en électronique (Ecole d'Ingénieur ou Université) et un minimum de 5 ans d'expérience réussie en maintenance de systèmes informatiques élaborés. Il est par ailleurs un homme de terrain, dynamique, évolutif et ouvert aux techniques de pointe.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite sous la référence 13088/M à B. Beaunoir, Sema-Sélection : Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION recrute pour sa Division Traitement d'Images située en région parisienne

des INGÉNIEURS Position II

pour l'analyse, le traitement et la restitution d'images.

De formation supérieure avec quelques années d'expérience, les candidats auront de préférence des compétences particulières en Logiciel (exécutif temps réel, système d'exploitation, langage évolué), pour l'étude et la mise en œuvre de micro-ordinateurs 8-16 BITS (mono et multi-processor), et de périphéries spécifiques.

Des connaissances hardware des systèmes micro-ordinateurs et des produits Intel, avec la pratique de l'anglais sont souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, cv, photo et prétentions sous réf. M
SEP - Service du Personnel DT1
3, avenue du Général-de-Gaulle, 92800 PUTEAUX.

SEP

HAVAS CONTACT

Nos ingénieurs commerciaux sont ambitieux : si vous l'êtes cette offre vous concerne.

Jeunes diplômé(e)s d'écoles d'ingénieurs et de commerce, vous êtes à la recherche de votre première situation

Bien choisir votre métier, votre branche d'activité est une affaire désormais déterminante pour votre réussite professionnelle, votre réussite tout court.
L'informatique est promise à un développement continu.
Si vous êtes ambitieux, devenez ingénieur commercial IBM.

Le métier d'ingénieur commercial

L'ingénieur commercial représente la Compagnie auprès des Grandes Administrations et Entreprises.
Il a la responsabilité commerciale d'une zone géographique ou d'une branche d'activité économique.
Il établit des contacts au niveau le plus élevé et propose nos produits et services susceptibles d'améliorer la gestion d'une entreprise.
Sa mission est vaste : suivi de la clientèle, recherche de nouveaux clients, vente de produits et services, suivi des paiements.

Pour vous préparer à l'exercice de ce métier, nous vous assurons une formation normalement rémunérée pendant un an, suivant un programme alterné dans nos Centres d'Education de la Région Parisienne, et sur le terrain dans le cadre d'une agence parisienne ou d'une Direction Régionale.

Nous sommes prêts à vous confier rapidement d'importantes responsabilités, si au-delà de votre diplôme, vous présentez les qualités requises pour le poste.

Ce que nous attendons de nos futurs ingénieurs commerciaux

Votre motivation pour une activité de vente doit être forte. Nous recherchons des femmes et des hommes présentant les qualités suivantes :
- Aptitude à communiquer à haut niveau.
- Ambition, énergie au-dessus de la moyenne.
- Sens de la méthode, esprit de synthèse.
- Sens de la négociation et aptitude à convaincre.
- Imagination dans la recherche de nouveaux clients et dans la préparation d'un projet informatique.

Nous vous demandons de répondre aux conditions suivantes :
- Avoir de bonnes connaissances de l'Anglais.
- Accepter le principe de la mobilité géographique : nos postes sont à pourvoir à Paris et en province.
- Etre dégagés des obligations du Service national.

Processus de recrutement

Que vous soyez débutant, ou que vous ayez une expérience professionnelle de 2 à 3 ans, adressez votre lettre de candidature à notre Département Recrutement - Orientation - Conseils - 2, rue de Marengo, 75001 Paris en mentionnant la référence ICM-27/9. Après examen de leur dossier, les candidats répondant aux conditions de base, seront reçus à Paris ou dans une Direction Régionale.



le bon départ.

MASH

BUREAUTIQUE SA RENFORCE SA POSITION DE LEADER

BUREAUTIQUE SA, première Société de Service et Conseil en Bureautique en France (évolution+50 % par an), recherche pour renforcer son équipe de la division CONSEIL des hommes et des femmes :

CONSULTANTS "SENIORS" (réf. B 321)

- Vous êtes ingénieur de formation.
- Vous avez au moins sept ans d'expérience professionnelle.
- Vous êtes un familier de l'informatique, la bureautique, la télématique.
- Vous êtes capable de convaincre et de mettre en oeuvre les solutions que vous proposez.

CONSULTANTS "JUNIORS" (réf B 322)

- Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur.
- Vous avez déjà une première expérience professionnelle dans le domaine de l'informatique et/ou de la bureautique.
- Vous souhaitez progresser et prendre rapidement de plus amples responsabilités.

Nous vous offrons :
- De travailler dans un contexte professionnel en pleine expansion et en confrontation permanente avec les nouvelles technologies.
- De participer à l'élaboration de stratégies, à l'établissement de plans d'action, à la mise en place de systèmes bureautiques,...
- D'intervenir dans des secteurs d'activité variés.
- D'oeuvrer dans le domaine de la communication d'entreprise.

DATAID SELECTION GROUPE DATAID

Si vous êtes passionné par la Bureautique et créatif, rejoignez-nous en nous envoyant votre dossier de candidature sous référence choisie à :
DATAID SELECTION - 48 Av. Raymond Poincaré - 75116 Paris

Ingénieur développement

Raychem vous attend.
Nous sommes une société internationale d'origine américaine à forte croissance. Depuis 25 ans nous privilégions l'innovation technologique en investissant 10 % du C.A. en recherche et développement. Aussi, nos techniques de pointe dans le domaine des polymères conducteurs, des plastiques thermorétractables et des métaux à mémoire apportent des solutions originales dans des secteurs industriels porteurs.

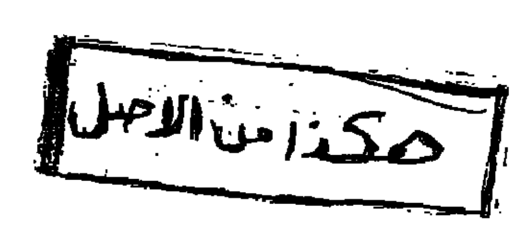
Votre mission ? Vous participerez, au sein d'un groupe, au développement de produits basés sur la technologie des métaux à mémoire. Vous interviendrez également, en collaboration avec nos ingénieurs commerciaux, pour supporter nos produits «métaux à mémoire» auprès de notre clientèle européenne.

Vous avez une formation d'ingénieur et une expérience de 3-4 ans, de préférence dans une société de connecteurs. Sens du contact, autonomie, compétences techniques seront les atouts nécessaires à votre réussite, ainsi qu'une pratique courante de l'anglais.

Nous vous offrons une formation sérieuse aux U.S.A., un environnement motivant mais surtout la possibilité de donner libre cours à votre ambition et à vos goûts, bref, de créer vous-même votre carrière.

Alors envoyez votre C.V. avec photo et prétentions sous référence 542 M à : Raychem - Direction du Personnel - B.P. 738 95004 Cergy-Pontoise Cédex.

Raychem



هكذا من الأصل

ORGANISATION.... METHODES.... GESTION DE PRODUCTION....

INGENIEUR, votre expérience industrielle vous a permis d'animer des groupes de travail opérationnels et pluridisciplinaires. Vous savez analyser et améliorer les circuits de production, la gestion des stocks, et les systèmes d'information correspondants.

Familiarisé avec l'emploi d'outils informatiques, vous vous définissez comme un organisateur pragmatique maîtrisant bien les Méthodes.

Deux postes sont créés dans ce domaine et peuvent vous intéresser : l'un à PARIS, l'autre dans une région agréable de l'EST.

Ecrivez-nous : la dimension de notre Groupe vous garantit des opportunités de carrière intéressantes.
Notre carte de visite : ESSILOR - groupe français leader européen de l'OPTIQUE-LUNETTERIE - 7700 personnes - Un chiffre d'affaires en croissance de + 26 % - 12 usines et 18 filiales en France et à l'Etranger.



Les dossiers seront transmis confidentiellement par AXIAL Publicité, sous la référence 5189 27, rue Taitbout 75009 Paris.

EUREQUIP
UNE VIE PROFESSIONNELLE OUVERTE SUR LES ENTREPRISES ET LE MONDE

Nous sommes 180 CONSULTANTS, de formation, d'âge et d'expérience variés, qui intervenons dans tous les domaines de l'entreprise et les grands secteurs de l'économie, en France et à l'Étranger ; le plus souvent en équipes pluridisciplinaires.
Notre métier est d'aider les hommes à conduire l'évolution de leur entreprise. Pour continuer à enrichir nos équipes, nous souhaitons accueillir de nouveaux CONSULTANTS :

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

- Vous possédez une expérience certaine de l'entreprise.
- Vous maîtrisez une langue étrangère.
- Vous avez le goût des situations variées, de la mobilité géographique, et votre approche de l'entreprise associe le facteur humain aux facteurs technique et économique.

Le dynamisme de nos équipes et les perspectives de développement permettent des évolutions très ouvertes.
Merci d'adresser votre candidature, sous référence 8336 M au Département Recrutement d'EUREQUIP.



Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS
Tél. 553.84.73

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

MEMBRE DE SYNTEC — HAVAS CONTACT

une gestion responsable en France ou à l'étranger

Nous recherchons pour la FRANCE, l'AFRIQUE DU NORD ou les PAYS DU GOLFE des

responsables administration - gestion - finances

Leur formation de haut niveau, leur expérience et leur personnalité leur permettent d'assurer les fonctions de comptabilité, trésorerie, contrôle de gestion, gestion de personnel sous la responsabilité des Directeurs de projets de grande envergure. *Réf. R M 26*

Nous sommes un très important groupe français du secteur BTP ; nous pouvons donc assurer aux candidats retenus de larges possibilités d'évolution tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature sous référence à
M. SIMON - 149, rue Saint-Honoré 75001 PARIS



COGEMA
GROUPE CEA

Société leader mondial dans le domaine du cycle du Combustible Nucléaire (9.000 salariés) recherche pour sa
DIRECTION FINANCIERE à VELIZY

JEUNES CADRES FINANCIERS ET COMPTABLES

Vous aurez pour mission le suivi financier et comptable de filiales du Groupe (comptabilité, budget, trésorerie, financement, fiscalité), sous la responsabilité du chef du service Contrôle des Filiales.
De formation supérieure, vous avez une expérience d'environ 2 ans en Gestion, qui vous a apporté de solides connaissances *en Comptabilité et en Droit des Sociétés, et vous parlez anglais couramment. Une bonne compréhension des pro*blèmes techniques serait un atout supplémentaire. Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. 338 M à Eliane ROLLAND - DRS/Recrutement
2, rue Paul Dautier - B.P. 4 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX

COMPAGNIE GENERALE DES MATIERES NUCLEAIRES

chef de la comptabilité analytique

PARIS NORD **200.000 F +**

Une société française de machines-outils leader en son domaine, dans le cadre du plan national de développement de ce secteur (C.A. : 220 millions de Francs, dont plus de 45 % à l'export, effectif 600 personnes), recherche pour son siège son chef de la comptabilité analytique.
Sous l'autorité du Directeur Financier, il sera responsable de la conception, de la mise en œuvre et de la gestion des opérations de calcul de prix de revient et des coûts de fonctionnement. Il analysera et rendra compte des écarts entre objectifs budgétaires et réalisations et, le cas échéant, suggèrera les mesures correctives appropriées. Participant étroitement à l'établissement des budgets annuels pour chaque centre de profit, Paris, province et étranger, il conseillera les responsables de départements et de filiales dans l'établissement et le suivi de leurs budgets. Il réalisera toutes études spécifiques qui lui seront demandées par la Direction de l'entreprise.
Le poste de grande mobilité, sera confié à un diplômé d'études supérieures, option comptabilité/gestion.
Agé de 30 ans minimum, il possédera une expérience réussie de plusieurs années, acquise dans un domaine similaire *au sein d'une entreprise industrielle dotée d'un système efficace de comptabilité analytique liée à un outil informatique* dans lesquels il aura pris lui-même une part active.
Durant les premiers mois, il consacrera l'essentiel de son temps à l'une des unités de production de la région de Tours. *La maîtrise de l'Anglais, est très souhaitée.* A terme et selon la réussite du candidat, ce poste débouche au contrôle de gestion de l'entreprise.

Conexhom
Conseil en Recrutement

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous référence 8180 M à
François ROUSSEAU - CONEXHOM - 212, avenue Paul Doumer
92508 RUEIL-MALMAISON CEDEX, qui garantit la plus totale discrétion.

GRANDE BANQUE PARISIENNE NATIONALISÉE

recherche

pour son département du Personnel et des Affaires sociales

Cadre Juriste

Exigences :
- Maîtrise de Droit Privé (ou licence Ancien Régime) + DES ou DEA de Droit Social.
- Connaissance en Droit du Travail.
- Expérience dans un poste similaire appréciée.
- Disponibilité rapide.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 33.616
à HAVAS CONTACT, 1 Place du Palais-Royal,
75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

Jeunes ingénieurs généralistes de préférence

UN DEBUT DE CARRIERE
DANS LA RECHERCHE VOUS TENTE
MAIS VOUS Y METTEZ DES CONDITIONS :

- Un secteur industriel très innovant
- Un travail en équipe valorisant
- Des moyens matériels importants
- Des perspectives de carrière bien réelles

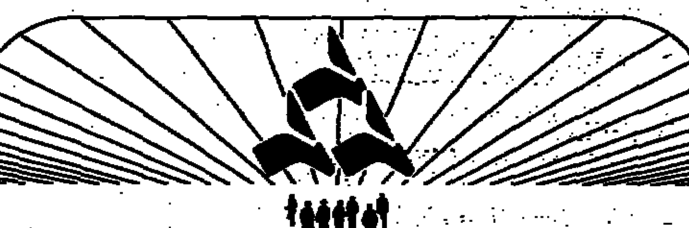
Vous aimez les voyages et vous préférez la vie en province au tumulte parisien.

Vous aimez aussi vous colleter avec des problèmes techniques et scientifiques difficiles et passionnants.

Vous aurez tout cela, dans un contexte scientifique de très haut niveau qui vous séduira : METALLURGIE - THERMIQUE - PHYSIQUE - ÉLECTRONIQUE - MECANIQUE - INFORMATIQUE.

Ces postes sont à pourvoir dans une agréable ville de l'Est.

Merci d'adresser sous référence 2809, lettre manuscrite, C.V., photo à
TELEX P.A. JONCTION 34, boulevard Haussmann
75009 PARIS qui transmettra.



UAP recherche pour son **DOMAINE IMMOBILIER**

Cadre administratif

maîtrise de gestion, ESSEC, ESCP, DECS

A ce poste de responsabilité, il aura pour fonction :
- d'assister le responsable commercial dans ses tâches administratives et comptables (prévisions budgétaires, comptes d'exploitation *d'immeubles, gestion des charges locatives, quittancement des loyers...*),
- de veiller à l'application des procédures informatisées en liaison avec les services administratifs centraux.

Une expérience en gestion et en comptabilité immobilières est souhaitée.
Poste évolutif - Age requis : 35 ans minimum.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à :
Mme Benfredi, sous secteur de l'emploi, Tour Assur, Cédex 14,
92083 Paris-La Défense. Tél. 774.27.09.

UAP
L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

SOCIETE PRODUITS CHIMIQUES
FILIALE D'UN GROUPE PETROLIER,
cherche pour
le Département ETUDES INFORMATIQUES
de son Siège PARIS LA DEFENSE

INFORMATICIENS ANALYSTES CHEFS DE PROJET

Ingénieurs ou cadres de formation supérieure débutants ou 1 à 2 ans d'expérience. Intéressés par l'informatique de gestion appliquée à une grande entreprise industrielle et commerciale utilisant un réseau télé-informatique temps réel européen.

Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions sous réf. 79076
à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, *qui transmettra.*

Important groupe français à vocation tertiaire
recherche

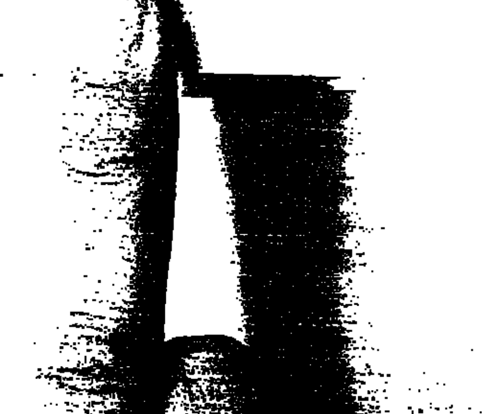
CADRE COMPTABLE ET FINANCIER

Sa mission consistera à prendre en charge l'ensemble de la gestion comptable et financière de 2 filiales (16 millions de C.A.) : comptabilité générale et auxiliaire, *déclarations fiscales et sociales*, établissement du bilan et comptes de résultat, gestion de la trésorerie, préparation du reporting mensuel à la holding...

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure Grande Ecole de Commerce et/ou D.E.C.S., ayant acquis une expérience similaire de 3 ans environ en entreprise ou en cabinet.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 905 à :

BUSINESS INTERNATIONAL SEARCH
Conseil en Recrutement
26-28, rue de Madrid 75008 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

SAS INSTITUTE S.A.

Filiale nouvellement créée de SAS institut INC., leader dans le secteur des statistiques, infocentre et de l'analyse des mesures de performance, vous propose de rejoindre une équipe jeune et dynamique en vous offrant le poste de :

RESPONSABLE TECHNIQUE

MISSION :

- Assurer la formation de nos clients.
- Leur fournir une aide technique.
- Développer des programmes de démonstration.
- Assister techniquement le service commercial.
- Réceptionner les nouvelles versions des produits SAS.

PROFIL :

- Connaissant un ou plusieurs systèmes d'exploitation IBM (MVS, VM/CMS, DOS/VSE...).
- Bonne pratique de l'anglais.

Le salaire sera en rapport avec la compétence, l'expérience et le sens des responsabilités.

Merci d'adresser votre C.V. et prétentions à 9312.
SAS INSTITUTE S.A.,
59, rue Saint-Didier, 75116 PARIS.

BETEL INGÉNIERIE

(groupe MORIA)
recrute pour ses départements
« Logiciel de base » et « Téléinformatique »

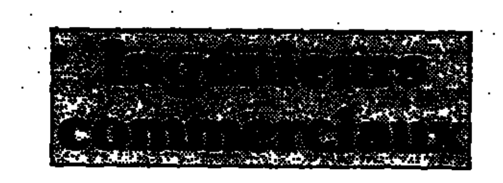
DES INGÉNIEURS

Grandes Ecoles (SUP. AÉRO, SUPÉLEC, A. & M., ENSIMAG, INSA)

DES UNIVERSITAIRES

(D.E.S.S., D.E.A.)

Ecrire avec C.V. et prétentions au
13, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 75003 Paris
ou téléphoner pour rendez-vous au 887-01-11.



La société :
Filiale française d'un important groupe multinational. N° 1 mondial dans son domaine.

La mission :
Vendre aux grands groupes français du matériel électronique très sophistiqué destiné au contrôle de production et à la maintenance.

Le profil :
Niveau ingénieur ou BTS électronique. 28 ans mini. Sens de la négociation à haut niveau et esprit d'organisation indispensables. Anglais souhaité.

Vous vous sentez concerné :
Envoyez votre C.V., photo et prétentions, accompagnés d'une lettre manuscrite à :
MIMOPUB
15, rue du Gal. Leclerc
78000 Versailles qui transmettra.

Réponse et discrétion assurées.



Financial controller — 200.000 F

Un important constructeur européen de systèmes de freinage pour véhicules automobiles, employant plus de 10.000 personnes et membre d'un puissant groupe industriel international recherche, pour sa filiale française (occupant 100 personnes et réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 100 millions de francs) son financial controller. Il prendra en charge l'ensemble des activités comptables, financières et budgétaires de la société. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, possédant une formation financière et comptable supérieure, et disposant d'une expérience d'au moins 3 ans dans une entreprise internationale (comptabilité anglo-saxonne). Une bonne ouverture à l'informatique est nécessaire. La pratique très courante de l'anglais est indispensable. La rémunération, qui pourra atteindre 200.000 francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé en grande banlieue est. Ecrire à Ph. LESAGE. Réf. A/2443M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



Exploitation informatique — 160.000 F

Un important établissement financier, disposant d'une implantation nationale et mettant en œuvre de puissants moyens informatiques (un IBM 3031, un IBM 4341-2, 180 terminaux), souhaite renforcer son département exploitation en recrutant un adjoint au responsable du département. Dans un premier temps, il définira et contrôlera les outils de mesure du fonctionnement de l'exploitation, organisera et vérifiera les diverses procédures de fonctionnement et participera à la formation technique de l'équipe pupitre. Dans un second temps, il prendra davantage de responsabilités. Ce poste s'adresse à un jeune candidat, diplômé de l'enseignement supérieur, et disposant déjà d'une première expérience d'au moins 2 à 3 ans en exploitation, sur du gros matériel IBM. La rémunération, de l'ordre de 160.000 francs par an, sera surtout fonction de l'expérience du candidat. Le poste est basé à Paris. Ecrire à J.A. DENNINGER.
Réf. A/2433M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

L'informatique, outil de l'avenir. rejoignez un constructeur français

Société Nouvelle LogAbax

vous propose de participer à son expansion

Nous sommes une société française dont les résultats parlent d'eux-mêmes : C.A. 1982 : 450 MF - Bénéfices net 15,8 MF.

● INGENIEURS DE RECHERCHE — INGENIEURS SYSTEME

Universités - Grandes Ecoles

Débutants à 5 ans d'expérience, votre mission portera sur les domaines suivants :

- systèmes d'exploitation
- bases de données et réseau de télécommunication
- outils d'intégration et de qualification
- *modèles de fiabilité*

•Postes en recherche-développement matériel, logiciel (connaissance de l'électronique digitale et microprocesseurs 8-16 bits.) *Basés à EVRY - Réf.01*
•Postes en support technique logiciel de base (connaissance d'un compilateur ou d'un interpréteur souhaitée). *Basés à ISSY-les-MOULINEAUX - Réf.02*

● INFORMATICIENS TECHNICO-COMMERCIAUX — INGENIEURS D'AFFAIRES

Grands Comptes

Nous renforçons nos équipes commerciales Grands Comptes dans le domaine des **MICROS** et des **MEGA-MINIS à haute disponibilité.**
De formation supérieure (ingénieur ou équivalent) vous avez plusieurs années d'expérience en **informatique de gestion orientée Temps Réel** ainsi que de bonnes connaissances en operating systems et sur les *réseaux de transmissions de données ; Vous êtes autonomes.* Niveau élevé de rémunération.

• Informaticiens technico-commerciaux - *Réf.03*
• Ingénieurs d'affaires - *Réf.04*
Basés à ISSY-les-MOULINEAUX

Nous vous offrons une évolution de carrière basée sur une autorité de compétence dans une ambiance jeune.
Effectifs 970 personnes dont 200 cadres- 4 Etablissements en Région Parisienne - 70 Agences et centres de maintenance en France.
Adressez lettre man. CV et photo à Société Nouvelle Logabax, Direction du Personnel, 79, avenue Aristide Briand, 94115 ARCUEIL Cedex.

Publival

HELIOS STRECO DURANDO

Membre d'Arthur Young International

Fiscalistes

Nous recherchons des candidats ayant une personnalité affirmée, une formation supérieure et une expérience d'au moins 5 années dans un cabinet spécialisé.
Nous leur offrons des responsabilités importantes et une grande autonomie dans la conduite de missions de conseil en droit fiscal et en droit des affaires.
Nous leur proposons une carrière évolutive et des prises de responsabilités dans nos bureaux en France et à l'étranger.
Merci d'adresser C.V., photo et lettre s/réf. LM/09 à J. EMERIAU - **HELIOS STRECO DURANDO** - 7, rue de Chaillot - 75116 PARIS.

MEDIA PA

Groupe international français de l'agro alimentaire

recherche pour Paris

ASSISTANT RESPONSABLE MARKETING

Pour développer et coordonner la promotion et la distribution d'une gamme de produits auprès d'une clientèle de professionnels et participer à son évolution.

- Expérience du marketing dans le domaine des biens de consommation.
- Expérience de la vente – même courte – souhaitable.
- Bonne formation générale, réfléchi, créatif, soucieux de l'impact « terrain ».
- Fort potentiel de développement personnel.

Adresser lettre manuscrite + c.v. + prétentions
sous n° T 042.280 M,
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Laboratoire UPJOHN

Paris La Défense
Filiale important laboratoire pharmaceutique international
recherche

Responsable Développement des Ressources Humaines

Dépendant du Directeur des Relations Humaines, il participera à la mise en place d'une politique élaborée du développement des Ressources humaines, où il sera particulièrement chargé : de l'ensemble des procédures de recrutement, de la gestion de la formation et de l'animation de certaines sessions de formation, plus spécialement destinées au personnel cadre.

Ce poste diversifié et évolutif conviendrait à un candidat de formation supérieure (BAC + 4) de 30 ans environ, ayant de préférence une expérience de l'animation et une connaissance de la fonction personnel.

Il devra s'exprimer très aisément en anglais.

Adresser CV, photo et prétentions à Direction du Personnel
Laboratoire UPJOHN Tour Franklin 92081 PARIS LA DEFENSE.

Étudiants, étudiantes.

UN JOB DÈS DEMAIN

- horaires souples, compatibles avec vos études
- rémunération élevée



Téléphoner au :
523.48.48

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

LA MUTUALITE AGRICOLE

recherche

analystes

Au sein d'un Département informatique important, équipé d'un ordinateur IBM 3033 de 12 MEG, ils participeront à l'expansion de notre informatique orientée télétraitement et bases de données (CICS, DL/1, TSO). Les candidats devront : • être titulaires *d'une* M.I.A.G.E. *ou d'un* D.U.T. et justifier *d'une* expérience professionnelle, • posséder une bonne connaissance de : COBOL, analyse structurée et de CICS. Lieu de travail : NANTERRE (R.E.R. Nanterre-Préfecture).
Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions à U.C.C.M.A. - Département Gestion du Personnel - 8/10, rue d'Astorg - 75008 PARIS

ESSEC, SUP DE CO...

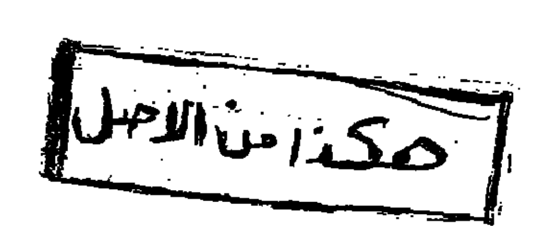
Nous sommes une société importante spécialisée dans la **REGULATION, LA COMMANDE, LA MESURE** (1700 personnes en France), nous réalisons un chiffre d'affaires de plusieurs centaines de MF dont 200 MF avec une clientèle d'**administrations, établissements publics et nationalisés.**

Nous voulons renforcer notre impact auprès de cette clientèle par la mise en œuvre d'une nouvelle conception de notre approche commerciale.

Pour atteindre cet objectif, nous souhaitons confier cette mission à un **DIPLOME ECOLE DE COMMERCE** qui agira sous la responsabilité du directeur commercial dans le cadre de la politique de notre groupe.

Vous avez valorisé cette formation par une **expérience réussie** de la vente de produits techniques, si possible auprès de notre type de clientèle. Vous avez des aptitudes à animer une équipe, le goût des déplacements (50 % France + pays limitrophes). Allemand apprécié.

Nous vous proposons de nous écrire avec C.V. + prétentions sous réf. 4019 à **PIERRE LICHAU S.A.,** BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieur-Système IBM 43/31

Une industrie de pointe appelle une informatique de pointe, c'est celle que nous voulons continuer de construire avec vous dans notre société dont les fabrications à base de mécanique, d'électricité et d'électronique permettent un large champ d'applications en production : CAO, robotique en plus de celles plus classiques de gestion.

Notre atout : une informatique jeune, un IBM 43/31 depuis trois ans seulement. Bientôt à terme un réseau de mini-ordinateurs. Des fonctions bien définies. Une direction compétente. Une petite équipe motivée.

C'est une fonction système étendue de l'ensemble qui est à créer. En assurer le fonctionnement et la cohérence, telle sera votre responsabilité. Passionné d'étude et de technique, fort de votre connaissance des systèmes IBM et de vos trois à six ans d'expérience professionnelle dans ce milieu, vous appuyant sur une formation supérieure de haut niveau, vous entreprendrez cette tâche avec les meilleures chances de réussite, surtout si en plus vous aimez le travail en équipe.

Evidemment vous pratiquez l'anglais. Vous apprécierez une rémunération motivante. Et *travailler à Paris, à deux pas de la Porte d'Orléans, vous convient.* Ecrivez rapidement sous référence 8361 / LM aux Consultants CLEAS auxquels nous avons confié ce recrutement.

CLEAS

6, Place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

L'INFORMATIQUE EN ACTION - PRIORITE : CFAO...

CISI a choisi de faire de la CFAO l'un de ses axes de développement prioritaire.

Pour ce faire, une politique volontariste a été mise en place, construite autour d'un logiciel portable, STRIM 100 (Système Tridimensionnel pour l'Industrie Mécanique), disponible sur un très large éventail de ressources informatiques (réseau, ordinateurs généraux, minis et micros).

Afin de rester à la pointe du progrès technique en ce domaine, CISI a créé en 1983, dans la REGION MEDITERRANEE, *un centre CFAO de recherche/développement* ayant pour principale mission d'étendre les capacités de STRIM 100 et *de développer STRIM 200, logiciel compatible des années 85-90.*

Pour renforcer cette équipe, nous recherchons des :

INGENIEURS HF

possédant des compétences dans les domaines suivants :

— Systèmes graphiques.
— Gestion des données.
— Micro 32 bits.
— Système VAX.
— MOCN - Usinage.
— Intelligence artificielle.
— Analyse numérique, approximation, géométrie différentielle.

Plusieurs postes sont à pourvoir à PARIS et en Région Méditerranée.

Ecrivez-nous : **CISI**
Direction du Personnel
35, Bd BRUNE
75680 PARIS Cédex 14



L'INFORMATIQUE EN ACTION

CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE.
notre développement dans un secteur technologique de pointe passe par la

FORMATION
de nos Ingénieurs

La fonction que nous proposons comprend outre l'animation de cours à caractère technique, la définition des besoins, le choix des cours, le suivi de l'application du plan, la coordination *des actions de formation.*

Elle concerne plus spécialement des Ingénieurs **chargés du développement de nos produits** ; la réussite dans cette fonction dépend aussi des aptitudes à l'écoute et au dialogue. Elle s'adresse à un candidat de formation électronique et/ou informatique ayant une première expérience d'animateur de formation.

Ce poste est à pourvoir en Banlieue Parisienne Sud (à 20' en RER du Chatelet).

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous référence 11839 M (à mentionner sur l'enveloppe) à :
l'Agence AFFLUENTS - 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

MEESCHAERT-ROUSSELLE
AGENTS DE CHANGE
recherche pour son Département International

RESPONSABLE ADMINISTRATIF TITRES ET BOURSE ETRANGERE

Pour ce poste en création, nous souhaitons nous adjoindre un cadre expérimenté, de formation supérieure (Ecole de commerce, gestion...) qui aura pour missions essentielles :

— d'animer, d'organiser et de coordonner l'**action** du service pour accroître l'**efficacité technique** et la bonne **fin des opérations,**
— d'assurer les relations avec l'ensemble des correspondants étrangers et les services internes,
— *d'être l'interlocuteur responsable vis-à-vis de la Direction Informatique pour tous les projets* concernant les **titres** et la **Bourse,**
— de se porter garant sur l'ensemble des **opérations comptables,**
— de diriger une petite équipe performante.

Ce poste exige une expérience confirmée de 5 à 8 ans de gestionnaire de titres, acquise dans un contexte bancaire, financier ou assurance, de très bonnes connaissances et pratiques comptables, des notions d'informatique et l'Anglais courant.

Des qualités d'organisation, de rigueur, de disponibilité et « l'esprit entrepreneur » sont indispensables.

Env. C.V. + lettre de motivations + photo + salaire actuel,
sous référence BE à Bernard CEYROLLE.
MEESCHAERT-ROUSSELLE ET CIE
16, Bld Montmartre 75009 PARIS.
Discrétion assurée.



TECHNIP GEOPRODUCTION

DIVISION GEOMECANIQUE

Important groupe très actif dans la recherche et l'exploitation du pétrole recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN

possédant un diplôme d'ingénieur électronicien, avec une expérience en géophysique de quelques années.
Anglais indispensable.
Poste à Rueil-Malmaison (92).
Le candidat retenu se verra confier, après une période de formation, la responsabilité de l'industrialisation et de la commercialisation d'équipements de *prospection sismique. Il devra diriger une équipe* technique d'environ 15 personnes.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé avec photo et nº de téléphone et prétentions au Service du Personnel, Technip Géoproduction, Tour Technip, Cédex 23, La Défense 6, 92090 Paris La Défense.

La filiale d'un important groupe de services recherche

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

En collaboration avec une équipe composée de 7 personnes, il assure :
— la préparation et le suivi budgétaire,
— l'analyse des résultats périodiques,
— l'amélioration des systèmes d'information en liaison avec l'informatique.

La décentralisation de l'entreprise, l'importance de sa fonction « Conseil » impliquent des contacts fréquents avec les responsables opérationnels des différentes unités.

Pour ce poste, une formation supérieure : de type universitaire ou Grande Ecole de Commerce, est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 475 à **INTER PA**, BP 508, 75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

LABORATOIRE COSMETIQUE ET PHARMACEUTIQUE
actuellement 400 personnes, crée dans le cadre de son expansion le poste de

chef de service administration de la distribution

De formation A & M, CNAM... ou ayant une expérience confirmée, vous avez le sens du dialogue, l'habitude des contacts à haut niveau et vous ne manquez pas de diplomatie.

La fonction qui est à créer comporte:

- *la gestion des approvisionnements et le contrôle* des stocks des dépôts en France,
- la coordination entre les services Marketing, Commerciaux, *Achats et Production pour tous les problèmes* d'administration de la distribution des produits finis.
- l'animation et les *compte-rendus* des réunions entre les chefs de services.

En assurer le fonctionnement et la cohérence, telle sera votre responsabilité. Avec un esprit logique et des connaissances en informatique, vous entreprendrez cette tâche avec les meilleures chances de réussite, surtout si vous aimez le travail en équipe. *Salaire annuel prévu 160.000F*

Adressez rapidement votre CV (lettre manuscrite, photo et prétentions), sous référence 45905 à: **Projets** 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui fera suivre

---

ENERTEC

recherche pour son département ENREGISTREMENT MAGNETIQUE basé à Vélizy

Ingénieur d'études électronicien

Notre département étudie et fabrique des enregistreurs de haute perfor*mance destinés au secteur aéronautique. Le jeune ingénieur que nous* recrutons sera intégré à l'équipe du projet «enregistreur à tête tournante» et il sera responsable d'une partie de cette étude.
Ce poste nécessite une bonne connaissance de l'anglais, un diplôme d'ingénieur grande école et de 0 à 2 ans d'expérience.
Nous offrons de réelles possibilités de carrière à l'intérieur de la société et du groupe à un candidat(e) apte à exercer des responsabilités.

Adresser votre dossier de candidature complet, sous la référence S 318, au Service du Personnel, ENERTEC, 1 rue Nieuport 78140 Vélizy-Villacoublay.

ENERTEC
Schlumberger

THOMSON-CSF

CADRE COMMERCIAL EXPORT

Vous avez une première expérience dans le domaine aéronautique ou électronique professionnelle qui vous a familiarisé avec la clientèle étrangère et la vente de biens d'équipements.

Nous vous proposons, après intégration à *nos équipes commerciales* en relations constantes avec nos services techniques, production, après-vente, de vendre des équipements aéroportés dans *de nombreux pays, depuis la prospection initiale jusqu'à la négociation finale.*

Ce poste implique la connaissance de l'anglais et une grande disponibilité pour des déplacements fréquents à l'étranger (30 % du temps).

Âge souhaité : minimum 30 ans.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions à THOMSON-CSF, département RCM, Service du Personnel, 68, avenue Pierre-Brossolette, 92242 MALAKOFF CEDEX.

HAVAS CONTACT

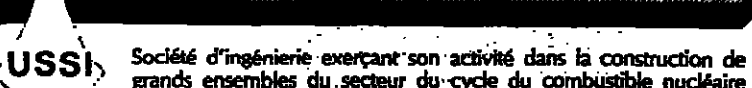


THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

SOCIÉTÉ NATIONALE
PARIS-16ᵉ

recherche
un collaborateur pour son service :
BUDGET et CONTROLE de GESTION.
Débutant ou expérience 2 ou 3 ans.
Titulaire des diplômes suivants :
ESSEC-SCIENCES PO et *D.E.S.*
ou Maîtrise de Sciences Éco.
Libre avant le 1ᵉʳ novembre 1983.
Pour les candidats masculins, il faut être libéré des obligations militaires.

Adresser curriculum vitae, photo, sous nº 272.592 M à **RÉGIE-PRESSE,**
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



USSI

Société d'ingénierie exerçant son activité dans la construction de grands ensembles du secteur du cycle du combustible nucléaire *recherche pour sa division électricité contrôle*

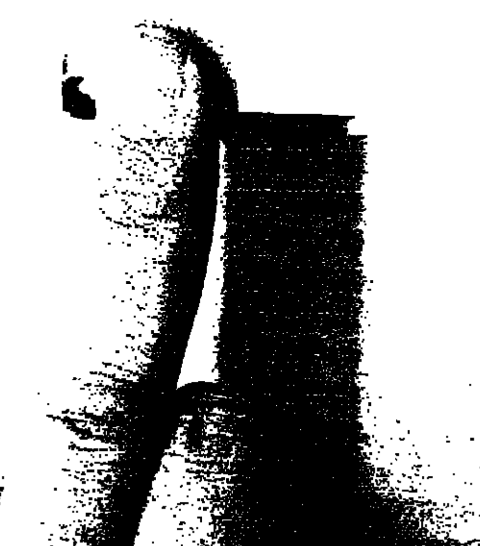
INGENIEURS ELECTRICIENS
confirmés ou première expérience

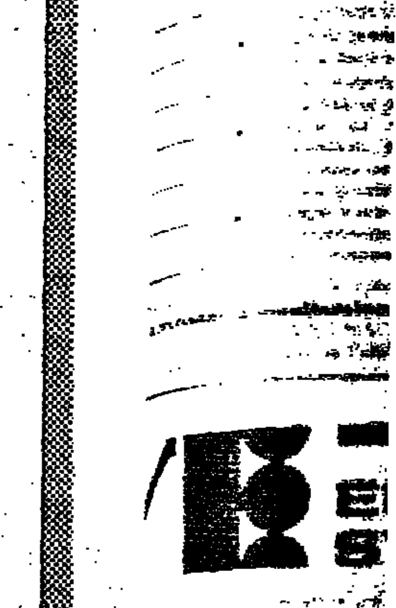
Pour participer aux études et au suivi de réalisation de systèmes de conduite d'installations industrielles.

Formation : SUPELEC, IEG, ENSI ou équivalent.

Ces postes exigent le sens du dialogue et du travail en équipe.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions au Chef du Personnel
USSI 116, avenue Aristide Briand BP 72 - 92223 BAGNEUX.
Discrétion assurée.





Rowntree Mackintosh

1500 personnes
C.A. 1000 MF

Lion
Nuts
Smarties
After Eight
Quality Street
Kit Kat
Rêve Noir
Friolles
Lanvin
Menier
Les Trésors...

Leader sur le marché français du chocolat renforce son département ingénierie au niveau de ses deux unités de fabrication (**Noisiel 20 min. de Paris et Dijon**) en intégrant :

ingénieurs projets industriels

Formation type Centrale, A.M....
Pour prendre en charge l'ensemble du processus *d'étude* et de réalisation des projets confiés.

- il s'agit de postes à réelles responsabilités dans un secteur en constante évolution, où des personnalités de valeur peuvent se réaliser.
- Aptitude au dialogue, capacité d'innovation, pragmatisme, goût des réalisations pluridisciplinaires sont des qualités requises.
- une expérience de 8 ans minimum est nécessaire, doublée d'une bonne connaissance de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, C.V. (photo) et prétentions **en précisant la localisation souhaitée** à Michel DASSE, ROWNTREE MACKINTOSH S.A., Noisiel, 77422 Marne la Vallée Cedex 2.

Créer et partager le savoir avec VIFI NATHAN

La Filiale d'un très important groupe de Presse et d'Editions, spécialisée dans les LOGICIELS EDUCATIFS et de JEUX pour micro-ordinateurs, recherche son :

DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT (Réf. M 22940 A)

C'est une personnalité capable de prendre la responsabilité d'une équipe, chargée de réaliser des logiciels de jeux, d'enseignement assisté par ordinateur, de gestion familiale ou professionnelle.
Il maîtrise parfaitement la programmation sur micros (basic et langage machine).
Pour l'assister, VIFI NATHAN recrute également son :

RESPONSABLE TECHNIQUE (Réf. M 22940 B)

C'est un ingénieur qui justifie d'au moins 5 ans d'expérience matériel et logiciel en micro-informatique. Il est le support technique de cette activité et met en place la méthodologie de travail de l'ensemble.
Lieu de travail : Paris.
Ces opportunités intéressent des candidats passionnés des techniques nouvelles et motivés pour rejoindre un groupe en forte croissance.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous la référence choisie à :

EGOR INFORMATIQUE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Produits industriels consommables

2 CHEFS DE PRODUITS

La caractéristique majeure de cette Société (4 000 personnes - 2 milliards de C.A.) est qu'elle développe et fabrique selon un process industriel lourd et exigeant (feu continu) des produits consommables totalement intégrés au marketing des clients qui exercent leurs activités sur les marchés de grande consommation généralement alimentaire.
Largement décentralisée (6 usines, 3 zones commerciales en France), la fonction marketing est représentée de façon opérationnelle sur chaque grande région commerciale.
Le Chef de Produits analyse les marchés et leurs évolutions possibles, collecte et *diffuse les informations (quantitatives et qualitatives), participe avec les clients* et les services techniques à la définition et à la mise au point des nouveaux produits, prend en charge l'ensemble de la communication interne et externe.
Nous souhaitons rencontrer soit un diplômé de l'enseignement commercial supérieur ne négligeant pas les aspects techniques des produits, soit un ingénieur *ayant une formation économique complémentaire. Sa première expérience profes*sionnelle (2/5 ans) a été impérativement acquise dans une fonction commerciale ou technico-commerciale.
L'un des postes est basé à Paris (réf. M 4212 AR), l'autre (réf. M 4212 AS) dans une ville agréable du Poitou-Charentes. La taille de l'Entreprise, ses performances, son *appartenance à l'un des premiers groupes* industriels français permettent d'offrir aux cadres compétents et mobiles géographiquement des perspectives de développement de carrière multiples et variées.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire en précisant la référence choisie à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

EUROSOFT-SYSTEMES

Société d'ingénierie informatique continue son expansion et recherche pour deux de ses divisions des

INGENIEURS

Ils dirigeront ou participeront à des projets dans les domaines :

- Langages (compilateurs) ;
- Architecture de systèmes ;
- Génie logiciel ;
- *Systèmes de bases de données réparties.*
- Systèmes IBM (CICS, VETAM) ;
- *Conception et réalisation de systèmes de gestion ;*
- *Schémas directeurs.*

Nos compétences dans des domaines variés nous permettent de participer à des projets nationaux.

Les candidatures seront étudiées par M.F. BURO -
EUROSOFT SYSTEMES
38, bd Henri Sellier - 92150 SURESNES.

IMPORTANTE CLINIQUE MÉDICALE
(200 SALARIÉS)
RÉGION DE VERSAILLES

recherche son

CHEF DU PERSONNEL

LE CANDIDAT, âgé d'au moins 35 ans de formation *supérieure devra justifier d'une expérience professionnelle* lui permettant d'assurer **LA RESPONSABILITÉ DE LA GESTION DU PERSONNEL DANS TOUS SES ASPECTS** et de seconder efficacement le Directeur de l'Établissement dans ce domaine.

Il devra faire preuve de réelles qualités de contact, de dialogue et de disponibilité.

Envoyer curriculum vitae + prétentions, + photo sous référence n° 9.538 à : **PRAIRIAL**, 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS, qui transmettra.

SOCIETE DU SECTEUR FINANCIER
dynamique et en pleine expansion
PARIS 2è, recherche

ATTACHE COMMERCIAL

Diplômé d'une école supérieure de commerce, il sera dynamique et créatif et possèdera un goût prononcé pour la démarche commerciale qu'il prati*quera depuis 3 ans minimim.*

CADRE ADMINISTRATIF

Diplômé d'études supérieures, il sera responsable de la gestion du personnel, des fournisseurs et de la facturation *ainsi que celle d'un fond de commerce, impliquant un suivi des dossiers et des visites en clientèle.*

SECRETAIRE COMMERCIALE

BTS ou équivalent. Excellente présentation. Quelques années d'expé*rience professionnelle. Goûts pour les contacts et esprit d'équipe.*

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions,
P.G. - B.P. 58 - 75061 PARIS CEDEX 02.

CHEF DE ZONE EXPORT

Base Paris

La Société est la filiale d'un important groupe industriel français. Son produit, l'outillage, est distribué dans plus de 100 pays au travers d'agents et d'importateurs exclusifs.
Ayant la responsabilité d'un secteur géographique important, les Chefs de Zone devront développer les ventes en y animant la distribution locale et en y assurant le suivi commercial et administratif. Expérience export 3 à 5 ans. Environ 30 ans. Expérience outillage *ou* biens d'équipement léger souhaité. Anglais courant impératif. Disponible à voyager.

Adresser CV détaillé
s/réf. 232/28M zone Europe-Afrique,
s/réf. 232/29M zone Extrême et Moyen-Orient à



22, rue St-Augustin 75002 Paris.

Un des premiers groupes français de Bâtiment et Travaux Publics intervenant en France et à l'Etranger renforce son équipe chargée de l'informatique décentralisée et créé les postes de

Homme système

Il sera chargé de la définition et du suivi des configurations (Hardware et Software), de l'optimisation des performances, de l'assistance aux sites utilisateurs et du support technique aux études et à l'exploitation.

Vous avez 2 ou 3 ans d'expérience de la fonction sur Mini 6 MOD 400 DTF et vous connaissez le télétraitement et les techniques de transmission de données.

Programmeur analyste

Pour le développement et le suivi d'applications de gestion sur Mini et/ou Micro-ordinateur.

Vous avez un niveau: DUT ou BTS, 3 ans d'expérience et vous connaissez le Mini 6, le Cobol et le Basic.

Pour les 2 postes, la connaissance du matériel MICRAL et du langage BAL constituera un atout supplémentaire.

Adresser lettre manuscrite, cv et prétentions (en précisant le poste souhaité) à Monsieur BOCCARD, GTM-BTP, Service du Personnel, B.P. 326, 92003 Nanterre Cedex.

HAVAS CONTACT

TUILLET et Cie

CABINET DE REVISION COMPTABLE
recherche
pour faire face à son développement

REVISEURS CONFIRMES

- 2 à 4 ans d'expérience en Cabinet français ou international
- Formation supérieure exigée

NOUS VOUS OFFRONS :

— la possibilité de vous intégrer dans une structure souple et évolutive
— une activité axée sur la région parisienne
— une variété de missions permettant une préparation adaptée aux exigences du diplôme

Ecrivez-nous :
Cabinet TUILLET et Cie
22, rue de la Banque
75002 PARIS

Nous sommes un établissement financier, spécialisé dans le crédit à la *consommation et membre d'un groupe bancaire privé international.*
D'origine régionale, notre politique d'expansion nous a conduits récemment à nous implanter dans 3 métropoles d'équilibre qui sont :
LILLE NANTES et BORDEAUX
Nous recherchons actuellement

Cadre commercial de haut niveau

Basé à Paris, *ce responsable aura la charge complète des équipes que nous* mettons en place dans chacune de ces trois métropoles. Le candidat retenu sera avant tout un animateur commercial. Il devra joindre à une formation *supérieure une expérience réussie* tant dans la conduite des *hommes* que dans la prospection et l'animation d'un réseau.
L'expérience préalable dans le domaine du crédit pourra constituer un plus si *elle s'accompagne d'une connaissance effective des domaines de la grande* distribution.
Ce poste suppose bien sûr de fréquents déplacements de courte durée.
La rémunération sera attractive et s'accompagnera des avantages traditionnels de la profession.

Adresser candidature manuscrite, CV, photo, prétentions à Média-System, *sous référence* M/8387, 104 *rue* Réaumur 75002 Paris.

CRÉDIT FORD

recherche

SON RESPONSABLE DE LA TRÉSORERIE

Sous le contrôle du Directeur de la Finance, vos fonctions principales sont :
• Les négociations bancaires, notamment pour les emprunts • Le développement des encours • La préparation et le contrôle du budget de la Société • Les déclarations fiscales.

Vous êtes de formation supérieure. Votre expérience de la trésorerie et la parfaite maîtrise de la langue anglaise sont indispensables.
Une bonne connaissance des Analyses Financières et de la Comptabilité *sera un atout supplémentaire.*

Merci d'adresser votre candidature sous réf. **MB/3**
CRÉDIT FORD - *Direction du Personnel*
344, avenue Napoléon Bonaparte
92506 RUEIL-MALMAISON Cedex



deb's

THOMSON-CSF

BRANCHE DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX
recherche

CHEFS DE PROJET RADIOLOGIE NUMÉRIQUE

(DIPLÔMÉS GRANDES ÉCOLES)

Vous avez déjà *réalisé* le projet complet d'un produit *et* vous avez ainsi prouvé vos compétences en traitement d'images ou du signal.

Nous vous proposons d'entrer dans une équipe hautement qualifiée et d'élaborer avec elle de nouveaux produits sophistiqués à partir de *sous-ensembles* existants.

Vous serez responsable de la définition du cahier des charges techniques et de la réalisation de ces projets jusqu'à leur phase finale.

Ces projets s'élaborant dans le cadre *d'une* collaboration internationale, la pratique de l'anglais est indispensable.

Adresser CV, photo et prétentions à CGR, Service du Personnel, 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

VOUS ETES ATTIRE PAR L'INFORMATIQUE
FAITES UNE CARRIERE D'INFORMATICIEN AVEC NOUS

Nous sommes une Société Parisienne de Conseils en Informatique et recherchons de
JEUNES COLLABORATEURS
ayant plusieurs années d'études supérieures, dégagés des obligations militaires et libres rapidement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats engagés étant formés intégralement par la société.

Adresser lettre avec CV détaillé + photo s/réf. 79248 A à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

Organisme d'Assurance Vie
en expansion continue
recherche pour **PARIS**

CHEF DE SERVICE

HF

Spécialiste de haut niveau des **assurances collectives** pour l'animation, l'organisation et le contrôle d'une unité administrative de 30 personnes.
*Le titulaire du poste, 30 ans minimum, devra disposer d'une formation supe*rieure (ESC, Droit, Sciences Eco, Dauphine...), d'une solide pratique de l'assurance de groupe (gestion et production), d'une expérience réussie de l'encadrement de personnel administratif en milieu informatisé.

Merci d'adresser candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo et salaire actuel à *CONTESSE PUBLICITE*, sous référence 79513, 20, Av. de l'Opera 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.
Discrétion assurée.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



COGEMA
GROUPE CEA

Société leader mondial dans le domaine du cycle du combustible nucléaire (9.000 salariés) recherche pour sa
BRANCHE COMBUSTIBLE NUCLEAIRE à VELIZY

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

FORMATION MECANIQUE

Vous serez charges de suivre la réalisation dans l'Industrie des fabrications d'assemblages et de composants d'assemblages des cœurs de la filière a neutrons rapides (PHENIX et SUPER PHENIX).
Vous avez si possible des connaissances technologiques dans le domaine du soudage et des contrôles non-destructifs (en particulier par ultra-sons).
Ces fonctions, essentiellement techniques, comporteront des relations suivies avec nos industriels et techniciens, ce qui demande le goût pour les contacts et les deplacements fréquents en France. La connaissance de l'anglais est nécessaire.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 365 M à Eliane ROLLAND
DRS/Recrutement - 2, rue Paul Dautier - B.P. 4 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX

COMPAGNIE GENERALES DES MATIERES NUCLEAIRES

Organisation et Publicité

Société industrielle française (800 personnes - 250 millions de C.A. - 3 usines), filiale d'un grand groupe américain, nous poursuivons notre développement et renforçons notre potentiel *de jeunes cadres en recrutant un*

Juriste d'entreprise

Intégré à la Direction administrative et financière, il exercera son activité dans les domaines suivants : droit des affaires et procédures administratives, tant au niveau de la Société que de ses propres filiales.

Jeune diplômé d'une université (option droit des affaires) ou issu d'une école commerciale, il aura, si possible, acquis une expérience d'un an ou deux dans un cabinet conseil (avocat, commissariat aux comptes). *La pratique de la langue anglaise peut être un atout pour son évolution future dans le Groupe.*

Pragmatisme et autonomie seront les qualités *requises pour réussir dans cette fonction.*

Lieu de travail : banlieue Nord-Est de Paris.

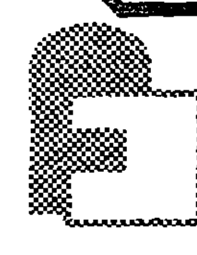
Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser lettre + C.V. s/réf. PM/5 à notre Conseil qui traitera *chaque candidature en toute confidentialité.*

MEDIA PA

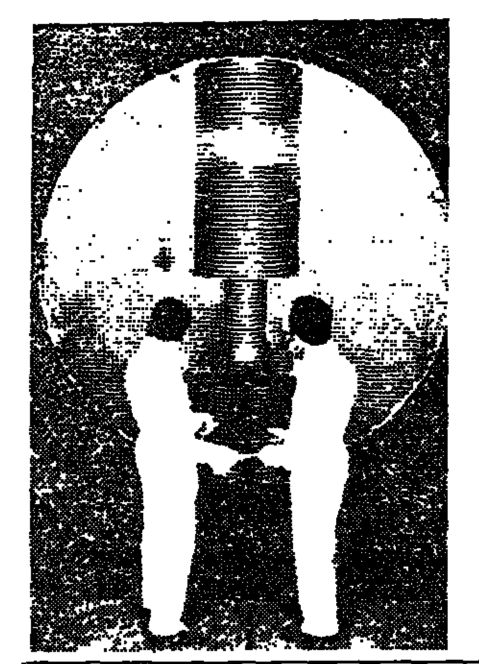


INFRAPLAN
Paris Nantes
MEMBRE DE SYNTEC

Conseil en Recrutement
83, bld Raspail - 75006 PARIS



FRAMATOME



Une exigence omniprésente, un poste clé de l'entreprise

Ingénieur contrôle qualité

Framatome, société d'ingénierie mondialement connue, conçoit et réalise des ensembles industriels complexes dans le domaine électronucléaire.
Ces installations doivent impérativement répondre à des critères rigoureux de qualité, tant au niveau de la conception, de la fabrication que de la réalisation sur chantiers.
Vous avez une expérience de quelques années de la fabrication, et une bonne connaissance des contrôles non destructifs dans les domaines du soudage et de la métallurgie.
Nous souhaitons vous confier les missions suivantes :
- définition de procédures,
- audit des usines ou de la sous-traitance,
- surveillance de la fabrication ou du montage,
- études et traitement de non-conformités.

Votre affectation à l'une de ces missions sera liée à votre expérience. Ces postes vous offriront de réelles possibilités d'évolution au sein de l'entreprise, tant en France que sur ses chantiers à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 269, Framatome Département Recrutement - Tour FIAT - 1 place de la Coupole 92084 Paris-La Défense Cedex.

média-system

BANQUE POPULAIRE DE LA RÉGION OUEST DE PARIS

recherche pour son département organisation et méthodes

ORGANISATEUR

MISSION :
- *mise en place de procédures dans nos services et agences*
- mener à terme plusieurs études en rapport avec les techniques bancaires.

PROFIL :
- *diplômé école de commerce ou ingénieur dans société de service* liée à la banque,
- sens du pragmatisme, de la pédagogie et de la synthèse,
- une réelle envie d'implication confortée par un dynamisme et une forte motivation,
- une expérience justifiée de 3 ou 4 ans en milieu bancaire,
- connaissance informatique.

Envoyer C.V., photo et prétentions à BPROP, réf. 0R2,
9, av. Newton 78183 ST QUENTIN EN YVELINES Cedex

PUBLICITES REUNIES

correspondant informatique

organisateur

Succursale française de la première Compagnie d'Assurances en Europe, nous recherchons le correspondant informatique et l'organisateur de notre département Risques Industriels.

Directement rattache au Chef du Département il devra analyser et exprimer les besoins des utilisateurs au sein d'un groupe de travail chargé d'élaborer le nouveau Schéma Directeur de l'Entreprise.

Il participera, parallèlement à la conception de projets informatiques dans un environnement de télétraitement, de bases de données et de bureautique.

Une expérience de 2 ou 3 ans orientée de préférence vers l'informatique de gestion (DUT Gestion des Entreprises ou IESTO par exemple) est requise si *possible dans le domaine des assurances.*

Allianz assurances

vous prie d'adresser C.V. et prétentions à
ALLIANZ - Mme Rougé
BP 24 - 75761 PARIS CEDEX 16.

Alphanumeric

recherche dans le cadre du développement de son département *micro-informatique* un

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

chargé de la vente des produits.

Ce poste conviendrait à un *jeune* ayant une première expérience de la vente et passionné par l'informatique.

Envoyer C.V. lettre de candidature, photo et prétentions à *M. CHAPUIS*
44, rue du Cherche-Midi 75006 PARIS.

SOCIETE FORTEMENT EXPORTATRICE
BANLIEUE SUD, recherche

un contrôleur de gestion

D.E.C.S. - ANGLAIS NECESSAIRE
2 ANS D'EXPERIENCE ENVIRON
DE PREFERENCE DANS UN
CABINET D'AUDIT ANGLO-SAXON

Dans un premier temps, il aura pour mission de s'occuper des prix de revient et de la consolidation de plusieurs sociétés, pour préparer le reporting à la maison mère.
Dans un deuxième temps, il sera amené à encadrer *l'ensemble de la comptabilité générale.*
Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo, sous référence 3330 LM, à Pierre Mulot Publicité 39, rue de l'Arcade - 75008 PARIS, qui transmet.

pmp

Importante Société d'Ingénierie Nucléaire
en banlieue Sud-Ouest de Paris recherche :

INGENIEURS (ECP, ECL, ENSAM...,)

ADJOINT CHEF DE PROJET (Réf. M 1)

Il sera chargé de la coordination des études mécaniques et thermohydrauliques et du suivi d'essais (spécialisation génie-atomique indispensable).

CIRCUITS (Réf. M 2)

Pour études de dimensionnement et de fonctionnement des circuits fluides (option mécanique - énergétique).

MECANICIEN (Réf. J 1)

Pour études et suivi de réalisations (manutention)
10 ans d'expérience.

SURETE (Réf. H 1)

Pour études de fonctionnement et analyses d'incidents d'installations nucléaires (expérience génie-atomique + connaissances en génie-chimique et radioprotection).

INGENIEUR DEBUTANT (Réf. G 1)

Pour participation aux essais de mise en route de chaufferies nucléaires.
Poste à pourvoir dans l'Ouest de la France (génie-atomique apprécié).

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions
en précisant la référence sous Nº 79388
à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01 *qui transmettra*

PARIS
groupe européen d'assurances
recherche pour
sa Direction FRANCE

UN ACTUAIRE

Rattaché au Chef du Département VIE, il aura des responsabilités dans la gestion *et* la conduite du Département (30 personnes).
Il devra posséder de bonnes connaissances techniques et disposer de réelles qualités de commandement et d'organisation.

Cette activité s'adresse à un actuaire de 30 ans environ, ayant 3 à 5 ans d'experience.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 79089 à
CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

UNIVERSITÉ PARIS 7
recrute

INGÉNIEUR SYSTÈME

Niveau Grande École ou doctorat pour responsabilité du service informatique d'un Centre universitaire E.A.O. (enseignement assisté par ordinateur).

Adr. C.V. : Bureau de La Recherche-Université Paris 7, 2, place Jussieu, 75251 Paris Cedex 05.

ORGANISME DE FORMATION
en fort développement
recherche

ANIMATEURS

En commercial
(vente, téléphone...)
- Gestion et comptabilité.
- Relations humaines et communication.

Faire parvenir vos propositions d'intervention et prétentions sous réf. 7.796 à
ORGANISATION et PUBLICITÉ
2, rue Marengo, 75001 PARIS,
qui transmettra.

STÉ COMMERCIALE
PARIS-16e
recherche :

JEUNES DIPLOMÉS

B.T.S./DUT de COMMERCE INTERNATIONAL
ou équivalent

pour prospection marchés approvisionnement et consommation, anglais indispensable, petite expérience souhaitée.

Adresser C.V et prét. à nº 79.612 CONTESSE Publicité, 20, *avenue de l'Opéra,*
75040 PARIS CEDEX 01
qui transmettra.

Important groupe français, 8000 personnes, *leader dans le confort de l'habitat, recherche* pour son siège à Paris un



Ingénieur brevets

pour poste de responsable de la propriété industrielle
Ingénieur dominante mécanique, formation CEIPI et
première expérience brevets 2 à 3 ans minimum.
Langues lues : Anglais et Allemand.

Adresser lettre manuscrite, CV *et prétentions* en précisant sur l'enveloppe la réf. 6479 à
Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

ATM PESTY

Filiale Française d'un groupe multinational fabriquant et commercialisant en France et à l'étranger du matériel médical de pointe.
Nous recherchons un(e)

CREDIT CONTROLLER

Sous la responsabilité du Chef Comptable, sa mission est :
1 - La gestion des risques
   - *COFACE*
   - CREDIT CONTROL
2 - *Le recouvrement des créances clients* - Relances
3 - La mobilisation de créances
   - C.E.P.M.E.

Il devra avoir, une formation supérieure, une expérience dans ce domaine (Expérience bancaire appréciée), être familiarisé avec *l'outil informatique* et un bon niveau d'anglais.

Envoyer C.V. et prétentions à
ATM PESTY - Z.I. de Coignières Maurepas
BP 186 - 78313 MAUREPAS Cedex

pmp

C.G.E.E. ALSTHOM

recherche :

JEUNE DÉBUTANT

Niveau B.E.P.C.-B.E.P. pour conduire une machine de gravure d'étiquettes.
Formation assurée.
Poste stable basé à Levallois-Perret, avantages sociaux.
Tél. pour r.-v. au 758-12-72, poste 31.38.

ORG. DE CONSOMMAT.
recherche *pour Paris*

ASSISTANT (E) JURIDIQUE

Niveau Licence ou DES (droit privé).

Adr. *lettre manusc.* + *C.V.* et photo sous nº T 42.278 M,
RÉGIE-PRESSE,
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Sté de distribution équipements automobiles rech.

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER

Il dépend directement du Président du Conseil d'Administration.
Il est en liaison avec un cabinet d'expertise qui assure le contrôle de la régularité des opérations comptables de la gestion.
Lieu de travail : Levallois-Perret.
Rémunération 190.000/AN.
Le poste ne peut être confié qu'à un titulaire du DECS ayant exercé à des postes de responsable pendant plusieurs années.
Envoyer C.V. et photo s/réf. 10.408 à P. LICHAU S.A.
B.P. 220, 75063 PARIS
Cedex 02 qui transmettra.

Pour l'exploitation internationale
des nouveaux dispositifs
de propulsion des navires
mis au point par l'équipe Cousteau

recherchons

INGÉNIEUR TRÈS DYNAMIQUE

Connaissant milieu maritime et construction navale.
Bilingue français/anglais.
Nombreux voyages en France et à l'étranger. Large ouverture pour l'avenir au sein d'une société en formation.

Env. curriculum vitae, lettre de candidature manuscrite à
FONDATION COUSTEAU,
25, avenue de Wagram, 75017 PARIS.

CAMBISTE JUNIOR

Banque Internationale recherche un jeune cambiste possédant des connaissances de base *dans le domaine des changes*, afin de renforcer son équipe.

Connaissance de l'anglais exigée.
Libéré des obligations militaires.

Adresser votre candidature détaillée avec C.V., photo, prétentions et date de disponibilité sous référence 6820 à **PIERRE LICHAU S.A.**, *BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.*

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE,
filiale d'un Groupe International,
recherche le

chef du service électronique

Il animera le potentiel d'innovation que représentent nos équipes d'ingénieurs de haut niveau et de techniciens confirmés, qui développent des matériels faisant appel aux derniers acquis technologiques.
Outre une formation Grande Ecole (E.S.E., ENST, ENSAE...), le candidat aura l'expérience de l'encadrement dans l'industrie électronique de pointe.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions s/réf. 79376 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra. Discrétion assurée.

INFORMATIQUE
la passion et la raison

Impliquant, passionnant, captivant : tous ces adjectifs sont fréquemment utilisés par les informaticiens lorsqu'ils parlent de leur métier.
Mais cette passion survivra-t-elle aux mutations qui se font jour dans l'industrie informatique ?

Métier d'avenir intégré aux réalités actuelles, où la position de demandeur d'emploi est souvent confortable, le choix d'une carrière informatique est d'abord un choix de raison : rémunérations élevées, offres très nombreuses.
Mais quel sera l'impact de l'évolution des techniques sur les besoins des entreprises ?

L'informatique : métier du temps présent, métier du futur ?
Une étude réalisée par Régie-Presse le Monde, apporte sans doute un éclairage nouveau sur l'informatique.
Destinée aux Informaticiens, Responsables d'entreprises, Responsables du personnel et de recrutement, elle fait le point sur ce métier : les Informaticiens en France aujourd'hui, la mobilité de l'emploi, le recrutement, les annonces, leur lecture, l'informatisation des P.M.E....

Pour recevoir ce dossier, nous vous remercions de nous adresser votre carte de visite de préférence professionnelle accompagnée d'un chèque de 50 Francs, à l'ordre de Régie-Presse INFO 85 bis, rue Réaumur 75002 PARIS.

ENERTEC

L'USINE DU FUTUR A BESOIN DE TESTEURS ASSISTÉS PAR ORDINATEUR

Notre Département **Systèmes de Tests Automatiques** vous offre l'opportunité de développer votre carrière dans la vente de systèmes de tests de composants, dont nous sommes les leaders.

Afin de répondre à notre expansion et d'apporter à notre clientèle des solutions de haute technologie aux problèmes actuels de tests de circuits intégrés digitaux et analogiques, nous recherchons des

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Vous avez environ 30 ans, vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs, parfaitement bilingue anglais, vous avez une expérience technique des semi-conducteurs et de leurs utilisations. Vous êtes entreprenant, énergique, enthousiaste et ce métier répond à vos aspirations.

Merci d'envoyer votre CV à Alain RIVET - Directeur des Ventes
ENERTEC - 4, avenue des Bosquets - 78190 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.

ENERTEC
Schlumberger

M annonce parlée*

MATRA MICRO SYSTEMES

Micro-ordinateurs professionnels et terminaux spécialisés

Responsables "produit" Réf 1382

28 ans mini.
Région Parisienne

Les candidats auront une solide pratique du marketing de biens d'équipements en informatique ou bureautique.

Nous souhaitons leur confier la responsabilité d'une ligne de produits depuis le stade de recommandations de développement jusqu'à la formation interne et l'information des clients. Ils participeront aux études qualitatives et quantitatives ainsi qu'à l'élaboration de la stratégie marketing

Ingénieurs "support" Réf 1381

Matériel et logiciel

Cette recherche concerne des ingénieurs Technico-Commerciaux, 28 ans minimum, ayant plusieurs années d'expérience de l'assistance et du conseil technique à la clientèle avant et après-vente en mini ou micro-informatique.
Postes à pourvoir en région parisienne.

** Pour informations complémentaires immédiates et organisation d'un rendez-vous rapproché, appelez le service «Information Carrière» au 763 11 15 de 9h à 18h, en précisant la référence.*

Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

OSNOR

marconi instruments

filiale française de
GENERAL ELECTRIC CO. LTD
1er fabricant européen de testeurs « in-situ »
Pour faire face à la réussite incontestable des testeurs Système 80, recrute :

INGENIEURS COMMERCIAUX
INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
INGENIEURS D'APPLICATIONS
TECHNICIENS S.A.V.

exigeons:
- expérience & résultats confirmés dans leur spécialité.
- connaissance approfondie du marché testeurs fonctionnels et in-situ.
- ingénieur ou équivalent en électronique.
- disponibilité pour fréquents déplacements.
- anglais courant.

offrons :
- large autonomie dans une équipe en plein essor.
- plan de rémunération motivant.
- perspectives de carrière au sein d'une puissante multinationale.

Envoyer lettre manuscrite & C.V., photo et prétentions au Directeur Commercial Autotest
3, av. du Maréchal-Devaux
91550 PARAY-VIEILLE-POSTE

IMPORTANTE SOCIETE DANS LE TRANSPORT INTERNATIONAL
recherche pour sa Direction Organisation

ORGANISATEUR
NIVEAU ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE OU 2ème CYCLE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Après 3 à 4 années INDISPENSABLES d'expérience professionnelle en organisation, il participera, de leur conception à leur mise en place, à des projets de gestion administrative et opérationnelle tant au siège parisien que dans les agences et filiales de France et de l'étranger.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 79178 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

EUROTRON
INSTRUMENTATION ET SYSTEMES

INGENIEUR ELECTRONIQUE INFORMATICIEN

POUR DEPARTEMENT SUPPORT TECHNIQUE ET APPLICATIONS : sur matériel de mesure de test et de micro-informatique en technologie avancée.

POSTE INTERESSANT ET D'AVENIR.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à EUROTRON 34, av. Léon Jouhaux Z.I. 92167 ANTONY Cédex Tél. : 668.10.59

P.M.I. appartenant à groupe international
recherche

un(e) Adjoint(e)
au directeur financier

pour banlieue Nord Paris

Etudes : grandes écoles, M.S.G., D.U.T.
Connaissances Allemand.
Expérience 2 - 3 ans cabinet audit ou société internationale.
Rémunération : 150.000/an.

Pour sa comptabilité - analytique

Comptable 2e échelon

Etudes : D.E.C.S. ou I.U.T. apprécié.
Expérience 2 - 3 ans en milieu industriel.
Disponible rapidement.

Ecrire avec CV et photo sous réf. 2047 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra

LEVI TOURNAY

La SOCIETE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE (FIDAL)
recherche un(e)

JURISTE

Formation UNIVERSITAIRE niveau D.E.A. ou D.E.S.S. droit privé. Poste d'étude nécessitant goût recherche mais également sens des applications concrètes.

Poste à LEVALLOIS.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Madame COLIN - S.J.F.F. - 2 bis, rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS.

GROUPE FINANCIER PARIS 8ème
recherche :

collaborateurs
H/F

Diplômés DECS.
Courte expérience dans banque ou compagnie d'assurances appréciée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 418 M à OCBF, 66, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 PARIS

services
vous assiste dans le recrutement bancaire

D.O.O.
78, CHAMPS-ÉLYSÉES
cherche plusieurs

INGÉNIEURS LOGICIEL

pour réalisations
TEMPS RÉEL INDUSTRIEL
langages évolués
MICROS ET MINIS
Rémunération convaincante
Tél. : 359-17-86 pour R.-V.

TRADUCTEUR(TRICE) MI-TEMPS

pour remplacement jusqu'au 1er mars 1983
prolongation éventuelle
ALLEMAND (1re langue)
ANGLAIS
Nationalité française,
licence ou école de traductions.
Envoyer c.v. à : INRA
Service de Documentation,
C.N.R.A., route de Saint-Cyr,
78000 Versailles.

VILLE BANLIEUE SUD DE PARIS (40.000 habitants)
recherche
1 DIRECTEUR (TRICE)
COORDINATEUR (TRICE)
ADJOINT (E)
Pour centre de loisirs municipal primaire et maternel, ayant expérience de ce type et possédant B.A.F.D., D.E.F.A.
Compétences diverses dans l'animation.
Niveau attaché animation.
Ecr. s/nº 8.872 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT
recherche

CADRE SUPÉRIEUR

1er NIVEAU
Licence ou maîtrise.
Connaissances en traitements informatiques.
Salaire net : 6.760.23 F
Adresser C.V. à
Direction Départementale de l'Equipement des Hauts-de-Seine, Quai Galliéni,
92151 SURESNES CEDEX.

LE CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE DANIEL-CARASSO
(Groupe B.S.N., branche produits laitiers frais)
recherche pour remplacement de congé de maternité octobre 83-avril 84

DOCUMENTALISTE SCIENTIFIQUE

Ses principales missions seront de gérer le service et de réaliser les recherches bibliographiques sur les projets en cours (bases de données automatisées, presse spécialisée...).

Ce poste conviendrait à un (e) documentaliste confirmé (e), niveau maîtrise scientifique ou ingénieur (si possible biologie-biochimie).

Merci d'adresser votre candidature à Mme DELPONT, C.I.R. DANIEL-CARASSO, avenue Paul-Langevin, 92350 Le Plessis-Robinson, où se trouve le poste à pourvoir.

Grande entreprise industrielle banlieue Ouest
recherche

Chef de Projet
gestion commerciale

sur Micrals R2E. réf. M/106

- Responsable de l'implantation du produit, il assurera l'analyse des besoins utilisateurs et la mise en place du système avec une petite équipe d'analystes programmeurs.
- Ce poste s'adresse à un ingénieur analyste, ayant 2/3 ans d'expérience et motivé par la micro informatique.

Ingénieur Informaticien
débutant réf. M/107

- Après une période de formation technique et d'intégration à l'entreprise, il participera à la mise en place d'un système de gestion du personnel jusqu'à en devenir le responsable.
- Matériel **CII HB DPS 7**, environnement TP et base de données.

Adresser lettre, CV et prétentions sous réf. du poste souhaité
ACLES - CII HONEYWELL BULL
61/63, rue d'Avron 75980 Paris Cedex 20

acles

LEVI TOURNAY

Rech. professeurs
MATHÉMATIQUES
ET SCIENCES PHYSIQUES
pour collège sous contrat
Tél. au (6) 436-23-85.

VILLE DE SAINT-MANDÉ (94)
recrute

QUATRE RÉDACTEURS

Position statutaire ou contractuelle, selon candidature :

- Un rédacteur à temps complet, spécialiste des finances locales, titulaire d'un B.T.S. ou d'un D.U.T. pour contrôle de gestion, suivi du fonds de roulement et des emprunts.
- Un rédacteur, éventuellement à temps partiel, pour l'Observatoire, économique et social.
- Un rédacteur, spécialiste du contentieux, formation droit, expérience 5 à 10 ans souhaitée.
- Un rédacteur spécialiste de la comptabilité communale.

Postes à pourvoir immédiat.

Adr. candidat. et C.V. à
MONSIEUR LE MAIRE
10, place Charles-Digeon,
94160 SAINT-MANDÉ.

Le Département de la Seine-Saint-Denis recrute pour son Centre de Documentation une sous-bibliothécaire titulaire du C.A.F.B. ou d'un diplôme professionnel équivalent, qui aura pour tâche la réorganisation et la gestion de sa bibliothèque administrative.
Adresser candidature et curriculum vitae à :
M. le Président
du Conseil Général,
Direction Générale des Services
Départementaux
Service du Personnel,
124, rue Carnot,
93009 Bobigny Cedex

Filiale d'un important groupe Américain 1.000 personnes, 500 millions de Francs marketing de produits grand public.

Recherche pour son département

CONTROLE DE GESTION

UN JEUNE CADRE
A FORT POTENTIEL

H.E.C, ESSEC, ESC

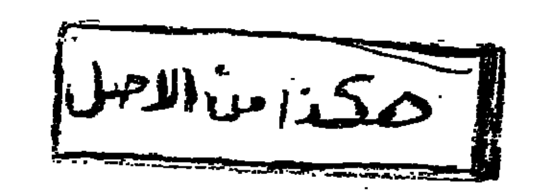
Responsable de l'amélioration et de la mise en place de systèmes comptables et financiers, au sein d'une équipe jeune.

Après réussite dans cette première fonction (18 mois), le candidat prendra en charge l'un des départements de la direction financière.

EXPERIENCE DE 2 ANS D'AUDIT EN CABINET ANGLO – SAXON INDISPENSABLE.

Ecrire sous No 695 à PUBLIALE G.R. 27, Faubourg Montmartre - 75009 Paris





	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm. col.*	La mm. col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33 60	39,65

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

Laboratoire spatial commun au C.N.E.T. et au C.N.R.S.

situé à :

SAINT-MAUR-des-FOSSÉS

recherche

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Catégorie 3 A C.N.R.S. pour :
- Conception analyse mise au point de logiciels sur mini ou microcalculateurs.
- Conception analyse, mise au point de programmes de traitement scientifique de données géophysiques.
- Gestion de banques de données géophysiques.

Ecrire à Nº M. 65.903 BLEU, 17, rue Lebel 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

GROUPE MONDIAL CAO

INGÉNIEURS SYSTÈMES

Expérience de 4 ans VAX/VMS Postes à responsabilités, salaire très motivant.

INGÉNIEURS 3 B

10 ans d'expérience, pour pratiquer et superviser le développement de MONITEURS.
Multiprocesseurs, reliés à un réseau de systèmes motorola 68 000 répartis sur tout le territoire.
L'expérience des protocoles est indispensable.
HDLC, X25, SNA-TRANSPAC
268.000 F/an

INGÉNIEURS SYSTÈMES

Expérience TEMPS RÉEL SOLAR-MITRA-PDP-MICRO

INFORMATIS SELECTION

26, r. Daubenton-5e. 337-99-22.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

recherche

RÉDACTEUR

Formation juridique. Salaire net : 6.194,43 F
Adresser C.V. à :
Direction départementale de l'Equipement des Hauts-de-Seine, quai Gallieni, 92151 SURESNES CEDEX.

ASSOCIATION DE PRÉVENTION **SPÉCIALISÉE**
chargée de prévenir l'inadaptation des jeunes
recrute
1 TRAVAILLEUR SOCIAL
Format. et expér. souh. véhicule personnel indispens. Env. C.V. et lettre man. de candidat. à Association Amitiés Jeunesse, 36, rue des Plantes. 91200 ATHIS-MONS.

CEROI RECHERCHE
INGÉNIEUR TEMPS RÉEL
HP 1000
Salaire motivant
Tél. 542-60-73 et 327-61-56.

CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE-DE-FRANCE

recherche
pour son Centre informatique équipé d'un DPS 7

1°) UN CHEF DE PROJETS

Il prendra en charge d'importants projets dans un environnement bases de données/Télétraitement. Expérience 2 ans nécessaire

2°) ANALYSTES-PROGRAMMEURS

possédant DUT ou équivalent

3°) PROGRAMMEURS

Adresser C.V. et prétentions à Monsieur le Chef du personnel de la Caisse régionale d'Assurance maladie d'Ile-de-France.
17/19, rue de Flandres, 75935 PARIS CEDEX 19.

U.A.P.

rech. pour son réseau comal H. ou F., 25 ans min., dynamiques, désireux se créer situat. Tél. : 247-27-82.

Marque de grand prestige
recherche
VENDEURS
VENDEUSES
très qualifiés. Anglais obligatoire. Excellente présentation. Expérience couture, chaussures.
Ecrire avec C.V., prétentions et photo à :
PRINCEPS
130, r. de Rivoli, 75001 Paris.

secrétaires

GROUPE DE RECHERCHE
Association 1901
RECRUTE D'URGENCE

SA SECRÉTAIRE

Gestion financière du groupe. Organisation des séminaires. Frappe et publications. Anglais souhaité, utilisation de moyens informatiques.

Env. C.V. + prétentions à : Françoise FOGELMAN, Groupe Sciences Culture c/o CESTA, 5, rue Descartes, 75005 Paris.

formation professionnelle

FORMATION EN INFORMATIQUE

Vous êtes :
- jeune diplômé de l'enseignement supérieur, technique ou scientifique (niveau BAC + 4 minimum),
- ou bien cadre expérimenté,
- fortement motivé pour acquérir une qualification professionnelle en informatique.

Nous vous offrons :
- des formations longue durée (1200 heures de Novembre à Juillet) :
  - spécialiste de gestion de production assistée par ordinateur,
  - analyste chef de projet,
- des enseignants de très haut niveau (C.A.R.E.L., GRAI, ADETAA, UNIVERSITES etc.),
- des moyens informatiques ultra-modernes et disponibles 24h sur 24h.,
- des possibilités de rémunération par l'Etat et les ASSEDIC,
- des coûts de formation réduits,
- une réelle chance de trouver ou de retrouver un emploi.

Appelez ou écrivez dès maintenant · **C.A.R.E.L.**
17205 ROYAN Cédex · Tél · (46) 05.31 08
Date limite de dépôt des candidatures : 19 OCTOBRE 1983.

capitaux propositions commerciales

CABINET D'ORGANISATION - GESTION - COMMERCIAL
intervenant auprès des entreprises propose collaboration à
CORRESPONDANTS COMMERCIAUX
bien introduits au sein des directions de Stés.
Ecrire : **VALENS CONSEIL**, BP 359.
75064 PARIS Cédex 02 qui transmettra.
(Référence 9028) *discrétion assurée.*

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

DATSUN, Bluebird diesel Turbo, 6 ch. 1984
Véhicule de direction 6.000 km
Garantie du neuf
Possibilité de crédit.
Me Lotellier. 655-71-24.

de 8 à 11 C.V.

Collaborateur vends Peugeot break 505 GL. Diesel, gris métallisé. Intérieur bleu. Sortie : février 1983 (garantie 6 mois). 13.000 km.
PRIX : 66.000 F.
M. SETTBON : 990-48-99. domicile – 773-22-73. bur.

divers

HONDA
216, Av. JEAN LOLIVE
(N.3) - 93500 PANTIN
840.69.87
SUPERCAR'S

deux-roues

A VENDRE
MOTO 125 YAMAHA DTMX
Monté cross, très bon état
3 800 F + pièces.
531-44-79 entre 20 et 21 h.

DEMANDES D'EMPLOIS

CONSULTANT INFORMATIQUE
ET
ORGANISATION
38 ANS
Sciences Eco, Sociologie, 3e cycle de gestion.
Créatif et motivé - recherche
POSTE DE DIRECTION
Ecrire s/nº 2008 *le Monde* Publicité, service annonces classées, 5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

VOUS VOUS MÉFIEZ DES PSYCHOLOGUES beaux parleurs et qui rejettent les tests avec mépris. Je n'en suis pas. 35 ans. Maîtrise DESS, certificat de techn. projectives, 6 ans d'exp. clinique et 2 ans formation des adultes. J'aime faire passer des tests et rédiger des bilans psychologiques.
J'attends vos propositions *dans ce sens.*
Ecr. s/nº 8.877 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CLASSE VII, format. juridique ch. poste ds banque d'affaires internationales.
Ecrire sous le nº T 042.243 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. all. bilingue fr.-allem., diplômée supér. français, allemand, sciences éduc., expér. enseignement, secrétariat et traduction, recherche emploi dans enseign., traduction ou tourisme. Tél. : 859-71-51 (matin et soir).

JEUNE FEMME 26 ans,
D.U.T. Pub. + R.P.
recherche
poste Chef de Publicité Junior *dans service communication* Annonceur ou Groupe de presse.
Ecr. s/nº 6.535 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune Femme, 20 ans, cherche emploi à Paris, public relation (formation agence) 1 an expérience.
Ecr. s/nº 6.538 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

FORMATEUR COMPTABILITÉ
Exp. 20 ans + réf. bancaire et *gestion ets scolaire, rech. poste* à responsabilité dans formation. Etudie ttes propositions.
Ecr. *s/nº* 2.004 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTION GÉNÉRALE
GESTION FILIALE-P.M.E.
- H. 40 ans. Droit et Sc. Po.
- Exp. : 5 ans Marketing Publicité, 6 ans Direction fil. et export, 3 ans Direction Sociétés. 2 ans au Mexique.
- Habitué négociations internationales sur marchés Am. lat., Maghreb, Marché commun et Sud-Europe.
- Trilingue espagnol-anglais, notions allemand + italien.

Recherche : Poste actif d'adjoint à P.D.G. ou D.G. Direction P.M.E. ou Filiale France ou Etranger.
Ecr. s/nº 6.415 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Couple français, cinquantaine jeune, dynamique, souhaite quitter pays, trouver occupat.
LUI : technicien bois, spécialiste fabrication comptoir bar, meubles isothermes, gestion commerce.
ELLE : exp. commerce.
Etudierait ttes propositions. M. SIRVENT, 33, rue du Pouat. 34600 BÉZIERS.

Cadre, 53 ans, juriste spécialiste *Droit Stés, social, analys.*, textes législat., régl., convent., contentieux, gest. pers., adm. gén. entreprise, 20 ans expér. rech. *poste resp. Paris-Ile-de-France.*
Ecr. s/nº 1.998 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE SUPÉRIEUR
35 ANS
Gde Ecole, dynamique, bon contact, expérience internationale, après début carrière réussi dans gde entreprise de premier plan, je cherche dans un environnement à dimension humaine, responsabilités de
DIRECTION GÉNÉRALE
Ecr. s/nº 1.997 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Techn. sup., 29 ans, marié, DUT Mesures physiques, cherche poste stable Paris ou proche banlieue, étudie ttes prop.
Ecr. s/nº 8.726 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

RESPONSABLE ADMINISTR. ET FINANCIER
15 ans expérience P.M.E., référ. rech. poste motivant et de responsabilités Paris et banlieue.
Ecrire nº 78.630 Contesse, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

H., 33 a., anglais fluide, connaissant dactylo, not. commerce int. rech. emploi service import-export, serv. *commercial sédentaire ou transit.*
Ecr. s/nº 2.006 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 31 ans, licence et maîtrise d'anglais, Cambridge proficiency étud. ttes propos. même province. É. LALLEMAND, 23, rue du Docteur-Leray, 75013 PARIS.

CADRE SUPÉRIEUR 45 ANS
INGÉNIEUR + IAE + MARKETING
spécialiste vente services et conseil aux entreprises cherche des responsabilités adjoint président PME ou direction filiale.
Ecr. s/nº 2.015 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Etudiante 22 ans, école de notariat cherche emploi à partir de 18 h. Tél. 16 (6) 490-79-53.

De retour d'une année sabbatique autour du monde :
EDUCATEUR SPORTIF
SOUTIEN PÉDAGOGIQUE
38 ans cherche poste ou responsabilités.
Congés scolaires souhaités.
Ecr. s/nº 8.885 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 31 ans, dipl. sciences hum. et communic., maîtrise linguist. Motivé, exp. diverses, enseign., prévention ch. poste formateur ou autres propositions intéressantes. V. CALAIS, 22, rue Delambre-14e.

J.F. 31 ans, maîtrise sociologie, *expérience ch. emploi :* études formation personnel. Téléphone : 782-96-93.

Espagnol 28 ans, habitant Paris, niveau d'études licence psychologie de l'université de MADRID, ayant suivi cours de perfectionnement à l'Alliance française recherche poste de surveillant. Donnerait cours d'Espagnol. Traduction, etc. dans Ets scolaires ou familles. *Envisage ttes propositions.* Téléphone : 012-08-64.

Cadre 33 ans, trilingue, chef de service promotion des ventes d'une société d'un groupe important rech. poste adjoint de Direction, Marketing ou commercial, disponible rapidement.
Ecrire sous le nº T 042.296 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 31 ans, doctorat 3e cycle physio-végétal, anglais, portugais cherche poste fixe : recherche, industrie, pharmacie. *M. RANDON, 78, boulevard* Serrurier-19e. 203-40-76.

J.F. 23 ans (BAC G2 - DUT T.C.), 1 an d'expérience chez TEXAS INSTRUMENTS, séjour 9 mois aux Etats-Unis cherche poste Paris ou R.P. dans société marketing ou commerciale. Répondra à toutes propositions. Ecrire :
Françoise VERLAQUE
16, rue du Général-de-Gaulle, *83470 SAINT-MAXIMIN.*

J.H. 28 ans, célibat., probatoire comptable, maîtrise de *droit*, CAP Bourse, 4 ans d'expérience dans une importante charge d'agent de change. Bonne connaiss. langue anglaise, rech. poste gestion et administration chantiers uniquement étranger, pays indiff.
Ecrire sous le *nº* 11.424 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre 31 a. E.S.C. bilingue Angl. 5 ans expér. technicociale, *France et export*, marketing, produits industriels, recherche poste chef de produit, Paris, région parisienne.
Ecrire sous le nº T 42.139 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

COLLABORATRICE IDÉALE
Diplômée commerce et université bilingue anglais + italien parlé. Divers métiers avec succès, 33 ans
RECHERCHE PATRON INTELLIGENT
Qui aimera ma tête bien faite. Sens du contact, rigueur du travail. *Libre de suite. Pouvant me déplacer.*
Ecr. s/nº 8.855 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

propositions diverses

L'État offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (C 16), Boîte Postale 402.09 PARIS.

Les emplois offerts à l'ÉTRANGER sont nombreux et variés. *Demandez une documentation* sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM), Boîte Postale 291.09 PARIS.

VOTRE PERMANENCE TÉLÉPHONIQUE 24 h/24
Personnalisée, trilingue.
Tél. : 682-02-46.

travail à domicile

Secrétaire tape s/IBM 82 C. *Ts trav. manus., thèse, etc.* Tarif intéressant. 840-42-41.

Frappe rapide de vos textes et cassettes sur IBM (Franç. Angl.). Tél. 750-95-00 et 626-12-62.

villégiature

NICE, 179, promenade des Anglais. Palais Soleil, studio meublé par ex., 2 pers. 250/JOUR, *PERS. SUPPLÉM. 105, minim.* 1 sem. (93) 44-08-86.

cours et leçons

AMERICAN IN V.O.
AT THE
AMERICAN CENTER
261, boulevard Raspail, 75014 PARIS.
633-67-28.

ENGLISH FOR EVERYBODY

SESSIONS INTENSIVES : renouvelables tous les 15 jours début : 12 septembre 1983.

SESSION D'AUTOMNE : du 26 septembre au 17 décembre.

LEARN TO SPEAK AMERICAN
Cours dans la journée, le soir et le samedi.

PRÉPARATION AU T.O.E.F.L.

L'immobilier

appartements ventes

5e arrdt

NEUF JARDIN PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate
3-4-5 P. et DUPLEX
Vis. témoin ts jours 14/19 h sauf mercredi et dimanche.

LUXEMBOURG
gd studio, pl. soleil, s. de bns. 400.000 F. Tél. 329-40-00.

GEOFFROY-ST-HILAIRE, charmant 4 P. Soleil, bon std. 633-29-17 - 577-38-38.

6e arrdt

LUXEMBOURG – 6 P.
Duplex divisible, asc. park. Terrasse – vue – 354-42-70.

R. SERVANDONI, 4 P.
Soleil, charme. 354-42-70.

ST-GERMAIN-DES-PRÉS
ÉLEGANT PIED-A-TERRE
400.000 F. Tél. 624-93-33.

7e arrdt

SAINT-PIERRE
SÉLECTION DE
TRÈS BEAUX APPART.
563-11-88
28, RUE WASHINGTON (8e).

9e arrdt

N.D.-. LORETTE, 150 m² à rénover, pierre de t., poss. profes. Téléph. : 633-29-17.

R. LE PELETIER, gd studio, cuis., bains. REFAIT NF, bel imm. 265.000 F. 280-26-23.

10e arrdt

BONSERGENT
Bel imm. bourgeois. 2 P. : 200 000 F. Vrai 4 P., cuis., bs : 530 000 F. Vis. mardi 13 h à 16 h 30. 3, r. Lucien Sampaix.

LOUIS-BLANC
ds imm. pierre de t., stand., sur rue et cour, magnifique 4 pces, 90 m², plein Sud. 620.000 F.
SIMRA 355-08-40.

Près GDS BOULEVARDS
70 m² à rénover, 2e ét., asc. 350.000 F. (6) 020-30-06.

11e arrdt

VOLTAIRE 110 m². 364-95-10
AT. ARTISTE + 2 P.

12e arrdt

DAUMESNIL
3 P. ENTRÉE, cuis., bains. REFAIT NF. Imm. bourgeois. 345.000 F. Tél. 526-54-61.

Mº CHATEAU-DE-VINCENNES imm. réct, 3 pces, vue dégagée dern. ét. 370.000. 347-57-07.

14e arrdt

MONTSOURIS CHARMANT 80 m² + PARKING, CALME SOLEIL. TÉL. 320-73-37.

ST-JACQUES, récent stand.
BEAU 4 P. DUPLEX
park. 1.260.000 - 542-40-90.

PRÈS OBSERVATOIRE
4-5 P. 100 m², s/jardin, park. Imm. récent. Tél. 320-32-71.

15e arrdt

MONTPARNASSE
imm. p. de taille, calme, stud., cft. 200.000 F. 329-40-00.

AVENUE DE BRETEUIL
studio tout confort, occupé. *30 m². Téléph. : 500-54-00.*

16e arrdt

JARDINS DU TROCADERO
BEL APPT. 200 m² 6e ETAGE.
VUE IMPRENABLE.
2 chbres service, box.
GARBI. 567-22-88.

17e arrdt

45 BIS, AV. VILLIERS
Mº MALESHERBES
DUPLEX AVEC MEZZANINE de 2-4-6 P. et STUDIOS LUXUEUSE RÉHABILITATION *vis. lundi et mardi de 14/18 h.*

BD MALESHERBES
Ravissant atelier, mezzanine. Original, cft, balc., 5e ss asc. 825.000 F. 577-96-85.

19e arrdt

Mº BOLIVAR
ds imm. ravalé, beau et gd studio refait neuf, balc. plein Sud. A saisir, 130.000 F.
SIMRA 355-08-40.

78-Yvelines

A VENDRE – Appart. 3/4 P., 80 m² plus cave et park. 550 000 F – S'adresser M. MONCHICOURT – 34, rue Victor-Hugo, 78420 Carrières-sur-Seine – Tél. 914-84-68.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE
RUE PIERRE-GRENIER
80 m², double séjour, balcon 2 chbres, 8e étage
VUE IMPRENABLE
GARBI – Tél. : 567-22-88.

NEUILLY-SABLONS
Grand studio avec balcon 46 m², imm. récent, 3e étage. GARBI – Tél. : 567-22-88.

BOULOGNE près Mº
DUPLEX 163 m², tt cft, logg. Ter. 70 m², chb. serv., park. 1 650 000 F – 577-31-70.

Dans immeuble style
HOTEL PARTICULIER
Beau 4 P., calme, soleil, limite Neuilly-Levallois. Px intér., direct. Pptaire – 329-58-65.

94 Val-de-Marne

MAISONS-ALFORT (bords Marne) A vendre : APPT 100 m² + Terrasse 75 m², 6e et dernier étage, avec *garage privé. Prix 750 000 F* Tél. 893-28-67 (heures bur.).

immobilier information

ANCIENS NEUFS
DU STUDIO AU 6 PIÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris. Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers
75017 PARIS – 227-44-44.

appartements achats

EMBASSY - SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS
rech. URGENT APPART.
180 A 220 m²
ACHAT ou LOCATION 16e-8e ou 7e. Tél. 562-16-40.

Jean FEUILLADE 54, av. la Motte-Picquet 15e, 566-00-75 rech. pour clients sér. 15e et 7e arrdt appts ttes surfaces et imm. Paiement compt.

ALAIN BIRN 755-85-30
Recherche appts 120 à 250 m²
FINANCEMENT NOTAIRE.

Recherche 1 à 3 P. Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire *Tél. 873-20-67 même le soir.*

locations meublées offres

Paris

Sainte-Geneviève (91), part. loue F 3 + jardin, dans pavillon, stand., ttes commodités. 3.000 F. + ch. 015-07-22.

Région parisienne

SAVIGNY, 15 mn sud Paris gde chbre meubl./pavillon pers. calm. – Loy. : 1 200 F *CT. : 996-57-54.*

locations non meublées demandes

Paris

Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER
Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles.
OFFICE DES LOCATAIRES
296-58-46.

EMBASSY - SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS
Rech. pour client. étrangère et Diplomates – APPARTS HOTELS PARTIC et BUREAUX
LOCATION ou ACHAT **562-78-99**

Pour Cadres et Personnel mutés. IMPORT. STÉ INFORMAT. MULTINATIONALE rech. DIRECT. auprès pptairet des appts ttes catégories ou villas. 504-48-21, poste 24.

Femme chef d'entreprise ch. appartement 3 ou 4 pces 16e, *17e Ouest. 8e ou Neuilly.* 5.000 F. maximum. Charges comprises. Téléphoner au 285-41-60. hres de bur., à partir de lundi.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pav., ttes banl. Loyer garanti, 10 000 F. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL
rech. pour sa direction Beaux appts de standing 4 P. et plus – 285-11-08.

hôtels particuliers

A MONTMARTRE
JOLIE MAISON ET JARDIN PLANTÉ SUD. 9 P. 3 sanit. tt cft ATELIER D'ARTISTE gar. et s/sol. Px : 2 150 000 F.
CLAUDE ACHARD
Tél. : 637-14-56.

immeubles

CHOISY-LE-ROI
Direct par propriétaire à vendre ou à louer immeubles construction récente.
R. + 3 bureaux, 560 m² aménagé, R. + 3 locaux 800 m² (quai de déchargement, ateliers, archives, stockage, labo), monte-charge, pompe essence, l'ensemble sur 1.500 m², 2 accès dont 1 gros tonnage, prix de vente, 2.500.000 F. Ou 180 F le m², en location, division possible.
PROPRIÉTAIRE. 766-73-78.

pavillons

Près de Dreux, 85 km Paris
PAVILLON-F6
Style fermette, tt confort (chauffage élect), cuisine équipée – grand sous-sol *(garage 3 voitures).*
Loyer : 3 000 F mensuel
Tél. (37) 46-98-62 après 19 h. et week-end

villas

Port CAMARGUE – Vds Marina F3, cuis. équip., jard., quai 15 m, prox. plages Téléphone : (90) 85-13-78.

CHAVILLE
Maison de caractère, 9 pces + dépend. S/jard. aménagé. 1.000 m. 2.200.000F. 750-82-80.
EXCLUSIVITÉ
CHAVILLE IMMOBILIER.

propriétés

PRÈS FONTAINEBLEAU
belle propriété, 6 pces, 3 bns, poss. 3 pces supplémentaires, garage, parc.
1.250.000 F.
Téléphone : 755-89-27.

viagers

Etude LODEL – 35, bd Voltaire PARIS XIe – Tél. 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

---

*15e Pasteur, 3 pces, imm. ré*cent. 30.000 + 3.000 occupé couple 71/75 ans. F. CRUZ. 266-19-00.

locaux commerciaux

Locations

Lyon, super local comm., 130 m², emplacement extra. 1er ét., gd stand., faible loyer. Reprise justif. (7) 839-22-00.

locaux industriels

Ventes

95 ROISSY PROCHE
Terrains viabilisés
Entrepôts/activités
A partir de 3 000 m²
SARI – 776-44-88

---

(78) CLAYES-S/BOIS
1987 m² entrepôts-burx-logts
4 500 m² de terrain
SARI – 776-44-88

ENTREPOTS
VOUS CHERCHEZ
1 000 m² ET PLUS
A LA VENTE OU LA LOCATION
APPELEZ SARI
776-44-88

fonds de commerce

Ventes

A concéder : local de 112 m² destiné à l'ouverture d'une PHARMACIE en gare de PARIS-AUSTERLITZ.
Renseig. : service du DOMAINE S.N.C.F. Division des concessions commerc. 5, rue de Florence, 75008 PARIS – Tél. 285-63-54.

bureaux

Achats

Particulier recherche achat bureaux 2000 m² environ – centre, sud, sud-ouest parisien. *Tél. au 224-46-80 poste 401.*

Ventes

BUREAUX
VOUS CHERCHEZ
300 m² ET PLUS
A LA VENTE OU LA LOCATION
APPELEZ SARI
776-44-88

PARIS, vente directe, 1.800 m². Beaux bureaux loués, bons REVENUS. Exc. locataire. 720-59-07, aux repas.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanence téléphonique
355-17-50

Domiciliations : 8e-2e
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX.
Loc. bureau, toutes démarches. pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.

DOMICILIATION 16e, CHAMPS-ELYSÉES
140 A 340 F PAR MOIS
CIDES – 723-82-10

EMBASSY - SERVICE
562-62-14
RECH. 150 A 200 m²
Bureaux quartiers affaires.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Dans le 8e immédiatement. Constitutions, formalités Secrétariat, téléph., courrier. A.G.E. – 293-67-43+

---

92 PUTEAUX
1 000 m² divisibles
Tél. + parks + cloisons
SARI – 776-44-88

PT DE NEUILLY
668 m² récents, cloisonnés
Tél., parks, standing
Vente ou location
SARI – 776-44-88

16e, RAFFET
1 000 m² indépendants
SARI – 776-44-88

SÈVRES
5 000 m² divisibles
Immeuble neuf
Vente ou location
SARI – 776-44-88

BD MONTMORENCY
Immeuble indépendant
3 400 m² cloisonnés
Disponible immédiatement
SARI – 776-44-88

BUREAUX MEUBLÉS
à Paris-8e, 9e ou 15e
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
télex, secrétariat, tous services
CONSTITUTIONS STÉS
prix compensés, délais rapides
ASPAC 293.60.50+

8e, COLISÉE-ELYSÉES
SIÈGES DE SOCIÉTÉS
DOMICILIATIONS
250 F/350 F PAR MOIS
A.F.C. – 359-20-20

NEUILLY S/SEINE
Proche bd Bineau
800 m² – grand standing
Restaurant – Tél. – Parks
SARI – 776-44-88

---

les annonces classées
Le Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 12 h. 30
de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01

MORT D'UN MYTHE

L'informatique pour tous, c'est un beau rêve, la réalité est plus amère. Aujourd'hui, des dizaines de fabricants s'empoignent sur un marché surévalué. Les catastrophes ne se font pas attendre. Il suffit pour s'en convaincre de suivre au jour le jour les désillusions de quelques ténors de l'informatique mondiale. Car à Wall Street, hélas, les cours ne suivent pas l'inflation des mots. Dans notre domaine, la bataille est au moins aussi rude. Les coups bas pleuvent. De promesses non tenues en produits d'origine douteuse, la première victime, c'est l'utilisateur. Pour lui, pas d'alternative. Le virage est pris : on ne reverra plus jamais l'ère pré-informatique, les champs d'application sont ouverts en grand. Alors ?

Chez Samson, nous prenons le problème en face et nous travaillons à une vraie déontologie de ce qui apparaît comme un nouveau métier. Et, parce que nous croyons à la valeur de l'exemple, nous donnons aux utilisateurs trois vraies raisons d'avoir confiance. En commençant par le commencement. Par un guide technique qui traite de façon détaillée des supports magnétiques. Edité en 1982, ce qui ne devait être qu'un outil d'aide à la décision est devenu un véritable best-seller, souvent cité, déjà copié. Cinq mille exemplaires diffusés en six mois nous laissent penser que le besoin était pressant. Aujourd'hui, au SICOB, nous présentons une nouvelle édition de ce "Guide Samson des supports magnétiques". Une démonstration de compétence qui s'appuie sur des marques. Des grandes. Parce que dans notre domaine, les produits sans marque, ça n'existe pas. Ceux qui font confiance à Samson Data sont les meilleurs du marché. Tout simplement. Notre organisation est l'une des seules à pouvoir offrir à ces géants des garanties sérieuses.



Dysan	GDC
Electronic	CONTROL DATA
XIDEX	NASHUA
sun-flex	Hepa
Infomag	
3M	
Graham Magnetics	
Data Devices International	

Mais le vrai problème de l'utilisateur, c'est après. Devant l'extrême confusion qui règne dans le domaine de la maintenance, l'apparition sporadique de francs-tireurs sans scrupules, la diffusion hâtive de produits à l'efficacité improbable, nous avons décidé de réagir. Aujourd'hui, au SICOB, nous nous engageons. Nous présentons une véritable "charte de moralité" symbolisée par un certificat de qualité apposé sur tous les produits vendus, traités et/ou maintenus par Samson. Afin que jamais, aucun utilisateur ne se laisse plus abuser. Compétence, grandes marques, produits certifiés. Pour un métier, c'est le début d'une vraie éthique. Le défi est lancé, qui relèvera le gant ?

SAMSON SAMSON SAMSON SAMSON
PRODUIT CERTIFIE SAMSON

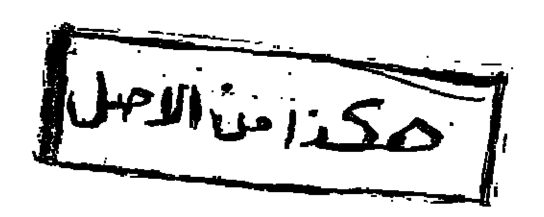
Michel Bajwel.
Directeur Général Samson France

Au SICOB OEM
Stand n° 743

SAMSON

LES CONSOMMABLES INFORMATIQUES CERTIFIÉS

50, RUE DE LA JUSTICE, 75020 PARIS, TEL. (1) 360.95.90.



هكذا من الأصل

Le Monde

économie

LES PRIORITÉS DU IXᵉ PLAN

ÉDUCATION : s'adapter aux réalités technologiques

Penser l'avenir de l'éducation en termes d'investissements prioritaires ainsi que le fait le projet de loi du IXᵉ Plan peut apparaître comme une évidence. Cela n'en marque pas moins une rupture totale avec la tendance des *planificateurs précédents*.

La préparation du VIIIᵉ Plan, en 1980, ne comportait pas de commission destinée à réfléchir à ces problèmes. *Cinq ans auparavant*, le VIIᵉ Plan prévoyait, en dix-huit lignes, une baisse des dépenses d'éducation, tandis qu'en 1971, le VIᵉ *Plan* fixait à *40 % seulement* la proportion d'élèves à admettre dans la « voie royale » des lycées, celle *qui mène au* baccalauréat. Réduire le nombre de bacheliers, d'étudiants, et orienter un maximum d'élèves vers les sections industrielles de l'enseignement technique court, tel était alors le mot d'ordre *du gouvernement*.

Alors que le rapport de la commission éducation du même VIᵉ Plan faisait déjà référence à l'ampleur de l'échec scolaire, la nécessité de « rénovation pédagogique », d'adaptation aux besoins de l'économie..., la volonté politique n'a pas suivi.

Le retard accumulé, surtout au cours des dix dernières années, puisqu'il avait fallu auparavant répondre quantitativement à la croissance démographique, *se traduit aujourd'hui* par l'inadaptation de notre système éducatif aux réalités technologiques, économiques et sociales et par une proportion insupportable de jeunes chômeurs sans aucune qualification. *C'est à ces deux phénomènes que veut s'attaquer* le programme prioritaire d'exécution n° 2 du IXᵉ Plan, c'est-à-dire à la fois aux causes et aux conséquences.

« *Donner à tous les jeunes une qualification leur permettant de s'insérer dans la vie économique et sociale* », telle est l'ambition du programme prioritaire d'exécution (P.P.E.) n° 2 intitulé « Poursuivre la rénovation du système d'éducation et de formation des jeunes ».

Durant la période d'application du Plan, et dès le budget de 1984, 70 milliards en dépenses ordinaires et 21 milliards en autorisations de programmes *devraient être* progressivement consacrés à ces objectifs, tandis que, durant la même période, dix-huit *mille* emplois seraient attribués à l'éducation nationale, ce qui représente les deux tiers des transferts *qui seront* réalisés sur les cinq ans. Ces crédits sont affectés aux sous-programmes suivants :

● ***Amélioration des conditions* de réussite scolaire et universitaire, et lutte contre les situations d'échec.**

A l'école, la rénovation reposera sur le développement de la scolarisation en maternelle des enfants de deux et trois ans, la recherche de « *nouvelles stratégies des premiers apprentissages* », l'intégration des handicapés, la « *généralisation d'un réseau d'équipes éducatives ouvertes sur leur environnement* ».

Tous les collèges (classes de sixième à troisième) mettront en œuvre, d'ici à 1988, les conclusions retenues par le gouvernement à la suite du rapport remis par M. Louis Legrand : « *pédagogie différenciée* », consistant à regrouper des élèves dans certaines disciplines en groupes de niveau homogène ; « *rééquilibrage des disciplines au profit des enseignements technologiques et artistiques et de l'éducation physique et sportive* » ; « *nouvelle organisation du temps scolaire plus souple et diversifiée, faisant davantage appel à la responsabilité de l'élève, impliquant un rôle accru des équipes éducatives* » ; développement enfin des « *activités éducatives* ».

Laissant de côté le lycée qui, à l'issue de la classe de troisième, mène au baccalauréat, le sous-programme aborde directement les objectifs du projet de loi sur l'enseignement supérieur adopté par l'Assemblée nationale en juillet dernier, qui veut « *améliorer l'efficacité du système par une meilleure adéquation aux besoins économiques et sociaux* » et *démocratiser l'accès à l'Université* ». Le taux d'échec, qui atteint 50 % à la fin du premier cycle universitaire, devrait être réduit de moitié en fin de plan.

L'application de l'ensemble du programme repose largement sur « *l'effort de formation des formateurs* », qui atteindra soixante-dix-sept mille enseignants en fin de Plan. En ce qui concerne les nouveaux enseignants, le P.P.E. prévoit notamment, mais avec une formulation pour le moins imprécise, d'amorcer « *un rapprochement des niveaux de recrutement et des durées de formation des différents personnels enseignant, en commençant par ceux dont les durées de formation sont les plus courtes* », c'est-à-dire par les instituteurs.

Mais la priorité va à la formation continue des personnels actuellement en fonction pour favoriser le « *décloisonnement entre les disciplines, l'ouverture sur l'environnement et le travail en équipes* ». Des actions de longue durée, nécessitant un renforcement des moyens de remplacement, seront organisées. Des actions « *hors du temps scolaire et hors du temps de service, reposant sur le volontariat* », seront aussi développées.

La rénovation du système éducatif s'articulera avec les lois de décentralisation, *en accordant* plus de responsabilités aux autorités académiques départementales et autres établissements, pour « *donner davantage de champ à l'initiative, au dynamisme, au travail en équipe, à la mise en œuvre de « projets » éducatifs* ». Etant bien entendu, par ailleurs, que « *l'ensemble de ces propositions doit s'accorder avec les perspectives de réduction du dualisme scolaire* ».

● **Améliorer l'insertion professionnelle des jeunes par la rénovation et le développement des filières technologiques.**

Le sous-programme tient en peu de mots, mais il est un des plus coûteux : 27,4 milliards en dépenses ordinaires et 18,7 milliards en autorisations de programmes d'ici à 1988 (dont 4,9 et 3,2 milliards en 1984). Dans l'enseignement secondaire, « *l'objectif est de faire de l'enseignement technique une voie de formation et de promotion permettant les poursuites de scolarité et de déboucher à différents niveaux sur des perspectives d'insertion professionnelle* ». Cette action suppose notamment une révision et un regroupement de spécialités professionnelles, un rapprochement entre les collèges et les lycées d'enseignement professionnel (LEP). Elle implique aussi le développement des capacités d'accueil pour donner une qualification professionnelle à ceux qui n'en ont pas ou une formation complémentaire à des diplômés. Cent mille jeunes devraient bénéficier de cette dernière mesure.

La formation des enseignants des établissements techniques et la modernisation des équipements, surtout en matériel informatique, sont inclus dans le programme qui souhaite voir l'enseignement agricole s'inspirer de principes analogues.

Dans l'enseignement supérieur, une « professionnalisation » sera recherchée par l'accroissement des filières des instituts universitaires de technologie (mille étudiants supplémentaires chaque année) et écoles d'ingénieurs et par la suite de l'application du programme lié à la *filière électronique*.

● **Insertion professionnelle et sociale et amélioration des conditions de vie des jeunes.**

Inspirés du rapport remis en 1981 au premier ministre par M. Bertrand Schwartz, ces programmes visent essentiellement à répondre aux besoins des jeunes sans qualification. Ils coûteront 30 milliards de francs.

Les stages de « formation en alternance », destinés aux seize à dix-huit ans, continueront mais à terme le nombre de stagiaires devra diminuer « *en même temps que l'effectif sortant sans qualification du système éducatif* ». Au cours de l'année scolaire 1982-1983, on a compté quatre-vingt-cinq mille stagiaires de seize à dix-huit ans. Cette proportion devra passer en moyenne à soixante mille par an et cinquante mille en 1988.

« *Les aides directes à l'insertion professionnelle par le biais de contrats de travail* » seront, d'autre part, améliorées. Sont aussi concernés les contrats « *emploi formation* » déjà existant (200 000 en 1984) et les futurs « *contrats de qualification par une formation alternée* » qui feront l'objet d'une loi.

Cette action sera complétée par un « *effort d'amélioration des conditions de vie des jeunes* » en matière de logement (dans des conditions « *non ségrégatives* ») de loisirs, de sports et de culture. Les « *missions locales pour les jeunes* », qui s'adressent aux plus défavorisés, seront au centre de cette action et tenteront de proposer « *aux jeunes des moyens de réaliser leurs propres projets* ».

CATHERINE ARDITTI.

● **Le S.N.P.M.I. *condamné* pour son sigle.** — La Confédération générale des petites et moyennes *entreprises* (C.G.P.M.E.) *a fait* connaître, le jeudi 22 septembre, que la cour d'appel d'Orléans vient d'interdire au Syndicat *national* du patronat moderne et indépendant (S.N.P.M.I.) d'utiliser les lettres « P.M.I. » *dans son sigle. Le conflit* juridique dure depuis six ans, et M. Gérard Deuil, président du S.N.P.M.I., a l'intention de porter ce différend devant le Conseil d'Etat.

CONJONCTURE

Après la crise financière les pays du tiers-monde connaîtront-ils une crise énergétique ?

La récession actuelle et le répit observé sur la scène énergétique mondiale n'ont en rien atténué l'urgence, pour l'ensemble de la population mondiale, de s'affranchir des contraintes liées à l'utilisation excessive des hydrocarbures, notamment du pétrole, et, pour les pays développés, d'aider les plus pauvres à faire face à des besoins énergétiques croissants, de plus en plus difficiles à satisfaire. Telles sont les principales conclusions du 12ᵉ congrès de la conférence mondiale de l'énergie qui se tenait, pour la première fois, dans un pays du tiers-monde, l'Inde, et a consacré le plus gros de ses travaux, du 18 au 23 septembre aux problèmes énergétiques des pays en voie de développement.

Depuis le dernier congrès de la conférence mondiale de l'énergie, en 1980 à Munich, peu de progrès ont été faits vers l'adoption de politiques conformes à long terme à l'intérêt général. La part du nucléaire dans la consommation mondiale primaire d'énergie n'atteint que 3 %, les progrès du charbon restent faibles, le pétrole couvre encore la moitié des besoins énergétiques mondiaux, alors que, de l'avis unanime des experts réunis à New-Delhi, seul le développement des énergies alternatives au pétrole et des politiques de maîtrise de l'énergie peuvent à terme permettre d'éviter des ruptures graves dans l'approvisionnement énergétique mondial. Surtout la situation des pays en voie de développement s'est encore aggravée. En 1982, la consommation énergétique de ces pays a, faute de financements suffisants, diminué, et depuis trois ans leur *endettement* a *augmenté* de 60 %, alors que les d'investissements nécessaires pour satisfaire leurs besoins *énergétiques s'élèvent*, selon la Banque mondiale, à 130 milliards de dollars pour les prochaines années.

S'il est clair que les pays développés peuvent, à condition de ne pas relâcher, voire d'intensifier, leurs efforts, assurer à terme leur approvisionnement, le tiers-monde, lui, ne pourra, sans une aide massive et un renversement de la politique jusqu'ici menée par les pays riches, faire face à ses besoins vitaux. La population mondiale devrait doubler au moins d'ici quarante ans, pour atteindre, vers l'an 2020, de huit à dix milliards d'individus, dont la moitié au moins vivront dans des pays en voie de développement. Or au-delà des querelles d'experts qui ont alimenté l'essentiel des débats de ce congrès, il est à peu près certain que le rapport de un à dix existant entre la consommation d'énergie par tête des pays du tiers-monde et celle des pays industrialisés sera, dans le meilleur des cas, inchangé.

Au pis, si ces tendances actuelles se prolongent, c'est un véritable effondrement qui guette les plus pauvres. L 'accent a été mis, sur les problèmes liés à l'utilisation massive des énergies non commerciales, notamment du bois, seule source accessible aux populations deshéritées. Le recours accru au bois de chauffe entraîne, en effet, une désertification croissante de régions entières. « *La crise du bois est devenue une catastrophe* », a souligné le rapporteur général du congrès, M. Rutley, rappelant que les forêts diminuent actuellement au rythme de 250 000 kilomètres carrés par an, et *que*, dans de *nombreux* pays, le temps nécessaire à la collecte du bois de chauffe atteint une journée *pleine* de travail.

Or si, techniquement, de nombreuses solutions existent — recours accru au charbon, à l'hydroélectricité, aux énergies douces (solaire, vent, biogaz), — la crise financière traversée par ces pays ne leur permettra pas d'effectuer les investissements nécessaires pour enrayer les tendances actuelles. Parlant au nom des pays en développement, M. Pant, président du conseil énergétique indien, a souligné l'urgence pour les pays industrialisés de mener des *politiques* d'économie d'énergie permettant de soulager à terme les pressions mondiales sur la demande. M. Auroux, secrétaire d'État français à l'énergie, a souhaité pour sa part l'avènement d'un « *nouvel ordre énergétique mondial* », caractérisé par une stabilisation des marchés, la mise en place de mécanismes de solidarité financière internationaux et la multiplication des dialogues entre d'une part pays producteurs et pays consommateurs d'énergie, d'autre part pays fournisseurs de technologie et les acheteurs, enfin entre les organismes financiers et les opérateurs énergétiques. Il a notamment émis le vœu que les institutions internationales, comme le P.N.U.D. (Programme des Nations unies pour le développement), et l'ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel) concourent à la mise en place de mécanismes de financement décentralisés. Il a également rappelé le projet de création par la Banque mondiale d'une filiale spécialisée dans l'énergie.

VÉRONIQUE MAURUS.

● **L'aciérie Weirton est rachetée par ses ouvriers.** — Les huit mille ouvriers de l'aciérie américaine de Weirton, en Virginie, ont voté son rachat, le vendredi 23 septembre, à la National Steel Corporation, pour 386 millions de dollars. Les ouvriers de ce qui est devenu ainsi la plus grande coopérative de production des États-Unis ont accepté, pour financer l'opération, une baisse des salaires de près de 20 % et une réduction des jours de repos. — *(A.F.P.)*

Mᵐᵉ Cresson à « R.T.L. - *le Monde* »

LE GOUVERNEMENT RÉFLÉCHIT A DES MODALITÉS D'ASSOUPLISSEMENT DE LA LÉGISLATION DU TRAVAIL

Mᵐᵉ Edith Cresson a confirmé, dimanche 25 septembre, au cours de l'émission « R.T.L.-*le Monde* », que le déficit du commerce extérieur de la France reviendrait « *effectivement en dessous de 60 milliards de francs* » en 1983, après 93 milliards en 1982.

Interrogé sur un assouplissement de la réglementation du travail pour faciliter les exportations, le ministre a déclaré :

« *Quand une entreprise doit réaliser rapidement une commande importante, elle hésite quelquefois à embaucher parce qu'elle craint, s'il n'y a pas de suite, de ne pas pouvoir débaucher. Bien qu'il ne soit pas question de revenir sur la législation du travail, celle-ci peut, dans certains cas, aller à l'encontre des intérêts des travailleurs. Le gouvernement réfléchit en ce moment sur des modalités d'assouplissement de cette réglementation dans certains cas.* »

Après avoir précisé qu'en 1982 la France aurait vendu pour 42 milliards de francs d'armes à l'étranger (« *cela fait travailler cinq cent mille personnes en France* »), Mᵐᵉ Cresson a souligné qu'une forte et nouvelle dévaluation du franc (proposition Chevènement) n'était « *absolument pas souhaitable* ».

Le ministre du commerce extérieur a, enfin, déclaré qu'à sa connaissance le carnet de changes « *doit être supprimé purement et simplement* ».

Aujourd'hui, les pompiers viennent plus vite si on leur écrit.

Aujourd'hui, toutes les voitures équipées de radiotéléphone peuvent recevoir des télex. Grâce à l'imprimante Infoprint de Bosch.

L'Infoprint enregistre les messages sans délai, sans erreur, même si le destinataire est absent.

Pour communiquer avec une voiture de pompiers, pour appeler un médecin à ses heures de visite, ou tout simplement pour joindre le plombier pendant sa tournée, un radiotéléphone suffit... la plupart du temps.

Mais que se passe-t-il quand le plombier est en train de déjeuner? Quand le médecin est encore chez son patient? Ou quand les pompiers doivent intervenir?

Si leurs voitures sont équipées d'un Infoprint, tout se passe bien.

Le message est d'abord tapé par le central comme un télex.

Il s'achemine ensuite, par le canal du radiotéléphone, jusqu'au récepteur placé dans la voiture qui l'imprime aussitôt, à la vitesse de 96 signes par seconde.

Le destinataire, averti par le "bip-bip" d'un mini-récepteur portatif, sait qu'un message l'attend, écrit noir sur blanc. Les erreurs de compréhension ne sont plus possibles. Ni les discussions, ni les pertes de temps.

Bien sûr, il peut arriver que le canal soit occupé ou que le récepteur soit débranché. Dans ce cas, le terminal mémorise l'appel et le transmet automatiquement dès que le canal se libère et dès que l'on rallume le récepteur.

Aujourd'hui, avec l'Infoprint, les pompiers savent déjà où et comment intervenir au moment où ils montent dans leur voiture.

Parfois, cela peut être capital.

Le Groupe Bosch en France.

- 4000 personnes
- 4 usines (Rodez, Vénissieux, Caen, Massy)
- 3,4 milliards de Chiffre d'Affaires en 1982
- 0,7 milliard réalisé en exportation directe et 0,3 milliard d'achats de Robert Bosch GmbH en France.

Principales activités:

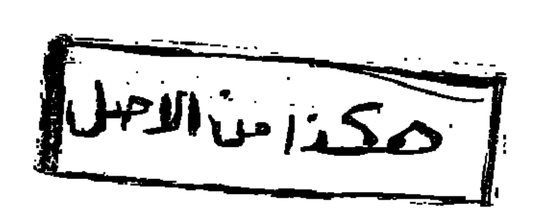
- Automobile : équipements électriques, électroniques, essence et diesel
- Electroménager
- Autoradios, TV couleur, magnétoscopes Blaupunkt
- Electronique médicale
- Machines d'emballage
- Outillage électrique et pneumatique
- Photo, cinéma, vidéo Bauer
- Produits et technologie pour l'industrie
- Télécommunication, radiotéléphone

Pour toutes informations : Robert Bosch (France) S.A. - 32, Avenue Michelet 93404 Saint-Ouen - Tél. : 251.92.33.

BOSCH







هكذا من الاصل

AFFAIRES

La crise de l'imprimerie lourde

Les anciens et les modernes

La semaine d'action de la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. « *pour la relance de la production papetière et graphique française* », qui a pris fin le 23 septembre, a suscité un vaste débat.

Cependant, en dépit du dialogue qui s'est ouvert entre les principales parties prenantes, la situation de l'entreprise papetière de La Chapelle-Darblay semble toujours figée. Quant à l'imprimerie de Montsouris, les syndicats, la direction et les actionnaires, comme les pouvoirs publics, attendent les résultats d'un audit confié au cabinet Bossard, qui doit porter un diagnostic sur les chances de l'imprimerie. Celles-ci ne sauraient cependant être évaluées sans considérer le rapport de forces tendu qui s'est instauré entre les entreprises comparables de ce secteur.

Le *statu quo* est provisoire. La fièvre qui a saisi le monde de l'imprimerie lourde cet été est quelque peu retombée, mais la tension demeure. Car ce secteur traverse une crise structurelle dont chacun sait que l'issue risque d'être douloureuse. Une crise vécue d'autant plus durement que c'est la seconde en moins de dix ans et peut-être pas la dernière.

Dans les années 70, le déclin des techniques traditionnelles de l'héliogravure provoque la disparition des plus grands noms du métier : Néogravure, Georges Lang, Chaix, Victor Michel, parmi d'autres. Et avec eux des milliers d'emplois. Dix mille selon la fédération patronale, le double selon le Syndicat du Livre C.G.T. Encore abasourdis, les survivants découvrent aujourd'hui que la saignée n'est pas finie. Voici que la technologie de l'offset, qui s'est imposée depuis et avec laquelle sont réalisés deux imprimés sur trois, réclame à son tour son quota de licenciements.

Que se passe-t-il ? La production connaîtrait-elle une baisse constante ? Non. En 1972, elle était de 1 046 034 tonnes, en 1981, de 1 456 695 tonnes, soit plus 39 %. Même si elle n'augmente pas rapidement, la production n'a jamais reculé. Le problème est ailleurs. Il est dû pour l'essentiel à deux facteurs : d'un côté, un développement très important des capacités d'impression ; de l'autre, la rationalisation des méthodes de production dans certaines imprimeries.

Le nombre de rotatives offset a en effet accompli un véritable bond ces dernières années. Selon la revue professionnelle *Caractère*, le parc français a plus que quadruplé en huit ans. De trente-neuf rotatives en 1974, il est passé à cent quatre-vingt-trois en 1982 (1).

Dans une étude réalisée en 1982 pour le ministère de l'industrie, le cabinet Ceressec estime que le développement du parc de rotatives, qui s'est concentré dans huit grandes entreprises offset, a porté les capacités d'impression de 370 000 tonnes à 470 000 tonnes en deux ans, la demande étant restée stable autour de 360 000 tonnes.

Une concurrence très vive s'installe alors entre les grands imprimeurs, dont les effets se font tout de suite sentir. Entre 1980 et 1982, selon le rapport Ceressec, les prix non seulement n'augmentent pas mais baissent de 25 %. La rivalité est d'ailleurs telle que les imprimeurs acceptent couramment des conditions de paiement très dures, comme des traites payables à cent vingt jours et non escomptables. D'après ce rapport, la poursuite de cette tendance à la baisse exigerait un niveau de commandes d'environ 700 000 tonnes en 1983 pour permettre aux entreprises d'équilibrer leurs comptes. Or ces commandes ne devraient pas excéder 400 000 tonnes.

Quatre imprimeries se retrouvent face à face dans ce contexte. Deux établissements où règnent de vieilles traditions professionnelles et syndicales, Montsouris et Paul Dupont, et deux nouveaux venus, Avenir graphique et Jean Didier, chevau-légers du métier, qui appliquent des principes de management modernes. Quatre ténors de l'offset, tous implantés en région parisienne, qui se disputent la même clientèle de journaux périodiques et de catalogues publicitaires.

Tous les voyants au rouge

Juin 1983. Montsouris, qui ne fait plus face à ses échéances, est au bord du dépôt de bilan. Ses frais financiers sont à hauteur de 18 % d'un chiffre d'affaires de 160 millions de francs ; le déficit d'exploitation est de 60 millions. Au rythme des commandes qui n'évoluent pas comme prévu, il n'est pas sûr que cette imprimerie atteigne l'équilibre, comme l'espère son P.-D. G., M. Bruno Monnier, en... 1985.

Les interventions du Syndicat du Livre C.G.T. aidant, chacun fait un effort. L'actionnaire, le groupe Vaturi-Morgaine, gage un actif et débloque 30 millions par l'intermédiaire de la banque Indosuez, les créanciers prennent patience et les principaux éditeurs clients de l'entreprise consentent une avance sur travaux. Mais le problème de Montsouris reste entier.

S'il est apparu cet été, ce n'est pas par hasard. Au mois d'avril, un groupe de travail interministériel, saisi du dossier « labeur », rend un verdict clair : « *L'effet économique de subventions d'équilibre ou de concours financiers accordés pour le renouvellement ou l'extension du parc de matériels d'entreprises en difficulté ne peut que se révéler désastreux sur le plan de l'équilibre général du secteur.* » La lettre par laquelle M. Bruno Monnier demande un nouvelle aide, un prêt participatif de 80 millions de francs au Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), le 26 mai, tombe trop tard. La politique des pouvoirs publics a changé de cap.

Le problème, c'est qu'aucune politique de rechange n'est encore arrêtée. Un peu crûment sans doute, l'administration répond officieusement à Montsouris que l'aide est refusée, à moins que des mesures draconiennes de rationalisation soient prises. En langage clair, cela veut dire licencier trois cents personnes. Une sérieuse remise en ordre du secteur apparaît en effet indispensable aux pouvoirs publics, qui ont sous les yeux un tableau de bord avec tous les voyants au rouge.

Nouvelles techniques hélio

Car le problème de Montsouris ne fait que s'ajouter à celui, plus ancien, de Paul Dupont. Cette filiale d'une holding d'Etat, la Société nationale des entreprises de presse (SNEP), ne survit qu'avec le concours chronique de la manne publique. L'ardoise, 30 millions en 1982, sera encore plus lourde cette année. D'autre part, Avenir graphique a perdu 40 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 210 millions. M. Yvan Ginioux, son P.-D.G., assure qu'il s'agit d'une mauvaise passe. Reste M. Jean Didier. Un cas à part.

L'entreprise qui porte son nom ne dispose pratiquement d'aucun capital : 2,2 millions pour un chiffre d'affaires de 200 millions de francs en 1982. Endetté jusqu'au cou, M. Jean Didier reste calme : « *L'essentiel, c'est le compte d'exploitation. Avec une marge brute de 17,6 %, j'équilibre et rembourse tranquillement mes leasings.* » Mais, pour atteindre cet équilibre, M. Didier applique des méthodes de gestion très serrées : un parc de rotatives uniformisé (les pièces de rechange sont les mêmes d'une machine à l'autre), une maintenance préventive, des effectifs polyvalents réduits au strict minimum grâce à une robotisation à outrance, etc. Là où Montsouris mobilise dix personnes, Didier en emploie six.

Comme M. Yvan Ginioux, M. Jean Didier a installé ses locaux suffisamment loin de Paris pour se soustraire à l'influence du Syndicat du Livre C.G.T.

Serrés au plus près, les frais fixes de ceux que la C.G.T. appelle les « *cannibales* » permettent d'offrir des prix plus bas qu'à Montsouris ou chez Paul Dupont. Mais les « anciens » sont obligés de s'aligner pour éviter une hémorragie de leur clientèle. Accusés par le Livre C.G.T. de faire du « *dumping* », les enfants terribles de la profession rétorquent qu'ils ne font que ramener les prix français au niveau européen.

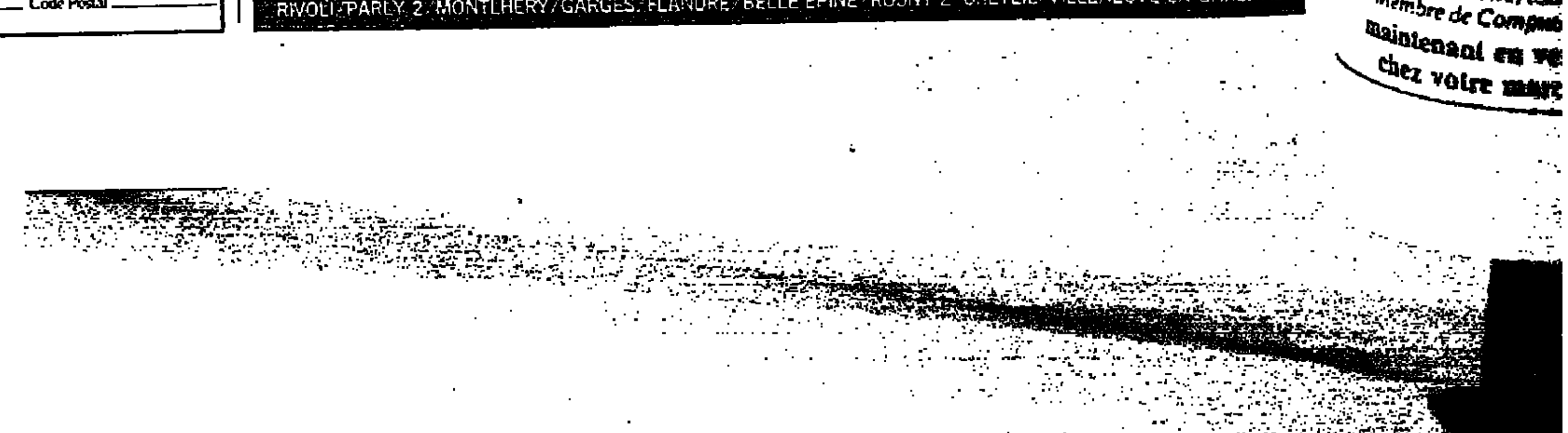
Mais, aujourd'hui, Montsouris ne suit plus. Portant le problème de cette imprimerie à l'échelle du secteur, la C.G.T. refuse tout licenciement et réclame, elle aussi, une remise en ordre. Mais pas selon les lois du marché. Premièrement, dit-elle, il faut que les éditeurs prennent leur part de l'effort. Ils ont profité jusqu'ici de la concurrence entre les imprimeries, sans lesquelles leurs journaux n'existeraient pas, et sans subir les contraintes industrielles que celles-ci supportent pour leurs besoins. Deuxièmement, tout doit être mis en œuvre pour rapatrier les travaux que représentent les trois cent quarante publications qui, selon la C.G.T., s'impriment à l'étranger.

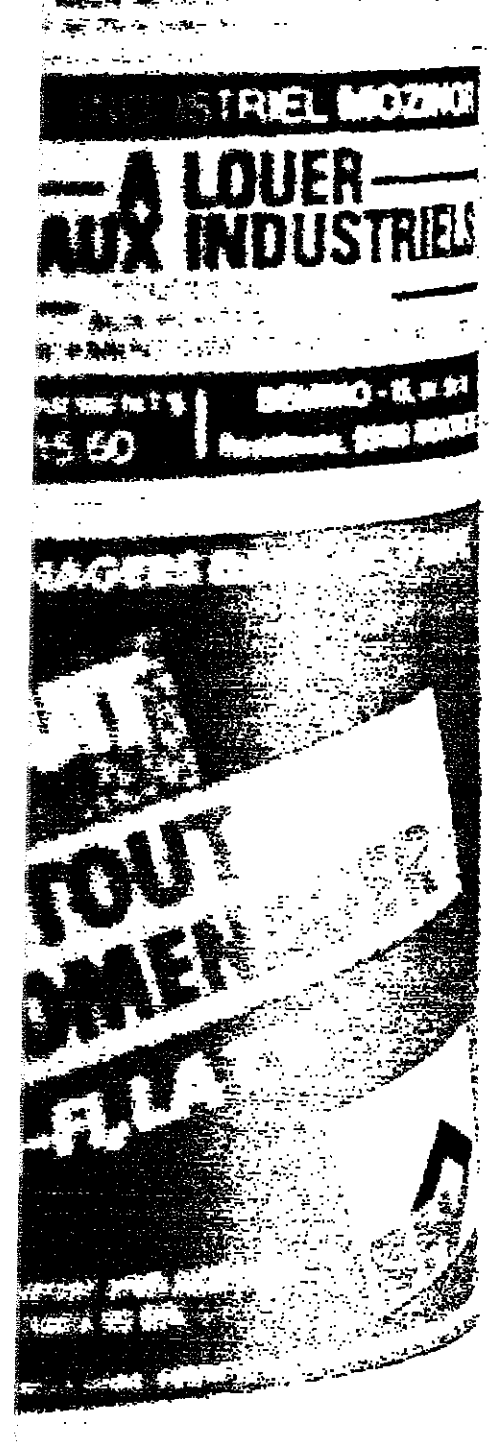
Le gouvernement, de son côté, se montre extrêmement embarrassé. Dans l'immédiat, il prépare un train de « *mesures d'environnement* » pour encourager les éditeurs à accepter des prix plus élevés ou les aider à les supporter. Le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication a en outre demandé une étude sur les possibilités de rapatriement, avec mission d'incitation... Sans trop se faire d'illusions, semble-t-il, puisque, selon la fédération patronale de l'imprimerie, il n'y aurait guère que 30 000 tonnes de périodiques et autant en catalogues publicitaires qui pourraient revenir dans l'Hexagone.

La profession vit en ce moment dans l'ambiance d'une nouvelle veillée d'armes. Dès cet automne, l'héliogravure devrait en effet faire un retour en force grâce à des rotatives d'une nouvelle génération. Elles seront utilisables pour des tirages beaucoup plus modestes qu'autrefois (à partir de trois cent mille exemplaires au lieu d'un million) et risquent de faire une concurrence très dure à l'offset. D'autant que l'hélio permet une plus belle impression des couleurs sur des papiers moins chers, et plus rapidement. Ceux qui feront la loi demain sur le marché seront sans doute ceux qui maîtriseront, en plus de l'offset, les nouvelles techniques hélio.

ÉRIC ROHDE.

(1) *Caractère* : le guide de la rotative offset 1983.





SOCIAL

Un rapport de l'Institut de l'entreprise préconise l'abandon d'une notion unique de travail à plein temps

L'Institut de l'entreprise devait remettre le 26 septembre en fin d'après-midi à M. Yvon Gattaz, président du C.N.P.F., un rapport de M. Philippe Daublain et Jean-Louis Michau sur *« la stratégie du temps rémunéré »*. Ce document part de l'idée que *« le temps de travail des hommes peut respecter davantage la diversité des aspirations et les besoins de choix individuels »*. Six *« idées-forces »* sont proposées : la première est que *« le collectif doit servir de cadre pour limiter les excès de certaines attitudes individuelles : le collectif ne saurait par contre constituer le modèle unique »*. Il s'agit donc *« de définir des règles collectives qui servent de cadre à l'initiative et à l'expression individuelle, pas de modèle »*.

La seconde idée-force prône *« la diversification des durées de travail »* : *« La plus grande innovation sociale des prochaines années va probablement être l'abandon d'une notion unique de travail à plein temps ; la multiplicité des formes d'aménagement du temps et des durées de travail va lui succéder. »* Dans un premier temps, le rapport suggère de *« garder l'appellation plein temps dans une fourchette de mille cinq cents à mille huit cents heures par an. Ce temps réduit serait donc distingué du temps fortement réduit (moins de mille cinq cents heures par an). A l'intérieur de cette fourchette pour le travail à plein temps nous pourrions alors parler d'horaires collectifs multiples »*.

Le rapport présente la nécessité de *« lier »* et non d'opposer aménagement et réduction du temps de travail comme une *« ardente obligation »*. Selon la quatrième idée-force, *« les entreprises ne doivent en aucun cas supporter des charges engendrées par la réduction du temps de travail »*. *« S'il y a des gains de productivité,* estime le document, *ils doivent être répartis comme le sont habituellement les gains de productivité et ne pas être réservés aux seuls salariés qui les dégagent. »* Ces gains pourraient être attribués à l'entreprise ou à ses actionnaires, aux demandeurs d'emploi et aux consommateurs par une baisse de prix, étant entendu que *« lier systématiquement partage de l'emploi et compensation salariale défavorise les consommateurs et les demandeurs d'emploi »* et aboutit à une *« perte de compétitivité »* pour toute l'économie.

Après avoir proposé de *« franchir un nouveau cap dans l'organisation du travail »*, le rapport suggère comme sixième idée-force d'aménager les *« formes particulières d'emploi »* (travail temporaire, temps partiel, contrats à durée déterminée) afin d'apporter une meilleure souplesse tout en assurant *« une protection sociale nécessaire »*.

A la SCOPD Manufrance

UNE QUARANTAINE DE LICENCIÉS CRÉENT UN COMITÉ DE DÉFENSE

Contestation, colère, insultes. Les ouvriers de la SCOPD Manufrance mis en préretraite ou licenciés dénoncent avec violence la gestion de la direction de la coopérative et se révoltent contre le sort qui leur est fait. Une quarantaine d'entre eux ont créé un comité de défense.

Après l'accord signé le 4 août avec les pouvoirs publics et les banques, la coopérative allait recevoir 130 millions de francs d'aides. En échange, elle devait concentrer ses activités sur les armes de chasse et les machines à coudre, et ramener ses effectifs de 709 salariés à 570, puis 470 en septembre 1984.

La direction a donc placé 53 salariés en préretraite et a envoyé une lettre de licenciement à 76 autres. Parmi eux, 43 des membres fondateurs de la coopérative, qui avaient apporté en 1980 une partie de leur prime de licenciement de l'« ancienne » Manufrance, de leurs ASSEDIC ou de leurs économies. D'autres, des jeunes, se disent licenciés pour avoir critiqué la gestion de la direction, ou pour avoir rendu leur carte C.G.T. *« Tout est magouille, c'est la section C.G.T. et la cellule communiste qui ont établi la liste des gens qui pensent mal et qu'il faut licencier »*, a déclaré M. Jacques Gros, vendeur licencié, à l'A.F.P.



AGRICULTURE

LE MODEF DEMANDE LA TENUE D'UNE CONFÉRENCE ANNUELLE EXCEPTIONNELLE.

Dans une lettre adressée au premier ministre, le comité directeur du Mouvement de défense des exploitations familiales (MODEF) demande que soit organisée très prochainement une conférence annuelle agricole exceptionnelle, réunissant l'ensemble des organisations professionnelles. Le syndicat justifie cette demande par le fait que, sur les bases des données actuelles, le revenu des petits et moyens exploitants serait en baisse de 5 % à 8 % en 1983. Cette baisse, estime le MODEF, est due à l'insuffisance des prix agricoles, la non répercussion de ces augmentations sur les prix à la production et à la hausse des charges qui dépasseront, notamment pour les aliments du bétail, les 7 % d'augmentation, chiffre sur lequel le gouvernement s'était engagé. Le MODEF estime qu'il faut, dans les trois mois, prendre les mesures qui s'imposent sauf *« à se retrouver à la fin de l'année, à l'heure du bilan, sans autre moyen que celui des aides directes impopulaires et souvent injustes et inefficaces »* pour limiter les conséquences de la dégradation du revenu.

ÉNERGIE

● **Hausse du pétrole norvégien.** – La Compagnie nationale norvégienne a décidé d'augmenter de un demi-dollar par baril le prix du pétrole brut extrait du gisement de Stajford. A compter du 1er octobre, le brut norvégien de cette qualité sera fixé à 29,80 dollars par baril.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Une commission de concertation des professions libérales.** – M. Pierre Mauroy a officiellement installé, le jeudi 22 septembre, la Commission permanente de concertation des professions libérales. Elle est composée de vingt membres, dont cinq (et autant de suppléants) nommés par le premier ministre, sept (et sept suppléants) désignés par l'Union nationale des associations des professions libérales (UNAPL) et, enfin, de huit représentants de ministères concernés par les travaux de la commission. L'interlocuteur de celle-ci est M. François Luchaire, délégué interministériel pour les professions libérales (*le Monde* du 13 mai). La commission doit étudier notamment les conséquences qu'auront les mesures de décentralisation sur les activités des professions libérales.

Marché commun

● **Les Dix et les industries de pointe.** – Les ministres de l'industrie des Dix sont favorables à des mesures *« immédiates »* pour les industries de pointe. Réunis à Athènes de façon informelle, dimanche 25 septembre, les ministres de la C.E.E. *ont souhaité l'accélération de* trois programmes sectoriels concernant l'électronique (programme Esprit), les télécommunications et les biotechnologies.

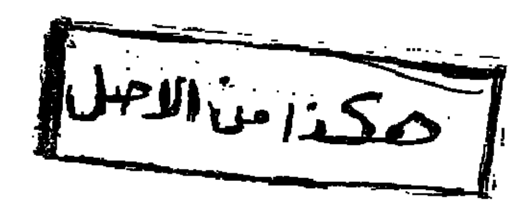
Social

● **M. Mitterrand décore les meilleurs ouvriers de France.** – Lors de la cérémonie de remise des médailles à la promotion 1983 des quatre cent cinquante meilleurs ouvriers de France, le 24 septembre à la Sorbonne, le président de la République a exalté ces *« créateurs qui enrichissent notre culture »*. Dans son intervention, M. Mitterrand a rendu hommage aux vertus de *« patience et de persévérance »*, saluant *« le message d'effort et de récompense de l'effort par l'effort »*. Les meilleurs ouvriers de France apportent la preuve que *« si l'on veut, on peut réussir »*, a ajouté le chef de l'Etat, qui a ensuite remis les distinctions les plus élevées à quinze ouvriers et quinze chefs d'entreprise.

● **Le président des mutuelles de travailleurs lance un appel à l'unité du mouvement mutualiste.** – La Fédération nationale des mutuelles de travailleurs (F.N.M.T.) a fêté, du 20 au 24 septembre, à Lyon, le centenaire du premier congrès national des sociétés de secours mutuel qui s'était tenu dans la même ville en 1883. A cette occasion, M. Louis Calisti, président de la F.N.M.T., a lancé un appel à l'unité du mouvement mutualiste : *« Il y a nécessité et possibilité de rassembler toutes les sociétés mutualistes dans une seule fédération nationale unifiée. »* Il a également souhaité l'élaboration d'une *« charte »* avec les représentants de toutes les organisations syndicales de médecins. Cette consultation pourrait, selon lui, déboucher sur la définition de *« règles communes permettant la coopération et l'émulation dans le respect des spécificités et des intérêts de chacun »*.

L'ouverture au dialogue ne signifie pas, loin s'en faut, l'abandon d'objectifs mutualistes très concrets. M. Calisti a ainsi annoncé qu'il serait proposé à tous les groupements mutualistes de *« prendre en charge l'élaboration et la réalisation de cinquante projets de centres de santé intégrés »*. – (*Corresp.*)

● **M. Bornard (C.F.T.C.) : il faut rendre *« la Sécurité sociale à sa vocation première de service social »*.** – Au cours d'un meeting de « rentrée », le 24 septembre, Square de Choisy à Paris, devant plusieurs milliers de personnes, M. Jean Bornard, président de la C.F.T.C., a affirmé que *« les élections aux caisses de la Sécurité sociale du 19 octobre appelaient tous les salariés à faire un véritable choix de société »*. Le président de la centrale chrétienne s'en est pris à M. Edmond Maire, qui *« dénonce une prétendue politisation parce que des voix s'élèvent pour voter pour les « réformistes » plutôt que pour les « collectivistes »... Ceux qui se sont engagés à fond dans les campagnes électorales politiques, qui ont expliqué que pour résoudre les revendications syndicales il fallait des préalables politiques n'ont que le droit de se taire »*.



MONNAIES

LABORIEUX COMPROMIS SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

L'Inde, la Chine, l'Algérie et les pays africains anglophones expriment leur désaccord

De notre envoyé spécial

Washington. – C'est sur un désaccord politique entre, d'une part, les pays industrialisés bailleurs de fonds, qui ont laborieusement trouvé une formule de compromis sur l'accès aux ressources du Fonds, et, d'autre part, plusieurs pays en voie de développement, à savoir l'Inde, la Chine, l'Algérie et le groupe des pays africains anglophones, que s'est terminée la journée du dimanche 25 septembre, au cours de laquelle s'est réuni, à Washington, le comité intérimaire, composé de vingt-deux ministres, représentant soit individuellement (c'est le cas pour les cinq Grands : États-Unis, Grande-Bretagne, R.F.A., France, Japon), soit de façon groupée, *les cent quarante-six membres du Fonds monétaire*.

Le compromis prévoit que les pays faisant appel au F.M.I. pourront tirer 102 % de leur quote-part pendant trois ans, au lieu de 150 % *précédemment*, ce pourcentage pouvant être porté à 125 % pour les pays subissant un lourd déficit de balance des paiements et s'engageant à appliquer un programme d'ajustement approuvé par le Fonds.

Le désaccord manifesté par l'Inde, la *Chine*, l'*Algérie* et les pays africains anglophones, ne devrait pas avoir de conséquences pratiques, car le comité intérimaire s'est prononcé majoritairement en faveur de la solution élaborée dans le cours de la journée, en vue de réviser les règles *mises en vigueur en* 1981 pour ouvrir aux pays connaissant les plus graves difficultés de paiement des facilités d'emprunt beaucoup plus larges auprès du Fonds monétaire. Ce sont ces facilités que le Mexique et le Brésil ont utilisées *récemment*. Elles permettent, au titre d'une procédure dite d'accès élargi, à un pays de tirer 150 % de sa quote-part au Fonds pendant au maximum *trois ans consécutifs*, soit un total de 450 % (ce pourcentage peut être encore augmenté par l'intervention d'autres procédures qui pourraient être dans l'avenir également modifiées). Théoriquement, les ressources du *Fonds monétaire* devraient être, dans les mois à venir, augmentées de 47,5 %.

Plusieurs pays, dont les Etats-Unis, avaient fait remarquer qu'au cas où les facilités d'accès ne seraient pas réduites, le Fonds *monétaire*, malgré cette injection de nouvelles liquidités, se trouverait à nouveau donc à court d'argent. Tant et si bien que l'ensemble des pays industrialisés se sont montrés d'accord samedi au sein du groupe des Dix (les Cinq plus l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, la Suède et le Canada) pour graduellement réduire et même supprimer la procédure de facilité élargie. Mais dans quelle proportion allait-on procéder à cette diminution graduelle ? La solution de compromis retient deux chiffres valables seulement pour l'année 1984, étant entendu qu'une nouvelle décision sera prise pour les années *suivantes. Le pourcentage* sera ramené de 150 à 102 %, avec, comme aujourd'hui, un maximum de trois ans, soit un total de 306 % (au lieu de 450). C'est ce que réclamaient les Américains, le pourcentage de 102 % étant calculé de telle sorte que les pays membres ne pourront pas, après l'augmentation des ressources du Fonds, globalement emprunter plus qu'ils ne peuvent *le faire aujourd'hui* auprès du Fonds monétaire. Mais il a été convenu que, pour les pays subissant un lourd déficit de balance des paiements et s'engageant à appliquer un programme d'ajustement approuvé par le Fonds monétaire, *le pourcentage* maximum pourrait être porté à 125 % pour trois ans, soit un total de 375 %. Les pays en voie de développement, dont le groupe dit des « vingt-quatre » fait office traditionnellement de porte-parole, avaient réclamé, dans un communiqué, le maintien de la règle des 150 %. Plusieurs pays européens, et en particulier la France, s'étaient *ralliés à la solution* moyenne des 125 % qui a été ainsi partiellement retenue.

Quelles ressources ?

Il était passablement ironique de voir le comité intérimaire discuter toute la journée et la soirée de dimanche sur la question de savoir quel montant maximum un pays membre pourrait emprunter l'an prochain au Fonds monétaire, alors que celui-ci ne sait pas, à ce jour, s'il peut effectivement compter sur les ressources supplémentaires qui lui ont été promises, ni, au cas où elles seraient finalement mises à sa disposition, quand elles le seront. Sur ce point capital, son sort prochain dépend d'un vote du Congrès américain. Si ce dernier approuve, d'ici au 30 novembre – un délai qui paraît court – l'augmentation de la quote-part des Etats-Unis ainsi que la participation américaine aux nouveaux « *accords généraux* » d'emprunt, le F.M.I. verra, dès *1984*, ses ressources s'accroître de façon substantielle (bien qu'il les considère déjà comme insuffisantes), car les autres pays n'attendent que la ratification de Washington pour remplir à leur tour leurs engagements respectifs vis-à-vis de l'institution dirigée par M. Jacques de Larosière (l'Arabie *Saoudite, pour sa part, a pris les* devants en ratifiant sa propre contribution).

L'augmentation des quotes-parts décidée au mois de février dernier aurait pour effet de faire passer leur total de 62 milliards de D.T.S. (1 D.T.S. = approximativement 1,05 dollar) à 90 milliards, soit une augmentation de 47,5 %. Cela signifie, en termes pratiques, que le Fonds monétaire pourrait disposer de 15 à 16 milliards de D.T.S. d'argent frais sous forme de devises convertibles susceptibles d'être empruntées.

En vertu des accords généraux d'emprunt signés en janvier dernier par les pays du groupe des Dix plus la Suisse (laquelle n'est pas membre du F.M.I.) et, à titre d'associé, l'Arabie Saoudite, ces douze pays se sont engagés à presque tripler le montant des devises qu'ils sont disposés, en cas de nécessité, à mettre à la disposition du Fonds monétaire, soit encore l'équivalent de 17 milliards de dollars. Dès maintenant M. de Larosière pense que ces sommes risquent d'être insuffisantes. C'est pourquoi il a demandé, ce qui lui a été refusé jusqu'à présent, d'emprunter 6 autres milliards à l'Arabie Saoudite, à un certain nombre de pays européens et au Japon.

M. Reagan et le Congrès

C'est dire qu'une absence de ratification placerait le Fonds monétaire dans une crise sans précédent, une éventualité dont on n'a pas parlé officiellement pendant le week-end, tout le monde faisant semblant de penser que le vote du Congrès est acquis, même si personne ne sait comment l'administration *Reagan, dont les* convictions sont récentes en la matière, trouvera l'énergie pour persuader un nombre suffisant de parlementaires. Ce qui domine actuellement au Congrès, ce n'est pas tellement un sentiment hostile au *F.M.I.* que l'idée, *pas tout à fait* fausse, qu'en renflouant cette dernière institution on permettra aux banques commerciales, qui ont actuellement très mauvaise presse aux Etats-Unis, de continuer le même jeu lucratif que par le passé. D'où une série d'amendements plus contraignants les uns que les autres, votés séparément par la Chambre des représentants et le Sénat. Il s'agit aujourd'hui de faire approuver par les deux corps législatifs un texte unique débarrassé de ses appendices.

Il est possible, il est même probable, que M. Jacques de *Larosière cherche à dramatiser* la situation. Il n'est pas douteux cependant que le Fonds soit constamment sous la menace d'une crise de liquidités, même si ses ressources augmentent comme il est prévu. Cela tient certes à des causes *profondes qui sont liées au mauvais* fonctionnement d'un système monétaire privé de tout mécanisme de régulation interne. Mais, de façon plus immédiate et plus tangible, cela tient aussi aux nouvelles règles provisoirement *adoptées par le Fonds monétaire* en 1981 pour faire face à des demandes de crédit de plus en plus importantes de la part d'un nombre croissant de pays en voie de développement. Si les pays peuvent emprunter jusqu'à 450 % de leurs quotas sur trois ans, il *est clair que le Fonds monétaire*, dont l'essentiel des ressources provient précisément des contributions nationales (quotas), n'est pas équipé pour donner satisfaction à tous les pays à la recherche de liquidités. Ce sont donc ces *règles* que les pays du groupe des Dix, qui jouent le rôle de bailleurs de fonds, ont voulu, au cours de cette session, modifier. Le communiqué que le groupe des Dix a publié dimanche déclare notamment que « *la politique d'accès élargi adoptée en 1981 est un instrument provisoire et unique conçu pour agir sur une situation globale exceptionnelle en matière de balance de paiements* ». Et d'ajouter : « *Les mêmes pays estiment que c'est graduellement que la politique d'accès élargi devait être supprimée.* » Afin d'empêcher que le Fonds monétaire ne soit amené à suppléer l'insuffisance des capitaux à long terme finançant l'investissement, le même communiqué rappelle que « *les politiques du Fonds* » doivent continuer « *à être guidées par le principe du maintien du caractère monétaire de l'institution et de la nature temporaire et rotative de l'appui fourni par le F.M.I. en matière de balance de paiements* ». (La traduction française du texte anglais original laisse pour le moins à désirer, c'est malheureusement très souvent le cas.)

Les Européens, et notamment M. Jacques Delors, se sont battus pour empêcher que les Américains ne fassent prévaloir sans autre forme de procès leur nouvelle règle de 102 %. Et cela d'autant plus que la délégation des Etats-Unis voulait *aller beaucoup plus loin ; elle voulait* décider dès maintenant l'élimination progressive de la procédure d'accès élargi, ce qui, selon elle, aurait supposé qu'en 1983, le maximum retenu soit de 85 % pour trois années consécutives en 1986, 75 % et en *1987, 55 %, chiffre qui, multiplié* par trois, donne 165 %, soit la règle statuaire en vigueur jusqu'en 1981.

Le désaccord exprimé par l'Inde, la Chine, l'Algérie et les pays anglophones d'Afrique laisse entendre que désormais les pays en *voie de développement pourraient* exprimer plus fortement leur opposition qu'ils ne l'ont fait jusqu'à maintenant. Ils s'étaient, jusqu'à la présente session, contentés de faire connaître leurs vues maximalistes dans le communiqué dit des Vingt-Quatre.

Dans le communiqué publié à la veille du week-end, les Vingt-Quatre demandent notamment que le Fonds soit autorisé à emprunter sur les marchés internationaux de capitaux, et ils réclament également une nouvelle émission de 15 milliards par an de droits de tirage spéciaux pendant trois ans, alors que le groupe des Dix n'est disposé qu'à examiner cette question qui n'a même pas été mentionnée nommément dans leur communiqué.

Les Vingt-Quatre insistent aussi beaucoup dans leur communiqué sur *la nécessité d'arriver prochainement* à un accord pour la reconstitution des ressources de l'Agence internationale de développement (AID), filiale de la Banque mondiale spécialisée dans des prêts sans intérêts à très long terme (cinquante ans). *Les représentants* des trente-trois pays donateurs se sont réunis, samedi, sans que l'affaire avance d'un pouce. Il s'agit de reconstituer les ressources de l'AID pour la période triennale allant du 1er juillet 1984 au *30 juin 1987*. La *Banque mondiale* estime que le chiffre de 16 milliards de dollars, que reprend à son compte le communiqué du groupe des Vingt-Quatre, est un minimum. Mais les Etats-Unis ont fait savoir qu'ils comptaient limiter leur *contribution annuelle à 750 millions* de dollars et ramener leur part de financement de 27 % à 25 % du total. Un simple calcul permet de trouver que ces chiffres correspondent à une dotation globale de 9 milliards de dollars pour les trois ans en question. Une somme qui est en retrait sur les 12 milliards de la période précédente (étendue à quatre ans à cause de la mauvaise volonté du Congrès américain)...

PAUL FABRA.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +ou	Dép. –	Rep. +ou	Dép. –	Rep. +ou	Dép. –
$ E.-U.	7,9975	7,9995	+ 175	+ 205	+ 375	+ 435	+ 1050	+ 1170
$ can.	6,4946	6,4980	+ 160	+ 200	+ 350	+ 420	+ 960	+ 1090
Yen (100)	3,3465	3,3520	+ 140	+ 160	+ 300	+ 335	+ 905	+ 965
DM	3,0280	3,0295	+ 160	+ 180	+ 335	+ 360	+ 950	+ 1020
Florin	2,7075	2,7095	+ 135	+ 155	+ 280	+ 310	+ 800	+ 860
F.B. (100)	14,9725	14,9830	+ 365	+ 470	+ 690	+ 900	+ 1915	+ 2315
F.S.	3,7340	3,7370	+ 230	+ 260	+ 485	+ 520	+ 1420	+ 1500
L (1 000)	5,9937	4,9966	– 290	– 240	– 520	– 440	– 1460	– 1320
£	12,0420	12,0505	+ 245	+ 310	+ 570	+ 690	+ 1760	+ 1990

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 1/16	9 7/16	9 1/4	9 5/8	9 1/4	9 5/8	9 7/16	9 13/16
DM	5 1/4	5 5/8	5 3/8	5 3/4	5 7/16	5 13/16	5 7/8	6 1/8
Florin	5 7/8	6 1/8	5 3/4	6 1/8	5 7/8	6 1/4	6 1/8	6 1/2
F.B. (100)	6 1/2	7 1/2	8 1/2	9 1/2	9	10	9 1/4	10 1/4
F.S.	1 5/8	2 1/8	4 1/4	4 5/8	4 5/16	4 11/16	4 1/2	4 7/8
L (1 000)	16	17 1/2	18 1/4	19 1/4	18	19	18 1/4	19 1/4
£	9 5/8	10 1/8	9 1/2	9 7/8	9 1/2	9 7/8	9 7/16	9 13/16
F. franç.	12 1/4	12 5/8	12 1/8	12 3/4	13	13 5/8	15 1/2	16 1/8

MARCHÉS FINANCIERS

SUCCÈS DE L'ADJUDICATION DES ACTIONS BRITISH PETROLEUM

Agefi. – L'émission de 130 millions d'actions ordinaires de British Petroleum, effectuée par l'Etat britannique pour réduire son déficit budgétaire, a été largement couverte.

Les listes de souscription ont été closes une minute seulement après leur ouverture le 23 septembre à la Banque d'Angleterre et, à première vue, on estime que les offres d'achat totalisent au moins le double du montant mis en vente.

L'émission a lieu par voie d'adjudication et la plupart des soumissions seraient de l'ordre de 430 pence par action, c'est-à-dire nettement supérieures au prix de réserve de 405 pence fixé par le gouvernement.

La souscription va exiger un rationnement des allocations dont les modalités seront annoncées le 26 septembre avant l'ouverture de la Bourse. Les actions ainsi émises deviendront alors immédiatement négociables sous leur forme « partiellement payée ». Il n'a été exigé en effet des souscripteurs que 200 pence par action avec leur demande, le reliquat n'étant payable que le 11 janvier prochain.

En attendant, les titres de B.P. déjà en circulation étaient cotés le 23 septembre à 434 pence, en hausse de 4 pence sur la veille, le succès de l'émission encourageant la demande.

L'émission devrait rapporter à l'Etat une somme nette de l'ordre de 530 à 540 millions de livres, soit une grosse partie des 1 250 millions de livres que le Trésor se propose de réunir pendant l'exercice budgétaire courant. Après cette opération, il ne lui restera plus qu'à mobiliser 350 à 400 millions de livres, grâce probablement à la vente de propriétés de British Gas Corporation.

Le succès de l'émission est imputé par les experts boursiers au fait que la B.P. dispose de gisements considérables dans des régions politiquement stables (Alaska, mer du Nord). Elle serait de ce fait avantagée en cas de nouvelle crise d'approvisionnement, par exemple si les Iraniens mettaient à exécution leur menace de bloquer les exportations des pays du Golfe.

En outre, les analyses prévoient pour les prochains mois un raffermissement du marché pétrolier mondial, à condition que l'OPEP maintienne la discipline parmi ses membres, dont la rentabilité de B.P. devrait bénéficier.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949	16 sept.	23 sept.
Valeurs franç. à revenu variable	1 126,1	1 158
Valeurs étrangères	3 640,8	3 712,5
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	162,5	167,1
Valeurs étrangères	492,6	502,3
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	140,3	144,3
Pétroles-Energie	122,7	128,9
Métallurgie	84,9	87,2
Chimie	148	154,9
Bâtim., mat. constr., trav. publics	115,9	117,7
Constructions mécaniques	104,8	105,7
Matériel électrique	159,2	164,5
Automobile et accessoires	121,9	127,5
Industr. de consom. non alim.	192,6	203,3
Agro-alimentaire	183,7	192,8
Distribution	92,2	93,5
Transports	138,2	137,1
Services	163	165,3
Assurances	108,6	108,9
Banques	162,3	164,4
Immobilier et foncier	143,4	143,4
Investissement et portefeuille	153,2	155,4
Valeurs industrielles (base 100, 1972)	164,5	170,2
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	109,9	103,9
Emprunts d'Etat (*)	104,4	104,4
Emprunts garantis et assimilés (*)	103,7	103,7
Sociétés (*)	104,4	104,3
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	91,2	91,2
Sociétés (*)	99,3	99,2
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	133,7	137,8
Produits de base	118,4	124,2
Construction	112,8	114,7
Biens d'équipement	115,7	118,2
Biens de consom. durables	146,8	158,8
Biens de consom. non durables	182,3	189,3
Biens de consom. alimentaires	182	191
Services	116,7	117,7
Sociétés financières	149,6	151,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	116,1	115,2
Valeurs industrielles	138,4	142
BOURSES REGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	112,9	114,6

LA VIE DES SOCIÉTÉS

MOULINEX. – L'action de cette société a progressé de plus de 17 % au cours de la semaine du 19 au 23 septembre dernier. A l'origine de cette forte hausse figurent les rumeurs sur la succession du président Jean Mantelet – qui reviennent à épisodes réguliers – et, surtout, la perspective de résultats favorables pour le premier semestre de l'année en cours, confirmé par les derniers chiffres.

Le groupe Moulinex vient, en effet, d'annoncer ses résultats semestriels, qui se traduisent par un bénéfice net (après impôts) de 56,2 millions de francs contre 23,6 millions pour les six premiers mois de 1982 (et 11,7 millions au premier semestre 1981). Dans le même temps, le bénéfice d'exploitation s'est inscrit en retrait (48,9 millions de francs contre 70,3 millions l'année précédente et 7,6 millions seulement au premier semestre 1981), une baisse que la société explique par *« la prise en compte de frais exceptionnels liés à cent quarante départs en préretraite (8 millions de francs) »* et par *« l'augmentation de la dotation aux amortissements »* en raison de *« l'important effort d'investissements entrepris durant le premier semestre et qui se poursuivra jusqu'à la fin de l'année (dotation de 72,4 millions contre 52,3 millions au premier semestre 1982) ».*

Quant à la marge brute d'autofinancement, elle s'est accrue de 85 % au premier semestre, à 91,3 millions de francs sur un chiffre d'affaires (hors taxes) de 1,16 milliard de francs contre 1,07 milliard l'année dernière à la même époque.

MANUFACTURERS HANOVER CORP. – Cette société holding, qui coiffe la quatrième banque américaine, la Manufacturers Hanover Bank, vient de racheter pour 1,5 milliard de dollars la société CIT, filiale financière du groupe R.C.A. Spécialisé dans le secteur des services, ce dernier a réalisé, en 1982, un chiffre d'affaires de plus de 7,3 milliards de dollars et un bénéfice net de 153 millions de dollars.

SNIAS. – La Société nationale industrielle aérospatiale a eu recours, pour la première fois depuis 1973, au marché financier, en lançant un emprunt obligataire de 600 millions de francs d'une durée de huit ans, au taux d'intérêt variable (mais avec un minimum de 9 %). Cet emprunt est destiné à soutenir l'effort de recherche et de financement de la société.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	22 sept.	23 sept.
Valeurs françaises	139,3	140,6
Valeurs étrangères	151,7	154,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	22 sept.	23 sept.
Indice général	136,1	137,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 26 sept. .... 12 5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	22 sept.	26 sept.
1 dollar (en yens)	242,10	238,60

BOURSE DE PARIS Comptant 23 SEPTEMBRE

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Comp. Lyon-Alem.	200	200	Nicolas	345	348
Concorde (La)	251 50	251	Nodet-Gougis	60 80	60
C.M.P.	16 90	15 70	OPB Paribas	119 80	119 80
Conte S.A. (Li)	16	15 50 o	Optorg	87 10	87 90
Crédit (C.F.B.)	198	198 50	Origny-Desvroise	130	124 80
Créd. Gén. Ind.	388 50	390	Palais Nouveauté	297	297
Crédit Univers.	430	435	Paris France	121 10	121 30
Créditel	109	108 50	Paris-Orléans	131	132
C. Sabl. Seine	118	....	Part. Fin. Gest. Im.	211 10	211
Derblay S.A.	162	158	Pathé-Cinéma	248	246
De Dietrich	310 20	310	Pathé-Marconi	159	152 60
Degremont	182	....	Piles Wonder	79 10	79
Delalande S.A.	214	210	Piper-Heidsieck	345	350
Dalmas-Vieljeux	537	545			

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bowater	33	32 75
British Petroleum	70 10	70 90
Br. Lambert	464	....
Caland Holdings	112	....
Canadian-Pacific	420 50	424
Cockerill-Ougre	25	....
Cominco	514	....
Commerzbank	685	....
Courtaulds	15	....
Dart. and Kraft	723	701
De Beers (port.)	93	....
Dow Chemical	380	388
Dresdner Bank	890	678
Entrep. Bell Canada	245	....

SICAV 23/9

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Gest. Rendement	476 62	455 01	U.A.P. Investiss.	343 62	328 04
Gest. Sél. France	352 72	336 73	Unifrance	242	231 03
Haussmann Oblig.	1199 62	1145 13	Unifoncier	644 35	615 13
Horizon	597 16	570 08	Unigestion	608 89	581 28
I.M.S.I.	348 42	332 62	Uni-Japon	1042 83	995 54
Indo-Suez Valeurs	647 83	618 45	Unirente	1718 05	1661 56
Ind. française	12265 13	12265 13	Univer	12637 26	12637 26
Interoblig.	10110 59	9652 11	Valorem	388 52	370 90
Intersélect France	260 98	249 15	Valorg	10635 15	10582 24
Interselect Indust.	379 40	362 20	Valrea	116568 38	116451 91
Invest. Obligataire	12042 74	12018 70	Worms Investiss.	713 30	680 95
Invest. St-Honoré	690 28	658 98			
Laffitte-crt-terme	114341 12	114341 12			

◆ : prix précédent.

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1993	4,5 % 1973	1983	1993	1988	1988
3028	C.N.E. 3 %	3024	3027	3020	3000
178	Accor	178 80	180 10	184	180 10
780	Agence Havas	760	780	780	765
480	Air Liquide	462	475 50	477	470
335	Als. Superm.	336	335	335	335
76	A.L.S.P.I.	78 10	78	78	76 45
720	Euromarché	720	715	715	710
570	Europe n° 1	570	572	580	563
665	Facom	658	659	681	652
940	Fichet-bauche	940	920	920	935
156	Financial	155 90	165 50	166 50	154 20
173	Fives-Lille	172 80	172 90	175	172 60
38	Fonderie (Gén.)	38 90	39	39 20	38 20
445	Penhoet	447	480	457	455
760	Pernod-Ricard	751	780	780	773
155	Pétroles (Fse)	156 90	161 20	162 50	158 20
37	– (certific.)	37 30	37 30	38 70	36 80
73	Pétroles B.P.	72 80	71 70	72 50	72 10
220	Peugeot S.A.	223	224 80	225 80	224 80
80	Poclain	80	81 50	82 50	80
930	B. Ottomane	928	935	935	....
590	BASF (Akt)	590	602	602	607
585	Bayer	585	599	595	590
605	Buffelsfont.	601	622	630	611
40	Charter	40 06	41 50	41	41
525	Chase Manh.	524	533	534	530
345	Cie Pétr. Imp.	342 80	355	355	349
73	Matsushita	73 50	76	76	75
980	Merck	983	1016	1015	999
830	Minnesota M.	832	882	875	870
330	Mobil Corp.	330 80	342	340 50	335 10
19510	Nestlé	19510	19800	19800	19980
750	Norsk Hydro	745	751	749	751
1120	Petrofina	1134	1143	1145	1130
245	Harmony	241	250	251	250
38	Hitachi	38	39 80	39 80	39
610	Hoechst Akt.	609	620	620	629
87	Imp. Chemical	87 20	88	88	88 20
180	Inco. Limited	178 80	186	186 10	185
1290	IBM	1293	1330	1318	1307
61	Ito-Yokado	60 80	61 10	62 50	61
460	ITT	460	483	479	483
....	Unilever	....	....	....	....
720	Unz. Techn.	728	750	750	740
1260	Vaal Reefs	1259	1284	1298	1297
590	West Deep	579	583	595	583
550	West Hold.	534	561	585	561
460	Xerox Corp.	481	470 50	470 50	467
2 80	Zambia Corp.	2 78	2 85	2 87	2 85

*c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.*

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 23/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 064	8 060	7 800	8 200
Allemagne (100 DM)	302 360	302 540	291	311
Belgique (100 F)	14 976	14 970	14	15 100
Pays Bas (100 fl.)	270 380	270 680	256	276
Danemark (100 krd)	84 120	84 190	79	87
Norvège (100 k)	108 710	108 700	104	111
Grande-Bretagne (£ 1)	12 119	12 080	11 600	12 400
Grèce (100 drachmes)	8 675	8 665	8	10 100
Italie (1 000 lires)	5 018	4 999	4 707	5 200
Suisse (100 fr.)	372 900	373 520	361	382
Suède (100 krs)	102 450	102 500	99	106
Autriche (100 sch)	43 010	43 020	41 800	43 800
Espagne (100 pes.)	5 299	5 297	5	5 600
Portugal (100 esc.)	6 490	6 475	5 600	7
Canada ($ can 1)	6 546	6 535	6 280	6 620
Japon (100 yens)	3 330	3 349	3 120	3 350

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 23/9
Or fin (kilo en barre)	106800	107300
Or fin (en lingot)	106700	107100
Pièce française (20 fr)	678	678
Pièce française (10 fr)	401	.....
Pièce suisse (20 fr)	667	670
Pièce latine (20 fr)	640	640
Souverain	798	790
Pièce de 20 dollars	4240	4300
Pièce de 10 dollars	1960	1970
Pièce de 5 dollars	1305	.....
Pièce de 50 pesos	4200	4245
Pièce de 10 florins	680	679

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

POLITIQUE

2 à 8. LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES.
2. Le bilan chiffré de la consultation.
3 à 8. Les résultats.

ÉTRANGER

10. LE CESSEZ-LE-FEU AU LIBAN.
11. AFRIQUE
– La visite à Paris de M. Nguesso, président du Congo.
11. ASIE.
– Le voyage à Pékin de M. Weinberger.
12. EUROPE.
– BELGIQUE : mort du roi Léopold III.
– IRLANDE DU NORD : trente-huit membres de l'IRA s'échappent de la prison la mieux gardée d'Europe.

SOCIÉTÉ

13. *M. Gaston Defferre a reçu huit élus corses.*
– RELIGION : en marge du débat sur l'avortement, le pouvoir espagnol et l'épiscopat s'engagent dans une « guerre des catéchismes ».
– ÉDUCATION : le cauchemar des classes surchargées.

RÉGIONS

14. *L'action culturelle en Ile-de-France.*

SPORTS

15. *AUTOMOBILISME : le Brésilien Nelson Piquet devance Alain Prost au Grand Prix d'Europe de formule 1.*
– CYCLISME : deuxième victoire du Suisse Daniel Gisiger au Grand Prix des Nations.

CULTURE

17. CINÉMA : *la Ballade de Narayama,* de Shoheï Imamura.
18. MUSIQUE : le tricentenaire de Rameau.
– ARTS.

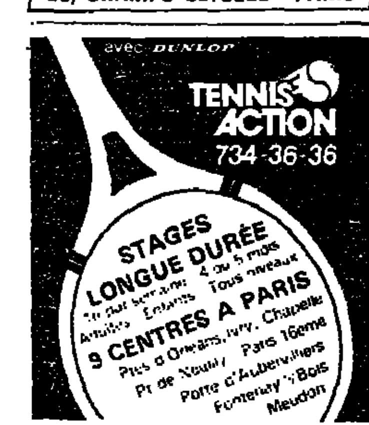
ÉCONOMIE

38. LES PRIORITÉS DU IXe PLAN : *l'éducation doit s'adapter aux réalités technologiques.*
40. AFFAIRES : la crise de l'imprimerie lourde.
41. SOCIAL.
42. MONNAIES : laborieux compromis sur l'accès aux ressources du Fonds monétaires international.

RADIO-TÉLÉVISION (20)
INFORMATIONS « SERVICES » (16) :
Troisième âge ; « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.

Annonces classées (21 à 36) ; Carnet (16) ; Programmes des spectacles (18 et 19) ; Marchés financiers (43).

Le numéro du « Monde » daté 25-26 septembre 1983 a été tiré à 504026 exemplaires



Le président Reagan assure l'ONU du soutien des Etats-Unis

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, est arrivé à New-York, dimanche 25 *septembre,* pour participer à la trente-huitième session de l'ONU. Le président Reagan devait s'adresser ce lundi à l'Assemblée générale. M. Mitterrand, pour sa part, y prononcera un discours le 28 *septembre.*

Mme Thatcher, qui effectue une visite officielle au Canada et aux Etats-Unis, a déploré l'absence de M. Gromyko à cette session, absence qu'elle *explique par le refus* des Soviétiques d'entendre les critiques qui ne manqueront pas de leur y être adressées. Le premier ministre britannique est, par ailleurs, resté très ferme à propos du déploiement des euromissiles, prévu en Grande-Bretagne pour la fin de cette année, si les pourparlers euro-stratégiques de Genève n'aboutissaient pas à un accord sur la limitation des armements.

De notre correspondante

New-York. — En ouvrant, ce lundi matin 26 septembre, la trente-huitième Assemblée générale des Nations unies, M. Reagan, qui n'a encore jamais paru devant l'Organisation internationale, voulait donner de lui-même une image à la fois forte et généreuse. Tandis que les tensions nées du refus de M. Gromyko, le ministre des affaires étrangères soviétique, d'assister, pour la première fois depuis vingt-six ans, à la rentrée de l'ONU, continuent à *mobiliser les esprits* et les conversations, le président américain devait présenter de nouvelles propositions de limitation des missiles nucléaires à moyenne portée en Europe, mais ne tracer, sans doute, que les grandes lignes de cette nouvelle politique, laissant aux négociateurs de Genève toute latitude pour discuter les détails.

M. Reagan ne paraît pas décidé à renoncer à l'avantage que l'affaire du Boeing de la Korean Air Lines a conféré à Washington sur Moscou, *et en fera sans doute un large usage* à la tribune de l'ONU, d'autant qu'il s'agit là d'un thème éminemment populaire auprès de son électorat. Un thème qu'il a largement développé samedi dans son allocution radiodiffusée hebdomadaire.

Le président s'est exprimé en direct à la « Voix de l'Amérique », dans l'espoir que cette émission échapperait au brouillage et pourrait atteindre les auditeurs soviétiques, a indiqué son entourage. Il a repris l'essentiel des arguments qu'il développe depuis plusieurs semaines devant les Américains, y ajoutant des considérations propres à convaincre ce nouveau public : *« Nous n'avons aucun différend avec vous. Mais vous devez comprendre que le monde entier estime qu'aucun gouvernement n'a le droit d'abattre des avions civils. Votre Aeroflot a violé des dizaines de fois l'espace aérien américain en des lieux particulièrement sensibles. Pourtant, nous n'aurions jamais tiré sur vos avions et pris le risque de tuer l'un de vos amis ou un membre de votre famille. »* Cette allocution a été traduite en russe, ukrainien, roumain, bengali, lithuanien, ourdou et haoussa.

Dans son discours de lundi, M. Reagan devait aussi assurer aux Nations unies qu'elles peuvent toujours compter sur le soutien des États-Unis. Une assurance qui ne sera pas superflue après les déclarations au vitriol faites le 19 septembre par le représentant permanent adjoint américain à l'ONU, M. Lichenstein, suivies du vote, par le Sénat, d'un projet réduisant de 480 millions de dollars en quatre ans la subvention américaine à l'*Organisation internationale.*

En déjeunant, dimanche, avec M. Perez de Cuellar, M. Reagan, qui avait d'abord déclaré que l'opinion de M. Lichenstein était à la fois « *personnelle* » et « *compréhensible* », a voulu faire amende honorable. Il y a un certain mérite, car l'hostilité à l'ONU est, elle aussi, une cause très populaire dans l'Amé*rique moyenne.* Tentant de jouer habilement sur les deux tableaux — sa crédibilité intérieure et son image de leader de superpuissance, — M. Reagan n'en devait pas moins souligner à la tribune de l'ONU la « *partialité* » de l'Organisation en *faveur de l'Union soviétique* et sa « *politisation* ». Parlant devant un parterre composé, en majorité, de représentants du tiers-monde, le président américain se livre à un exercice difficile, le jour même où s'ouvre le sommet organisé par *Mme Gandhi* et *auquel il n'assiste* d'ailleurs pas.

NICOLE BERNHEIM.

Mme GANDHI SOULIGNE LE ROLE DE M. MITTERRAND EN FAVEUR DU NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE MONDIAL

M. Mitterrand, après avoir reçu à dîner dimanche 25 septembre, Mme Gandhi, premier ministre de l'Inde, reçoit ce lundi après-midi le président égyptien, M. Moubarak. Mme Gandhi et M. Moubarak se rendent à l'Assemblée générale des Nations-unies, à New-York, où le président de la République doit lui-même passer la journée de mercredi.

Avec le président égyptien, la conversation devrait surtout porter sur le Tchad et le Liban, deux *conflits au sujet desquels* les vues françaises et égyptiennes sont très proches.

M. Mitterrand et Mme Gandhi ont principalement préparé le « mini-sommet » qui se tiendra, de mardi à jeudi, à New-York, à l'initiative du premier ministre indien, actuel président du mouvement des non-alignés. Environ vingt-cinq chefs d'État et de gouvernement, présents à New-York, doivent participer à cette réunion centrée sur le désarmement et le développement.

En quittant l'Élysée, Mme Gandhi a déclaré : *« Le président Mitterrand et moi-même sommes montés en première ligne pour plaider en faveur d'un nouvel ordre économique mondial, mais nous devons aussi envisager comment progresser sur cette voie. Si nous ne pouvons atteindre notre but, au moins veillons à nous en rapprocher. » « Se réunir,* a-t-elle également dit, *représente toujours un pas en avant. »*

LA C.F.D.T. S'ASSOCIERA AUX MANIFESTATIONS PACIFISTES INDÉPENDANTES DU P.C.F.

La C.F.D.T. et le Comité pour le désarmement nucléaire en Europe (CODENE) ont adopté une déclaration commune, qui devait être rendue publique lundi 26 septembre, concernant notamment la manifestation organisée par le CODENE, le 23 octobre, à Paris, contre le déploiement de missiles américains Pershing-2 en Europe *de l'Ouest* et pour la destruction des missiles soviétiques SS-20. La C.F.D.T. et le CODENE entendent agir pour l'aboutissement de la négociation soviéto-américaine de Genève.

Le CODENE, organisateur du rassemblement du *Larzac qui* avait réuni dix mille personnes les 6 et 7 août dernier, entend lutter contre les euromissiles des deux camps. Indépendant du P.C.F. et de tout autre parti politique, le CODENE est proche des mouvements de paix des autres pays européens (République fédérale, Pays-Bas, Grande-Bretagne). L'union régionale C.F.D.T. Midi-Pyrénées avait appelé au rassemblement du Larzac, tout en se prononçant contre le mot d'ordre de « *dénucléarisation de l'Europe* » adopté par le CODENE.

La déclaration commune C.F.D.T.-CODENE établit des bases d'accord *qui doivent* permettre aux organisations cédétistes locales d'envisager leur participation aux initiatives du CODENE. Elles comportent, notamment, une stricte démarcation de ces initiatives par rapport à celles du Mouvement de la paix (proche du P.C.F.), notamment les manifestations prévues par celui-ci le 22 octobre.

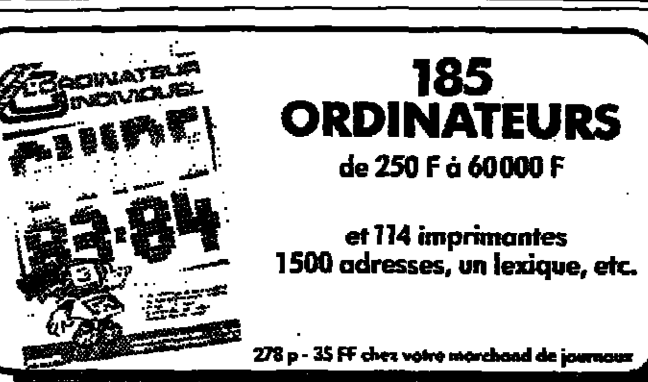
Après un mois de grève

LES SALARIÉS DES A.R.C.T. REPRENNENT LE TRAVAIL

Le personnel en grève des Ateliers roannais de constructions textiles (A.R.C.T.) ont repris le travail, *lundi 26 septembre.* La grève avait été déclenchée le 24 août par les salariés, qui refusaient le plan de quatre cents licenciements de la direction, appuyée par les pouvoirs publics.

Le tribunal des référés de Roanne avait ordonné, *jeudi, l'évacuation* sous vingt-quatre heures des ateliers occupés. Un comité d'entreprise, prévu pour le 1er septembre, puis repoussé, s'est finalement tenu en fin de semaine dernière. Les syndicats se sont prononcés contre les licenciements, comme on pouvait s'y attendre, et un communiqué du C.E. relève que *« le feu vert »* n'a pas été donné pour licencier. Mais les licenciements ne sont pas suspendus pour autant. *« Structurels »,* ils font l'objet d'une procédure longue qui, en tout état de cause, ne peut aboutir avant le début de l'an prochain. La position — attendue — du C.E. ne la *modifie pas. Les négociations ou*vertes avec les pouvoirs publics pour tenter de trouver des emplois de remplacement avancent. Ces derniers se seraient engagés, selon la direction des A.R.C.T., à créer une société de sous-traitance à Roanne qui travaillera pour les A.R.C.T., dont le plan de relance fait état de nombreux travaux sous-traités.

Il semble que la direction et les pouvoirs publics souhaitaient avant tout la reprise du travail et la mise au point de la nouvelle machine R.S.-100 avant l'exposition mondiale des machines textiles en octobre à Milan. *« Un mois a déjà été perdu »,* souligne la direction, qui craint que cela ne se fasse sentir sur les commandes et la sauvegarde de la société.



La C.S.M.F. décide des actions de protestation contre la taxe professionnelle et la non-revalorisation de la visite

A l'issue d'un « *conseil de crise* » le 24 et 25 septembre, la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) a décidé de passer à l'action contre plusieurs aspects de la politique gouvernementale. Son président, *le docteur Jacques Beaupère,* a annoncé, le 26 septembre au cours d'une conférence de presse, le lancement d'une campagne pour faire aboutir des négociations sur la revalorisation de l'acte de la visite jugé très nettement « *sous-évalué* ». La C.S.M.F. invite les *médecins,* à compter du 2 novembre, à ne se rendre au domicile des malades, le mercredi toute la journée et le samedi après-midi, que pour des situations d'urgence et de détresse correspondant au coefficient K10 (tarifé *115 francs*).

La C.S.M.F. a également vivement dénoncé le fait que la concertation entre le ministre de l'économie et la Confédération n'ait abouti à aucun résultat sur la fiscalité. Elle encourage tous les médecins à se joindre aux actions de protestation décidées par les unions départementales, pouvant aller jusqu'à des mouvements de « *guérilla administrative* ». Ainsi protestant contre le non-aménagement de la taxe professionnelle, elle propose aux médecins de la payer par petits chèques avec des justificatifs sur papier libre. Pour le docteur Beaupère, les médecins en ont « *ras le bol* » d'être considérés comme des « *nantis* », alors que nombre d'entre eux, notamment les jeunes qui s'installent, ne gagnent que 6 000 francs par mois. Pour les élections à la Sécurité *sociale,* la C.S.M.F. ne donne aucune consigne de vote mais, elle s'associe à la campagne du Centre national des professions de santé « *sur le rôle et la place des professionnels de santé dans la société et la nécessité d'une politique de santé, ainsi que sur les coûts et les moyens exigés par la mise en œuvre d'une telle politique* ».

Des mouvements de grève d'une inégale ampleur continuent d'affecter des centres de tri

La situation demeure extrêmement confuse et contrastée dans les *centres de tri des P.T.T. en ce début* de semaine, après les perturbations enregistrées ces quinze derniers jours du fait des mouvements de grève lancés par les organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T. et F.O.).

A Paris, selon la C.F.D.T., il n'y aurait plus de grève totale. Seules quelques brigades, conformément *aux consignes de la C.G.T., main*tiendraient leur mot d'ordre pour des arrêts d'une heure, et le centre de Paris-Brune serait le plus affecté par le mouvement.

En région parisienne, toujours selon la C.F.D.T., les centres de Créteil, d'Issy-les-Moulineaux et de Nanterre, qui étaient bloqués le 23 septembre au soir, seraient tou*jours en effervescence sans* que l'on connaisse réellement la situation exacte. Des appels à la grève illimitée, lancés par des militants d'organisations d'extrême gauche y concurrenceraient le mot d'ordre de la C.G.T. pour une heure d'arrêt de *travail par jour. De son côté, l'Union* régionale parisienne C.G.T. des P.T.T. fait observer que le mouvement s'est interrompu pendant le week-end, l'objet de la lutte étant justement le maintien des services de nuit le samedi et le dimanche.

En province, deux centres de tri étaient totalement bloqués le samedi 24 septembre, à Lille et à Nice. Dans cette dernière ville, la C.F.D.T. et le ministère des P.T.T. démentent l'information diffusée par la section locale de F.O. selon laquelle les C.R.S. seraient intervenus, la C.G.T. affirmant que *« le problème a été réglé dans la journée ».* Le 26 septembre, le climat était toujours tendu et, au centre de tri de l'aéroport de Nice, la direction départementale des P.T.T. des Alpes-Maritimes faisait savoir qu'elle envisageait de mettre en place un plan d'urgence pour acheminer une partie du courrier.

Différents centres de tri de province, et notamment à Marseille, *Montpellier,* Nîmes, Annecy, Lyon et Bordeaux, selon la C.G.T., observent des arrêts de travail d'une heure dans le cadre de la semaine d'action décidée par la fédération. Des difficultés sont encore à attendre pour la journée du 27 septembre, qui doit être le point fort du mouvement revendicatif lancé par la *C.G.T. avec des consignes d'arrêt de* travail pouvant aller d'une heure, comme les jours précédents, à vingt-quatre heures, selon les situations locales et les votes des assemblées de personnel.

● *S.N.C.F. : perturbations sur le réseau banlieue de la gare Montparnasse.* — A l'appel de la C.G.T., qui proteste contre les nombreux tableaux de service établis pour les horaires d'hiver, applicables depuis le 26 septembre, les dépôts de Montrouge, de Chartres et du Mans sont affectés par des arrêts de travail. Le trafic banlieue, sur les lignes de Rambouillet et de Plaisir-Grignon n'était assuré que pour un train sur trois, en tout début de matinée, ce 26 septembre. Vers 8 heures, un train sur deux circulait. Le service des trains rapides et express fonc*tionnait normalement.*

LE DOLLAR A 8 F

Les cours du dollar ont faibli sur l'ensemble des places financières lundi 26 septembre 1983, revenant, à Paris, de 8,06 F à 8 F environ et même 7,98 en début de matinée ; à Francfort, de 2,6630 DM à 2,6430 DM, et à Tokyo, de 242 yens à 238,60 yens.

Ce repli était prévisible après l'annonce, à la veille du week-end, d'une forte diminution de la masse monétaire américaine (3,1 milliards de dollars), tout à fait inattendue, et qui a pris les opérateurs à contre-pied. Compte tenu de cette diminution, qui exorcise les craintes d'une tension des taux aux États-Unis, et de l'annonce d'un cessez-le-feu au Liban, la baisse du dollar aurait même dû être plus accentuée par rapport au mark. Mais l'échec de la coalition gouvernementale allemande aux élections régionales de Hesse et de Brême a joué contre le mark. Ce dernier, néanmoins, a poursuivi sa lente progression à Paris, s'approchant de 3,03 F à 3,0280 F. Le franc belge est resté au plancher du S.M.E. en dépit de la fin de la grève des services publics.

